

ÉTATS-UNIS Bill Clinton a présenté, mardi 4 février, son programme de gouvernement à la Maison Blanche pour son second mandat. Dans la traditionnelle discours annuel sur l'état de

l'Union, le président des Etats-Unis a développé ses priorités : poursuite de l'élimination du déficit budgétaire, réforme du financement des partis et élargissement de l'OTAN à des pays

d'Europe centrale. ● LA GRANDE CAUSE de son second mandat sera l'amélioration du système éducatif, pour laquelle M. Clinton a demandé au Congrès de voter une enveloppe

de 51 milliards de dollars (280 milliards de francs). ● LE PRÉSIDENT, qui a terminé son allocution sur un appel à l'harmonie raciale, a estimé qu'il fallait « respecter le verdict » du tri-

bunal de Los Angeles qui a reconnu, mardi, l'ancien joueur de football O. J. Simpson responsable du meurtre de son ex-femme et de son ami Ron Goldman.

Bill Clinton appelle les Américains à une « croisade » pour l'éducation

Le président a présenté au Congrès son programme de gouvernement et placé l'amélioration du système éducatif au centre de ses préoccupations. Il a, d'autre part, souligné l'importance qu'il attache à l'élargissement de l'OTAN à l'Est

WASHINGTON
de notre correspondant
« Achever le travail » commencé il y a quatre ans et préparer l'Amérique pour les défis du XXI^e siècle : telle est la philosophie du programme d'action que Bill Clinton a proposé au Congrès, mardi 4 février, au cours du traditionnel discours sur l'état de l'Union. Le thème de l'unité, évoqué à l'occasion de son discours d'investiture du 20 janvier, est resté au centre de ses propos. Mais celle-ci, a-t-il insisté, doit être constructive : « Nous ne faisons pas face à une menace imminente mais nous avons un ennemi, c'est l'inaction », a-t-il souligné.

M. Clinton n'a pas de propositions très novatrices à formuler par rapport à celles qu'il a développées au cours de la campagne présidentielle, mais, de toute évidence, il se méfie des grands projets de réforme qui ont tendance à s'enlisier au Congrès. Sa méthode consiste à introduire le changement par doses homéopathiques, afin d'améliorer la vie quotidienne de telle ou telle catégorie d'Américains.

Cette stratégie politique souffre cependant une exception : l'amélioration du système éducatif, devenue la grande cause de son second mandat. Il s'agit d'une

véritabile « croisade nationale », dont l'objectif est de faire en sorte que les Américains aient « la meilleure éducation du monde », ce qui est loin d'être le cas. Sur ce thème et sur d'autres, le président américain souhaite capitaliser sur l'état d'esprit d'ouverture qui se manifeste dans les déclarations de certains responsables du Parti républicain : mais, alors qu'il est au sommet de sa popularité, il entend établir le dialogue sur des bases qui retiennent ses priorités.

« Achever le travail », cela signifie régler les trois principaux « problèmes en suspens » que constituent la question de l'équilibre des finances publiques, la correction de la réforme du Welfare (l'Etat-providence), enfin la réforme du financement des campagnes électorales. Or c'est précisément à propos de ces dossiers que le vœu de M. Clinton (« soyons partenaires et non porteurs ») risque de ne pas se réaliser. Si les positions de la Maison Blanche et du Congrès se sont nettement rapprochées depuis les interminables discussions budgétaires de l'hiver 1996, il reste un point de divergence fondamental : les républicains insistent pour faire voter un amendement constitutionnel imposant l'équilibre budgétaire, et M. Clinton



n'en veut pas. Ce serait une décision « inutile et imprudente », a-t-il souligné.

SE REFAIRE UNE « VIRGINITÉ »

En revanche, s'agissant de ce serpent de mer de la vie politique que constitue la réforme du financement électoral, le président estime urgent d'agir. « Tout retard signifiera la mort de la réforme », a-t-il insisté, en fixant une date-butoir, celle de la fête nationale, le 4 juillet. Cette insistance se

comprend d'autant mieux que le chef de la Maison Blanche et le Parti démocrate sont au centre des multiples affaires de contributions financières douteuses ou illicites.

M. Clinton souhaite manifestement se refaire une « virginité politique » à ce sujet, un souci qui l'anime également s'agissant de la réforme du Welfare. Approuvée dans la fièvre électorale, celle-ci est particulièrement rude aux plus démunis et aux immigrants légaux, qui se voient privés d'une

partie de l'aide fédérale. Ces dispositions ont ulcéré les démocrates, et M. Clinton souhaite réparer cette fâcheuse impression : « Notre obligation morale est de faire en sorte que ceux qui doivent travailler puissent le faire », a-t-il souligné.

Quant à l'éducation, Bill Clinton estime qu'il s'agit d'une « question de sécurité nationale cruciale », qui doit faire l'objet d'un consensus entre républicains et démocrates. « La politique doit s'arrêter aux

portes des écoles », a-t-il souligné, tout en brossant un tableau assez sombre de l'état du système éducatif. Il souhaite ainsi que l'on « apprenne aux enfants à être de bons citoyens », qu'on leur inculque « l'ordre et la discipline », ce qui passe notamment par les couvre-feux pour adolescents dans les grandes villes, voire par le port d'uniformes dans les établissements scolaires, enfin et surtout « par une tolérance zéro pour la drogue et les armes dans les écoles ».

ARMES CHIMIQUES

Le chef de la Maison Blanche a consacré la seconde partie de son discours à la politique étrangère, en demandant que, dans ce domaine aussi, l'esprit de cohabitation avec les républicains perdure. M. Clinton souhaite ainsi que la convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques (déjà ratifiée par 68 pays) fasse l'objet d'un vote rapide du Sénat. Or le président de la commission des affaires étrangères de la Haute Assemblée, le très conservateur Jesse Helms, n'est guère pressé : il a fait savoir qu'il est plus urgent de s'intéresser à la réorganisation du département d'Etat et aux réformes des Nations unies. M. Clinton a appelé le Congrès à « voir loin », afin que l'Amérique « reste la nation indispensable » au cours des cinquante prochaines années.

Pour cela, elle a besoin d'une Europe « stable, prospère et en paix ». L'élargissement de l'OTAN, selon lui, doit intervenir avant 1999, « est bon » pour les Etats-Unis, de même qu'un « partenariat stable » entre l'Alliance atlantique et la Russie, ou encore un « dialogue approfondi » avec Pékin, qui n'« isole » pas la Chine. En politique étrangère, comme dans le domaine intérieur, M. Clinton va avoir l'occasion de vérifier rapidement si une cohabitation harmonieuse peut s'établir avec un Congrès qui, a priori, lui est hostile. Mardi, il a précisé dans quel état d'esprit il se prépare à jouer sa partition politique. Jeudi, il présentera le détail de ses propositions budgétaires. Ce sera, alors, aux républicains de répondre.

L. Z.

Laurent Zecchini

Un quart des élèves sortent « analphabètes » du secondaire

WASHINGTON
de notre correspondant
Le constat est unanime et récurrent : le système éducatif américain est globalement défectueux, même si l'excellence des grandes universités privées rachète cette réputation de médiocrité. Les Américains ont une piètre image de leurs écoles et collèges (les quatre premières années de l'enseignement supérieur) ; ce sentiment est renforcé par le coût de plus en plus astronomique des seconds. Depuis le début de l'année 1996, l'éducation est devenue la principale préoccupation de l'opinion publique, devant la criminalité et la santé.

Pendant la campagne électorale, Bill Clinton n'a cessé d'insister sur ce thème, promettant de faire de l'amélioration du système éducatif la « pierre angulaire » de son second mandat. Les conseillers de la Maison Blanche ont trouvé une image susceptible de frapper les imaginations : l'accès à l'enseignement supérieur doit faire l'objet d'une priorité historique du

type de la « GI bill », cette initiative lancée en 1944 par le président Roosevelt, afin d'offrir une aide fédérale en matière d'éducation et de logement aux anciens combattants de la seconde guerre mondiale.

La charge financière que représente l'accès à l'enseignement supérieur ne cesse de s'alourdir pour les familles, les frais de scolarité des universités ayant progressé, ces dernières années, à un rythme deux fois plus rapide que celui de l'inflation. Les étudiants et leurs parents sont obligés de s'endetter pour supporter des frais qui s'échelonnent de 3 000 dollars (16 500 francs) par an pour certaines universités publiques jusqu'à 15 000 dollars (82 500 francs) pour des établissements privés, ces chiffres doivent être multipliés par deux pour tenir compte des dépenses annexes (logement, livres, etc.).

Depuis une dizaine d'années, la progression du coût de la scolarité a atteint 33 %, et le montant de la dette globale représentée par les études universitaires est estimé à quelque

24 milliards de dollars (132 milliards de francs). M. Clinton se propose d'augmenter de près des deux tiers le montant de l'aide fédérale en faveur de l'éducation supérieure, notamment par le biais d'un crédit d'impôt annuel de 1 500 dollars (8 250 francs). Cette aide serait versée pendant les deux premières années de collège aux familles dont les revenus annuels ne dépassent pas 80 000 dollars (environ 440 000 francs), à condition toutefois que l'adolescent ait atteint un bon niveau scolaire.

DAVANTAGE DE BOURSES

Le chef de la Maison Blanche souhaite également augmenter de 25 % le nombre de bourses dont bénéficient actuellement 3,6 millions d'enfants de milieux modestes. Ce programme, dont l'objectif est de généraliser l'accès à l'enseignement supérieur (où se rendent actuellement 60 % des diplômés du secondaire), a été critiqué par les républicains et de nombreuses associations éducatives : un tel « coup de pouce fiscal » profitera à des fa-

milles qui choisissent en tout état de cause d'offrir à leurs enfants une éducation supérieure ; l'administration va alourdir les budgets sociaux au moment où le Congrès souhaite réduire l'Etat-providence.

Cette aide va, d'autre part, surtout bénéficier aux classes moyennes : les étudiants les plus pauvres ne pourront pas en bénéficier, dans la mesure où ils reçoivent déjà des bourses. Enfin, le risque de voir certaines universités augmenter les frais de scolarité ne peut pas être écarté. Toutes ces objections vont nourrir le débat budgétaire qui va s'ouvrir au Congrès, sans pour autant épuiser le sujet. L'ambition de Bill Clinton est de corriger quelques-unes des carences du système éducatif. Il en reste d'autres. Selon une enquête officielle effectuée en 1994, un quart des jeunes finissant l'école secondaire sont de futurs analphabètes. Pour les Noirs, ce pourcentage passe à 50 %.

O. J. Simpson est reconnu civilement responsable du meurtre de son ex-femme et de Ron Goldman

NEW YORK
de notre correspondant
Il y aura donc eu, dans le « procès du siècle », un verdict noir et un verdict blanc : seize mois après avoir été acquitté au pénal par un jury majoritairement noir du meurtre de son ex-femme et d'un ami de celle-ci, O. J. Simpson, l'ancien champion de football américain, a été reconnu civilement responsable, mardi 4 février, par un jury majoritairement blanc, de la mort de Nicole Brown Simpson et de Ron Goldman.

Si lourd de sens que puisse être ce second verdict, ses conséquences ne sont cependant que financières pour O. J. Simpson, qui reste un homme libre. Le jury l'a condamné mardi soir à 8,5 millions de dollars (45 millions de francs) de dommages et intérêts à la famille Goldman pour compenser la perte d'un fils de vingt-huit ans, sauvagement assassiné à coups de couteau, un soir de juin 1994, au côté de Nicole Brown, égarée. Ce même jury doit de nouveau se réunir cette semaine pour calculer, cette fois, le montant des dommages et intérêts destinés à punir celui qui est désormais considéré comme l'auteur du double meurtre. Agissant uniquement, comme le permet la loi californienne, au nom de la disparue, la famille de Nicole Brown n'avait pas demandé de dommages et intérêts compensatoires et entend verser le montant de l'autre catégorie de dommages et intérêts à un

fonds appartenant aux deux jeunes enfants du couple, Justin et Sidney, dont O. J. Simpson vient d'obtenir la garde.

Los Angeles était calme, mardi soir, au terme d'un second procès qui a beaucoup moins fasciné l'Amérique que le premier. Certes, cette fois-ci, dans les cafés, ce sont les Blancs qui ont crié de joie à l'annonce du verdict. Mais la population noire est restée largement indifférente au deuxième épisode de la saga « O. J. », comme si, pour elle, le vrai verdict était bien le premier. Aussitôt après le second jugement, sans exprimer la moindre réaction, O. J. Simpson a regagné sa luxueuse résidence de Brentwood, l'un des quartiers blancs les plus chics de Los Angeles.

Comment ce double verdict contradictoire a-t-il été possible ? Aussi aberrant qu'il puisse paraître à première vue, il n'est pas sans précédent aux Etats-Unis. Mais, surtout, dans l'affaire O. J. Simpson, des différences cruciales ont séparé les deux procès. Le premier avait été organisé dans le centre de Los Angeles pour permettre la sélection d'un jury racialement mixte, ce qui aurait été impossible dans la circonscription judiciaire dont relevaient les victimes : Santa Monica, où a eu lieu le procès civil, est essentiellement peuplée de Blancs. A l'époque du premier procès, Los Angeles se relevait péniblement de violentes émeutes provoquées par l'un de ces tristement

célèbres dénis de justice, et personne ne tentait de tenter de nouveau le diable.

Un jury essentiellement noir acquitta donc O. J. Simpson à l'unanimité, en quelques heures, en octobre 1995, après un procès au cours duquel la défense joua ouvertement la carte raciale. Le jury qui l'a condamné tout aussi unanimement, mardi, ne comptait pas un Noir (neuf Blancs, un Hispanique, un Asiatique et un métis japonais-américain). La seule jurée noire avait été remplacée la semaine dernière, à la demande de la défense, qui venait de découvrir un conflit d'intérêts.

Grande absente du second procès, la télévision, dont le juge Hiroshi Fujisaki (d'origine japonaise, comme le juge qui présidait le pre-

mier procès) avait interdit les caméras, n'a pas eu le rôle de caisse de résonance qu'elle avait joué en 1995 ; les avocats ont donc pu se dispenser des coups de théâtre hollywoodiens qui ont fait du premier procès « cette force de la Côte ouest », comme ironisait cette semaine à la barre un procureur de New York dans une tout autre affaire. De l'avis général, le juge Fujisaki a mieux tenu ses troupes que son collègue Lance Ito ; en cadran beaucoup plus strictement les débats, il n'a pas permis au second procès de dégénérer en procès du racisme de la police de Los Angeles.

Les procédures, enfin, étaient elles aussi différentes : alors que l'unanimité du jury était requise au pénal, une majorité de neuf suffi-

sait au civil ; O. J. Simpson avait pu refuser de déposer la barre au procès pénal, alors qu'il avait été contraint de s'expliquer (notamment sur la confusion de son alibi) au procès civil et, surtout, le jury civil n'avait pas besoin d'être convaincu de la culpabilité de l'accusé « au-delà du moindre doute » ; il pouvait se contenter d'une « prépondérance de preuves » pour le condamner.

CHAUSURES FATALES

Or, en matière de preuves, précisément, c'est un nouvel élément qui a permis de confondre O. J. Simpson : une paire de chausures Bruno Magli, soudain devenue la marque la plus célèbre d'Amérique. L'assassin avait laissé l'empreinte très nette d'une semelle que les experts identifièrent comme un modèle spécifique de chausures Bruno Magli, taille 12. Or, seulement 299 paires de ce modèle avaient été vendues aux Etats-Unis. « J'en ai une, je n'en ai pas », s'exclama alors O. J. Simpson, qui chaussa aussi du 12. Mais au moment où s'ouvrit le procès civil, un photographe de presse tomba par hasard sur des clichés de 1993 : O. J. Simpson y arborait, de manière irréfutable, les fameuses chausures. Ajoutées aux véhémentes dénégations de l'accusé, qui affirmait au procès n'avoir jamais levé la main sur sa femme alors que de multiples photos, témoignages et enre-

gistements prouvaient le contraire, cette révélation causa sa perte.

Ce n'est donc pas forcément le « prêt pour un rendu » que l'on pourrait soupçonner le jury blanc d'avoir voulu opposer au verdict d'acquiescement du jury noir. Alan Dershowitz, l'un des plus célèbres avocats du barreau américain, qui avait participé à la défense d'O. J. Simpson en 1995, a reconnu mardi soir que l'affaire des chausures avait été déterminante dans ce nouveau verdict, sur lequel les jurés se sont d'ailleurs penchés plus longtemps que le premier jury.

Certes, la fracture raciale révélée par le premier verdict au sein de la société américaine existe toujours, comme l'attestent de nouveaux sondages : la majorité des Blancs continuent de considérer O. J. Simpson comme coupable et la majorité des Noirs sont toujours convaincus de son innocence. Et lorsque la chaîne Court TV demanda à Johnnie Cochran, l'avocat noir qui a fait gagner son premier procès à O. J. Simpson, s'il y a eu « une croisade blanche contre O. J. », il répondit : « Oui, d'une certaine manière ». Mais Johnnie Cochran répond aussi qu'il accepte le verdict, car il « respecte le système de jury ». « Notre système n'est peut-être pas parfait, ajoute-t-il après mûre réflexion, mais ceci reste le meilleur pays du monde... »

Sylvie Kauffmann

M. Milosevic demande au Parlement de Serbie de reconnaître les victoires de l'opposition

Une décision accueillie avec prudence par les dirigeants d'« Ensemble »

Le président serbe a demandé au premier ministre Mirko Marjanovic, mardi 4 février, que le gouvernement soumette au Parlement « un pro-

jet de loi spéciale proclamant définitifs » les résultats des municipales du 17 novembre, « conformément aux conclusions de la mission

de l'OSCE », en faisant valoir que ces litiges ont « causé un énorme préjudice au pays sur le plan intérieur et international ».

APPAREMMENT, Slobodan Milosevic a donc cédé. Après deux mois et demi d'une crise sans précédent et la mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Belgrade et en province, le président serbe reconnaît, dans la lettre qu'il a adressée mardi à son premier ministre, Mirko Marjanovic, que « l'intérêt de l'Etat à développer ses relations avec l'OSCE et la communauté internationale dépasse de loin en importance l'attribution d'un certain nombre de sièges dans quelques villes ». Il est encore trop tôt pour savoir si sa décision marque une réelle volonté d'ouverture, ou s'il s'agit, une fois encore, d'une manœuvre dilatoire pour gagner du temps.

La réaction des dirigeants de l'opposition, qui ont une nouvelle fois réuni leurs partisans, mardi dans le centre de la capitale, est d'ailleurs extrêmement prudente. En s'adressant à la foule, Zoran Djindjic (président du parti démocratique), a indiqué que « les manifestations ne cesseront qu'après la restitution de tous les mandats de l'opposition, la prise de sanctions à l'encontre des responsables des fraudes électorales et des violences, ainsi que la libération des médias ». Dusan Vasiljevic, porte-parole des étudiants, a lui souligné que « la meilleure façon de ne pas résoudre la crise est d'en confier la résolution au Parlement ».

La communauté internationale a aussi gardé une certaine réserve dans ses appréciations. Paris a certes estimé, par la voix de Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, que la décision des autorités serbes était « positive », mais a aussi souligné « que

le Parlement de Belgrade puisse très vite adopter ce projet de loi ». A Londres, le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a « salué » la reconnaissance de la victoire de l'opposition, en espérant « que nos efforts combinés vont être couronnés de succès ». Et, à Washington, le porte-parole du Département d'Etat a indiqué que les Etats-Unis resteront « sceptiques jusqu'à ce qu'ils voient des mesures concrètes prises par le gouvernement serbe pour mettre en œuvre cet engagement » qu'il a qualifié de « premier pas dans la bonne direction ».

La communauté internationale a aussi gardé une certaine réserve dans ses appréciations

Après la multiplication de décisions « juridiques » contradictoires concernant la validation des élections municipales, la répression du mouvement de protestation qui s'est durcie dimanche et a fait plusieurs dizaines de blessés, l'opposition, comme les capitales occidentales, ont de bonnes raisons de douter de la volonté de conciliation tardive du président serbe.

La proximité des élections présidentielles et législatives en Serbie, qui doivent avoir lieu au plus tard en décembre 1997, rend cependant de plus en plus nécessaire pour le président serbe un règlement rapide de cette crise qui, en s'éterni-

sant, fragilise considérablement ses chances de se maintenir au pouvoir.

L'impossibilité constitutionnelle dans laquelle il est de se représenter pour un troisième mandat à la tête de la République de Serbie, ne pourra en effet sans doute plus être contournée. L'opposition, avec sa capacité de mobilisation, et la vigilance nouvelle de la communauté internationale ne permettent plus aujourd'hui à Slobodan Milosevic d'enfreindre la constitution comme son entourage l'avait un moment envisagé. Il lui faut donc s'assurer de la solidité de ses alliances. A l'intérieur de la coalition au pouvoir, où le petit parti de la Nouvelle démocratie (ND, centre-droit) ne cessait d'appeler à un règlement de la crise, et au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) où les dirigeants monténégrins distillaient des critiques à son encontre. Et cela pour permettre à Slobodan Milosevic de se faire prochainement désigner par le Parlement fédéral comme président de la RFY.

A la multiplication des gestes en faveur de ses deux alliés - plan de privatisation pour se concilier l'appui de la ND, et institution d'une zone affranchie pour les Monténégrins - s'ajoute donc aujourd'hui la reconnaissance des victoires de l'opposition. Cette concession à la coalition « Ensemble », dans les principales villes de Serbie, n'est de toute manière pas de nature à compromettre le pouvoir de Slobodan Milosevic. Car même dans la capitale, où les bureaux du maire sont situés juste en face de ceux du président de Serbie, les attributions du premier magistrat de

la ville sont extrêmement limitées. Et, dans les villes où l'opposition a déjà installé son conseil municipal (comme à Nis, la deuxième ville du pays, ou à Kragujevac), les nouveaux dirigeants ont découvert une situation financière communale catastrophique qui leur promet des lendemains difficiles.

Si le Parlement de Serbie avalise les résultats de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), comme l'a demandé Slobodan Milosevic, la crise ne sera cependant pas complètement réglée. Car l'opposition demande aussi que soient désignés et jugés les responsables des fraudes électorales, et réclame une libéralisation des médias. Ce dernier point devrait très prochainement faire l'objet d'un nouvel affrontement entre les autorités et les dirigeants d'« Ensemble ». A cet égard l'enjeu que constituent les télévisions locales, surtout dans la capitale où la chaîne communale Studio-B dispose d'une audience de plus du quart des douze millions de serbes, permettra de juger l'étendue et la volonté des autorités de Serbie.

La concession annoncée par le président Slobodan Milosevic concernant les élections municipales, dont il reste encore à vérifier l'étendue et la mise en place, lui permet sans doute d'espérer ménager son avenir. Ce dernier est toutefois relativement aléatoire. Il s'agit plutôt d'un sursis pour un homme qui apparaît aujourd'hui de plus en plus mis en cause, après deux mois et demi d'une crise dont il a toujours largement sous-estimé les effets.

Denis Hautin-Guinaut

Des législatives anticipées auront lieu début avril en Bulgarie

Les contestataires ont obtenu gain de cause

DANS LA SOIRÉE du mardi 4 février, Sofia était en liesse. Les chauffeurs des voitures se saluaient en klaxonnant dans les rues; les étudiants et les syndicalistes dansaient et chantaient en levant les barrages qu'ils avaient installés aux carrefours de la capitale. Quelques heures plus tôt, le Parti socialiste au pouvoir (PSB, ex-communiste) et l'opposition s'étaient entendus pour tenir des élections législatives anticipées dans la première quinzaine du mois d'avril en vue de mettre fin à la grave crise politique et sociale que connaît le pays. Le nouveau président de la République, Petar Stojanov, a qualifié cet accord d'« historique ». Les manifestations de dizaines de milliers de sympathisants de l'opposition qui se déroulaient quotidiennement devant la cathédrale Alexandre-Nevski depuis près d'un mois n'auront donc pas été vaines.

La législature du Parlement actuel, où le PSB dispose de la majorité absolue, expire à la fin de 1998. Mardi, le Parti socialiste a d'abord renoncé à présenter au Parlement le gouvernement qu'il avait formé la veille. Nikolai Dobrev, ministre de l'Intérieur et premier ministre pressenti, a finalement jeté l'éponge. Lors d'une conférence de presse, il a annoncé qu'il abandonnait sa mission pour « sauvegarder la paix civile ». « En tant que ministre de l'Intérieur, a-t-il dit, je n'ai pas eu recours à la force contre les manifestants, qui violaient la loi, pour éviter des victimes. » Le président du PSB, Georgi Parvanov, déclarait de son côté que son parti avait renoncé à imposer un nouveau gouvernement « pour faire baisser les

tensions et pour résoudre le conflit ». C'était, à ses yeux, « un pas nécessaire pour préserver le parti et pour regagner la confiance perdue des électeurs ». L'opposition s'est pour sa part engagée à s'abstenir de former un nouveau gouvernement. La Constitution prévoit la dissolution du Parlement et des élections anticipées dans un délai de deux mois dans le cas où les trois plus grandes forces parlementaires n'arrivent pas à former un gouvernement. Le président Stojanov va nommer prochainement un gouvernement par intérim qui restera en place jusqu'aux élections anticipées.

L'accord a été obtenu à la suite de trois heures de négociations lors d'une réunion du conseil consultatif auprès du président de la République, à laquelle ont participé le premier ministre, le président du Parlement et les chefs des partis représentés à l'Assemblée.

Sofia était paralysée, depuis lundi, par une grève des transports en commun. Les principales routes d'accès à la Bulgarie, les ports bulgares sur le Danube et sur la mer Noire étaient bloqués par des grévistes. « Jamais la Bulgarie n'a été aussi proche d'une guerre civile », a déclaré le président Stojanov en annonçant aux journalistes l'accord entre le PSB et l'opposition sur des élections anticipées. Vive-mec acclamé par des sympathisants de l'opposition qui s'étaient rassemblés à l'issue des négociations, le président Stojanov a déclaré : « L'usine à illusions doit être fermée. Je ne vous promets pas que vous deviendrez rapidement plus riches et que vous vivrez mieux dans les prochains mois. » - (APR)

La télévision « anti-mirages » de Kragujevac

KRAGUJEVAC
de notre envoyé spécial

La mairie de Kragujevac, passée à l'opposition, gardera sa télévision, et l'écrivain Vidosav Stevanovic, auteur notamment de *Prélude à la guerre* (Mercure de France) et de *La Neige et les Chiens* (Belfond), en est le directeur. Le tribunal de cette ville industrielle, à une centaine de kilomètres au sud de Belgrade, a en effet rendu, mardi 4 février, un verdict favorable à l'opposition, mettant fin au conflit qui avait provoqué, fin janvier, de violents incidents entre la police et des manifestants. A la suite d'une manœuvre grossière de fonctionnaires socialistes zélés, l'ancienne municipalité - défaite aux élections du 17 novembre - avait demandé le rattachement de cette télévision locale à la très officielle radiotélévision serbe (RTS) pour empêcher la nouvelle municipalité de disposer de l'un des principaux médias locaux.

La police était intervenue pour interdire l'accès du bâtiment à Vidosav Stevanovic, nommé à la direction par le nouveau conseil municipal. « La tension était considérable et la population furieuse, nous expliquait quelques jours plus tard M. Stevanovic, et nous avons dû négocier pendant des heures avec Belgrade pour éviter le pire. Nous avons accepté de cesser les émissions en échange du départ de la police et de la possibilité de nous installer dans les locaux, en attendant la décision de la justice. » Après cet accord, Vidosav Stevanovic, qui a accepté bénévolement pour six mois de « mettre en place une télévision libre et ouverte, à l'image de ce qui se fait en Europe », s'est mis au travail.

« Nous voulons insuffler un changement de comportement et non pas simplement être le reflet d'un changement de pouvoir », affirme le directeur. Pour cela, il a fait appel à la collaboration de professionnels de

l'étranger et à des jeunes de Belgrade, « car il est assez difficile de travailler avec les membres de l'ancienne équipe, dont une partie refuse toute coopération avec nous ». La nouvelle rédactrice en chef, Ljiljana Ristic, qui est la seule à n'avoir pas accepté le rattachement à la RTS, explique ainsi que plusieurs de ses collègues sont « en arrêt-maladie en attendant que la situation se stabilise ».

UN « INSTRUMENT ESSENTIEL »

Dans cette ville sinistrée par l'effondrement de la principale industrie locale, la fabrique de voitures, d'armes et de machines-outils Zastava, près de la moitié de la population est au chômage. Et il n'est pas rare, dans les rues de Kragujevac, de croiser de jeunes mendicants aux carrefours. « Notre ville est sans doute celle qui souffre le plus de la situation économique catastrophique », affirme l'ingénieur Miroslav Marinkovic, aujourd'hui en charge des affaires économiques à la mairie. « Dans ce contexte la télévision est un instrument essentiel, assure le maire Veroljub Stevanovic, car nous voulons que les citoyens soient informés de manière objective. Même si nous ne disposons que d'un maigre budget (100 millions de francs), dont la majeure partie est gravée par des charges fixes - canalisations d'eau et ramassage des ordures -, nous y consacrerons une part, pour montrer notre ouverture d'esprit. » Il s'agit aussi, dit M. Marinkovic, de dénoncer les obstructions que ne manqueront pas de multiplier les autorités de Belgrade à notre égard, et d'ouvrir les yeux des habitants sur la réalité au lieu de les abrutir en leur montrant quotidiennement, comme la télévision officielle, des mirages. »

D. H.-G.

Le nouveau ministre polonais des finances est favorable à une accélération des privatisations

VARSOVIE

de notre correspondant
« Qu'il soit bien clair que ce départ n'annonce aucun changement de notre politique économique. » Si le premier ministre polonais, Wlodzimir Cimoszewicz, a tant insisté sur le thème de la continuité en commentant, mardi 4 février, la démission de son ministre des finances Grzegorz Kolodko, c'est que ce changement, à l'ordre d'une difficile campagne électorale, suscite forcément des interrogations. M. Kolodko, en poste depuis trente-trois mois (un record), passait pour un « libéral » relativement rigoureux en matière économique, au sein d'une coalition « de gauche » encore largement mar-

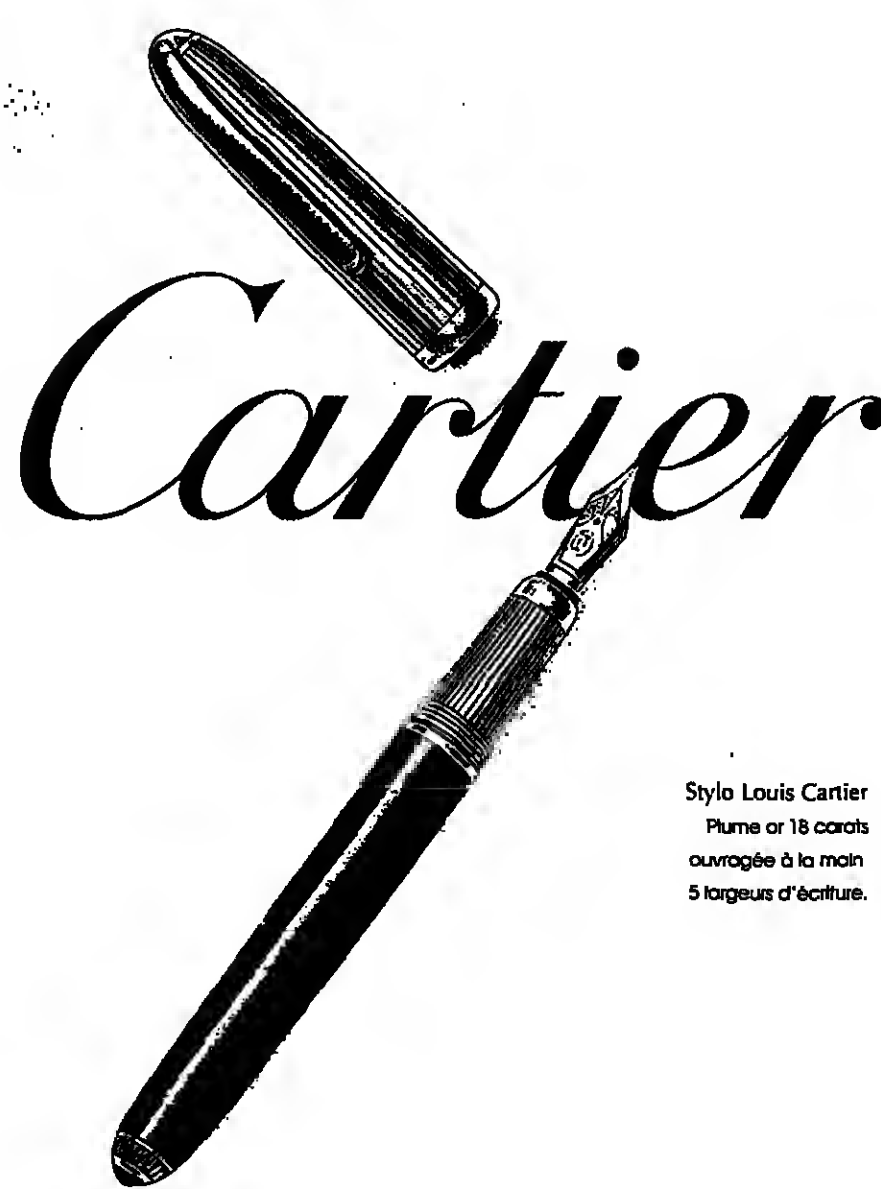
quée par l'ancien système. Qu'il quitte le gouvernement à un moment où l'économie polonaise, toujours vigoureuse, donne quelques motifs de préoccupation (un fort creusement du déficit commercial, des risques de reprise de l'inflation) et où la tentation sera très forte de desserrer les boulons pour satisfaire les électeurs, risquait d'apparaître comme un mauvais signe, en particulier à l'étranger.

La personnalité de son successeur, Marek Belka, jusqu'à présent conseiller économique du président Kwasniewski, devrait en principe contribuer à rassurer les inquiets : professeur d'économie, auteur d'une thèse sur les « Rea-

gonomics » - la politique libérale mise en œuvre sous le premier mandat du président Reagan -, il bénéficie même d'une image plutôt plus libérale que celle de M. Kolodko, et il s'est prononcé jusqu'à présent pour un plus grand désengagement de l'Etat et une privatisation plus rapide des grandes sociétés.

Reste à savoir s'il saura défendre ses positions au sein du gouvernement. L'une des qualités reconnues à son prédécesseur était en effet sa capacité à résister aux exigences des divers ministres, avec lesquels il s'était d'ailleurs successivement brouillé.

Jan Kratze



Stylo Louis Cartier
Plume or 18 carats
ouvrée à la main
5 largeurs d'écriture.

150 ANS D'HISTOIRE ET BEAUCOUP D'AMOUR

En vente dans les boutiques Cartier et chez les distributeurs agréés - Informations au 01 42 18 55 18

L'Europe au centre du débat électoral britannique

A Bruxelles, John Major récuse le « modèle social européen », qualifié de « politiquement et économiquement faux »

LONDRES
de notre correspondant
Les conservateurs viennent de dévoiler leur dernière affiche électorale : on y voit un vieux lion britannique fatigué, une lame sanguinolente à l'œil, au-dessus du slogan « Nouveau Lohdur, Euro-danger ». Le gouvernement de John Major a décidé de choisir l'Europe - ou plutôt la menace qu'elle lui inspire - comme principal thème de sa campagne électorale. C'est ce thème que John Major est allé défendre, mardi 4 février, à Bruxelles, devant un parterre d'hommes d'affaires.

La presse londonienne, informée à l'avance, avait publié dès mardi des titres guerriers sur ce discours, surtout destinés à la consommation intérieure : « Major mène le combat au cœur de l'Union européenne », titrait ainsi le très conservateur *Daily Telegraph*. M. Major s'est en effet livré à une entreprise de démolition du « modèle social européen », qualifié de « politiquement et économiquement faux ». Il a présenté le débat comme un choix entre deux philosophies opposées, l'une vouée à l'échec, et la sienne, « l'approche entrepreneuriale », en dehors de laquelle, à l'en croire, il n'y a point de salut. Tableaux à l'appui, les quatorze partenaires de Londres ont tout faux. « Je suis persuadé que la Grande-Bretagne peut aider à former une Europe dans laquelle les affaires puissent prospérer. (...) Notre gouvernement n'a pas choisi. Notre économie d'entreprise est plus négociable. »

LIGNE DE BATAILLE
Après une longue valse-hésitation entre ses pro- et ses anti-Européens, M. Major semble avoir fait un pas décisif en direction de ces derniers. Le temps est loin où il affirmait : « Il n'est pas dans notre intérêt national de nous asseoir au bord de l'Europe, nous excluons nous-mêmes de toute possibilité d'exercer notre influence », et voulait son pays « au cœur de l'Europe ». Une Europe qui est, aujourd'hui, au centre du débat électoral britannique. Le porte-parole travailliste pour les affaires étrangères, Robin Cook, vient, lui aussi, de préciser la position sur l'Europe de son parti. On sait M. Cook fort réticent à propos de l'Union économique et monétaire. Du moins, a-t-il affirmé sa différence : s'il ne croit guère à l'adoption de la monnaie unique par son pays dès 1999 - et ne la souhaite pas -, il reconnaît que le Royaume-Uni ne pourrait se permettre, si l'euro réussissait d'ici à 2002, de rester à la porte et de nuire à une industrie britannique fort courtisée par le Labour. « Si l'UEM réussit

(...), nous ne pourrions rester en dehors. »
M. Cook veut que son pays soit considéré comme un partenaire à part entière de l'UE. Ce qui lui permettrait de l'influencer de l'intérieur, de « fournir une vision différente de l'avenir de l'Europe » au lieu de se marginaliser ; de se poser en un éventuel fédérateur des autres membres de l'Union que la France et l'Allemagne « si ces deux pays devaient faire des propositions inacceptables ou nuisibles à la Grande-Bretagne (...) ».

Après avoir reculé mois après mois au rythme des sondages, le Labour semble avoir fixé sa ligne de bataille sur l'Europe. A première vue, elle ne paraît pas si éloignée de celle des Tories il y a encore peu. Le scepticisme de M. Cook le pousse seulement à s'engager en faveur de l'UEM quand les conditions seront propices pour le Royaume-Uni, alors que celui de la majorité des Tories le conduit à repousser leur décision, voire à rejeter la monnaie unique. Sur la politique sociale, M. Cook a réaffirmé en revanche que son parti se rallierait à l'annexe du traité de Maastricht que les partenaires de la Grande-Bretagne avaient dû signer séparément en raison de l'opposition de John Major à toute référence aux objectifs de la charte sociale de 1999.

L'Europe sera-t-elle pour M. Major un terrain de bataille plus favorable, alors que le dernier sondage lui donne 25 points de retard sur son rival, Tony Blair ? L'état-major conservateur s'en dit persuadé. Le débat politique a beaucoup dérivé depuis deux ans vers l'euro-scepticisme. Mais une analyse plus fine de l'opinion montre que les choses ne sont pas si simples. Les derniers sondages de l'institut MORI indiquent que l'Europe n'arrive qu'en quatrième position des préoccupations après la santé, l'éducation et l'emploi, et juste avant la sécurité. L'opinion des Britanniques sur la question n'a guère changé en dépit de la campagne massive des euro-sceptiques généralement répercutée par les médias et de la discrétion des pro-européens : le pourcentage de ceux qui veulent rester au sein de l'UE est passé de 47 % à 44 % entre 1977 et 1996 (avec une pointe de 60 % en 1991), tandis que ceux qui veulent en sortir sont passés de 42 % à 40 %. Ce qui n'empêche pas nos voisins de demeurer fondamentalement nationalistes : favorables à 85 % aux garanties de la Charte sociale, ils sont 39 % à trouver inacceptable que celle-ci puisse leur être imposée par Bruxelles.

Patrice de Beer

La coopération franco-néerlandaise contre le trafic de drogue s'améliore

LA HAYE
de notre correspondant
La France et les Pays-Bas ont signé, lundi 3 février, un « mémorandum d'accord portant sur l'amélioration de la coopération des administrations douanières dans le domaine de la lutte contre la fraude et, spécialement, de la lutte contre le trafic illicite de drogues ». Le texte formalise une coopération discrètement existante entre les deux pays. En 1996, des fonctionnaires français avaient été détachés au port de Rotterdam, tandis que leurs homologues néerlandais s'installaient pour plusieurs mois à Marseille. Cette année, l'échange pourrait concerner les aéroports de Schiphol-Amsterdam et de Roissy, ainsi que les ports d'Amsterdam et du Havre. « L'expérience a été très instructive », indique-t-on de source française. Rotterdam va, par ailleurs, se doter d'un scanner d'inspection des conteneurs, un exemple bientôt suivi par Schiphol.

L'accord devrait également permettre d'accélérer l'échange d'informations entre les douanes des deux pays, ce qui se fait pour la

fraude aux subventions européennes, aux droits d'accises, ou pour les cas douteux en matière de drogue : « L'objectif est de savoir rapidement si telle ou telle société sur laquelle nous avons des doutes est honorable », commente un proche du dossier.
L'accord constitue « le premier résultat tangible du groupe de travail de fonctionnaires mis en place par la France et les Pays-Bas fin 1995 », remarque-t-on côté français. Il confirme qu'au-delà des querelles politiques et diplomatiques la coopération entre les deux pays s'améliore. « On se voit et on discute souvent, sans polémique », assure un fonctionnaire français. Les Pays-Bas souhaitent signer d'autres accords de ce type avec la Belgique et l'Allemagne.
D'autre part, les ministres de la justice et de l'intérieur de l'Union européenne devaient se retrouver mercredi et jeudi à Noordwijk à l'invitation de leur collègue néerlandaise Winnie Sordraeger, pour réfléchir à la coopération dans la lutte contre le crime organisé.

Alain Franco

Nawaz Sharif, le futur premier ministre pakistanais, se veut conciliant à l'égard de l'Inde

Le vainqueur de Benazir Bhutto est soutenu par les milieux d'affaires

L'Inde a réagi favorablement, mercredi 5 février, à la victoire, aux élections législatives pakistanaises du 3 février, de la Ligue musulmane de

Nawaz Sharif, qui enlève 134 sièges des 217 que compte le Parlement (le Parti du peuple pakistanais de Benazir Bhutto n'en obtenant que 18). Le

ministre indien de la défense Mulyam Singh Yadav a noté que M. Sharif s'était abstenu de toute « position indienne » durant la campagne.

LAHORE
de notre envoyé spécial
« Mais je ne sais pas pourquoi je ne suis pas aussi populaire que Benazir Bhutto ! C'est vrai, personne ne semble être amoureux de moi. Cela dit, vous êtes quand même ve-

PORTRAIT
Le chef de la Ligue musulmane entend redonner confiance aux investisseurs

nus me poursuivre dans ma salle d'attente... » Nawaz Sharif éclate de rire en avançant son kebab. En ce dimanche soir, à la veille du scrutin qui allait le reconduire au pouvoir - un triomphe électoral sans précédent -, le chef de la Ligue musulmane, personnage d'ordinaire réservé, exultait en répondant aux questions à l'heure où l'on rompt le jeûne du Ramadan. Il savait la victoire proche.

Nawaz Sharif, quarante-sept ans, né deux ans après l'indépen-

dance, est l'une des figures-clés du milieu politique pakistanais : conservateur, ancien protégé de l'ex-dictateur Zia Ul Haq, qui fit de lui un « ministre en chef » de la province du Pendjab, il était devenu premier ministre en 1990, à l'issue du premier limogeage de M. Bhutto. Mais l'absence de charisme de ce personnage à l'épaisse stature ne lui a pas permis - comme sa rivale Benazir - de devenir une figure médiatique en Occident.

Lui-même homme d'affaires, il est le fils d'un industriel qui, avec ses six frères, avait créé un modeste atelier de machines-outils à Lahore, en 1936. L'entreprise familiale emploie 10 000 personnes.

Aux élections de 1993, après avoir été lui aussi « démissionnaire » pour « corruption et mauvaise gestion », il avait dû repasser les rênes à « Benazir ». Son premier mandat n'a pas laissé un souvenir impérissable dans la mémoire des Pakistanais, même si son libéralisme en matière économique lui a permis de garder le soutien des hommes

d'affaires : « Nawaz » représente les aspirations de la haute et moyenne bourgeoisie face à la puissance des grands propriétaires féodaux, symbolisée, entre autres, par M. Bhutto, son entourage et son parti pourtant ex-« socialiste ».

OUVERTURES POLITIQUES

Le nouveau premier ministre entend redresser l'inquiétante situation d'un pays surendetté, poursuivre la libéralisation de l'économie et redonner confiance aux investisseurs. Il lui faudra aussi s'attaquer à la corruption. Assurera-t-il le bon fonctionnement de la nouvelle commission babillonnée à poursuivre les hommes politiques mis en cause, une première pour le Pakistan ? « Cette commission est indépendante et se réunira très bientôt », affirme M. Sharif, lui-même soupçonné de ne pas avoir les mains totalement propres en la matière.

En cette veille d'élections, « Nawaz » avait fait deux ouvertures politiques d'importance entre

deux bouchées de riz et de poulet tandoori : « Nous devons nous asseoir autour d'une même table avec les Indiens » pour résoudre l'épineux contentieux du Cachemire, avait-il affirmé, ajoutant : « Si l'on dialogue, on est forcé d'arriver à des résultats ».

Interrogé sur l'Afghanistan et le soutien de son pays aux talibans, ces musulmans ultra-traditionnalistes au pouvoir à Kaboul, il avait promis que « cette politique devra être révisée, car il est hors de question de soutenir une faction afghane contre une autre ».

Quelle sera la réelle marge de manœuvre de M. Sharif dans ce pays aux pouvoirs écartés, où les services secrets testent une sorte d'Etat dans l'Etat et où les militaires sont encore tout-puissants ? Comme l'avouait récemment au Monde M. Bhutto, aucun premier ministre « ne contrôle ici totalement les différentes institutions ». Et elle est bien placée pour le savoir.

Bruno Philip

Hors jeu pour Imran Khan, le héros du cricket

LAHORE

de notre envoyé spécial

« Il faudra pendre tous les corrompus. C'est la seule solution pour sauver le Pakistan ! » Ainsi parlait Imran Khan, dimanche 2 février, dans sa vaste demeure de Lahore, capitale de la province du Pendjab. L'ancien héros de l'équipe nationale de cricket, qui mena, en 1992, son pays à la victoire en Coupe du monde, n'est pourtant pas parvenu à convaincre les Pakistanais de l'élire au Parlement national. Ni lui ni aucun de ses partisans qui se présentent dans les assemblées régionales sous l'étiquette du Parti de la Justice (Tehreek-e-Insaf), n'ont réussi à remporter un seul siège.

Imran Khan était entré en politique en se décrivant comme le « nouveau messie » d'un Pakistan en crise. Les foules venues l'acclamer lors de ses meetings, en brandissant le drapeau rouge et vert frappé du croissant blanc de l'Islam, avaient pu donner l'impression qu'« Imran » était un recours. La vedette du cricket s'est métamorphosée en homme politique. L'ancien étudiant d'Oxford au physique de play-boy, qui fréquentait les boîtes à la mode de Londres et multipliait les aventures, a totalement changé d'apparence et de discours : vêtu de l'ample *sharwal kamiz* et coiffé d'un bonnet de laine à l'afghane, il prône désormais le retour aux « valeurs morales »,

conspue la « décadence de l'Occident », doute du bien-fondé de la démocratie parlementaire et prêche pour un Etat islamique, « moderne et juste ».

Son mariage avec Jemima, fille du milliardaire franco-britannique, Jimmy Goldsmith, qui est d'origine juive par sa mère - ascendance que ses adversaires ont abondamment exploitée - a-t-il contribué à sa défaite dans ce pays farouchement musulman et très hostile à Israël ? Jemima s'était pourtant convertie à l'Islam avant son mariage à la Mosquée de Paris.

B. Ph.

L'Indonésie est secouée par des violences ethniques et religieuses

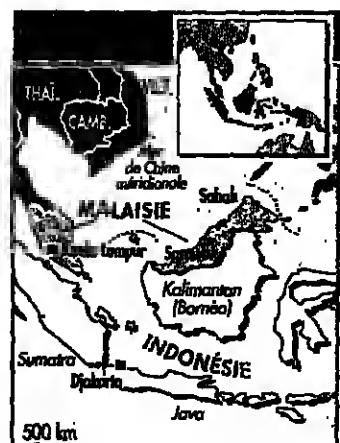
BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

A la suite des émeutes ethniques ou religieuses dont certaines îles de l'Indonésie sont le théâtre depuis quelques mois, le gouvernement a pris des mesures pour éviter tout dérapage à l'occasion des élections générales prévues fin mai. Les administrations locales ont reçu l'ordre de reporter, après la tenue du scrutin, les réunions susceptibles de rassembler de « larges foules », a rapporté, mardi 4 février, la presse de Jakarta. Les 31 décembre, l'interdiction des traditions défilés politiques pendant la campagne électorale.

La situation demeure tendue au Kalimantan occidental, sur l'île de Bornéo, après des émeutes qui, en janvier, ont fait cinq morts et vingt et un disparus dans la région de Singkawang, une agglomération située à mi-chemin entre Pontianak, chef-lieu de la province, et la frontière avec l'Etat malaisien du Sarawak. Près de cinq mille Dayaks, une ethnie locale, avaient alors mis à sac les biens de migrants en provenance de Madura,



une île indonésienne surpeuplée et située à deux coudées de Java. Comme de nouveaux incidents ont eu lieu la semaine dernière à Pontianak, un couvre-feu a été imposé et les forces de l'ordre ont reçu le renfort de deux compagnies de l'armée de terre. De son côté, la Malaisie a fermé, pour une durée indéterminée, la frontière entre le Sarawak et le Kalimantan occidental.

Au terme d'une politique natio-

nale de « transmigration » appliquée depuis vingt ans, pour décongestionner notamment Java et Madura, la présence croissante de migrants intérieurs à Kalimantan, à Sumatra et en Irian Jaya est une source fréquente de frictions avec les ethnies locales. En Irian Jaya, exemple, les Javanais forment aujourd'hui le tiers de la population. A Singkawang, la rumeur selon laquelle deux Dayaks auraient été blessés par des Madurais serait à l'origine de la bouffée de violence qui a contraint six mille Madurais à abandonner provisoirement leurs domiciles.

« DÉCADENCE MORALE »

A Java, entre-temps, des émeutes à connotation antichrétienne et antichinoise, qui ont eu lieu de façon sporadique depuis octobre, semblent avoir, pour partie, le ressortement à l'égard des écarts croissants de revenus. La police, la minorité chinoise, censée contrôler 80 % de l'économie, et les églises chrétiennes ont été les cibles de manifestants musulmans, souvent jeunes. Samedi 1^{er} février, l'armée patrouillait dans les rues de Ren-

gasdenglok (Java), où des émeutiers musulmans avaient incendié un temple protestant et un temple bouddhiste.

Le président Suharto, qui pourrait être candidat à un septième mandat présidentiel consécutif en 1998, a réagi en annonçant, dès le 6 janvier, un impôt de 2 % sur les fortunes dont les dividendes seront reversés aux défavorisés. De son côté, le général Feisal Tanjung, commandant en chef des forces armées, a demandé, le 31 janvier, à ses troupes d'intervenir « avec avantage de fermeté ». Enfin, la conférence des évêques a estimé, dans une déclaration diffusée dimanche, que les troubles étaient le résultat d'« une décadence morale » susceptible de « menacer l'unité et le futur de la nation ». « La loi et les droits fondamentaux des gens ne sont pas respectés », a ajouté la hiérarchie catholique. Cependant, les nouvelles restrictions imposées aux trois partis politiques autorisés, en vue des élections de mai, ne devraient pas aider ces derniers à canaliser les mécontentements.

Jean-Claude Pomonti

Washington confirme la présence de troupes étrangères au Zaïre

LES ÉTATS-UNIS ont confirmé, mardi 4 février, la présence de troupes étrangères au Zaïre et ont lancé un appel à tous les pays concernés pour qu'ils s'abstiennent d'intervenir dans les combats qui se déroulent dans l'est du pays. « Nous avons de nombreuses preuves » que des troupes étrangères sont entrées au Zaïre, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Il s'est toutefois refusé à préciser la nationalité ou l'origine de ces troupes, ou le oom des pays qui fourniraient des troupes aux forces rebelles ou à l'armée gouvernementale.

Lors d'une rencontre à Washington, le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a réaffirmé, de son côté, au président ougandais Yoweri Museveni que les États-

Unis souhaitent « préserver l'intégrité territoriale du Zaïre ».

Selon des sources occidentales, les Forces armées zaïroises (FAZ) recevraient le soutien des Forces armées rwandaises (FAR) et des miliciens hutus interhamwe, qui aideraient à contenir les offensives des rebelles, majoritairement tutsis, dirigés par Laurent-Désiré Kabila, en plus d'un concours de quelque 280 mercenaires d'origine européenne. Selon un officier des FAZ, les rebelles bénéficieraient pour leur part de l'appui d'« armées constituées », si l'on considère les moyens de communication sophistiqués et les combattants expérimentés dont ils disposent. Kinshasa dénonce depuis le début de l'offensive rebelle, en octobre 1996, l'implication de ses voisins

rwandais, ougandais et, dans une moindre mesure, burundais.

Une vaste opération de recrutement et de mobilisation a été lancée par les FAZ, afin de mettre sur pied de nouvelles brigades, a annoncé mardi l'Agence zaïroise de presse (AZAP) à Kinshasa. Les jeunes gens âgés de quinze à dix-huit ans ont été invités à se faire enrôler dans les postes de garnison proches de leur domicile. Par ailleurs, un procès s'est ouvert, lundi, devant le Conseil de guerre à l'encontre de militaires ougandais et d'éléments de l'Armée patriotique rwandaise (APR), recrutés selon l'AZAP parmi la population banyamulenge, des Tutsis zaïrois du Sud-Kivu, et formés au Rwanda. Ces hommes auraient été capturés dans les zones de combats à l'est du pays.

Au Shaba, les rebelles qui se sont emparés du port de Kalémi, sur le lac Tanganyika, poursuivent leur progression vers le sud. Ils se rapprochent de Moba, la ville natale de Laurent-Désiré Kabila, où ils seraient, selon certaines sources à Kinshasa, attendus par les Banyavutura, des Tutsis zaïrois comme les Banyamulenges, qui vivent dans la région. Des combats auraient eu lieu près de Shabunda, où se trouve un camp de réfugiés, et les hommes de M. Kabila se rapprocheraient également de Tingi Tingi, qui abrite quelque 200 000 Hutus rwandais et burundais. Au moins 200 personnes seraient mortes au cours de la semaine écoulée dans les camps de Tingi Tingi et d'Amisi, selon des agences des Nations unies. - (AFP Reuters.)

73 soldats israéliens tués dans une collision d'hélicoptères dans le nord du pays

Cet accident, le plus lourd en pertes humaines jamais subi par l'Etat juif, en dehors des combats, ravive la controverse sur l'occupation par Tsahal, depuis dix-neuf ans, d'une « zone de sécurité » de 850 kilomètres carrés au Liban sud

Israël se préparait, mercredi 5 février, à une journée de deuil et aux funérailles de la plupart des 73 militaires tués, la veille, lors de la collision de deux hélicoptères dans le nord du pays, à proximité de la frontière li-

banaise. Une commission d'enquête, dirigée par l'ancien directeur général du ministère de la défense, David Ivry, a été chargée dès mardi soir d'enquêter sur les causes de l'accident. Cette catastrophe

risque de relancer avec acuité le débat sur l'utilité de la continuation de l'occupation par Tsahal d'une « zone de sécurité » au Liban sud, où les 73 soldats étaient acheminés. Le président américain, Bill Clinton, et

le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, ont adressé leurs condoléances au premier ministre israélien, soulignant notamment que « les pensées et les prières » des Etats-Unis « vont vers le peuple israélien alors

qu'il pleure » la perte de ses soldats. Au Liban sud et dans la plaine centrale libanaise de la Bekaa, des manifestations de joie ont éclaté dans les régions contrôlées par le Hezbollah chiite.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Ils avaient tous autour de vingt ans. Des combattants d'unités d'élite en route pour le sud du Liban, persuadés d'aller défendre leur pays. Ils étaient soixante-treize, dont treize officiers, dans deux gros hélicoptères Sikorsky CH-53, destinés au transport de troupes. L'orage, un incident technique, une erreur humaine, le mauvais sort, ou autre chose encore, que la commission d'enquête, créée mardi soir 4 février, établira : ils sont tous morts lorsque leurs appareils se sont heurtés en plein vol.

« La plus terrible tragédie dans l'histoire de nos forces aériennes », a résumé Ezer Weizman, le président de la République. La plus lourde perte humaine subie, hors bataille, par Israël, depuis sa création il y a un demi-siècle, avancent les commentateurs. La collision a eu lieu au-dessus du kibboutz Shaar Yisroun, aux confins nord de la Galilée, à moins d'une minute de vol de la frontière libanaise. Les témoins parlent d'une « énorme boule de feu », qui s'abat sur une petite pen-

sion de famille, heureusement vide à cette époque de l'année.
« Le premier hélico a explosé en plein vol », raconte Youval Shonster, un résident du kibboutz, l'autre a fluté quelques secondes dans le ciel, puis il est tombé. Certains corps ont été éjectés, mortels, hors de l'appareil. D'autres, longtemps après l'accident, continuaient à brûler tandis que des fusées éclatantes, de la dynamite et autres munitions emportées par les soldats explosaient sporadiquement, empêchant l'approche des équipes de secours.

« INIMAGINABLE TRAGÉDIE »

L'armée a d'abord tenté d'imposer une censure totale sur la nouvelle, le temps de prévenir les familles des victimes. Mais devant l'ampleur du désastre, le black-out a été levé au bout de deux heures, radio et télévision invitant les familles ayant des soldats dans la région à laisser leurs lignes de téléphone libres. Dans un pays de cinq millions et demi d'habitants, dont quatre millions et demi - les Juifs, garçons et filles - sont appelés au

service militaire, la mort d'un seul soldat est parfois perçue comme une perte nationale. La Knesset devait décréter mercredi, en séance spéciale, un deuil national.
Le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, est apparu vers 21 heures à la télévision pour une brève et grave « adresse à la nation ». Evoquant « une inimaginable tragédie », il a invité « le pays tout entier à pleurer [ses] jeunes combattants disparus ». « Leurs familles sont nos familles, leurs enfants sont nos enfants et le cœur de la nation est avec les victimes », a-t-il ajouté. M. Nétanyahou, qui devait rendre visite mercredi au roi Hussein de Jordanie, a annulé tous ses engagements.

« Enfants », « garçons », « jeunes gens », « horrible tragédie », les mêmes mots revenaient dans les commentaires des médias audiovisuels. Mais Israël est un pays passionnel qui, par-delà les deuils, débat sans cesse. Coïncidence dramatique de l'histoire, jamais la question de l'occupation israélienne du Liban sud n'avait été posée avec autant d'acuité que la se-

maine dernière, lorsque le ministre de la police, Avigdor Kahalani, chef d'un petit parti centriste associé à la coalition au pouvoir, s'interrogeait : « Que fait-on (...) au Liban ? Le moment n'est-il pas venu (...) de partir du lieu de laisser nos soldats se faire tuer comme des lapins ? »

UN DÉBAT RELANCÉ

Le ministre s'est vu promptement remettre à sa place par le chef du gouvernement et le ministre de la défense, Itzhak Mordechai. Nul doute que le télescopage des événements va attiser le débat. Tsahal est présente au Liban sud depuis 1978, année au cours de laquelle le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa résolution 425, lui intima de se retirer « complètement et inconditionnellement » du pays du Cèdre. Résolution rejetée, invasion quasi complète du pays en 1982, retrait partiel en 1985 : depuis dix-neuf ans, officiellement pour protéger sa frontière nord contre d'éventuelles infiltrations de « terroristes » palestiniens ou chiites libanais - ou n'a pas vu la moindre tentative depuis des années -, Is-

raël occupe une « zone de sécurité » de 850 kilomètres carrés qui représente 11 % du territoire de son voisin.

Chaque année, l'Etat juif, qui y stationne un bon millier de ses soldats, secondés par une milice supplétive de trois mille combattants libanais, perd 25 à 30 hommes dans cette zone. Mardi matin, treize positions avaient été attaquées simultanément au mortier sans faire de victimes. Les soldats tués dans l'accident allaient-ils « prendre position ou ouvrir le feu », comme l'affirme M. Mordechai ? Ou bien, comme crut pouvoir l'annoncer le correspondant militaire de la télévision publique peu après l'accident, portaient-ils « effectuer une mission d'embuscade » contre les combattants chiites du Hezbollah ?

Régulièrement, comme en avril 1996, Tsahal lance de vastes offensives qui tuent beaucoup de civils libanais - plus de 200 morts lors de la dernière opération -, sans parvenir à affaiblir durablement le « parti de Dieu ». Soutenus par l'Iran et la Syrie, les combattants du Hezbollah attaquent quotidiennement

les patrouilles de l'armée occupante. Certains de leurs chefs s'engagent à mettre un terme à la lutte armée à la minute où Israël quittera le territoire national. Le gouvernement libanais, pour sa part, s'engage à garantir cette paix. D'autres, plus faotiques, mais aussi plus marginaux, jurent de combattre jusqu'à la « libération » de Jérusalem.

Légèrement décalé par rapport au pays endeuillé parce qu'il était interrogé au téléphone à partir de Genève, Shimon Pérès, qui ordonna l'offensive meurtrière de 1996, a déclaré mardi qu'il était « temps de mettre un terme à la tragédie au Liban ». Comme la plupart des autres hommes politiques, l'ancien général Ehoud Barak, probable successeur de M. Pérès à la tête du Parti travailliste et challenger déclaré de M. Nétanyahou, a refusé de se prononcer. « Aujourd'hui, a dit l'ancien chef d'état-major des armées, il n'y a rien d'autre à faire que de s'unir derrière nos soldats et leurs familles. »

Patrice Claude

Trois cousins de Saddam Hussein seraient en résidence surveillée

NICOSIE. Trois cousins du président irakien Saddam Hussein, le général Abed Hassan El Malik, le lieutenant-général Maher Abed El Rashid et Fadel Salih El Azawou, ont été placés en résidence surveillée, a indiqué, mardi 4 février, une source irakienne. Une broutille avec Oudai, fils aîné du président irakien, quelques jours avant l'attentat perpétré contre lui le 12 décembre 1996, semait à l'origine de cette décision. Le premier aurait dénoncé l'assassinat, en février 1996 à Bagdad, des gendres du président irakien, Hussein et Saddam Kamel Hassan, de leur frère, Hakem, et de leur père, qui est son propre frère. Maher Abed El Rashid, beau-père de Qoussai, deuxième fils du président irakien, est considéré comme un des « héros » de la guerre irako-iranienne (1980-1988). - (AFP)

Quatre observateurs de l'ONU et leur chauffeur tués au Rwanda

KIGALI. Quatre observateurs des droits de l'homme des Nations unies - un Britannique, un Cambodgien et deux Rwandais - ont été tués mardi 4 février dans le sud-ouest du pays, a annoncé l'ONU. Un de leurs chauffeurs rwandais est décédé plus tard des suites de ses blessures. Ils sont tombés dans une embuscade tendue par des inconnus dans la préfecture de Cyangugu, alors qu'ils circulaient dans deux véhicules de l'ONU, entre Gismato et Karongera. Cette attaque survient deux semaines après l'assassinat de trois coopérateurs espagnols de Médecins du monde, le 19 janvier à Rubengezi (nord-ouest), et deux jours après le meurtre, dimanche, dans la même région, d'un missionnaire canadien. - (AFP, Reuters)

Un évêque assassiné par un groupe islamique aux Philippines

ZAMBOANGA (Philippines). M. Benjamin D. de Jesus, vicaire apostolique de Jolo, dans l'île de Zamboanga, au sud des Philippines, a été assassiné, mardi 4 février. Les autorités ont mis en cause le groupe islamique Abu Sayyaf, déjà responsable en janvier à Jolo d'un attentat, faisant deux morts dans la communauté chrétienne et, en avril 1995, du massacre d'une cinquantaine d'habitants du village chrétien d'Ipil dans l'île de Zamboanga. - (AFP)

Le chef de la mission de l'OSCE expulsé de Tchétchénie

MOSCOU. Le président tchétchène sortant, Zelimkhan Iandarbiev, a mis dans l'embarras son successeur élu, Aslan Maskhadov, en ordonnant, mardi 4 février, l'expulsion « immédiate » du chef de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Tchétchénie, Tim Guldman. Macrbek Vatchagayev, le porte-parole du nouveau président, qui doit prendre ses fonctions le 12 février, a relevé que les déclarations de M. Iandarbiev « ne pourront avoir aucune conséquence pratique ». Tim Guldman avait déclaré le 30 janvier que, pour la communauté internationale, la Tchétchénie restait partie intégrante de la Russie. - (Corresp)

Le CNPF demande l'élargissement de l'UE sur une base « saine »

PARIS. Le patronat français est favorable à l'élargissement de l'Union européenne aux dix pays d'Europe centrale et orientale (PECO), mais pas n'importe comment. En rendant public le document intitulé « Pour un élargissement ordonné de l'Union européenne », Guy de Panafieu, président de la commission ad hoc du CNPF, a détaillé, le 4 février, à quelles conditions cet élargissement serait bénéfique. Une enquête menée en 1996 auprès de quinze fédérations patronales a fait apparaître que, même dans les pays les plus avancés en matière d'économie de marché comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, la libéralisation de l'économie était encore à faire en matière de régime de propriété, de liberté des capitaux, de politique de concurrence ou de neutralité de l'Etat.

Pour 1997 F par mois,* offrez-vous une Saab.

Modèle présenté : Saab 900 SE 1.6 16 Coupé.
Pour une Saab 900 1.6 16 Coupé, neuve, d'un prix de 123 500 F et un crédit de 100 125 F sur une période de 60 mois. Taux Effectif Global 7,20 %, soit 60 mensualités de 1 997 F (hors honoraires facultatifs). Coût total du crédit 19 495 F. Sous réserve d'acceptation par Saab Finance - département du Crédit Général (Faubourg, 69 av. de France, 59700 Marcq-en-Baroeul - SA au capital de 205 945 275 F - RCS Tourcoing B 642 952 740. Internet : <http://www.saabfrance.com>

SAAB

صلى الله عليه وسلم

6

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 6 FÉVRIER 1997

SOCIAL La décision unilatérale du gouvernement d'augmenter de 1 % les traitements des fonctionnaires - de 0,5 % au 1^{er} mars et de 0,5 % au 1^{er} octobre - a été mal accueillie par

les syndicats, qui réclamaient un rattrapage du pouvoir d'achat pour 1996 et son maintien pour les deux années suivantes, soit 4,4 % au total. Les sept fédérations ont décidé, mar-

di 4 février, d'appeler leurs mandants à l'action le 6 mars. ● LE CALENDRIER observé par Alain Juppé et par le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a l'avantage

pour eux de gêner les syndicats, qui vont devoir mobiliser au lendemain d'une première augmentation des traitements. ● LA RÉFORME DE LA SNCF, examinée par l'Assemblée na-

tionale, a donné lieu, à l'appel de la CGT, à une grève qui devait perturber faiblement le trafic, tandis que la CFDT a appelé à une manifestation devant le Palais-Bourbon.

Les syndicats de fonctionnaires appellent à l'action le 6 mars

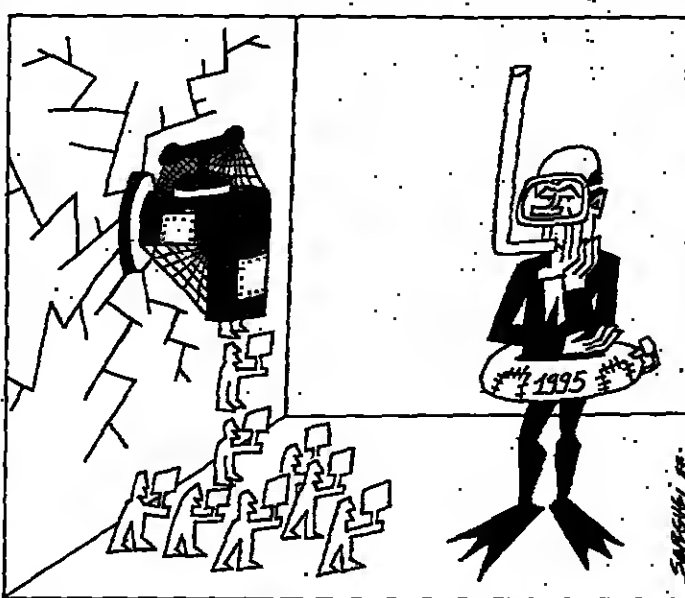
Placés devant le fait accompli d'une augmentation des traitements de 1 % en 1997, les syndicalistes contestent la méthode du gouvernement, mais sont gênés par le calendrier des vacances scolaires, qui les oblige à n'engager le combat que dans un mois

APRÈS AVOIR imposé un « gel » des traitements des fonctionnaires en 1996, le gouvernement d'Alain Juppé vient de décider seul de leurs augmentations pour 1997. Le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a annoncé, mardi 4 février, que le gouvernement procédera à une augmentation de 0,5 % au 1^{er} mars et de 0,5 % au 1^{er} octobre 1997. Les sept fédérations de fonctionnaires, réunies à la Bourse du travail, ont immédiatement appelé à une journée nationale d'action, de grève et de manifestations pour le 6 mars. Elles demandent au gouvernement « d'ouvrir une négociation sur les salaires », « de défendre les services publics et de développer l'emploi public ».

La négociation salariale attendue depuis juin 1995 n'aura donc pas lieu. Repoussée au printemps 1996 par Jean Pouch, ministre de la fonction publique du premier gouvernement de M. Juppé, reportée à l'automne, puis à l'hiver 1996, par M. Perben, la question des salaires n'a donné lieu qu'à des discussions bilatérales avec les sept fédérations

de fonctionnaires au cours du mois de janvier. Mardi, lors d'une nouvelle série de rencontres, M. Perben a maintenu le principe du « gel » en 1996 et proposé une augmentation de 2,8 % pour 1997 et 1998. Or toutes les organisations syndicales demandaient une hausse d'au moins 4,4 % pour les trois années 1996, 1997 et 1998, correspondant au rattrapage des salaires pour 1996 ainsi qu'au maintien du pouvoir d'achat pour les deux années suivantes.

Reçu la première, la CGT a déclaré les propositions du ministre « inacceptables au regard des besoins du personnel et de l'économie du pays ». Elle a émis la crainte que le gouvernement ne prépare un nouveau gel des salaires en 1999. M. Perben avait en effet précisé que l'augmentation proposée serait versée, pour l'essentiel, à la fin de l'année 1998. La CGT a donc appelé à une « action forte et massive de grèves inscrites dans la durée » (Le Monde du 5 février). La FSU (enseignants pour l'essentiel), pour sa part, a accusé le gouvernement de



faire preuve d'« irresponsabilité » : « Il a un message à faire passer à l'extérieur, mais c'est à l'intérieur qu'il y a une fracture sociale », a déclaré Michel Deschamps.

CONSTAT DE DÉSACCORD

Les organisations dites « réformistes » jugent impossible d'accepter les conditions du gouvernement. La CFDT estime que le non-rattrapage du pouvoir d'achat en 1996 est « inadmissible » pour les bas salaires. En rappelant que, dans la fonction publique territoriale, 80 % des agents appartiennent à la catégorie C, qui est maintenant la plus basse. Force ouvrière a regretté que le gouvernement s'éloigne de la « politique contractuelle ». L'UNSA (attonomes et FEN) a jugé que le gouvernement voulait donner un signal fort aux milieux économiques.

La CFDT a exprimé la « déception » que provoquait la réponse gouvernementale à des « revendications raisonnables ». La CGC s'est demandée combien de fonctionnaires le gouvernement mettrait dans la rue. Plutôt qu'une journée de grève ou de manifestations, qui, selon elle, « gênerait l'usager », elle a préconisé le boycottage des instances paritaires de la fonction publique par

les organisations syndicales. En fin de soirée, le ministre de la fonction publique ne pouvait que dresser le constat d'un désaccord entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Par fax, il a indiqué aux secrétaires généraux des sept fédérations qu'« il apparaît qu'il n'est pas possible d'espérer aboutir à un accord ». Il leur a annoncé qu'« afin de ne pas prolonger le gel de la valeur du point d'indice », le gouvernement procédera à une augmentation de salaire ». Au cours d'une conférence de presse, M. Perben a précisé que le gouvernement voulait montrer aux marchés, aux entreprises et à ses partenaires européens que la France sait tenir le cap de la rigueur budgétaire.

« JOURNÉE D'ACTION »

L'augmentation consentie sera d'1 %, alors que l'évolution prévisible des prix, hors tabac, sera de 1,4 % en 1997. Le ministre a précisé que cette hausse entraînera une dépense de 3,25 milliards de francs. La moitié de cette somme (1,5 milliard) avait été inscrite dans le budget des dépenses communes de la loi de finances (Le Monde du 10 janvier). M. Perben a précisé qu'en outre la masse salariale de la fonction publique augmentera automatiquement de 12 milliards de francs par rapport à 1996, sous l'effet des mesures catégorielles, des promotions,

des augmentations liées à l'ancienneté et des cotisations. Le ministre a ajouté que, « pour ce qui concerne 1998, on verra comment les choses évoluent ».

Les fédérations de fonctionnaires, qui avaient projeté depuis longtemps de se réunir à la Bourse du travail pour « échanger leurs points de vue » (Le Monde du 31 janvier), ont estimé que « les mesures unilatérales pour 1997, annoncées en fin de journée, entraînent une nouvelle perte de pouvoir d'achat », s'ajoutant au gel de 1996. Elles ont choisi la date du jeudi 6 mars, qui correspond à la fin des vacances scolaires d'hiver, mais se situe avant le congrès de la FEN, pour organiser une grève générale. La CFDT et la CGC ont obtenu que le communiqué commun évoque une « journée d'action, de grève et de manifestations », plutôt que d'appeler seulement à la grève et à des manifestations.

Sans l'avouer haut et fort, certains syndicalistes se demandent s'il serait facile d'expliquer à leurs adhérents qu'ils doivent se mobiliser contre une augmentation de salaire de 1 %. Le gouvernement n'a pas facilité la tâche des syndicats en annonçant cette hausse de salaires, aussi faible soit-elle.

Rafaële Rivais

Inquiétude et tensions dans les hôpitaux

La faiblesse des augmentations de crédits accordées aux hôpitaux publics (0,5 % en moyenne, hors hausse des rémunérations) et la modestie des propositions salariales du gouvernement, qui concernent aussi les huit cent mille agents hospitaliers, risquent d'entraîner une dégradation du climat social dans les hôpitaux. Les médecins de la Coordination médicale hospitalière ont appelé à « une journée d'action et de grève autour du 14 mars » pour protester contre la rigueur budgétaire, qui va se traduire, selon eux, par un gel de postes et des licenciements pour les agents non protégés.

À la CGT, on n'exclut pas un mouvement de grande ampleur. Dans un entretien au *Quotidien du médecin*, le président de la Fédération hospitalière de France, André Damiens, ne cache pas son « inquiétude ». Le gouvernement peut, selon lui, éviter une crise sociale s'il explique bien pourquoi les établissements ne sont pas tous logés à la même enseigne sur le plan budgétaire.

Jacques Chirac et les « militants de la proximité »

APRÈS le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, qui avait lancé, devant l'Association du corps préfectoral, le 12 décembre, que « l'État républicain n'a pas besoin de chefs de bureau décalés », Jacques Chirac a exhorté à son tour les préfets à se mobiliser et à être « des militants de la proximité ». En recevant, mardi 4 février, à l'Élysée, l'ensemble du corps préfectoral - préfets et sous-préfets, accompagnés de leurs épouses, dont M. Chirac s'est plu à souligner le rôle -, le président de la République leur a demandé de se porter « aux avant-postes des grands combats que mène le gouvernement », notamment l'emploi des jeunes et la réforme de l'État.

Évoquant les « gisements d'emplois nouveaux » que sont « les initiatives locales » et les « projets à taille humaine », M. Chirac a observé que « la France est riche d'une forte tradition de service public », mais que « l'administration ne doit pas être un frein au développement des activités dans notre pays ». Il a incité

les préfets à rejeter « les interprétations tatillonnes des textes », pour mieux contribuer au développement de l'emploi, et à prendre toute leur part dans la « croisade pour l'emploi des jeunes » qu'il a lancée pour l'année 1997 et qui doit connaître une première étape lors de la réunion des partenaires sociaux autour du premier ministre le 10 février.

À propos de la réforme de l'État et des mesures de déconcentration des pouvoirs engagées par le gouvernement, le chef de l'État a prévenu : « Plus de marges de manœuvre, c'est aussi, pour vous, plus de responsabilité. J'attends des préfets qu'ils s'engagent et prennent des initiatives à la mesure des moyens nouveaux qui vont être mis à leur disposition. Soyez donc disponibles et proches des préoccupations de vos administrés (...). Plus que jamais vous devez être, à la fois, médiateurs et catalyseurs d'énergies », a-t-il conclu.

Pascal Robert-Diard

Louis Vianet : le gouvernement « joue la montre »

Pour Louis Vianet, « le gouvernement n'a même pas cherché à faire un geste et joue la montre » dans les discussions avec les fonctionnaires. « On ne peut avancer sur une politique salariale en laissant intact un contentieux aussi lourd [le gel des traitements en 1996]. Le gouvernement s'est fait à l'idée qu'il n'y aurait pas de négociations salariales en 1997. En faisant cela, il ouvre une situation conflictuelle de fait », avertit le secrétaire général de la CGT.

À propos de la SNCF, M. Vianet juge « légitimes l'inquiétude et la colère des cheminots ». « Il suffit que le gouvernement n'honore pas les engagements qu'il a pris pour que le système explose, explique-t-il. Dans les discussions que nous avons eues avec Bernard Pons, le ministre s'est déclaré « tranquille pour les cinq ou six ans à venir », et je pense comme lui. Le sujet est tellement brûlant que tout le monde va faire des efforts pour que cela se passe bien, mais c'est après que les choses vont se durcir ».

La CGT mobilise modestement contre la réforme de la SNCF

LES DÉPUTÉS poursuivaient, mercredi 5 février, l'examen du projet de loi réformant la SNCF, adopté le 23 janvier par le Sénat, alors que les cheminots CGT et CFDT avaient appelé à une journée d'action. La CGT avait déposé des préavis de grève, mais le trafic ferroviaire devait être peu perturbé, estimait la direction de la SNCF.

Celle-ci certifiait, par ailleurs, que les trains réguliers ou supplémentaires à destination des Alpes seraient normalement assurés pour ce premier jour des vacances scolaires d'hiver (Le Monde du 5 février). De son côté, la CFDT a appelé à une manifestation mercredi après-midi devant le Palais-Bourbon.

La discussion du projet de loi portant création de l'établissement public Réseau ferré de France, auquel doit être transférée une partie de la dette de la SNCF, a débuté, mardi, sur des positions classiques, bloc contre bloc. La réforme est jugée historique par la

majorité, l'opposition la qualifie, pour sa part, de rendez-vous manqué.

Elus RPR et UDF estiment qu'avec le vote du projet de loi, l'avenir du service public du rail sera assuré, quand les députés PS et PC jugent, au contraire, qu'il est mis en péril. Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports, a insisté sur les garanties qu'offre la réforme. Pour lui, elle est placée « sous le thème du renouveau du service public », avec « l'objectif de rendre un meilleur service à l'usager ».

LE PRINCIPE DE SÉPARATION

Alain Marleix (RPR), rapporteur du texte, a déclaré « rare » qu'une réforme présentée au Parlement « soit précédée d'une telle concertation ». « La SNCF reste l'entreprise unique de transport ferroviaire et la gestionnaire unique d'infrastructure », a-t-il indiqué. Par ailleurs, selon M. Marleix, en créant l'établissement public RFF, le gouvernement ne fait qu'appliquer le principe de séparation entre exploitation et infrastructures, contenu dans la directive européenne 91-440.

Cette directive a cristallisé les critiques de l'opposition. Défendant l'exception d'irrecevabilité, Jean-Jacques Filleul (PS, Indre-et-Loire) a indiqué que la directive rend obligatoire qu'une « séparation comptable » de ces deux activités. « La séparation organique à laquelle le gouvernement procède était facultative », a-t-il affirmé. « J'ai rêvé d'une réforme préservant l'unicité de l'entreprise », a ajouté M. Filleul, estimant que la séparation en deux entités débouchera, à terme, sur une privatisation.

Jean-Claude Gaysot (PC, Seine-Saint-Denis), qui soulevait la question préalable, a insisté sur le fait que « personne ne conteste la nécessité d'une réforme de la SNCF ». Simplement, a-t-il ajouté, « ce projet de loi ne va pas dans le sens du développement et de la démocratisation du service public ferroviaire ».

Au nom des députés communistes, M. Gaysot, ancien cheminot, a dit sa crainte que cette réforme ne porte en germe « un démantèlement de la SNCF ».

R. Rs.

Caroline Monnot

Les sept « patrons » syndicaux, de l'hôtel de Castries à la Bourse du travail

AVANT MÊME d'avoir rencontré le ministre de la fonction publique, mardi 4 février, les fédérations de fonctionnaires avaient le sentiment qu'elles allaient perdre une bataille.

RÉCIT

« Avant, il y avait du chablis, ensuite du jus d'orange ! Là, on est au régime sec ! »

Elles savaient que le gouvernement maintiendrait le principe d'un gel des salaires en 1996 ; elles savaient qu'elles seraient obligées de refuser ce préalable ; elles savaient que le ministre serait amené à annoncer une augmentation unilatérale.

C'est donc sans enthousiasme qu'elles ont franchi les portes de l'hôtel de Castries, bel hôtel particulier de la rue de Varenne, où les attendait le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, son directeur de cabinet, Pierre Steinmetz, son directeur adjoint, Patrick Gandil, et le directeur général de l'administration et de la fonction publique, Marcel Pochard.

Elles étaient reçues une par une, par ordre de représentativité dans les trois fonctions publiques. À ce titre - Bernard Lhubert, secrétaire de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT, n'était d'ailleurs pas peu fier de le rappeler -, la CGT était convoquée la première, dès 8 heures du matin. Vêtu d'un éternel pull-over noir à col roulé et d'une non moins éternelle veste bordeaux, M. Lhubert a rappelé au ministre, qui lui parlait rigueur maastrichtienne et impératifs budgétaires, qu'il voulait une augmentation de 2 000 francs par agent. Les bases de la négociation étant très éloignées, l'échange n'a duré qu'une demi-heure, au bout de laquelle M. Lhubert est sorti en appelant à « une action forte et massive de grève ».

Les fédérations étaient fortement représentées, en raison de l'importance des enjeux : le « patron » des fonctionnaires était en général accompagné des représentants des collectivités locales, des hôpitaux, et des PTT. La CFDT avait amené huit personnes. « Il a fallu rajouter des chaises ! », s'exclamaient des huissiers. Roland Gall-

lard, secrétaire général de la fédération FO, était accompagné de Jacques Lemercier, responsable des PTT et opposant notoire à la ligne de Marc Blondel. M. Gallard n'a pas de chance : au moment où Force ouvrière opte pour une ligne modérée, le gouvernement refuse d'ouvrir une négociation salariale !

Pour des raisons d'agenda, la FSU est passée en dernier. Michel Deschamps est arrivé sans cravate, col largement ouvert. Fallait-il y voir une manifestation d'insolence de la part de ce syndicaliste décidé à « contester » ? « Il est en tenue de militant », commentaient sagement certains hauts fonctionnaires. « Tu vas te faire décapiter ? », lui a demandé Christian Chapuis, secrétaire national de la CFE-CGC, qui lui, arborait à sa boutonnière l'insigne la Légion d'honneur que lui avait remis solennellement M. Perben il y a peu. Les représentants de la CGC regrettaient le « bon vieux temps » où l'on négociait : « Avec Solson, il y avait du chablis et avec Rosinat du jus d'orange. Là, on est au régime sec ! », plaisantaient Christian Chapuis et Charles Bonissol. Nicole

Prod'homme, représentante de la CFVC, a serré la main des huissiers avec commisération : « Alors, mes pauvres, vous n'allez encore pas avoir d'augmentation cette année ? »

CHANCES DE SUCCÈS

Malgré leur désaccord avec le gouvernement, les représentants des fédérations de fonctionnaires n'ont pas manifesté d'animosité envers leur ministre. Ils disaient avoir le sentiment qu'il avait défendu leur cause auprès du chef du gouvernement. « On sait bien que c'est à Matignon que tout se décide, alors, pourquoi lui en voudrait-on ? », soupire Jean-Pierre Guazelli, nouveau patron de l'UFF-UNSA. « Perben est forcément solidaire avec son gouvernement et forcément un peu gêné », résumait M. Gallard. « On peut se quitter sans accord, et sans se détester pour autant ! », constatait M. Gandil, directeur adjoint du cabinet.

C'est à la Bourse du travail, salle Louise-Michel, que les fédérations de fonctionnaires ont terminé leur journée, comme prévu. Entre-temps, elles avaient reçu un fax du

ministre qui leur annonçait une mesure unilatérale d'augmentation. Elles étaient mécontentes de la « méthode » employée et du « contenu », trop maigre à leurs yeux. Dans un sous-sol aux murs jaunis par des néons, les syndicalistes ont décidé une grève générale pour le 6 mars. Ils se sont mis d'accord sur la « plateforme revendicative », la CGC et la CFDT se ménageant, comme toujours, une porte de sortie. Ils ont décidé que M. Lhubert, en sa qualité de principal représentant des fonctionnaires, la lirait aux journalistes. Lors des précédentes réunions, c'était Guy Le Néouannic qui jouait ce rôle : la FEN n'avait pas encore subi un lourd revers électoral.

Avant de partir, certains syndicalistes s'interrogeaient sur les chances de succès de cette action. M. Gallard faisait remarquer que « ça peut venir sans qu'on s'y attende », et que « ça pète déjà dans les hôpitaux », trois d'entre eux s'étant mis en grève après l'annonce de leurs budgets.

**CREDIT
SUISSE**

GROUP

MUSCLEZ VOS FINANCES

Le CREDIT SUISSE est la banque qu'il vous faut, là où vous en avez besoin. Compétent, inventif, global. Un acteur financier de premier plan, fort de plus d'un siècle d'expérience et d'un solide capital social. Un partenaire de confiance, quel que soit le marché ou le pays dans lequel vous opérez. Nous faisons démarrer vos projets, nous transposons vos plans dans la réalité, nous vous rapprochons des sommets. Nos nouvelles structures vous donnent accès à un monde de services financiers différents. CREDIT SUISSE FIRST BOSTON vous fait profiter de l'expertise et de la créativité d'une grande banque d'entreprise et d'investissement. CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT allie les méthodes d'analyse les plus modernes à une longue expérience de la gestion des capitaux à l'échelle mondiale. CREDIT SUISSE PRIVATE BANKING est une référence internationale en matière de gestion de fortunes privées. Le CREDIT SUISSE est la première banque de Suisse. CREDIT SUISSE. Pour muscler vos finances.

**CREDIT
SUISSE** FIRST
BOSTON**CREDIT
SUISSE** ASSET
MANAGEMENT**CREDIT
SUISSE** PRIVATE
BANKING**CREDIT
SUISSE**

صحنه من العمل

Le RPR et l'UDF s'opposent sur le calendrier et sur le mode de scrutin régional pour 1998

Le premier ministre va consulter la gauche « dans les prochains jours »

Le premier ministre a décidé de consulter « les formations politiques de l'opposition » représentées au Parlement sur le calendrier électoral de

1998 et sur la réforme « éventuelle » du mode de scrutin régional. Une réunion organisée, mardi 4 février, à l'hôtel Matignon, par Alain Juppé, a

mis en évidence les divergences qui demeurent entre le RPR et l'UDF, mais surtout au sein même de la confédération libérale et centriste.

D'EMBLÉE, Alain Juppé a dit qu'il n'en serait pas question au déjeuner car une réunion spéciale devait en traiter dans la journée. Mardi 4 février, les convives des rituelles agapes majoritaires de l'hôtel Matignon n'ont pas abordé le calendrier électoral de 1998, ni la réforme du mode de scrutin régional. Le blocage du budget au conseil régional d'Ile-de-France a en effet remis à l'ordre du jour la question du mode de désignation des élus régionaux, qui empêche actuellement la constitution de majorités stables et permet au Front national, le cas échéant, de gêner la droite.

Pour donner une preuve de sa diversité, la confédération libérale et centriste était représentée, l'après-midi, par François Léotard, son président, François Bayrou, Claude Gossu, Jean-Claude Gaudin, Pierre-André Wiltzer, José Rossi et ses présidents de groupes du Sénat, Valéry Giscard d'Estaing, « patron » de l'association des présidents de conseils régionaux, cette fois, était là, flanqué d'une délégation, tout comme Jean Puech, son homologue de l'association des présidents de conseils généraux. Côté RPR, M. Juppé était secondé par son secrétaire général, Jean-François Mancel, accompagné de son adjoint, Patrick Stefanini, ainsi que des présidents

des groupes parlementaires, auxquels s'étaient joints quelques présidents RPR de conseils régionaux et généraux.

Avant de passer la parole à M. Giscard d'Estaing, seul véritable promoteur d'une réforme du scrutin régional à l'UDF, le premier ministre a souhaité qu'on parvienne à tomber d'accord rapidement afin de pouvoir lui permettre d'annoncer une décision « dans les dix jours ». Auparavant, M. Juppé consultera « les formations politiques de l'opposition représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat ».

■ GISCARD 2 ■

Après s'être prononcé en faveur du couplage régionales-législatives, l'ancien président de la République s'est lancé dans une démonstration pour défendre le projet baptisé « Giscard 2 ». Contrairement au « Giscard 1 » qui suggérerait une circonscription régionale, le « Giscard 2 » maintient un scrutin proportionnel départemental pour des listes ayant fait des apparentements dans le cadre régional; les résultats des listes associées feraient l'objet d'une totalisation régionale; les listes apparentées arrivées ainsi en tête dans la région se verraient attribuer une prime de 30 % en voix dans chaque département.

M. Puech n'a pas manifesté un

intérêt débordant pour cette architecture électorale, préférant insister sur l'opposition des sénateurs de la majorité à l'organisation conjointe des régionales et des cantonales. Comme le président du Sénat, René Monory, il est favorable à un report de ces dernières après les sénatoriales de septembre 1998. La réponse la plus abrupte à M. Giscard d'Estaing est venue de M. Léotard qui a tout à la fois déploré le choc de plusieurs législatives, celle des partis et celle des présidents d'associations, et fait des observations sur la procédure, en notant que l'UDF avait déjà délibéré pour rejeter le couplage. De plus, la veille, Gilles de Robien avait indiqué que le groupe parlementaire UDF qu'il dirige à l'Assemblée rejette « à l'unanimité » au regroupement des législatives et des régionales.

M. Juppé a relevé qu'il n'était pas de bonne politique de débattre avant de négocier. M. Léotard a souligné que la confédération apporte un « soutien fort » à « Giscard 2 », et est pour une prime régionale, mais contre un scrutin régional à deux tours. Il n'est pas impossible qu'il obtienne gain de cause sur ce dernier point alors que sa position est moins assurée sur l'abandon du couplage législatives-régionales, objet de sévères frictions entre le RPR et

l'UDF. De plus, M. Léotard souhaite que les simulations du ministère de l'Intérieur soient vérifiées.

M. Bayrou s'est prononcé pour une régionalisation du scrutin, tout en refusant la prime, et une régionalisation du calendrier électoral, ce qui signifie un découplage entre législatives et régionales. En écho, M. Mancel a longuement glissé pour ce couplage qui correspond au calendrier normal, en rejetant l'argument UDF du caractère local des régionales et en soulignant qu'il vaut mieux repousser un seul scrutin que deux. Malgré cela, M. de Robien a quand même proposé d'organiser les législatives en mars, les régionales en juin et les cantonales en octobre, après les sénatoriales de septembre. S'excusant auprès de l'intéressé d'utiliser la formule « Giscard 2 », M. Mancel s'est entendu répondre ironiquement par l'ancien chef de l'Etat : « J'aurais bien aimé qu'il y ait Giscard 2... »

M. Giscard d'Estaing a aussi relevé : « Cette réunion est une nouvelle illustration du théorème de Fermat ». Les mathématiciens ont travaillé pendant des années sur cette démonstration, sans en percer le mystère. Le bruit court, pourtant, que la solution aurait été trouvée récemment.

Olivier Biffaud

Vitrolles divise l'aile libérale de la majorité

LES INVECTIVES sont tombées dru des bancs socialistes sur Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères et président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), lors de la séance de questions au gouvernement, mardi 4 février, à l'Assemblée nationale. Traité tout à tour d'« allié du Front national » et de « M. Vitrolles » par Christian Bataille (PS, Nord), le ministre était pris à part pour sa position dans l'élection municipale de Vitrolles.

Alors que la plupart des responsables de la majorité avaient appelé au retrait, au second tour, de la liste UDF et RPR conduite par Roger Guichard, M. de Charette, après Alain Madelin, avait déclaré, dimanche soir sur France 3, que s'il était « électeur à Vitrolles, [il] soutiendrait [il] voter pour [M. Guichard] au second tour ». Le lendemain, le porte-parole du PPDF, Jean-Marc Nesme, député de Saône-et-Loire, avait déclaré qu'« entre la peste et le choléra, on ne choisit pas » (Le Monde du 5 février). « Vous êtes la peste et le choléra », a lancé M. Bataille à M. de Charette. Dès le début de la séance, Jean Urbanjak (RPR, Pas-de-Calais) avait demandé au ministre de l'Intérieur, Jean-

Louis Debré, si « tous les ministres partagent l'opinion clairement exprimée du premier ministre ». Tout en refusant de répondre sur le résultat du premier tour en raison de la « tradition républicaine », M. Debré a indiqué : « Quant à mes sentiments, vous les connaissez ».

De fait, la position de M. de Cha-

rette n'est pas simple. Il a soutenu Buscareau (Charente-Maritime) ou Pierre Cardo (Yvelines), approuvant le retrait de la liste de M. Guichard. « Notre position correspond au sentiment d'un grand nombre des électeurs du RPR et de l'UDF », explique pour sa part M. Nesme. On ne peut pas dénoncer le bilan des socio-communistes

TF 1 a déprogrammé « Le monde de Léa »

L'émission « Le monde de Léa » du mardi 4 février, qui devait être consacrée aux élections municipales de Vitrolles, a été déprogrammée par TF 1 en raison du « refus du Front national de participer au débat ». L'émission de Paul Amar, TF 1 souligne, dans un communiqué, que la chaîne ne peut « reconnaître les règles applicables, en campagne électorale, d'accès équitable des candidats à l'antenne et faire porter ainsi un nouveau risque contentieux sur l'élection de Vitrolles ». Jean-Jacques Anglade, tête de la liste de gauche, a dénoncé la décision de TF 1, en déclarant : « Le Front national est intervenu, le président de TF 1 a capitulé. » (Lire aussi la chronique d'Alain Rollat, p.34.)

rette et du PPDF n'a pas été appréciée par tous à l'UDF. Dans l'entourage de François Léotard, président de l'UDF, on parlait d'« atavisme droitier » et l'on dénonçait un petit « coup » misérable, symboliquement regrettable. Au sein même du PPDF, certains députés, comme Domi-

pendant des années, puis demander de voter pour eux. Dans une élection locale, il faut que les élus-majors fassent davantage confiance ou bon sens des gens ».

Les élus-majors de la majorité ont cependant poursuivi leur travail de pédagogie en direction de leur électorat. « On peut éviter, sans

doute, que le maire de Vitrolles ne tombe dans les moins du Front national », a avancé Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur France Inter. Le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale a déclaré qu'il ne faut « favoriser d'aucune manière l'élection d'une candidate du Front national » à Vitrolles.

« Il y a suffisamment d'embrouilles à l'intérieur du PS sur cette affaire pour qu'on ne vienne pas mêler notre groin de sel », a indiqué Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, en souhaitant « que les socialistes s'arrangent entre eux » pour que le second tour « se passe le mieux possible ».

Le RPR a dû cependant « s'arranger », lui aussi, puisque un membre de la liste de M. Guichard – inspiré peut-être par l'exemple de Brigitte Bardot, qui a envoyé une lettre de soutien à la candidate FN – a appelé, mardi, « tous les gens honnêtes » à voter pour la liste de Catherine Mégrat au second tour. M. Mancel a aussitôt annoncé son exclusion du mouvement néogaulliste.

Cécile Chambraud

Le Parti socialiste a investi ses candidats à la députation dans trente-cinq départements

SANS RELÂCHE, Daniel Vaillant, numéro deux du Parti socialiste, s'active pour régler le maximum de contentieux locaux avant la convention du 8 février à la Mutualité qui va procéder à l'investiture des candidats socialistes aux élections législatives et sénatoriales ainsi que les têtes des listes départementales aux élections régionales. Dans l'immédiat, M. Vaillant s'efforce de boucler les accords électoraux avec le Parti radical-socialiste (PRS) – présenté officiellement par Lionel Jospin et Jean-Michel Baylet mercredi 5 février – et les Verts.

Socialistes et radicaux se sont finalement mis d'accord sur trente-sept circonscriptions où le PRS portera les couleurs communes. Il a obtenu en prime la 4^e de l'Allier (Vichy) et la 3^e de la Haute-Saône (Luxeuil). Une entorse a été admise au principe de non-compétition avec deux primaires entre le PS et le PRS dans la 12^e du Nord (Dunkerque) et dans la 3^e de l'Aube (Romilly). L'accord avec les Verts réserve, lui, vingt-neuf circonscriptions aux écologistes, qui réclament encore avec insistance la 7^e du Finistère. Au diapasone des autres courants – Gauche socialiste exceptée –, les rocardiens ont rendu

un hommage appuyé à M. Vaillant, qui, selon Alain Richard, « s'est montré très loyal dans les négociations internes de ces accords ».

M. Vaillant réunira jeudi et vendredi la commission électorale du PS pour examiner recours et contentieux, en se montrant « très intransigent vis-à-vis des variations saisonnières », qui conduisent à un gonflement subit du nombre de cartes avant les opérations électorales. Mercredi, les candidats avaient été désignés par les mili-

tants dans trente-cinq départements. Aux législatives, la proportion de candidats battus en 1993, et de nouveau sur les rangs, est importante, qu'il s'agisse de M. Jospin (investi dans la 7^e de Haute-Garonne par 776 voix sur 778 votants), de Jean-Pierre Bouquet, maire de Vitry-le-François, dans la 5^e de la Marne ou de Claude Evin dans la 8^e de Loire-Atlantique (Saint-Nazaire). L'ancien ministre de la santé a dû batailler pour éviter que sa circonscription soit réservée à une

Votes sous tension dans les Bouches-du-Rhône

MARSEILLE de notre correspondant régional C'est dans un climat détestable que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a désigné, mardi 4 février, ses candidats pour les élections de 1998. Jean-Pierre Bel, secrétaire national chargé des fédérations, et Michèle Sabban avaient été dépêchés sur place par la direction nationale du PS, qui a refusé de suspendre le scrutin comme le lui demandait la Gauche socialiste. Pour la tête de liste départementale aux régionales, Michel Vau-

zelle, maire d'Aix, était seul candidat. Pour la tête de liste aux sénatoriales, Lucien Weygand, président du conseil général, ne s'est pas présenté aux suffrages (Le Monde du 5 février), considérant qu'il ne s'agissait que d'un montage uniquement destiné à le déstabiliser. François Picheral, maire d'Aix-en-Provence, était donc seul candidat.

Pour les législatives, un seul candidat était en lice dans cinq des seize circonscriptions. La lutte était violente dans les circonscriptions

gagnables réservées aux femmes. Dans la 7^e circonscription de Marseille – détenue naguère par Michel Pezet –, Sylvie Andrieux, membre de la direction fédérale, a battu Geneviève Couraud, amie de M. Weygand.

La Gauche socialiste et les amis de M. Weygand ont reproché à la fédération une augmentation exagérée du nombre de cartes dans certaines sections, avant la date butoir du 31 décembre, sur des bases jugées clientélistes. François Bernardini, premier secrétaire fé-

déral, balaise ces critiques, en rappelant qu'à l'époque où le PS n'avait que dix-huit mille cartes, certains de ses adversaires actuels géraient le parti. Il affirme que les sept mille cinq cents cartes recensées correspondent à un nombre d'adhérents à jour de cotisations. Sur le fond, il ne mâche pas ses mots accusant « certains » – c'est M. Weygand qui est visé –, d'avoir voulu « asphalter, contourner et coloniser le parti ».

Michel Samson

circonscriptions réservées aux femmes. Le PS avait arrêté le nombre de cent soixante-sept, ses alliés étant tenus de respecter ces réservations, mais des dérogations sont déjà admises : ainsi, les Verts veulent présenter Yves Cochet dans la 7^e du Val-d'Oise (Montmorency), qui était réservée à une femme. Le PS espère ne pas descendre en dessous de cent soixante circonscriptions pour les femmes.

Plusieurs duels de candidates ont eu lieu, comme dans la 1^{re} du Puy-de-Dôme (Clermont-Ferrand), où l'ancien ministre rocardien Michèle André a été battue de 4 voix par Odile Saugues, adjointe au maire. En revanche, les « parachutages » féminins ont été globalement bien admis : Adeline Hazan dans la 3^e circonscription de la Marne, Catherine Tasca dans la 11^e des Yvelines, Marisol Touraine dans la 3^e d'Indre-et-Loire, Béatrice Marné dans la 2^e de l'Oise et Laurence Rosignol dans la 5^e. Odette Grzeszka dans la 2^e de l'Aisne, Laurence Dumont dans la 6^e du Calvados. « Victime » des Verts dans le Val-d'Oise, Bettina Laville se présenterait en Saône-et-Loire.

Michel Noblecourt



Robert Badinter accuse Jean-Louis Debré de favoriser la « lepénisation » des esprits

La droite sénatoriale porte des jugements contradictoires sur l'immigration

Le Sénat a commencé, mardi 4 février, à examiner le projet de loi sur l'immigration que l'Assemblée nationale avait d'abord adopté. Très présents tout au long de la discussion générale, contrairement à ce qui s'était passé au Palais Bourbon, les socialistes ont contraint Jean-Louis Debré à répondre que les « idées extrémistes » lui étaient « étrangères ».

LES SÉNATEURS socialistes avaient annoncé qu'ils seraient présents lors de l'examen du projet de loi sur l'immigration. Ils ont tenu parole. Mardi 4 février à 16 heures, ils garnissaient en rangs serrés, aux côtés de leurs collègues communistes, la gauche de l'hémicycle du Palais du Luxembourg. Deux anciens premiers ministres, Michel Rocard et Pierre Mauroy, l'ancien garde des sceaux Robert Badinter ont initié sagement leurs collègues, en se gardant de quitter leur place avant une heure avancée de la nuit. Ce zèle exceptionnel fut même récompensé vers 18 h 15, lorsque, majoritaire dans l'hémicycle, l'opposition put faire adopter par le Sénat le principe d'une suspension de séance d'un quart d'heure pour se rendre à la manifestation organisée devant le Palais du Luxembourg.

Particulièrement bien organisé, le groupe est parvenu à imposer sa marque sur une discussion générale au cours de laquelle la majorité a affiché publiquement de profondes divergences. Ainsi a-t-on pu entendre Jacques Larché, président (RI) de la commission des lois, rappeler, sous les applaudissements de la gauche, que le « brassage [de la population française] n'a, à aucun moment, menacé la cohésion sociale de notre pays » ; puis, à l'inverse, Michel Caldagues (RPR, Paris), mettre en garde ses collègues contre « l'illusion multiculturelle ».

Les socialistes avaient pris soin quant à eux de garder sous le coude leurs divergences, le représentant de la gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon, ayant accepté de reporter son interven-

tion au lendemain. Au cours d'une intervention liminaire plutôt musclée, Guy Allouche (PS, Nord) a dressé d'emblée un réquisitoire sévère des lois Pasqua, « machines à produire des clandestins, des « sans-papiers », des « sans droit » (...) des « sans espoir » ». Qualifiant de « mythe » l'immigration irrégulière « zéro » chère à M. Debré, M. Allouche s'en est pris à une droite « saisie d'un prurit législatif quelques mois avant chaque grande élection nationale ».

Le terrain était dégagé pour les « ténors ». Peu avant 20 heures, l'intervention de M. Badinter sonnait comme un acte de foi, dans un hémicycle particulièrement attentif. En réponse à un projet de loi qui « méconnaît la portée du message républicain », l'ancien garde des sceaux a rappelé que « le principe républicain d'intégration a toujours permis d'intégrer dans la nation française, dès la deuxième génération, des courants successifs d'immigrés ». « Moi, je ne suis pas pessimiste au regard de cette histoire », a-t-il lancé, avant de s'interroger sur

« ce que pourront ressentir », du fait des dispositions du projet Debré, des immigrés dont l'avenir « se confond avec le nôtre ». « En même temps qu'elle nous allène le cœur de tant de jeunes Français issus de l'immigration, [cette loi] ouvre un boulevard aux succès électoraux du Front national (...) et à la « lepénisation » des esprits », a-t-il conclu.

Peu avant minuit, M. Rocard a enchaîné sur ce thème, en reprochant au ministre de l'Intérieur d'être « plus près que jamais de tout céder au Front national ». « L'ogre est insatiable et Moloch réclame chaque jour davantage de victimes », a mis en garde l'ancien premier ministre, en rappelant le « mauvais souvenir » des années 1940-1944. Ainsi poussé dans les cordes, M. Debré a alors dû prendre la parole pour se défendre d'avoir fait cette loi « pour plaire à des idées extrémistes », dont il a rappelé qu'elles étaient « étrangères à l'héritage [qu'il a] reçu de [sa] famille ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Protestation devant le Sénat

Pendant que les sénateurs examinaient le projet sur l'immigration, mardi 4 février, les opposants ont fait entendre leur voix. Dès 11 heures, SOS-Racisme avait installé un stand de « vigilance républicaine » face à l'entrée du Palais du Luxembourg. Les dirigeants de gauche, ainsi que huit cents autres personnes, sont venus signer une pétition dénonçant le projet.

A 18 heures, un millier de personnes se sont retrouvées devant les grilles du jardin du Luxembourg. Leur certificat de « parrainage » d'une famille irrégulière collé sur l'épaule, les membres des collectifs départementaux de soutien aux sans-papiers étaient au premier rang, suivis de maires d'Ile-de-France. Vers 19 heures, les sénateurs communistes et socialistes ont profité d'une suspension de séance pour se joindre, quelques minutes au cortège.

La population active augmentera de 1,5 million d'ici 2006

Les démographes prévoient une inversion de tendance après cette date et soulignent une « spécificité française » dans la participation des générations au marché du travail

COMBIEN la France aura-t-elle d'actifs, au travail ou non, à l'horizon 2006 et, à plus long terme, en 2040 ? Les experts de l'Insee, du ministère du travail et du Commissariat du Plan ont réalisé des projections pour répondre à cette question essentielle, puisqu'elle concerne, directement ou indirectement, le chômage, les retraites, l'emploi des femmes, le taux d'activité des jeunes et l'immigration. Selon un scénario « tendanciel », basé sur la poursuite de certains comportements (fécondité, durée des études, taux d'activité après cinquante-cinq ans, solde migratoire positif, etc.), la population active devrait passer de 26,6 millions de personnes en 1997 à près de 28 millions en 2006, avant de se réduire pour revenir progressivement à un peu plus de 26 millions en 2040.

Les auteurs de cette étude, publiée dans la revue de l'Insee *Economie et Statistique* (n° 500), reconnaissent qu'une projection raisonnable ne peut pas aller au-delà de 2015-2020, les actifs devant arriver alors sur le marché du travail n'étant pas encore nés. Si le taux de fécondité (1,8 enfant par femme), le solde migratoire (+ 50 000 personnes par an), la durée des études et le taux d'activité des hommes de 30 à 54 ans se maintiennent, et que le nombre de femmes au travail progresse encore, la France devrait absorber 165 000 actifs de plus chaque année jusqu'en 2000.

La courbe devrait ensuite s'infléchir jusqu'en 2006, date à partir de laquelle « les générations sortantes seront plus nombreuses que les générations entrantes »,

Le poids des naissances



rappelle l'Insee. « A l'horizon 2015, l'effet du retournement resterait modéré et, en 2040, la population active compterait 26,1 millions de personnes, soit le même nombre qu'en 1993. » Toutefois, il y aurait « encore moins de jeunes (7 % ou lieu de 10 %) et plus de femmes (48 % ou lieu de 45 %) qu'aujourd'hui ». La population active resterait donc fortement concentrée sur la classe d'âge 25-54 ans, qui représente actuellement 80 % des actifs (contre 60 %

en 1970). Le nombre d'actifs de plus de 55 ans, qui ne représentent plus que 9,4 % dans la population active (18,7 % en 1968), continuera à diminuer à un rythme ralenti avant de remonter à un peu plus de 13 % après 2015. Le taux de fécondité (nombre d'enfants par femme) jouera un rôle capital, note encore l'Insee. L'institut a aussi mesuré les effets d'un recul progressif de cinq ans de l'âge de la retraite entre 2000 et 2020 : il se traduirait par 3 millions d'actifs supplémentaires vers 2030, « ce qui contrecarrerait la baisse du nombre d'actifs, sans toutefois rétablir complètement l'équilibre actuel entre nombre d'actifs et nombre de retraités, le nombre de ces derniers continuant en effet à croître ».

Les 25-54 ans représentent désormais plus de 80 % des actifs, contre à peine plus de 60 % il y a 25 ans. Leur poids devrait encore s'accroître pour atteindre presque 84 % en 2000, et se stabiliser par la suite aux alentours de 80 %, précise l'Insee. L'étude note « l'émergence d'une spécificité française dans la participation des différentes générations au marché du travail », les jeunes retardant leur entrée dans la vie professionnelle et les plus âgés cessant plus tôt leur activité.

Enfin, l'étude tente d'évaluer l'influence de l'immigration. Un solde migratoire qui ferait retomber la population active à son niveau actuel dès 2025, alors qu'avec le scénario retenu (+ 50 000 par an), ce phénomène ne se produirait qu'en 2035.

Jean-Michel Bezat

“Bosses 10 heures par jour, samedi compris, sans pouvoir l'ouvrir, ce n'est plus une vie !”

Felix G. - 53 ans
Ingénieur informatique

CTF CAC

30, rue de Gramont - 75002 PARIS - Tel 01 44 55 77 77
INTERNET <http://www.cgc.fr>

JUSTICE L'appel de Genève, lancé le 1^{er} octobre par sept magistrats européens, a été signé, en France, par 400 magistrats. Parmi eux, figurent de nombreux juges de province qui se

disent sensibles au thème de l'égalité devant la loi ainsi que la majorité de l'actuelle promotion de l'Ecole nationale de la magistrature, qui a choisi de s'appeler « Appel de Genève ». ● DÉ-

NONCANT l'impuissance des juges face aux circuits financiers illégaux, cet appel demandait la transmission directe des commissions rogatoires de juge à juge et la signature de conven-

tions facilitant l'entraide judiciaire. ● INTERROGÉS par Le Monde, des magistrats signataires expliquent leur sentiment d'impuissance face à « une délinquance de mieux en mieux orga-

nisée » et se jouant des frontières. Plusieurs plaident pour la constitution d'un véritable « espace judiciaire européen ». (Lire aussi notre éditorial page 18.)

L'appel de Genève a été signé par 400 magistrats français

Lancé le 1^{er} octobre, ce texte dénonçait l'impuissance des juges face à la délinquance financière internationale. Au nom de l'égalité devant la loi, ses initiateurs demandaient une amélioration de la coopération judiciaire au sein de l'Europe

L'APPEL DE GENÈVE, qui dénonçait l'impuissance de la justice face à la délinquance financière internationale, a recueilli un véritable écho dans les cours et les tribunaux : quatre mois à peine après son lancement, 400 des 6 000 magistrats français ont déjà apposé leur signature au bas du texte. La liste comprend bien sûr des juges du syndicalisme judiciaire, mais l'immense majorité des signataires sont des juges d'instruction, des substituts du procureur ou des conseillers à la cour d'appel de moindre notoriété, travaillant le plus souvent en province.

Sur les 160 auditeurs de l'Ecole nationale de la magistrature, 133 ont signé : la promotion 1996 a d'ailleurs décidé de prendre, comme nom de baptême, « Appel de Genève ».

Parmi les signataires, rares sont sans doute les magistrats ayant été confrontés directement à des en-

quêtes sur des circuits financiers internationaux, mais tous semblent avoir été sensibles au thème de l'égalité devant la loi sous-tendu par l'appel. « Il y a une espèce de colère raisonnée face à l'inégalité de traitement entre les petits délinquants, dont l'institution judiciaire s'occupe massivement, et la grande délinquance financière, qui bénéficie souvent d'une véritable impunité », observe Laurent Beccaria, conseiller littéraire aux éditions Stock, qui préside l'association de soutien à l'appel, Egalité devant la loi. L'appel de Genève semble avoir été un défilé.

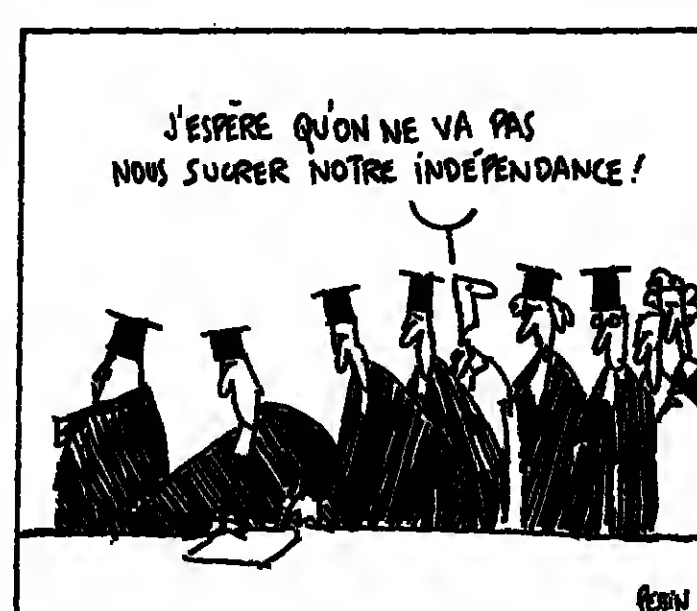
En décembre 1996, Egalité devant la loi, qui compte deux cents adhérents, a envoyé à tous les députés français une copie de l'appel en leur demandant leur avis sur le texte. Sur les 577 élus de l'Assemblée nationale, dix ont répondu. Sept ont écrit qu'ils étaient d'accord avec l'appel : Jacques Flich-

(PS, Loire-Atlantique), Georges Richard (RPR, Lot-et-Garonne), Alain Gest (UDF, Somme), Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), Patrick Braouezec (PCF, Seine-Saint-Denis), Marc-Philippe Daubresse (UDF-CDS, Nord), et Bruno Retailleau (non-inscrit, Vendée).

« PILIER DE MAASTRICHT »

L'appel semble avoir reçu un bon accueil dans les autres pays européens. En Italie, l'Association des magistrats italiens, qui regroupe les syndicats professionnels, a voté une motion de soutien. En Suisse, plusieurs organisations de magistrats ont fait de même et des collectes de signature ont commencé en Belgique et en Espagne. Les droits du livre de Denis Robert, *La Justice ou le chaos*, qui s'est vendu à près de 80 000 exemplaires en France, ont été achetés en Espagne, au Portugal et en Grèce. Une option a également été prise en Italie. Le président de la Banque mondiale souhaite, quant à lui, rencontrer les signataires de l'appel.

Le Parlement européen a contacté les signataires de l'appel. Renaud Van Rymbeke devait être entendu, mercredi 5 février, par deux commissions du Parlement et une séance publique sur l'appel sera organisée le 16 avril. « La justice est le troisième pilier de Maastricht mais la coopération judiciaire internationale est extrêmement difficile, remarque le conseiller rennais. Pour le Luxembourg, par exemple, qui est pourtant membre de l'Union, les délais de transmission sont si longs et les voies de recours si nombreuses qu'il faut parfois deux à trois ans pour avoir des informations sur un compte bancaire. Si l'on veut véritablement s'attaquer à la grande délinquance financière, il faut mettre en place un système à la fois plus rapide et plus direct. »



L'appel de Genève demandait la transmission directe des commissions rogatoires internationales (CRI) de juge à juge, « sans interférence du pouvoir exécutif et sans recours à la voie diplomatique ». Actuellement, sauf procédure d'urgence, les CRI sont transmises

par les parquets et les parquets généraux et passent par les ministères de la justice et des affaires étrangères. « Il faudrait que chaque juge puisse s'adresser directement à un collègue européen, souligne M. Van Rymbeke. Un magistrat de Paris devrait pouvoir

demandar la coopération d'un juge allemand comme il le fait aujourd'hui avec un juge de Besançon. Chaque pays continuerait bien sûr à mener, sur son territoire, les investigations puisqu'il n'est pas question de toucher à la souveraineté nationale, mais il faut instaurer la libre circulation des informations. »

TRANSMISSION DIRECTE

Le 28 octobre 1996, le garde des sceaux, Jacques Toubon, s'est rendu en Suisse pour apposer sa signature au bas d'un accord additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire de 1959. Désormais, les commissions rogatoires internationales ne passeront plus par les ministères mais elles continueront à transiter par les parquets et les parquets généraux. « L'accord n'est pas encore entré en vigueur, ce qui nous empêche de mesurer son efficacité, remarque le procureur général de Genève, Bernard Bertossa. Il s'agit d'un petit progrès, mais il ne faut pas se faire d'illusions : seule la transmission directe de juge à juge, sans intervention du parquet, permettra une coopération efficace et rapide. »

L'association de Denis Robert et Laurent Beccaria ne souhaite pas se substituer au législateur ni aux pouvoirs publics. « Nous ne sommes qu'un grain de sable, explique M. Beccaria. Nous ne voulons pas créer une organisation, et encore moins une structure politique ou une "internationale de magistrats". Nous voulons simplement aider à une prise de conscience en la faisant porter à nos concitoyens. Nous avons tiré la sonnette d'alarme. C'est désormais aux politiques de se saisir de ce débat. »

Arne Chemin

* Association Egalité devant la loi, 7, rue des Arènes, 75005 Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Préfecture de la Vienne
- Direction des Relations avec les Collectivités Locales et du Cadre de Vie -
Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie
Préfecture de la Charente
- Direction des Actions Interministérielles -
Bureau de l'Environnement

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Par arrêté interpréfectoral en date du 9 janvier 1997 est prescrite l'ouverture d'enquêtes publiques conjointes portant sur les cinq demandes présentées par l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) en vue de l'installation et l'exploitation d'un laboratoire souterrain destiné à étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à accueillir les déchets radioactifs sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-BATON, au lieu-dit « Chez Laudouet », canton de CHARROUX - Département de la Vienne -, en ce qui concerne :

- l'autorisation d'installation et d'exploitation dudit laboratoire ;
- l'autorisation de réaliser des installations, ouvrages, travaux, activités soumis à la loi sur l'eau ;
- la délivrance du permis de construire des bâtiments nécessaires au projet ;
- la déclaration d'utilité publique de l'opération ;
- la détermination des propriétaires et la délimitation des immeubles à acquérir en vue de la réalisation du projet ;

Les dossiers relatifs à l'ensemble des demandes sus-énumérées et les registres d'enquête seront déposés :

- à la Préfecture de la Vienne et à la Préfecture de la Charente ;
- à la Sous-Préfecture de MONTMORILLON et à la Sous-Préfecture de CONFOLENS ;
- et dans les mairies suivantes :
département de la Vienne :
ASNOIS, BLANZAY, CHAMPNIERS, LA CHAPELLE BATON, CHARROUX, CHATAIN, CHATEAU GARNIER, CIVRAY, GENOUILLE, JOUSSE, MAUPREVOR, PAYROUX, PRESSAC, ROMAGNE, ST MARTIN L'ARS, ST PIERRE D'EXIDEUX, ST ROMAIN, SAVIGNE, SOMMIÈRES-DU-CLAIN, SURIN, USSON DU POTOU ;
département de la Charente :
PLEUVILLE.

La consultation des dossiers et la consignation des observations sur les registres pourront avoir lieu, durant une période de 60 jours, du lundi 3 février 1997 au jeudi 3 avril 1997 inclus, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux des Préfets et des Sous-Prefets sus-mentionnés, sauf pour :

- LA CHAPELLE BATON : du lundi au vendredi de 14h à 18h, les samedis 15 février, 1^{er} et 15 mars 1997 de 9h à 12h et les dimanches 2 et 23 mars 1997 de 9h à 12h et de 14h à 17h ;
- CIVRAY : du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h30 ;
- LA commission d'enquête est composée ainsi qu'il suit :
M. Jean FRONOST, Expert près la Cour d'Appel de PARIS, Président
M. Maurice PREGNON, Ingénieur général du génie rural en retraite
M. Jacques MORAND, Professeur maître géologue
ainsi que M. Robert LOUDES, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat en retraite, désigné suppléant.
- Les observations écrites pourront être adressées au président de la commission d'enquête, au secrétaire de la commission d'enquête sur le laboratoire souterrain, à la mairie de CHARROUX (86120).
- En outre, les observations du public seront reçues personnellement par la commission d'enquête ou par l'un de ses membres, aux dates suivantes, en mairies de :
- LA CHAPELLE BATON :
le jeudi 20 février 1997 de 14h à 17h
le dimanche 2 mars 1997 de 14h à 17h
le samedi 22 mars 1997 de 9h à 12h
le jeudi 3 avril 1997 de 15h à 18h ;
- CIVRAY :
le mardi 25 février 1997 de 14h à 17h
le jeudi 20 mars 1997 de 9h à 12h
le vendredi 28 mars 1997 de 14h à 17h ;
- CHARROUX :
le jeudi 27 février 1997 de 14h à 17h
le lundi 17 mars 1997 de 9h à 12h
le vendredi 28 mars 1997 de 9h à 12h

Une copie des rapports et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public, durant une année à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de la Vienne, à la Préfecture de la Charente, aux Sous-Préfectures de Montmorillon et Confolens, et dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication des rapports et des conclusions de la commission d'enquête. Cette demande devra être adressée au Préfet de la Vienne - Direction des Relations avec les Collectivités Locales et du Cadre de Vie - Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie.

De plus, la publication du présent arrêté est faite, notamment, en vue de l'application de l'article L. 13-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et après reprographie :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriation notifie aux propriétaires et aux ayants droit, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant d'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. Dans la limite qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »

Les autres intéressés sont en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à indemnité. »

Le Préfet de la Région
Preston Charente
Préfet de la Vienne
signé : B. FONTENAIST

Le Préfet de la Charente
Préfet de la Vienne
signé : J. BARTHELEMY

« Ni une révolte ni une révolution, simplement l'idée qu'on ne peut plus fonctionner dans ces conditions-là »

LES 400 MAGISTRATS qui ont signé l'appel de Genève se répartissent comme suit : plus de 150 sont juges, vice-présidents ou présidents de tribunal, plus de 80 sont procureurs ou substituts, une soixantaine sont juges d'instruction, une quarantaine sont conseillers à la cour d'appel, une vingtaine sont juges pour enfants et une autre vingtaine, juges d'application des peines. Le Monde a recueilli les témoignages de certains d'entre eux.

● Olivier Kirchner, président de chambre au tribunal de Mulhouse : « C'est l'expérience qui m'a conduit à signer l'appel de Genève. Je suis confronté à la délinquance financière, et plus particulièrement internationale dans cette région frontalière. Récemment, j'ai eu à juger un dossier précis dans lequel la Suisse a refusé de coopérer. Il m'apparaît donc indispensable que s'instaure rapidement une coopération saine en ce domaine. »

● Laurence Morel-Tivan, présidente de chambre correctionnelle à Rennes : « Cet appel marque avant tout une prise de conscience collective des magistrats. Bien sûr, la construction d'un espace judiciaire européen est nécessaire, afin notamment de lever les barrières qui entravent les enquêtes. L'indépendance des magistrats est également importante, afin qu'il y ait une véritable égalité devant la loi. Mais ne nous leurrions pas : les magistrats seront toujours l'objet de pressions. L'essentiel, selon moi, c'est le courage. C'est pourquoi cette prise de position collective, rompant avec les habitudes du corps, me semble importante. »

● Jean-Louis Galland, juge à l'expropriation à Nantes : « Je

suis signataire de l'appel autant comme magistrat que comme simple citoyen. Je vois défiler des affaires de trois sous, dont le préjudice parfois ne dépasse pas 200 francs. Récemment, j'ai relaxé un RMiste qui avait été poursuivi pour avoir volé dans un déchetier des Guides Michelin usagés... Que dire alors quand on compare cela au coût social de la délinquance économique et financière internationale ! »

● Myriam Vargues, juge d'instruction à Toulouse : « Je me sens très concernée par cet appel car j'ai moi-même rencontré, à une petite échelle, toute une série de difficultés dans le cadre de commissions rogatoires internationales, et qui ne concernaient

pas la délinquance financière. Il y a effectivement urgence à faire savoir les obstacles auxquels on est confronté : on est totalement dépendant de la législation des pays auxquels on fait appel. On ne peut pas avoir de contact direct avec les juges des pays voisins, et on ne maîtrise ni les délais ni même, parfois, le contenu des commissions rogatoires lancées. »

« La magistrature s'est tue très longtemps mais, aujourd'hui, je crois qu'il y a une prise de conscience des magistrats qui se rendent compte que, si ils ne disent rien, rien ne changera. Ce n'est ni une révolte ni une révolution. C'est dire simplement : "On ne peut plus fonctionner dans ces conditions-là". »

● Olivier Mesrine, substitut au tribunal de Versailles : « Il me paraît très important que l'on se dote d'un système judiciaire européen avec des moyens de transmission plus rapide des pièces. Je pense que cette préoccupation est partagée par le public, qui a conscience que certaines affaires ne sont pas élucidées. Or, on n'a pas l'impression que les politiques se préoccupent d'accélérer les choses. C'est vraiment dommageable, d'autant que nous avons des conventions, des instruments, qui ne demandent qu'à être mis en place mais qui ne sont pas ratifiés. »

Propos recueillis par le service Société

Le chef de la PJ antiterroriste promu par M. Debré

LA FRONDE qui secouait la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), chargée de la lutte antiterroriste, a tourné à l'avantage de son chef. Le commissaire Roger Marion a été nommé, en début de semaine, contrôleur général des services actifs de la police nationale, par arrêté du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré. Cette promotion devait être publiée au *Journal officiel* « très prochainement », indiquait-on, mercredi matin 5 février, au ministère.

Porté en 1990 à la tête de cette unité, dont le siège est situé dans l'enceinte même du ministère de l'Intérieur, place Beauvau, M. Marion, âgé de quarante-neuf ans, se trouve ainsi conforté, alors que plus de la moitié des policiers de son service avaient protesté, au mois de décembre, contre les mé-

thodes autoritaires de leur supérieur. La direction de la PJ avait reçu 43 demandes de mutation, après que le commissaire Marion eut adressé une lettre d'admonestation à l'un de ses officiers, dépeché en Corse, qu'il accusait de n'avoir pas exécuté ses ordres (*Le Monde* du 7 janvier). Cette promotion est d'autant plus exceptionnelle qu'elle ne s'accompagne, chose rarissime, d'aucun changement d'affectation.

AUTORITÉ CONFORTÉE

Souvent présenté comme intransigent et colérique, Roger Marion a dirigé, avant la sixième division de la DCPJ - « la 6 », dans le jargon policier - le groupe des « affaires générales » de la PJ de Toulouse puis la section criminelle de la PJ marseillaise. C'est à ce pilier du dispositif français de lutte

contre le terrorisme que le mérite du démantèlement du réseau islamiste auteur des attentats de l'été 1995 fut principalement attribué. Aussi sa promotion sera-t-elle interprétée comme la confirmation du choix gouvernemental de confier la lutte antiterroriste à des unités spécialisées, qu'elles soient policières ou judiciaires.

Malgré les critiques récurrentes, M. Marion est réputé pour le soutien total de la quatorzième section du parquet de Paris et des juges antiterroristes - dont Jean-Louis Bruguière et Laurence Le Vert - sont les chefs de file. La menace toujours présente, sur les fronts corse, basque et islamiste, aura sans doute aussi contribué à renforcer l'autorité du commissaire.

Hervé Gattegno

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de Bernard Tapie

L'ancien ministre restera en prison

LA CHAMBRE CRIMINELLE de la Cour de cassation a rejeté, mardi 4 février, le pourvoi formé par Bernard Tapie contre sa condamnation à deux ans d'emprisonnement dont huit mois ferme, par la cour d'appel de Douai (Nord). L'ancien ministre, qui s'était, conformément à la loi, constitué prisonnier la veille de l'audience, devra donc effectuer la partie ferme de sa peine, dans des conditions qui seront fixées ultérieurement par le juge d'application des peines. Ce magistrat aura à déterminer, en fonction des garanties de réinsertion présentées, si le condamné peut ou non bénéficier d'un régime de semi-liberté.

Le défeuseur de M. Tapie, M^{re} Emmanuel Pivonia, contestait notamment la qualification du délit de « corruption de salariés », le délit étant censé disparaître si l'employeur est informé de la corruption. Cet argument a été rejeté, la Cour ayant noté que l'arrêt de Douai avait bien précisé « la corruption [n'avait] pas été faite au su et avec l'autorisation » du club de Valenciennes. Le pourvoi de M. Tapie invoquait surtout l'immunité dont bénéficiait ce dernier à la date de l'arrêt, au titre de député et député européen.

PRÉJUDICE POUR LA FÉDÉRATION
L'article 26 de la Constitution dispose ainsi qu'aucune mesure privative ou restrictive de liberté ne peut être décidée sans l'autorisation du bureau de l'Assemblée nationale. Les magistrats ont estimé qu'il fallait entendre par « mesures privatives de liberté » les seules mesures empêchant l'état d'exercer sa fonction. Or, relève la Cour, sa condamnation n'a nulle-

ment empêché M. Tapie de siéger dans les Assemblées dont il était l'élu, sa peine n'étant « pas susceptible d'exécution immédiate ».

La chambre criminelle a, en revanche, cassé la partie de l'arrêt de Douai qui refusait la constitution de partie civile de la Fédération française de football et de la Ligue nationale de football. L'arrêt indique que « la corruption de sportifs professionnels est de nature à causer directement un préjudice aux fédérations sportives dont ils relèvent (...) [qui] ont pour mission de veiller à la régularité des compétitions et au respect des règles techniques et déontologiques de leurs disciplines ». Cet aspect, sans effet sur la situation de M. Tapie, sera rejugué par la cour d'appel de Paris.

Maurice Peyrot

Le ministre du logement veut améliorer l'accès au parc HLM des familles en difficulté

Le rôle des préfets serait renforcé dans les procédures d'attribution

Le ministre du logement a présenté, mardi 4 février, un projet de réforme des attributions de logements sociaux. Elle constituera un point im-

portant du projet de loi de cohésion sociale qui devrait être débattu à l'Assemblée nationale fin mars. Le rôle des préfets devrait être renforcé et

chaque demandeur disposerait d'un numéro d'ordre départemental. Avec priorité à l'examen des demandes les plus anciennes.

LE MINISTRE du logement, Pierre-André Périssol, a présenté, mardi 4 février, sa réforme des attributions de logements HLM qui sera intégrée au projet de loi de « cohésion sociale ». Fruit de quatre mois de difficiles négociations avec le mouvement HLM, elle doit, comme l'ensemble du texte, être présentée au conseil des ministres début mars. Cette réforme des attributions comporte un volet législatif mais repose, surtout, sur une démarche contractuelle, au niveau départemental, entre l'Etat et les organismes HLM, offices ou sociétés anonymes (SA).

Sa philosophie générale décline deux principes essentiels. Il s'agit d'accroître la transparence des procédures d'attribution pour garantir un meilleur accès au parc social des familles les plus défavorisées ; le contrôle de l'Etat sera renforcé sur les attributions faites par les organismes. Première innovation : un numéro d'ordre départemental sera attribué à tout demandeur de logement. Il permettra de prendre la mesure exacte du volume des demandes dans un département et de faire apparaître, sur chaque dossier, son ancienneté. Cette mesure ne satisfait pas, toutefois, les revendications des associations et du Haut-Comité pour le logement des personnes défavorisées, qui souhaitent que l'ancienneté de la demande constitue une priorité systématique pour l'obtention d'un logement. M. Périssol propose, en revanche, qu'un arrêté préfectoral fixe, dans chaque département et pour tous les orga-

nismes, un délai d'attente maximum au-delà duquel les demandes non satisfaites devront faire l'objet d'un examen « prioritaire ».

Le projet du ministre du logement reste malheureusement évasif sur les modalités de mise en œuvre de cette mesure. Aucune réforme de la composition et du fonctionnement des commissions d'attribution n'est prévue. Or, en règle générale, l'instruction des dossiers des demandeurs s'effectue au sein de chaque organisme, et un seul dossier par logement est soumis au contrôle de la commission. Il est difficile pour les commissions de traiter, dans ces conditions, des dossiers prioritaires. De même, l'idée d'obliger les bailleurs sociaux à publier régulièrement les bilans des attributions est réaffirmée par M. Périssol, mais il n'est pas prévu d'inscrire cette contrainte dans la nouvelle loi. Or, une obligation d'information des maires et des préfets est déjà prévue par le code de la construction, mais elle n'a jamais été respectée.

En fait, la réforme renvoie largement à l'échelon local - et aux préfets - le contrôle des politiques d'attribution. Conformément aux souhaits de l'Union des HLM, la démarche contractuelle l'a emporté sur le carcan législatif. Chaque année, un « accord collectif » devrait être passé entre le représentant de l'Etat et tous les organismes sociaux d'un département, afin de définir des principes généraux d'attribution. L'objectif est de faire coïncider au mieux le profil des occupants du parc social avec celui des demandeurs qui patientent sur la liste d'attente. Pourra-t-il être atteint sans une obliga-

SANCTIONNER LES MANQUEMENTS
Enfin, à travers l'accord passé avec le préfet, chaque bailleur social s'engagerait aussi sur un objectif « quantitatif » d'accueil de familles en difficulté. Le mouvement HLM s'est déjà engagé, souligne-t-on au ministère du logement, à réserver, en 1997, 50 000 logements aux familles sortant, notamment, de logements d'urgence et d'insertion et de centres d'hébergement temporaires.

Le projet de réforme innove aussi au chapitre des sanctions prévues en cas de manquement aux accords conclus. Le préfet pourrait ainsi attribuer d'office des logements, voire imposer sa présence dans les commissions d'attribution, ou encore désigner pour un an un « délégué spécial » chargé de prononcer les attributions au nom de l'organisme. La réforme devrait concerner tous les types de bailleurs sociaux, y compris les sociétés d'économie mixte (SEM). Si ces propositions sont de nature à bousculer les pratiques en cours dans les offices et les SA d'HLM, pour les SEM, qui fonctionnent actuellement dans une opacité quasi totale, il s'agirait d'une véritable révolution.

Christine Garin

Désaccords sur le projet de loi sur les délinquants sexuels

LE MINISTÈRE de la justice a répondu, mardi 4 février, aux quatre syndicats de psychiatres hospitaliers qui avaient jugé « contraire à l'éthique médicale » le projet de loi créant « une peine de suivi médico-social » imposable aux délinquants sexuels à leur libération (Le Monde du 30 janvier).

Le Syndicat national des psychiatres d'exercice public, le Syndicat national des psychiatres des hôpitaux, le Syndicat des psychiatres de secteur et le Syndicat des universitaires psychiatres avaient, notamment, critiqué le fait que les juridictions « n'ont pas compétence pour fixer une durée de traitement et ses modalités », même après expertise médicale, et surtout « dix ou quinze ans avant que ce traitement ne soit suivi ».

La chancellerie a répliqué que le texte « ne porte aucunement atteinte à la liberté du médecin traitant quant à la détermination du traitement devant être prescrit », précisant au passage que les quatre organisations syndicales avaient été reçues le 20 janvier,

dans le cadre du « processus engagé avec l'ensemble des professionnels concernés ». S'agissant du secret médical, le ministère de la justice a affirmé que le médecin traitant ne sera « pas obligé » de signaler au médecin coordonnateur, et donc au juge de l'application des peines, « les difficultés » rencontrées avec son patient. La chancellerie a, par ailleurs, souligné que le projet de loi n'avait pas pour vocation d'encadrer le traitement en prison, celui-ci restant « possible dans le cadre volontaire, grâce au renforcement des services médico-psychologiques régionaux ».

Les psychiatres du secteur public font valoir que la majorité des délinquants sexuels ne formulent jamais de demande de soins et que seule la perspective d'une libération anticipée pourrait les y inciter. Ils ont renouvelé leurs critiques, mardi 4 février, estimant qu'« aucun consensus ne se dégage dans la communauté médicale sur un protocole de soins » et que « rien ne prouve que les thérapeutiques prévues dans ce projet de loi soient vérifiées et efficaces ».

Des centaines de milliers d'entreprises ont trouvé un meilleur remède pour devenir plus performantes.

Un million de serveurs Compaq vendus dans le monde. Voilà qui prouve que Compaq fait de la bonne médecine. C'est facile quand on possède une composition idéale.

Conçu sur les standards de l'industrie, les serveurs Compaq ProSignia et ProLiant sont tous équipés de processeurs Intel Pentium ou Pentium Pro. Ils sont tous livrés avec les logiciels SmartStart, procédé permettant installation et mise à jour des logiciels, et Insight Manager, l'outil qui surveille en permanence plus de 1000 paramètres des serveurs ou micro-ordinateurs Compaq connectés. De plus, Compaq a développé d'étroits partenariats avec Microsoft, Novell, SCO, Oracle, SAP et bien d'autres éditeurs afin d'obtenir une parfaite intégration entre matériel et logiciel. Alors, pour devenir plus performant, respectez la dose prescrite, choisissez les serveurs les plus robustes, les plus évolutifs, aux coûts d'exploitation les plus réduits.

COMPAQ
A SUIVRE...

3618 Compaq (1/29 7/97)

• CES OFFICINES FR

LE MONDE

diplomatique

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75012 Paris Cedex 05

RÉS

L

32 pages - 22 F

Illustrations: 7 000 fcs
Annotations: 150 fcs
Index: 150 fcs
Maps: 150 fcs
Tables: 150 fcs
References: 150 fcs
Total: 7 000 fcs

Abonnement: voir tarif page 2

4-515 - 4^e année

FÉVRIER 1997

MAGHREB
Face
à l'islamisme

L'empire américain

Par IGNACIO RAMONET

[illegible]

DONALD LIPSKY. — « Qui a peur du rouge, blanc et bleu ? »
 (titre de son et monnaie, 1993)

[illegible]

RÉSISTANCE À LA MONDIALISATION

Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon

1994, une grave crise ébranle le système monétaire au M...
des millions de citoyens d'un pays dont on avait
l'extrême en la...
l'ind... Depuis plusieurs mois l'extrême en la...
l'ind... demand... qui attisent l'exaspération et qui
l'ind... Royaume-Uni qui sont vaines (O...
l'ind... économiques (O...
l'ind... C'e...

[illegible]

Par **LAURENT CARROUÉ**

La Corée du Sud est devenue, en moins d'une décennie, une puissance mondiale pour l'électronique grand public, chimie, aéronautique, automobile, pour la sidérurgie, la plomberie, les importations et les exportations. En 1963, son produit intérieur brut (PIB) était de 4,2 milliards de dollars (1975) et a augmenté de 150 % en quatre dernières années, la production par habitant par an de 1975 à 1980 de 100 %.

Cette extraordinaire performance doit beaucoup à une politique de développement tout aussi charbonnière (grands conglomerats

des années 1960) que celle des autres pays d'Asie du Sud-Est. Les dirigeants coréens ont développé une politique de nouveaux pays industrialisés, avec des principes « dragons » et des techniques.

Surtout, la capitale, c'est l'une des villes les plus riches et les plus polluées du monde (2^e ou du troisième rangement possible), mais elle est entièrement pourvue par les médias fournis.

ARROUSE (1). En trois grandes vagues (1955-1960, 1961-1973, promotion des importations ; 1967-1980 : développement des exportations ; industries lourdes) la croissance des industries développées a permis au Sud méditerranéen de bénéficier du cycle du Sud. Les industries devenant de nouveau pays industrialisés devant les pays du principauté « dirigés » asiatiques.

Séoul, la capitale, est l'une des métropoles les plus riches et les plus polluées au monde (2). Pour du royaume est maintenant possible car commandée par les métrons fournis.

FÉVRIER
1997

[illegible]

Regards acides sur la société britannique (Gareth McFeely). — Excellents indices d'un pays en voie de dislocation (Richard Farnetti). — Régime social minimum pour investisseurs étrangers (Guillaume Robin).

Le Soudan au centre d'une guerre régionale (Gérard
Prunier). - Incertitudes de fin de règne au Zaïre (Colette
Bruckman). - Le Gabon entre pétrole et démocratie
(Stéphane Odzamboga).

La liberté d'avorter menacée (Paul Cesbron),

LE DIPLOMATE

CUBA

Miser sur l'Eglise pour sauver la révolution ? (Janette Habel). — Quand les Amériques disent « non » (Maurice Lemoine).

ALLEMAGNE

... (Hilte Pätzold).

ALLEMAGNE
Les « Ossis » redressent la tête (Brigitte Pätzold).

INTERNET
le droit d'...

« Ossis » redressent la tête

INTERNET

Offensive insidieuse contre le droit du public à l'information (Philippe Quéau). — Résistances américaines aux nouvelles technologies (Kirkpatrick Sale).

Egalement au sommaire

Egalement au sommaire

☛ PROCHE-ORIENT : Après l'accord d'Hébron. — Désordre établi au Liban. ☛ BELGIQUE : Scénarios pour un divorce. ☛ AUTRICHE : Fascinations pour M. Haider. ☛ FINANCES : Ces puissantes officines qui surveillent les Etats. — Le projet de taxe Tobin, bête noire des spéculateurs. ☛ TECHNOLOGIES : Mondialisation accélérée de la science. ☛ AUDIOVISUEL : Cultures à vendre. ☛ CINÉMA : Chris Marker, Okinawa, l'amour et l'ordinateur.

**EN VENTE CHEZ
TOUT Vendeur de Presse
ou Librairie**

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F

La Sécurité sociale décide de ne plus financer le dépistage du cancer du côlon et du rectum

La prévention permettrait d'éviter chaque année plusieurs milliers de morts

Un conflit opposant le secrétariat à la santé à la Caisse nationale d'assurance-maladie vient de conduire à l'arrêt du financement par la Sécurité

sociale des opérations pilotes de dépistage du cancer colo-rectal. Les conclusions d'un comité scientifique sont attendues pour le mois de juin.

Cette situation illustre l'incohérence et les inégalités qui prévalent en France dans la politique de dépistage des cancers.

UNE NOUVELLE controverse agite le monde de la médecine et de la santé publique. Elle concerne les modalités de dépistage et de prise en charge du cancer du côlon et du rectum. Dans une lettre datée du 27 janvier adressée à Daniel Ancely, PDG de Prévention et biologie, la firme qui, en France, commercialise le seul test de dépistage de ce cancer, Jean-Marie Spaeth, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), annonce que la Sécurité sociale a décidé de ne plus financer ce dépistage. Ce dernier était jusqu'à présent pris en charge par l'intermédiaire du Fonds national de prévention.

« Je vous informe que, dans le cadre de l'examen du projet de budget du Fonds national de prévention 1997, la commission santé-prévention de la CNAM a émis un avis défavorable à la poursuite de l'action, à titre expérimental, du dépistage du cancer colo-rectal sur les sites pilotes », écrit M. Spaeth. Le conseil d'administration de la CNAM a, lors de sa séance du 17 décembre 1996, confirmé cette position et n'a pas inscrit de crédit au titre de cette action dans le cadre du Fonds national de prévention de 1997. Cette surprenante décision s'inscrit dans un paysage complexe et dans un contexte quelque peu passionnel. Aux yeux de nombreux experts, elle apparaît comme totalement opposée aux intérêts de la santé publique. Elle caractérise par ailleurs la situation totalement incohérente et inégalitaire du dépistage des principaux cancers dans notre pays.

Le cancer colo-rectal est le plus

fréquent des cancers digestifs. Il touche, chaque année en France, 26 000 hommes et femmes et, dans le même temps, est responsable de plus de 16 000 morts. Les facteurs de risques sont bien connus, les principaux étant l'âge (le risque augmente à partir de quarante-cinq ans) et les antécédents familiaux. Avec ceux du sein et du col de l'utérus, ce cancer est l'un des rares qui peut être dépisté suffisamment tôt pour que l'on puisse en réduire la mortalité grâce à des actions thérapeutiques précoces.

PROCÉDÉ PEU CÔUTEUX

Ce dépistage, fort peu coûteux, consiste à rechercher, à partir de quarante-cinq ans, tous les ans ou tous les deux ans, la présence de sang dans les selles au moyen de la technique simple et efficace dite de l'hémocult (25 francs l'unité). Plusieurs pays ont mis en place des expériences no ont généralisé un tel dépistage. Différents documents officiels plaident en faveur de l'organisation de ce type d'expérience à laquelle médecins généralistes et spécialistes peuvent être aisément associés.

« Les évaluations faites en France et à l'étranger montrent que 2 % à 3 % de la population de quarante-cinq ans est positive, que 80 % des personnes positives acceptent une exploration digestive complète, que 5 % à 10 % de celles-ci ont un cancer qui, une fois sur deux, est à un stade de pronostic bénin, écrit-il. Il y a peu, le professeur Gérard Dubois, spécialiste de santé publique au CHU d'Amiens. En France, dès 1983, les centres d'examen de santé ont introduit ce dépistage dans le

bilan qu'ils proposent aux assurés sociaux. Deux études américaines et une allemande ont démontré, il y a peu, que l'usage massif de l'hémocult permettait de diminuer de 30 % la mortalité par cancer grâce à ce dépistage. » Il y a deux mois, l'hebdomadaire médical britannique The Lancet publiait sur ce thème deux études importantes - l'une conduite à Nottingham, l'autre au Danemark - qui fournissaient de nouvelles preuves chiffrées et a priori indiscutables de l'intérêt sanitaire de telles campagnes.

En France, après de longs atterrissements, on vient donc brutalement de régresser. La décision prise par M. Spaeth conduit en effet à faire une croix sur les deux études pilotes lancées dans les régions Aquitaine et Nord-Picardie où, grâce aux caisses primaires d'assurance-maladie, les médecins du travail et les généralistes volontaires remettaient un test aux personnes concernées, test adressé par la poste à un centre spécialisé dans la lecture du résultat.

La mesure de la CNAM résulte, selon plusieurs observateurs, de la

mise en place par le gouvernement, en mai 1996, d'un « comité scientifique sur le dépistage du cancer du côlon et du rectum ». Un arrêté signé de MM. Barrot et Gayraud, paru au Journal officiel du 31 janvier, prévoit que les débats de ce comité seront dorénavant « confidentiels » et que « les membres du comité sont tenus à une obligation de réserve pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ». En d'autres termes, l'organisation à l'échelon national d'un dépistage coordonné d'un cancer aussi fréquent est devenu un enjeu de pouvoir entre Sécurité sociale, gouvernement et experts ; un conflit qui retarde de manière incompréhensible la mise en œuvre d'une mesure simple qui permettrait de prévenir chaque année plusieurs milliers de morts indues. Les conclusions du comité scientifique sont, quant à elles, annoncées pour le mois de juin.

Jean-Yves Nau

Le parquet demande la confirmation de la peine infligée au commissaire Féval

L'AVOCAT GÉNÉRAL Jean Mazéas a requis, mardi 4 février, la confirmation de la condamnation à quatre années d'emprisonnement du commissaire Philippe Féval, ancien chef adjoint de la brigade de répression du banditisme (BRB), ainsi que la confirmation des condamnations de la plupart des autres prévenus, impliqués dans un trafic international de stupéfiants, qui avaient fait appel du jugement prononcé le 4 juillet 1996. Pas plus que le parquet en première instance, l'avocat général n'a été en mesure d'indiquer clairement en quoi l'« erreur » du commissaire Féval (Le Monde du 30 janvier) dépassait la faute professionnelle et avait valeur de complicité volontaire de trafic de stupéfiants. M. Mazéas a estimé que l'ancien numéro deux de la BRB et son subordonné Thierry Peotz « s'étaient piégés tout seuls » en entretenant des relations plus qu'amicales avec leurs informateurs. M^{rs} Patrick Maisonneuve et Philippe Lemaire ont demandé la relaxe du commissaire ou, à défaut, la requalification des faits en « violation du secret professionnel ». L'arrêt de la cour sera rendu le 3 mars.

DÉPÊCHES

■ **ESSONNE** : deux nouvelles informations judiciaires dans les affaires politico-financières de l'Essonne ont été ouvertes, mardi 4 février, par le parquet d'Evry. L'une concerne un système de surfacturations qui pourrait avoir été mis en place par une société parisienne pour financer le RPR de l'Essonne. Dans ce dossier figure Jean-Louis Campredon (RPR), second vice-président du conseil général, impliqué dans une affaire de salaires fictifs et incarcéré depuis le 19 décembre. L'autre information judiciaire vise les conditions d'attribution, à l'entreprise Parachini, de la maîtrise d'œuvre et de la concession d'une usine de traitement de déchets ménagers. - (Corresp.)

■ **JUSTICE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a rejeté, mardi 4 février, la requête en annulation déposée par Jean-Cy Capillard, vice-président du conseil général de l'Isère, chargé de l'équipement et des routes. Cet élu, mis en examen pour « corruption passive » et « recel d'abus de biens sociaux », demandait au tribunal d'écarter de la procédure les écoutes téléphoniques pratiquées dans le cadre de l'enquête sur l'attribution des marchés publics dans le département. - (Corresp. rég.)

■ **ISLAM** : une antenne de l'université Al Azhar du Caire s'ouvrira prochainement à Paris. Son président, Ahmed Omar Hachem, a indiqué, lundi 3 février, que « des négociations étaient en cours » entre le ministre égyptien des affaires étrangères et les pays européens « qui abritent un grand nombre de musulmans », et que la décision avait été prise de créer « une branche de l'université » à Paris.

Syndicats enseignants et étudiants s'interrogent sur la réforme de l'Université

RÉFORME de grande ampleur, ou simple rapport d'étape devant être complété par un calendrier, précisant les conditions d'application et les moyens ? Les syndicats d'enseignants et d'étudiants ont exprimé un sentiment partagé sur le contenu des mesures pour l'université, annoncées, mardi 4 février, par François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (Le Monde du 4 février). Pour ce dernier, qui devait présenter une communication en conseil des ministres, mercredi 5 février, l'ensemble de ces décisions marque bel et bien « une pierre essentielle de l'action réformatrice du gouvernement ». Il l'a répété dans un entretien au Figaro du 5 février : « La réforme de l'université n'est pas du conservatisme ou de la prudence. C'est une réforme de fond qui engage tous les aspects de vie universitaire. »

Les responsables de la majorité eo sont eux aussi convaincus. Gilles de Robieo, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a tiré un « coup de chapeau » au ministre de l'Éducation. Un temps réservés, Bruno Bourg-Broc, député (RPR) et président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, et Jean-Michel Dubernard, secrétaire national du RPR chargé de l'éducation, ont reconnu « une réforme de grande ampleur et une avancée majeure ».

IL S'AGIT D'UN RAPPORT

La conférence des présidents d'université, qui a participé activement à la rédaction des décisions, est, de son côté, plus ouanée. Evitant de parler de réforme, elle note les « orientations et les propositions (...) concrètes et cohérentes qui répondent positivement à des attentes fortes des établissements ». Mais elle remarque que « tous les sujets ne sont pas encore traités » et qu'il reste « à préciser un calendrier d'application effective et des moyens correspondant aux impatiences que la méthode Bayrou a fait naître dans la communauté universitaire ».

Cet opinion est partagée par le Sgen-CFDT. Selon lui, « M. Bayrou a fait un rapport, pas une réforme.

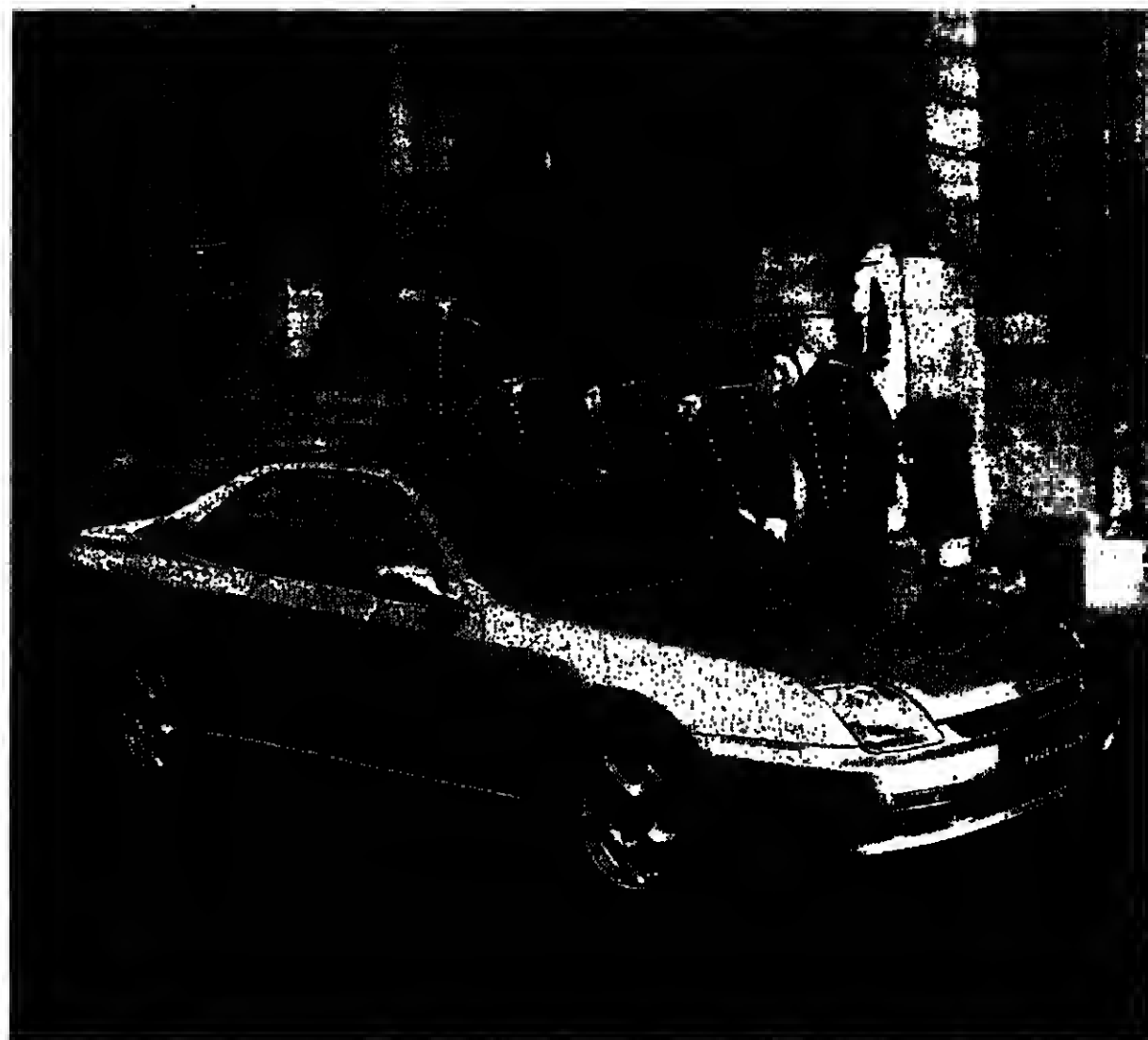
Sur certains sujets, il se borne à annoncer ce qu'il avait énoncé en juin. Sur d'autres, il reste dans le vague et tente de présenter comme des innovations ce qui existe déjà ». Le syndicat SUP-recherche (FEN) s'interroge lui aussi : « Il faudra attendre la publication de textes précis, le financement de mesures et leur mise en œuvre pour savoir si les bonnes intentions sont le début d'une grande réforme ou le pavement d'un enfer. »

ZONES D'OMBRE

« On est loin des mesures ambitieuses nécessaires pour l'université du troisième millénaire », constate Claude Lecalle, secrétaire national du Snesup. Qu'il s'agisse de la réorganisation des premiers cycles ou de la réforme des aides sociales, il note « qu'une même mesure, accompagnée de moyens, peut avoir des effets positifs. Sans moyens, elle peut avoir l'effet inverse : sélection, élimination, ségrégation, voire démotivation des personnels ». Plus directement, l'UNEF s'interroge : « On voit mal comment on pourra s'attaquer au problème de l'échec en premier cycle sans augmenter sensiblement les créations de postes. De la même façon, comment une allocation d'études peut permettre d'aller vers plus de justice sans mettre un franc de plus dans l'aide sociale ? »

Alors que l'UNI, syndicat proche du RPR, considère que « la copie de l'élève Bayrou est intéressante, mais manque de flamme mobilisatrice (...) et laisse encore de nombreuses zones d'ombre », la Fédération générale des associations d'étudiants (FAGE) estime que « la réforme est loin d'être terminée ». Michaël Pinault, son président, se demande si « à la veille des législatives, la majorité aurait le courage d'engager une réforme fiscale nécessaire pour l'adoption du statut de l'étudiant ». Député (PS) et ancien ministre de l'Éducation, Jack Lang attend lui aussi « des suites concrètes ». « La réforme de l'université subira-t-elle le même sort que le contrat sur l'école dont il ne reste pas grand-chose ? », s'est-il interrogé.

Michel Delberghe



ON RECONNAÎT UN GRAND HÔTEL AUX TOP-MODELS QUI S'Y ARRÊTENT

► Qui croise du regard le nouveau Coupé Prelude ne peut résister très longtemps au charme et à l'envie de conduire une telle voiture. Son dessin d'une rare élégance, son intérieur particulièrement spacieux et confortable ne sont pourtant que l'une des facettes de sa personnalité.

Sur la version VTI, les 185 chevaux, les 4 roues directrices, la boîte de vitesses automatique séquentielle*, l'ABS et le double coussin gonflable de sécurité vous révéleront que l'efficacité n'est pas en reste sur la beauté. Le nouveau Coupé Prelude vous amène à cette profonde réflexion...

Pourquoi se contenter d'une voiture ordinaire quand on peut sortir avec un top-model ? Pour savoir où votre chemin peut croiser la route du nouveau Coupé Prelude, composez le 3615 Honda (2,23 F TTC la minute).

* en option - Modèle présenté : Prelude 2.2 VTI.

NOUVEAU PRELUDE, le vrai coupé 2+2



سكنا من الامل

DISPARITIONS

Carlrichard Brühl

Un des plus grands médiévistes européens

L'HISTORIEN Carlrichard Brühl est mort samedi 25 janvier à Düsseldorf à l'âge de soixante et onze ans. Avec ce savant exceptionnel, d'un polyglottisme rare, disparaît l'un des plus grands médiévistes européens. Réputé pour la qualité de ses éditions et la formidable acuité de son esprit critique, il était, selon Robert-Henri Bautier, « le seul, peut-être, des érudits de notre temps à pouvoir traiter avec autorité de tous les problèmes médiévaux que pose, pour le haut Moyen Âge, l'histoire de la France, de l'Allemagne et de l'Italie ».

Carlrichard Brühl est né à Francfort le 23 février 1925. Il entreprend à la fin de la guerre un cursus universitaire qui le conduit de Francfort à Fribourg, puis à Paris, où il étudie auprès de Louis Halphen à la IV^e section de l'École pratique des hautes études. Docteur en philologie (Francfort, 1949), il obtient une bourse de la Deutsche Forschungsgemeinschaft (CNRS allemand) en 1951. Après quatre années consacrées à l'étude du droit à Francfort et à Bonn (1954-1958), il devient assistant à l'université de Cologne. Il y reçoit son « habilitation » (1961). Professeur d'histoire médiévale à l'université de Giessen (1970-1990), il mène, parallèlement, à l'étranger, une carrière scientifique des plus riches : il travaille ainsi à Fribourg, Oxford, Paris, Princeton. Correspondant étranger de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres en 1975, il est devenu membre associé de l'Institut en 1990.

Spécialiste des « forgeries » (faux médiévaux), Brühl fut un éditeur de sources exemplaire : citons ses *Actes des rois lombards* (1975), les *Diplômes des ducs de Spolète* (1981) et, plus ambitieux encore, le *Corpus diplomatique des rois de Sicile* - il livre lui-même le volume consacré à Roger II (1987), près de dix ans après en avoir mené l'étude diplomatique. Il préparait une nouvelle édition des *Diplômes des rois mé-*

rovingiens, la première depuis celle que Pertz réalisa à la hâte pour la naissance du II^e Reich (1870). Réunissant les *Monumenta historiae germanica* et l'EPHE, ce projet, très avancé, devrait être achevé par son disciple, Theo Kölzer.

Brühl se consacre encore à l'étude comparée des institutions et de la civilisation médiévales, dont il livre de remarquables synthèses. Sa grande enquête, *Palatium und Girtas* (1975 et 1990), le conduit à étudier la formation des villes sur mille ans (deux volumes, 1975, 1990) à partir de l'étude des enceintes romaines et des palais royaux carolingiens. Avec *Fordrum, gistum, servitium regis* (1968), il dégage les fondements économiques des royaumes francs et leur évolution du VI^e au XIV^e siècle. Mais son travail le plus monumental reste *Deutschland-Frankreich. Die Geburt zweier Völker* (1990), traduit en français sous le titre de *Naissance de deux peuples* (Fayard, 1995). Ce maître ouvrage date et décrit l'apparition des premiers sentiments nationaux dans les royaumes nés du partage de l'empire carolingien.

Homme d'habitudes - Brühl occupait toujours la même place à la Bibliothèque nationale - et d'amitié, l'historien était très chaleureux envers ses confrères, ce qui ne manquait pas de surprendre ceux qui ne connaissent que sa réputation d'homme de conviction au caractère tranchant. Travailleur infatigable, il était aussi un philatéliste d'exception : collectionneur passionné, mais aussi catalogueur, puisque, pour lui, les timbres sont encore des actes à dater, et historien : il a publié deux énormes volumes sur l'histoire de la philatélie, somme unique des relations postales. Ce savant, qui semblait être un érudit du XIX^e égaré au XX^e siècle, fut aussi un Européen et un indéfectible ami de la France.

Philippe-Jean Catinchi

NOMINATIONS

COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE

Le *Journal officiel* a publié, jeudi 30 janvier, la liste des nouveaux membres de la Cour de justice de la République (CJR).

Créée par la réforme constitutionnelle de 1993, cette institution, chargée de juger les membres du gouvernement qui ont commis des infractions dans l'exercice de leurs fonctions ministérielles, est composée, pour partie, de membres élus par l'Assemblée nationale et le Sénat, et, pour partie, de magistrats de la Cour de cassation élus par leurs pairs au cours d'une assemblée générale.

Les parlementaires, qui sont élus pour la durée de leur mandat, n'ont pas été renouvelés mais l'assemblée générale de la Cour de cassation vient de modifier la liste des magistrats de la CJR.

La Cour de justice de la République sera désormais présidée par Christian Le Guédec. Président de la chambre criminelle de la Cour de cassation depuis 1988, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice de 1974 à 1979, procureur de Paris de 1979 à 1982, il succède à Louis Gondré. Christian Le Guédec, qui devrait prendre ses fonctions le 10 février, présidera la formation de jugement de

la Cour de justice, qui comprend en outre deux juges titulaires : Henri-Claude Le Gall, ancien président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, et Bernard Challe, ancien chef du service central de prévention de la corruption (SCPC).

La commission d'instruction de la Cour sera présidée par Guy Joly, ancien président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. La commission compte en outre deux juges titulaires : Martine Anzani, ancienne présidente de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, et Henri Blondet, ancien président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon.

Le procureur général près la Cour de justice est le procureur général près la Cour de cassation, Jean-François Burgelin.

Trois dossiers sont actuellement en cours d'instruction à la Cour de justice de la République : l'affaire du sang contaminé, qui vise Georgina Dufoux, Edmond Hervé et Laurent Fabius ; un dossier visant l'ancien secrétaire d'Etat aux handicapés, Michel Gillebert ; le versant « ministériel » de l'affaire Noir-Botton.

DIPLOMATIE

René Forceville a été nommé ambassadeur à l'île Maurice, en remplacement de Jean-Michel Lacombe.

(Né le 12 décembre 1949 à Charenton (Val-de-Marne), René Forceville est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (1976-1978). Il a été notamment en poste à Alger (1978-1981), à Kigali (1984-1987), à Lomé (1987-1989) et à l'administration centrale. Depuis mars 1995, René Forceville était chef du service de la coordination géographique et des études au ministère de la coopération.)

André Janier a été nommé ambassadeur au Yémen, en remplacement de Marcel Laugel.

(Né le 10 août 1944 à Tlemcen (Algérie), André Janier est diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille et du Centre d'études arabes de Blida (Liban). Il a été notamment en poste à Djeddah (1978-1980), à Beyrouth (1980-1983), à Tunis (1983-1987), à Bagdad (1990-1991), avant d'être ambassadeur au Qatar (1991-1994). Depuis avril 1994, André Janier était ambassadeur au Tchad.)

Michèle Dancet, ambassadeur au Salvador, a été nommée ambassadeur au Belize en résidence à San Salvador, en remplacement de Gaston Le Paudert.

(Née le 20 janvier 1958 à Carhaix (Finistère), Michèle Dancet est licenciée en droit. Elle a été notamment en poste à Canberra (1985-1988), à Caracas (1988-1992), à Tegucigalpa (1994-1997), à Montréal (1997-1998), à Kingston (1998-1999), à La Havane (1998-1999), à Turin et à Gènes (1999-1996), avant d'être nommée, en septembre 1996, ambassadeur au Salvador.)

Jean-François Thibault a été nommé ambassadeur auprès des

Emirats arabes unis, en remplacement de Jean-Paul Barré.

(Né le 1^{er} mai 1949, Jean-François Thibault est diplômé d'études supérieures de droit public, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Manama (1975-1976), à Rabat (1976-1979), à Abou Dhabi (1979-1981), à New York auprès des Nations unies (1981-1985). Détaché chez Elf Aquitaine de 1985 à 1993, Jean-François Thibault était depuis avril 1994 sous-directeur des questions industrielles et des exportations sensibles au Quid d'Orsay.)

ACADÉMIE DES SCIENCES

Mikhail Gromov a été élu à l'Académie des sciences, lundi 3 février, dans la discipline « mathématique ».

(Né le 23 décembre 1943 à Bolshtogorsk, près de Leningrad, nationalisé français, Mikhail Gromov est titulaire de la chaire de mathématiques à l'Institut des hautes études scientifiques à Bures-sur-Yvette (Essonne), où il est professeur permanent depuis 1982. Après des études à l'université de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg), il y fit professeur assistant de 1967 à 1974, avant de devenir titulaire d'un poste de professeur à l'université de New York, à Stony Brook (1974-1981), puis à l'université de Paris II, affirme l'Académie, « fait depuis une trentaine d'années une série impressionnante de découvertes majeures en mathématiques et un travail continu de pionnier qui a révolutionné plusieurs domaines essentiels allant de la géométrie à la théorie des groupes discrets en passant par la théorie des équations à dérivées partielles. »)

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 30 janvier sont publiés :

● **Cour de justice** : la liste des membres de la Cour de justice de la République (*lire ci-dessus*).

● **Éducation nationale** : trente arrêtés fixant, pour l'année 1997, le nombre de places offertes à des concours de recrutement.

● **Commerce extérieur** : un décret relatif aux conditions de cessation de fonctions des personnels du Centre français du commerce extérieur.

● **Viande** : un décret relatif à la composition, la préparation et l'étiquetage des viandes hachées et préparations de viandes qui ne sont pas destinées à être cuites directement au consommateur final.

● **Pollution** : un arrêté créant une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques en Ile-de-France.

● **CNIL** : une recommandation de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés concernant l'utilisation de fichiers à des fins politiques. La CNIL rappelle les conditions dans lesquelles les partis politiques peuvent constituer des fichiers d'adhérents ou des fichiers destinés à leur communication politique.

Au *Journal officiel* du vendredi 31 janvier sont publiés :

● **Aides sociales** : un décret et deux arrêtés relatifs aux ressources prises en considération pour le calcul de l'aide personnalisée au logement ; un décret relatif aux ressources prises en considération pour l'attribution de certaines prestations familiales et de l'allocation de logement social ; un décret relatif à certaines modalités d'attribution de l'allocation de logement familial ; un décret relatif aux ressources prises en considération pour l'attribution de l'allocation de logement familial ; un arrêté relatif au calcul des allocations de logement.

● **Négociation collective** : un décret portant modification des articles du code du travail relatifs à la composition de la Commission nationale de la négociation collective et des sous-commissions constituées en son sein.

● **Terminologie** : un arrêté portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière, et un arrêté de nomination.

Au *Journal officiel* du samedi 1^{er} février sont publiés :

● **Textes officiels** : une circulaire du premier ministre relative aux règles d'élaboration, de signature et de publication des textes au *Journal officiel*, et à la mise en œuvre de procédures particulières incombant au premier ministre (*lire aussi la chronique de Pierre Georges, Le Monde du 4 février*).

Ce document de quarante-deux pages rappelle les règles qui doivent présider à l'élaboration et à la rédaction

des textes, pour en améliorer la qualité juridique et en faciliter la compréhension : règles générales (usage de la langue française ; prohibition des sigles ; dénominations à utiliser à la suite de l'entrée en vigueur du traité sur l'Union européenne ; présentation des lois, décrets, arrêtés, décisions, circulaires, instructions ou avis...), règles propres aux différentes catégories de textes (lois, règlements, nominations...), règles auxquelles sont soumises la délibération du conseil des ministres, la consultation du Conseil d'Etat, la signature et le contresigne, la procédure parlementaire, l'intervention du Conseil constitutionnel, l'adoption des décrets d'application des lois et la publication des textes au *Journal officiel*.

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord entre la République française et la République d'Ouzbékistan, sur la liberté de circulation, signé à Tachkent, le 26 avril 1994.

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Le conseil d'administration, la direction, le personnel, et tous ses amis de l'OSE, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Lucien BOUCCARA, secrétaire général de notre association. Il était l'élégance, la générosité, la justice et le respect de l'autre.

M. et Mme Gérard Caro, Jérôme, Elodie, Anne-Christine et Caroline, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques CARO, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu mardi dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, avenue Georges-Mandel, 75116 Paris.

M^{me} Lise Bouccara, née Aubremont, son épouse, M. et M^{me} Didier Bouccara, M^{me} Martine Bouccara, M. Daniel Bouccara, ses enfants,

Florence, Sophie, Julie, Allison, ses petites-filles,

M^{me} Bernard Aubremont, « belle-mère », M. et M^{me} Jean Grunberg et leurs enfants, M. et M^{me} Clément Bouccara et leur fille,

M. et M^{me} Philippe Jestaz et leurs enfants, ses neveux, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

ont l'immense douleur de faire part du décès brutal du

docteur Lucien BOUCCARA, ancien interne des Hôpitaux de Paris, ancien chef de service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital de Neailly-sur-Seine,

survenu le 3 février 1997.

Les obsèques auront lieu le 4 février 1997, à 17 heures, au cimetière parisien de Pantin, entrée principale.

10, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris.

M^{me} Gabrielle Courtot, ses enfants et ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, font part avec tristesse du décès de

M. Paul COURTOT, architecte, survenu à Aix, le 1^{er} février 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris et les évêques auxiliaires, et les vicaires généraux du diocèse, Les prêtres et le conseil pastoral de la paroisse Saint-Médard à Paris, M. Pierre Gaudin, son frère,

Et les membres de sa famille, font part du décès du

Père Claude GAUDIN, curé de la paroisse Saint-Médard, le 4 février 1997.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 6 février, à 15 heures, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffette, Paris-5^e.

Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Jean-Pierre Jossua, Et toute la famille, font part dans la peine du décès, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, de

Marcelle JOSSUA, née CAZES,

veuve de

Léon JOSSUA, mort à Auschwitz en 1943.

Les obsèques ont eu lieu au Père-Lachaise, ce mercredi 5 février 1997, dans la plus stricte intimité.

La famille du

docteur Dominique SARRADIN-PESANT, dite Albertine, lauréat de l'Académie nationale de médecine, psychiatre des hôpitaux, médecin-chef de secteur honoraire,

à la douleur de faire part de son décès survenu le 20 janvier 1997.

Moulin de Longes, 24510 Sainte-Foy-de-Longes.

Tourneville La Malétie.

On nous prie d'annoncer le décès de

Michel TIBLÉ.

Sa vie fut celle d'un paysan du Cantal.

« Tout autour fleurait le genêt, L'orge des pentes, l'églantine, Et les défunts voient en secret, Les blés fleurir sur la colline. » Léon Boyer.

La supérieure générale, Et les religieuses de Sainte-Clothilde, font part de l'entrée dans la Paix du Seigneur de

Mariette-Jeanne VIALARD-GOUDOU, Sœur Marie Saint-Jean, le 3 février 1997, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

La célébration eucharistique aura lieu le jeudi 6 février, à 15 h 45, en la chapelle de la Communauté, 8, rue Marie-Marie-Pia, à Quincy-sous-Sénart (Essonne).

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Remerciements

Canes.

M^{me} Rachel Dhjay, Ses enfants, Et toute la famille, très touchés des nombreuses marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Jean-Claude DEJAY,

précient toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, se sont associées à leur douleur, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

M^{me} Louis Pauwels, son épouse, Ses enfants, Et toute la famille, très touchés des nombreuses marques de sympathie reçues à l'occasion du décès de

M. Louis PAUWELS,

vous prient de trouver ici leurs remerciements et l'expression de leur reconnaissance émue.

Grâce à la personne et aux siens, qui ont accepté de donner les cordes de ses yeux après sa mort, je ne souffre plus et revois la clarté. Profond remerciement.

Anniversaires de décès

U y a cinq ans, le 5 février 1992,

Alain GILLER

quittait sa famille et ses amis.

Une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Souvenir

Il y a dix ans,

Clara ENSNER THALMANN,

« la Rubia », partie nageuse aux Spartakiades de Barcelone de 1936 et combattante de la guerre d'Espagne au côté de Paul Thalmann (1901-1980), nous quitte pour « aller faire la révolution dans le Ciel ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Colloques

L'Association Louis-Chatin pour la défense des droits de l'enfant organise son quatrième colloque les 7 et 8 février 1997, à la Cour de cassation, 5, quai de l'Horloge, Paris-1^{er}, sur l'enfant, sa première et ses secondes familles.

Aspects national et international.

Accueil : M. le premier président de la Cour de cassation Pierre Truche.

Gouverneur du colloque par M. le premier président honoraire Pierre Drai, président de notre association.

Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, jeudi 6 février 1997, à 20 h 30 : « Des lignes faciles au Front national », par J.M. Rosenfeld, maître adjoint du 20.

Hommage au judaïsme roumain jeudi 6 février 1997, à 16 heures : « Les Juifs de Roumanie, de l'émancipation à la marginalisation », avec Carol Iancu, Hugo Ramincau, Georges Weill, Gérard Nahon, le grand rabbin René Samuel Sirat, Edgar Renshaw, PAF - Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, 75009 Paris, métro Cadet. Renseignements au 01-49-95-95-92.

Expositions

En profitant du Nouvel An chinois,

Lauran CHU

propose deux démonstrations de calligraphie chinoise les 8 et 15 février de 14 heures à 17 h 30, à la galerie Dubois, 24, rue Soufflot, Paris-5^e.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42 Télécopieur : 01-42-17-21-36 Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F Abonnés et actionnaires : 95 F Thèmes étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasset sont tenues sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

JUSTICE Le Parlement de Bretagne, qui abritait la cour d'appel et la cour d'assises de Rennes (Ille-et-Vilaine), a été ravagé par un incendie il y a trois ans, dans la nuit du 4 au

5 février 1994, à la suite d'une violente manifestation de marins-pêcheurs. ● LE BÂTIMENT, un monument historique du XVII^e siècle, a été très touché par le sinistre, en parti-

culier sa charpente et son décor. Les travaux de réhabilitation, pour lesquels toute la Bretagne s'est mobilisée, devraient permettre aux magistrats de se réinstaller aux alentours

de 2000. ● L'INSTITUTION JUDICIAIRE a officiellement classé l'affaire en rendant un non-lieu pour l'unique mise en examen, celle du concierge de l'établissement, qui,

aux yeux de beaucoup, passait pour un bouc émissaire. ● UN CONSEILLER RÉGIONAL, Gérard Gautier, s'est cependant longuement battu pour que toute la vérité soit établie.

L'incendie du Parlement de Bretagne est définitivement éteint

Trois ans après la violente manifestation de marins-pêcheurs qui avait provoqué la destruction de ce bâtiment historique, considéré comme un des symboles de l'identité bretonne, l'instruction judiciaire s'est achevée par un non-lieu

RENNES
de notre correspondante
régionale

Lors de la rentrée solennelle du tribunal de grande instance de Rennes, le 13 janvier, le procureur de la République, Jean-Yves Trémoureaux, citait d'un ton égal, parmi les faits marquants de l'année 1996, les procédures concernant deux incendies. L'affaire de la clinique psychiatrique à Bruz s'est soldée par la mise en cause de nombreuses responsabilités, en particulier du maire de cette commune près de Rennes, de son prédécesseur, de l'architecte et du propriétaire, etc. L'affaire du Parlement de Bretagne, où était situé le palais de justice, a abouti, après deux ans d'enquête, à un non-lieu pour l'unique mise en examen, celle du concierge de l'établissement. Ainsi s'achevait, pour l'institution judiciaire, l'affaire de ce monument historique du XVII^e siècle qui abritait la cour d'appel et la cour d'assises de Rennes et qui avait été ravagé par le feu dans la nuit du 4 au 5 février 1994.

Le sort est plus persévérant, comme s'il refusait de mettre un point final à ce psychodrame breton. Vingt tapisseries réalisées au début du siècle à la Manufacture des Gobelins, illustrant l'histoire de la région, avaient été sauvées du sinistre. Trois ans plus tard, la moitié d'entre elles viennent d'être détruites par les

flammes, le 25 janvier, dans un atelier de restauration de Montrouge (Hauts-de-Seine) auquel elles avaient été confiées. L'incident a rappelé le cruel souvenir du Parlement de Bretagne, symbole de l'identité régionale, tombé sous les coups d'une composante essentielle de la culture de l'Ouest: les marins-pêcheurs. Le vendredi 4 février 1994, plus de 4 000 d'entre eux se sont déchaînés dans le centre-ville de Rennes à coups d'œufs, de cailloux, de pics à glace, de frondes et surtout de fusées de détresse et de lance-amateurs. Ce sont elles qui, en se consumant lentement dans la nuit, déclenchèrent l'embrasement de la vieille toiture du Parlement, sous l'œil de la presse.

AFFAIRE CLASSÉE

Les journalistes accompagnaient le premier ministre d'alors, Edouard Balladur, venu signer le contrat de plan Etat-région, accompagné notamment du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, et du ministre en charge de la pêche, Jean Puch. Les marins-pêcheurs étaient au rendez-vous, déterminés: ils s'en étaient pris, les jours précédents, à des entrepôts et à des grandes surfaces de Concarneau, Lorient, Boulogne, puis ils avaient saccagé le marché en gros de Rungis. Ce fut une journée d'émeutes avec des blessés par dizaines chez les CRS, les gendarmes,

les passants, les pompiers et les pêcheurs.

Du côté de l'institution judiciaire, l'affaire est classée. Pourtant les questions restent nombreuses. Le feu était-il vraiment imprévisible, alors qu'une quinzaine de fusées ont été trouvées par la suite dans l'enceinte du palais de justice? Dans la journée, l'une d'entre elles avait déjà commencé de se consumer dans la salle des procureurs. Plusieurs départs d'incendie s'étaient déclenchés sur la place, et même dans la caserne des pompiers toute proche. Certains Rennais se souviennent qu'aux plus chaudes heures de 1968, la charpente du Parlement était arrosée systématiquement.

Le 15 février, seul était mis en examen le concierge, guide, appointeur, agent de service d'entretien et de ménage, chauffeur et facteur, comme le présentait l'époque l'Union syndicale autonome justice en prenant sa défense. Le quotidien régional, Ouest-France, soulignait alors lui aussi le rôle de l'inspecteur du gardien, connu de tous les magistrats depuis des années. Celui-ci, assommé par les sommifères, avait éteint à plusieurs reprises le système d'alarme, habitué à ses déclenchements intempestifs.

Son avocat, Claude Larzul, avait l'intention de chercher d'autres responsabilités. Mais jusqu'où aurait-il dû remonter? Une bonne par-

tie des forces de l'ordre n'était-elle pas mobilisée pour protéger Edouard Balladur et ses ministres? Le préfet, Jean-Claude Le Taillandier de Gabory, venait de prendre ses fonctions dans la région quelques jours plus tôt. De toute façon, il n'y a pas eu de procès. Le 11 avril 1996, une ordonnance de non-lieu était rendue au bénéfice du concierge.

« C'était la moindre des choses », estime aujourd'hui le maire de la ville, Edmond Hervé (PS). « Le gouvernement de l'époque s'est mal conduit, affirme-t-il. A aucun moment je n'ai été au courant de ce qui se passait (M. Hervé assistait à la réunion des élus bretons avec le gouver-

nement, en présence, notamment du ministre de l'Intérieur), ce fut une journée d'humiliation pour la ville. Une journée due, aussi, à l'humiliation d'une catégorie professionnelle. »

L'indignation est retombée. Un conseiller régional, Gérard Gautier, continue néanmoins à poser inlassablement des questions embarrassantes. Il se demande entre autres pourquoi M. Hervé, malade au cours de la sinistre journée - « pas par des pêcheurs, précise le maire, au contraire l'un d'entre eux m'a défendu » - n'a pas porté plainte. « La justice fait le travail qui lui incombe », répond sèchement Edmond Hervé. Le garde des sceaux d'alors, Pierre Méhaignerie, qui est aussi conseiller général de Rennes et président de l'as-

semblée départementale, n'avait pas, lui non plus, réclamé d'enquête particulière.

Quant au président du conseil régional, Yvon Bourges (RPR), il s'interroge toujours. « Une enquête administrative aurait débouché sur quoi? La mise en cause du préfet? demande-t-il. C'était au gouvernement d'en décider. Je tenais à garder des relations convenables avec le représentant de l'Etat. Je suis avant tout attaché à la reconstitution de notre patrimoine », conclut M. Bourges, qui vient d'interpeller le gouvernement sur une éventuelle réalisation de nouvelles tapisseries.

Le lendemain même de l'incendie, M. Bourges annonçait que le conseil régional verserait 10 millions de francs pour la renaissance du bâtiment. Pour recueillir des fonds, des artistes ont donné des concerts, des historiens ont écrit des livres. L'Union des avocats a même monté une pièce de théâtre avec la jeune chambre économique: l'Affaire Dreyfus. Ainsi, la mobilisation effaçait le traumatisme. Car, en une nuit, le Parlement - un palais de justice comme un autre malgré la richesse de son décor - avait changé de statut. Brusquement, la cour d'appel en cendres est redevenue, pour longtemps, le Parlement de Bretagne.

Martine Valo

Le combat solitaire d'un conseiller régional

SANS les « fautes et manquements graves », qui furent commises « au plus haut niveau », le Parlement de Bretagne « n'aurait jamais dû brûler », estime le conseiller régional Gérard Gautier. Lors de la session de l'Assemblée régionale de mai 1994, « voyant s'enfermer l'enquête », M. Gautier commence à réclamer la recherche des responsabilités. Il n'a jamais arrêté depuis. Unique élu portant l'étiquette du mouvement « Blanc c'est exprimé », dont il est le président, M. Gautier ne fait guère

d'émules. Il intervient d'abord pour convaincre le conseil régional de réclamer l'ouverture d'une enquête administrative. Sans succès.

Il se tourne ensuite vers le ministre de la justice, qui est aussi président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, Pierre Méhaignerie, afin d'obtenir le dépassement du dossier d'instruction. En vain. Il essaie de nouveau, après l'élection présidentielle, auprès de Jacques Toubon. Même résultat. Il tente aussi de se porter partie civile. Demande jugée irrecevable, il fait appel. Il

écrit à tout le monde: aux magistrats, aux élus. Il sollicite en particulier le maire de la ville, Edmond Hervé, afin de l'inciter à porter plainte.

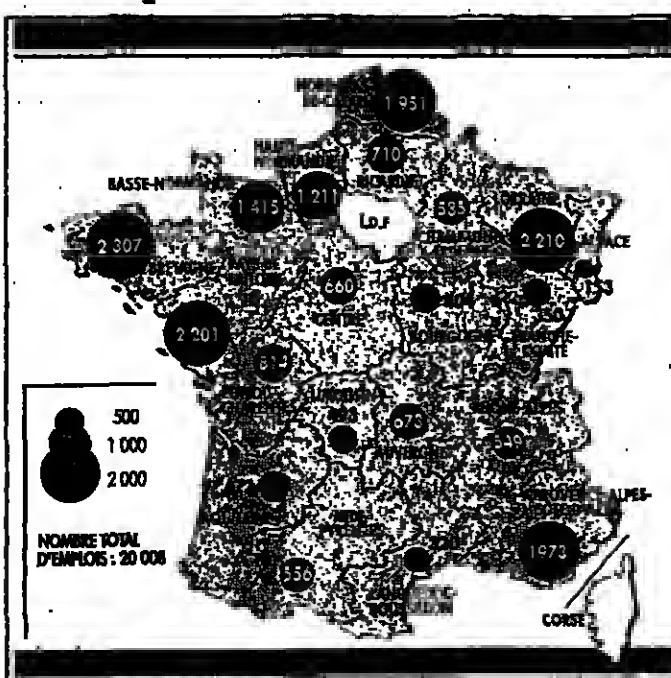
En désespoir de cause, le conseiller régional raconte ses deux ans de démarches inutiles dans un petit livre court, *Le Vendredi noir de la Bretagne*, publié à compte d'auteur. Epuisant le rôle de monche du coche, il montre comment les uns et les autres ont laissé cette affaire sombrer dans l'oubli. Sur ce point, son témoignage est convaincant. Ses extrapolations, nourries des rumeurs, sont moins. Il en vient à soupçonner que le gouvernement ait sacrifié délibérément la ville de Rennes parce qu'elle vote socialiste. Il flaire quelque « manipulation » destinée soit à discréditer les pêcheurs, soit à faire disparaître des dossiers d'instruction, ou tout cela à la fois.

Dans un registre différent, des historiens, dont plusieurs universitaires de Rennes-II, ont écrit bénévolement un beau livre sur le Parlement de Bretagne, afin de participer à sa reconstruction. Eux aussi consacrent, en style direct, un chapitre à l'incendie de 1994.

M. V.

★ *Le Vendredi noir de la Bretagne* (L'Échappée, 87 p., 100 F); *Le Parlement de Bretagne, histoire et symbole* (publié par un collectif d'éditeurs de Bretagne, diffusé par les PUF, 197 p., 200 F).

L'Ouest premier bénéficiaire des emplois créés avec l'aide de l'Etat



JEAN-CLAUDE GAUDIN, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 5 février une communication présentant le bilan pour 1996 du dispositif public de soutien à la création d'emplois dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire.

Selon le ministre, 231 projets de création ou d'extension d'établissements industriels ou tertiaires ont bénéficié d'un soutien total de 717 millions de francs au titre de la prime d'aménagement du terri-

toire (PAT). Cette prime est versée aux entreprises qui s'installent dans ces zones. Ce dispositif a favorisé la création de plus de 20 000 emplois directs. Parmi les dossiers primés, 77 % sont des projets industriels, à l'origine de 82 % des emplois créés.

M. Gaudin a précisé que le nombre d'emplois aidés, en progression de 35 % par rapport à 1995, est le plus élevé depuis 1988. La Bretagne est la première bénéficiaire. L'ensemble des régions de l'Ouest obtiennent plus du quart de ces emplois.

Le gouvernement relance à la baisse la procédure Natura 2000

CORINNE LEPAGE devait annoncer mercredi 5 février, lors d'un séminaire organisé par l'Assemblée des présidents de conseils généraux de France (APCG) et le réseau Ideal, la relance de la procédure Natura 2000, bloquée depuis six mois.

Le 19 juillet 1996, en réponse à l'opposition farouche des agriculteurs, forestiers, chasseurs et élus ruraux, mais dans un même combat, Alain Juppé décidait de geler l'application de la directive européenne Habitat. Cette directive, votée par la France en mai 1992, prévoit la mise en place de zones de protection sur les milieux naturels fragiles, regroupés en un réseau européen, appelé Natura 2000, dans le but de constituer un cadre global de protection de la nature et de la biodiversité. Chaque Etat devait communiquer à Bruxelles une liste de sites abritant des espèces animales et faunistiques à protéger. 1 300 sites avaient ainsi été présélectionnés en France après un inventaire général organisé par les préfets, qui représentaient un réseau cohérent d'une surface totale d'environ 13 % du territoire. C'était sans compter avec l'opposition de lobbies qui ont organisé une véritable guérilla contre la procédure.

Pour éviter un blocage total avec la Commission européenne, fortement irritée par l'attitude de la France, le ministre de l'Environnement avait remis un mémorandum d'interprétation où le gouvernement français faisait part de ses in-

terrogations sur la directive Habitat. Assurée d'avoir « levé un certain nombre d'incertitudes », M^{me} Lepage a décidé de relancer le processus de désignation des sites. Mais la copie a été largement revue à la baisse. Le ministre veut en effet modifier les seuls sites consensuels qui ne soulevaient pas d'opposition locale et dont la protection n'entraînerait aucune contrainte pour les acteurs locaux.

« SAUPOURAGE »

Les 1 300 sites initialement retenus ont été divisés en trois catégories: les « feux verts », zones consensuelles, les « feux orange », zones à protéger, mais qui soulevaient des réticences que le gouvernement espérait lever après concertation, et les « feux rouges », zones exclues vu l'opposition des acteurs locaux contre leur protection. Selon un responsable du ministère, « on ne fait rien sans consensus total ». En clair, la nouvelle liste notifiée par la France devrait représenter 2 % à 3 % du territoire national, en ne retenant essentiellement que des sites déjà protégés, comme les réserves naturelles, les parcs nationaux ou parcs régionaux, des domaines du Conservatoire du littoral et éventuellement des conservatoires régionaux du patrimoine.

La Commission européenne risque de ne pas se satisfaire de la copie française. « Si cela n'est que pour faire un catalogue des protections qui existent déjà, cela ne sert à rien. Il nous faut un inventaire qui parte

des critères de protection définis dans la directive Habitat », prévient un responsable de la direction chargée de l'environnement. Pour France nature environnement (FNE), l'option choisie par le gouvernement est « catastrophique »: « Avec ce saupoudrage fait à une échelle minimum, c'est la pire des solutions qui est retenue. C'est une vision muséologique, où on choisit une zone qu'on protège et on laisse les autres sans protection! », s'insurge son président, Lionel Brand. Le prochain round devrait se jouer devant la Cour de justice européenne, où les associations ont assigné le gouvernement français.

Sylvia Zappi

Le Tarn-et-Garonne veut prolonger le temps des cerises

MONTAUBAN
de notre correspondant

Le Tarn-et-Garonne cultive depuis toujours, avec passion, l'amour des fruits. Deux mille cinq cents exploitations fournissent d'importantes quantités de pommes, prunes, poires et pêches mais aussi de cerises, kiwis, abricots et noix. A lui seul, le raisin tient une place à part: le chasselas de Moissac arrive à table assurément moins gros, moins lisse qu'un raisin aspergé par trop de standardisation, mais tellement plus fort en caractère avec ses petites taches brunes sur ses grains, sa chair goûteuse et son jus qui tient du nectar. Une référence dont les arboriculteurs voudraient se servir pour propulser une nouvelle génération de cerises.

Ces derniers savent déjà parfaitement préparer l'arrivée précoce de la cerise, dès le mois de mai, en misant sur la burlat, histoire d'être concurrentiel avec les cerises avatagées par un soleil plus chaudement généreux. Ils veulent aujourd'hui prolonger

le temps des cerises jusqu'en juillet pour gagner de nouvelles parts de marché. Alors, exit la burlat au profit de nouvelles variétés, comme la summit, la duronio 3 ou encore la new moon, qui vont doper la production à une époque où la consommation des précoces s'essouffie.

Pour que le nouveau marché soit plus juteux encore, les Tarn-et-Garonnais, notamment ceux qui, depuis deux ans, essaient de promouvoir le label « cerise de Moissac », veulent progressivement abandonner la vente en vrac et spéculent beaucoup sur une présentation en barquette afin de séduire le consommateur. Conscients que les Français ne consomment en moyenne que trois kilos de cerises par an et que ce ne sont pas les enfants qui en consomment le plus mais les 35-40 ans, les producteurs savent qu'ils ont ici de la marge pour ajouter... une belle cerise sur le gâteau de leurs revenus.

Guy Revellat

Constituez-vous
un dossier
vraiment
documenté !



les dépêches
de l'AFP
La Croix
Les Echos
L'Entreprise
L'Expansion
L'Express
Le Monde
La Tribune
L'Usine Nouvelle
Le Vie Français

Avec REVUPRESSE
Faites vous-même votre revue
de presse sur Minitel
• Deux ans de presse en texte intégral
• Envoi des articles et dépêches par fax
en moins d'une heure

RE VU PRESSE
08 36 29 00 00
Rassemblez l'info qui vous intéresse

صكنا من الامل

16 / LE MONDE / JEUDI 6 FÉVRIER 1997

HORIZONS

ENQUÊTE

Villages sahéliens

Dans la région de Kayes, au Mali, les villages doivent leur survie à l'argent des émigrés. D'abord familial, cet apport est de plus en plus destiné à des programmes collectifs. Les projets de loi sur l'immigration en France menacent cette fragile économie



sous perfusion

SITÔT franchie l'ample cuvette du fleuve Sénégal sur la chaussée submersible de Kayes, la piste disparaît dans le paysage ocre de latérite. A perte de vue, la plaine brûlante est parsemée de somptueux baobabs et d'héroïques buissons épineux. Ce bout du monde semble avoir fait table rase des hommes et du temps. Il faut une longue heure de camionnette cahotante pour venir à bout des 30 kilomètres qui séparent les villages de Kabaté, Kouroukoulou, Diané ou Niamiga de Kayes, « capitale » de l'émigration malienne vers la France, ville de 70 000 habitants aux allures de gros bourg mi-séculé.

De mémoire de Soninké, on a toujours quitté ces villages de plomb pour rechercher un ailleurs meilleur. Autrefois, le voyage des jeunes relevait de l'épreuve de passage dans l'âge adulte. Au retour, on se mariait ; puis c'était au tour des plus jeunes « frères » de partir. Depuis la grande sécheresse sahélienne des années 60 et 70, le rite initiatique est devenu opération de survie. Les chefs de famille eux-mêmes ont dû s'expatrier de plus en plus loin. Non seulement au Sénégal et en Côte-d'Ivoire, mais aussi au Congo, en Angola et en France. Aujourd'hui, sur les 1 800 âmes de Kabaté, une centaine vivent à Courbevoie, Colombes, Montreuil et Meaux, vidant le village de ses hommes les plus valides.

Les retours volontaires de jeunes au village sont rarissimes, tant les pesanteurs familiales et l'absence d'infrastructures de base rendent illusoire tout espoir d'activité. Il suffit de constater le dénuement des familles nombreuses et l'absence de débouchés agricoles pour deviner que la fuite restera, longtemps encore, la seule voie de salut.

Dans ces agglomérations de huttes et de cases en torchis ouvertes sur un désert lunaire, les émigrés sont nulle part, mais partout. Nulle part, parce qu'ils rentrent au pays de moins en moins souvent : le chômage, les enfants nés en France, les éloignent. Nulle part, parce que la vie d'ici, par 35 degrés en hiver, sans électricité ni adduction d'eau, dans cette micro-société d'un autre siècle, solitaire mais dominée par la loi des anciens, devient peu à peu étrangère aux « Parisiens ».

Pourtant, les émigrés sont aussi

partout : des Peugeot restent immatriculées dans le « 93 » pour économiser les frais de dédouanement ; en plein Sahel, un homme porte la combinaison citron d'une société de nettoyage du métro parisien. Ils sont partout, surtout parce que, sans leurs économies d'émigrés, ni la mosquée, ni les puits d'eau, ni l'école, ni le dispensaire, ni les barrages, rien de ce qui a permis aux villages de survivre n'existerait.

Ibrahima Traoré n'avait pas dix-huit ans lorsqu'il a quitté Kabaté pour ce qu'il croyait être l'eldorado français. Sa première feuille de paie d'éboueur date de mars 1968. Sa dernière de 1988, lorsqu'il a opté pour un « retour militant » au pays, après avoir suivi une formation d'animateur du développement rural dispensée par le Groupe de recherche et de développement rural (GRDR), la principale ONG française active dans la région. Entre-temps, il y a eu la tuberculose, le sanatorium, puis la découverte du pouvoir des émigrés sur la transformation de leur région d'origine.

A la fin des années 70, les originaires de Kabaté et des villages alentour, regroupés dans les mêmes foyers de région parisienne, commencent à compléter les mandats individuels adressés à chaque famille par des cotisations versées à une caisse villageoise commune.

Premier projet : la construction du dispensaire qui permettrait de sortir les villages d'un dénuement sanitaire absolu. Les émigrés font part de leur ambition, mais la réponse des chefs de village concernés est nette : c'est non. « Ils ont pensé de centre de santé nous servir de prétexte pour construire ensuite une école, dont ils ne voulaient à aucun prix », explique Ibrahima Traoré. Du temps de la colonisation, les gens s'étaient battus contre l'école française, et l'hostilité demeurait. Les marabouts craignaient aussi que notre école publique ne se construise contre leur medersa (école coranique) et ne leur fasse perdre un peu de leur pouvoir sur les enfants.

En 1976, la toute première réalisation des émigrés de Kabaté fut donc une mosquée, simple baraque couverte d'un toit en tôle, le premier qui n'ait été dans ce village où seule la paille coiffait les cases. Une mosquée car « il fallait commencer par un projet qui maintenait la cohésion du village et respectait la volonté de nos parents. Nous, les émigrés, étions considérés comme des enfants égarés, se rap-

pelle M. Traoré. La mosquée a permis de maintenir aux anciens que nous étions capables d'agir positivement. Sans cela, nous n'aurions jamais pu faire passer ensuite le centre de santé et l'école ».

« Il est très difficile pour les chefs de village d'accepter que des jeunes proposent et décident quelque chose de façon autonome », confirme Patrick Gonin, géographe à l'université de Lille et familier de ces villages.

En 1981, l'année où, en France, la gauche donna la liberté d'association aux étrangers, les Maliens de

« Nous avons fabriqué un système de dépendance. On a habitué les villageois à attendre les mandats de France. Comment ces gens-là vont-ils réapprendre à se prendre en charge ? »

Kabaté et de sept villages alentour constituèrent, à Paris, l'association Labankoniouma, autrement dit « Avenir radieux ». Cette fois, les deux émissaires dépêchés de France n'eurent aucun mal à obtenir le consentement des chefs. Chacun des 500 cotisants de France (sur un total de 8 000 habitants) versa un premier acompte de 2 000 francs. Au total, 42 millions de francs CFA (420 000 francs) furent réunis et adressés au pays.

LE « centre de santé » a été inauguré en 1986. Composé de deux bâtiments en dur disposés autour de quelques maigres acacias et d'une pompe à bras, unique point d'eau de l'ensemble, il est aujourd'hui décrié. Des somnifères métalliques rouillés composent l'unique équipement de la « maternité ». Seule une infirmière assure des permanences. L'ambulance rurale, fierté des premiers temps, a rendu l'âme.

Les émigrés se sont ensuite attaqués à la question vitale de l'eau. Avec l'argent collecté en France, des puits ont été forés dans chaque village « pour que les gens arrêtent de boire l'eau de la rivière ». Ambitieux, ils se sont lancés dans un « projet intervillages » pour le développement et, pour cela, ont fondé en 1987 l'Organisation rurale pour le développement intégré de la Kolimbinié (Ordik), du nom de l'affluent du Sénégal qui dessert la zone. Objectif : assurer la sécurité alimentaire et former des villageois à l'entretien des puits et des

pompes. C'est alors qu'a été ouvert le magasin coopératif qui, par son fonctionnement, symbolise avec le plus d'acuité le lien de dépendance qui s'est créé à Kabaté, comme dans nombre de villages de la zone d'émigration.

Dans le « grand magasin » de Kabaté, vaste hangar de construction récente, s'entassent sacs de riz, de sucre, caisses d'huile, de savon et de Jumbo, une sorte de bouillon Kub très apprécié des femmes. Ce sont les seuls produits manufacturés consommés par les villageois. Le stock, constitué à la

commencé à faire pencher la balance du pouvoir au profit des villageois. Simultanément, les émigrés, en proie aux réductions d'emploi, se sont progressivement désengagés des projets collectifs pour se replier sur les financements familiaux. La synchronisation entre les besoins d'« ici » et les décisions de « là-bas » s'est faite plus difficilement. « Il n'est pas facile d'organiser une assemblée générale à Paris juste au moment où nous parvenons le procès-verbal de celle qui s'est tenue ici, car la plupart d'entre nous travaillent pendant le week-end », regrette M. Kamissoko. En réalité, les émigrés ne contrôlent plus ce qui se passe.

Désormais, c'est dans les villages que se dessine leur avenir. L'Ordik s'est lancée dans des projets de plus grande ampleur, a développé des activités de service et a diversifié ses financements. Entraînés par la dynamique des émigrés, le ministère de la coopération, le GRDR, l'Union européenne et une fondation suisse ont contribué à l'achat d'une batteuse louée aux agriculteurs, à l'ouverture d'un atelier de soudure, à la création d'une « brigade » équipée pour creuser les puits et à l'édification de six petits barrages.

CELUI de Dialamé vient d'être inauguré. En amont, s'est créée une retenue d'eau qui, pendant quelques mois après la saison des pluies, arrose des cultures de salades, de tomates et d'aubergines. La réserve alimente aussi la nappe phréatique et, donc, les puits du village. Sous le soleil de plomb, des enfants nus pataugent en riant dans cette piscine improvisée, tandis que des femmes s'activent à la lessive en contrebas. Le mini-barrage, c'est aussi, pour les zébus comme pour les charrettes, une voie d'accès nouvelle vers un village enclavé.

A Kabaté, l'association Enfants du monde a financé le nouveau bâtiment scolaire qui abrite trois, et bientôt six classes. Une révolution dans une région où le taux de scolarisation n'atteint pas 20 %. Aux instituteurs rémunérés par l'argent des émigrés, l'Etat vient d'ajouter un poste de directeur. « Les gens ont compris à présent que si leurs enfants ne savent pas lire et écrire, ils ne pourront rien faire... même partir d'ici ! », remarque Ibrahima Traoré.

Au centre du village se construit aussi une nouvelle mosquée dont les deux minarets verts détonnent au milieu des paillettes. Monumentale, elle reflète la réussite finan-

cière d'un autochtone devenu un gros commerçant au Congo. En apparence, les villages ont échappé à la catastrophe annoncée. Les champs de mil, d'arachide et de sorgho ont pu être étendus, et le cheptel de zébus et de chèvres renforcé. Mais pour combien de temps ? L'érosion, la démographie galopante et l'absence d'aide vétérinaire sapent les efforts. Surtout, les animateurs de l'Ordik s'alarment de la réduction, déjà perceptible, de la contribution des Maliens de France. « Nos émigrés auront bientôt cinquante ans, et leurs fils n'attendent pas de carte de séjour pour les remplacer, redoute Ibrahima Traoré. Nous avons fabriqué un système de dépendance. On a habitué les villageois à attendre les mandats de France. Comment ces gens-là vont-ils réapprendre à se prendre en charge ? »

Cette question cruciale va être posée à l'occasion des premières élections municipales démocratiques que vont vivre les villages maliens en juin. L'élection d'une municipalité commune aux neuf villages entourant Kabaté pourrait marquer un tournant dans l'évolution du pouvoir local et la remise en cause des chefferies puisque l'Ordik, émanation de l'émigration, ne cache pas son intention de présenter une liste.

Pourtant, ni les projets de développement ni la démocratie ne paraissent en mesure de dissuader la jeune génération de tenter sa chance loin de Kabaté. Partir ? Tous les jeunes rencontrés au village en rêvent et le disent. Tous désignent la France, où ils ont des « frères », comme une évidente destination. Beaucoup affirment avoir déjà pris le train de Bamako dans cette intention. L'un a poussé jusqu'à Roissy d'où il a été refoulé. D'autres évoquent le Congo ou la Côte-d'Ivoire d'accès plus facile. Bathily, menuisier au village, a quatre frères en France, mais il voit son avenir en... Corée du Sud. « parce que là-bas il y a du travail », lui a écrit un cousin.

Amer constat pour les « vieux » émigrés qui ont passé leur jeunesse écartelés entre la France des ateliers et des foyers et un village sahélien où leur famille a grandi presque sans eux. « Nos enfants ne doivent pas partir. C'est trop dur. Ils doivent trouver les moyens de vivre ici, répètent-ils inlassablement. Mais il est difficile de leur enlever la France de la tête, de les empêcher de rêver. »

Philippe Bernard
Dessin : Ivan Sigg

Changer les règles
Non, les appliquer

A qui rendre les c...

L

Changer les règles de la justice ? Non, les appliquer !

par Eric de Montgolfier

FAUT-IL donc que les hommes jugent ? Sans doute autant qu'ils doivent être jugés. Toutes ces insuffisances y conduisent, et il est nécessaire que certains s'y consacrent, au bénéfice de la collectivité. Cela ne peut se faire sans que ceux qui l'ont choisie manifestent de la rigueur, envers eux-mêmes au moins autant qu'à l'égard de ceux qui en sont l'objet. Il n'y a pas de meilleur moyen de parvenir à une justice républicaine, à des décisions qui, pour être imparfaites par nature, répondent à des considérations équilibrées.

Sans doute le principe est-il de nature à susciter l'inquiétude de ceux qui jusqu'alors bénéficiaient de la connivence qu'exprimait l'institution. Il va falloir s'y faire : s'il n'est pas certain que les procureurs n'obéissent pas, il est exact qu'ils n'obéissent pas toujours. Faut-il le regretter ? Sans doute, s'il s'agit d'obéir à la loi, seule allégeance acceptable en démocratie ; moins ou pas, lorsque la loyauté se confond avec le loyalisme, l'opportunité avec l'opportunisme.

Notre système n'est pas si mauvais quand, dans la tentation de l'innovation, il soumet les procureurs au contrôle des victimes et d'une hiérarchie dont le sommet est occupé par un membre du gouvernement doté par la loi d'attributions spécifiques. Sur ce point, je ne vois pas qu'il doive être modifié : les magistrats ont, pour la plupart, le souci de la perfection ; il serait aventureux de prétendre qu'ils l'ont atteint, et risqué de les abandonner à leurs liens de dépendance. On n'est pas magistrat sans humilité, ni conscience des risques qu'on fait courir aux autres. Les bandes, dès lors, paraissent indispensables.

Elles le sont aussi lorsqu'il s'agit de permettre aux procureurs d'exercer pleinement leurs attributions, dans le respect des lois de la République. Les pratiques ont, sur ce point, depuis longtemps, installé le doute, répandu la conviction qu'il fallait modifier les textes pour autoriser les magistrats du ministère public à s'affranchir des instructions de classement du ministre de la Justice ou des procureurs généraux, même délicatement exprimées.

Est-ce bien certain ? Il semble que

les textes aient toujours été clairs et que seule la volonté les ait obscurcis ; que la magistrature, depuis trop longtemps, ait globalement accepté sa soumission, quand elle ne l'a pas recherchée. Il faudrait donc changer les règles pour corser les colonnes vertébrales, quitte à légitimer rétroactivement des peurs qui n'étaient que dans les esprits, souvent dans les espoirs.

Quel abandon... Il signifierait d'abord que la nation n'attend rien de remarquable de ceux qui ont librement fait le choix de juger les autres, comme si ce choix d'emporter pas d'exigence particulière pour ceux qui l'ont adopté, comme s'il

Il est temps de tourner le dos, non à des règles dont nous nous sommes par trop écartés, mais à des pratiques qui les ont dévoyées et ont ainsi contribué à nous affaiblir tous

n'imposait pas de se juger soi-même, seule manière de légitimer pareille vocation, comme si la volonté affichée de sortir la justice de l'ombre portée par nos insuffisances ne nous contraignait pas, pour nous en garantir, à les reconnaître. S'y refuser consacrerait la primauté du confort sur le devoir, de la promotion au détriment de la fonction.

La solution n'est-elle pas ailleurs ? Sans changer les règles, le mieux pourrait être de faire en sorte qu'elles soient appliquées. Sans offrir au ministère public la tentation d'un pouvoir qu'écarte notre Constitution, il pourrait suffire d'accorder à ceux qui assurent normalement ses attributions la garantie, autant que faire se peut, que leurs justes mérites seront respectés, qu'ils seront seulement mesurés à l'aune de l'intérêt collectif qu'il s'exprime dans la loi.

Sans doute différents systèmes sont-ils envisageables ; le plus proche de notre culture et de notre histoire conduirait à ne pas faire dépendre les procédures de nomination d'une source unique ; le pouvoir exécutif ne peut en être absent, mais il ne peut plus prétendre à l'exclusivité.

Encore faudrait-il renoncer à des prétentions doctrinales qui, depuis peu, au nom de principes de circonstance, prétendent maintenir l'institution judiciaire sous le joug des intérêts partisans. La légitimité du magistrat est ouvertement discutée, au moins quand les poursuites concernent des élus, car, pour les autres, nul ne paraît sérieusement y songer.

Alors, on prétend à l'absolue suprématie du suffrage universel sans prendre garde : outre l'autorité judiciaire, d'autres institutions pourrissent en souffrir qui n'en sont pas issues, des juges certes, tels que ceux du Conseil d'Etat ou de la Cour des

comptes, mais aussi le Conseil constitutionnel et jusqu'aux ministres nommés, comme tant d'autres, par le président de la République. Faudrait-il donc politiser davantage les magistrats de l'ordre judiciaire pour que ne leur soit plus contesté le droit de demander à tous les mêmes comptes ? Curieusement, cette légitimité sur le suffrage universel se dissout dans ce qu'il est convenu, ou presque, de nommer la « politique pénale du gouvernement », affirmation qui se dédouble de ce que la Constitution laisse à celui-ci le privilège de déterminer et conduire la politique de la nation. Le principe est incontestable, et ce n'est que la loi fondamentale mise à sa disposition, pour cela, l'administration et la force armée, point la justice.

Qui ne voit en outre le paradoxe qui permettrait au pouvoir exécutif de conduire, dans le domaine judiciaire, une politique s'inscrivant peut-être contre la loi ? Si la politique pénale, concept aux contours incertains, consiste, pour l'essentiel, dans un ensemble d'orientations précises qui s'imposent au ministère public dans son action, y faut-il autre

chose que la loi ? N'appartient-il pas au Parlement, et à lui seul, de la définir, le cas échéant sur les projets du gouvernement ?

Cela ne signifie pas que la justice doive se détacher de l'Etat dont elle est l'un des fondements. Mais elle appartient d'abord à la nation et lui doit tout. Elle lui doit entre autres la rigueur de ses décisions autant que de ses comportements. Elle peut en espérer, en revanche, des moyens suffisants pour exercer ses attributions sans être conduite, si non dévoyée, par la pénurie que par la nécessité.

Reste que l'insécurité est devenue indispensable, mais doit procéder d'un effort commun, significatif de son importance. Ce ne peut être seulement l'affaire des magistrats. Ils ne sont pas les dépositaires de la justice, mais ses serviteurs. Nos concitoyens, pour s'en être trop longtemps désintéressés, portent aussi la responsabilité de ses insuffisances.

La présomption d'innocence, qu'il convient enfin d'installer, n'en est qu'un exemple. Sans doute implique-t-elle un nouvel état d'esprit de la part du plus grand nombre, dont la presse et ses lecteurs ne peuvent s'écarter, comme des institutions, notamment dans l'exercice du pouvoir disciplinaire ou de tout ce qui lui ressemble. Elle exige aussi des pratiques nouvelles, sans qu'on puisse pour autant la réduire à l'interdiction d'évoquer des faits.

La manière d'en parler est sans doute essentielle et doit s'accompagner du respect des personnes, aurait-on la conviction qu'elles sont coupables, quand même elles l'auraient admises. La recherche de la vérité n'est pas condamnable, mais elle doit rester indemne de toutes les préoccupations qui lui sont étrangères, mercantiles ou politiciennes.

Il est temps de tourner le dos, non à des règles dont nous nous sommes par trop écartés, mais à des pratiques qui les ont dévoyées et ont ainsi contribué à nous affaiblir tous. La maxime de Joseph Joubert reste d'actualité : « La justice sans force, la force sans justice, malheurs affreux. » Il est encore temps d'y songer.

Eric de Montgolfier est procureur de la République à Valenciennes.

Agriculture : contre la dictature du marché

PLUS que jamais, les agriculteurs français ont besoin que la société leur dise ce qu'elle attend d'eux. Une loi d'orientation n'a pas d'autre but : elle doit marquer la volonté politique du pays, exprimée par sa représentation nationale.

Déjà, les experts économiques estiment que deux cent mille exploitations agricoles suffiraient pour assurer la production agricole française. Demain, ils diront la moitié, après-demain, le quart ou peut-être moins. Jusqu'au jour où les multinationales chimico-pharmaceutiques ou agro-industrielles maîtriseront suffisamment les biotechnologies pour se sentir prêtes à remplacer l'agriculture, l'activité productrice la plus ancienne de l'humanité. D'autant qu'elle tire encore l'essentiel de son énergie d'une source gratuite, le soleil, qui ne peut de ce fait, figurer dans un compte d'exploitation.

Elucubrations d'écologistes obsédés ?angoisses de paysans réactionnaires, rebelles au progrès ? Pas forcément. Pourqu'il, lors du dernier sommet de l'alimentation de Rome, a-t-on présenté le développement des biotechnologies comme le moyen le plus efficace pour vaincre la faim dans le monde ? N'est-ce pas là, sous couvert de devoir humanitaire, une manière de préparer les esprits à une évolution que tout le monde, demain, jugera inéluctable ?

Il ne s'agit pas de refuser le progrès scientifique, mais peut-on qualifier de progrès des avancées technologiques qui, non seulement ne profitent qu'à une infime partie de l'humanité, mais, de plus, détruisent ce qui constitue encore l'essentiel du lien social, l'emploi ?

Il ne s'agit pas non plus de faire fi de l'économie. Mais celle-ci, sous la forme d'un libéralisme débridé et sans contrôle, tend aujourd'hui à devenir une idéologie totalitaire. Une idéologie qui s'est refusée à tellement imprégner les esprits des gouvernants, des responsables politiques et sociaux que ceux-ci, sans même s'interroger sur ses fondements, n'en sont plus que les zélés serviteurs.

La loi d'orientation qui se prépare doit être l'occasion pour le gouvernement et la profession agricole de définir leurs priorités politiques, et surtout la hiérarchie de ces priorités. Cette loi d'orientation sera le socle de la politique agricole commune que nous voulons pour l'Europe. Pour nous, ces priorités tiennent en trois mots : les hommes, les territoires, les marchés.

Les hommes d'abord. L'agriculture doit apporter sa pierre dans la lutte pour l'emploi qui doit devenir une priorité nationale. Le secteur agro-alimentaire fournit encore un emploi sur trois dans les communes rurales. Ces emplois, il faut les préserver. Ce qui implique que les agriculteurs cessent de s'autodétruire et que la concentration des exploitations agricoles soit maîtrisée et organisée au bénéfice de la politique d'installation.

Mais l'agriculture peut encore créer des emplois, sinon dans la production elle-même du moins dans l'élaboration, sur place, de produits alimentaires à haute valeur ajoutée correspondant à la demande des consommateurs en matière de sécurité, de santé, de qualité gustative, de diversité. N'oublions pas que nous sommes les hommes, ce n'est pas seulement leur fournir de quoi entretenir leur corps, c'est aussi leur procurer du plaisir, de la joie de vivre, de la convivialité.

L'agriculture peut aussi créer des emplois à sa périphérie en développant des activités telles que les services ruraux, l'accueil des citadins, l'entretien de l'environnement naturel et du patrimoine architectural rural, la préservation d'une ressource qui devient rare comme l'eau. Puisque la société exprime des besoins dans ce sens, le législateur se doit de donner aux agriculteurs les moyens juridiques et fiscaux d'y répondre.

C'est ainsi qu'ils pourront assumer ce qui pour nous doit être la seconde priorité de la loi : l'entretien actif des territoires ruraux. Agriculteurs et forestiers occupent encore 85 % de l'espace national.

Ce sont eux qui l'ont façonné au cours des siècles. Mais c'est une tâche qu'ils ne pourront plus assumer, si on laisse la production agricole se concentrer dans des exploitations sans sol, ou sur l'espace restreint des terres les plus facilement cultivables. Si la société ne veut pas que les trois quarts de cet espace rural se referment et devienne hostile à toute présence humaine, elle doit trouver le moyen de rémunérer ce travail. Cela peut se faire par contrats spécifiques. Ou par une intégration de cette fonction d'entretien dynamique dans la politique agricole. C'est en agissant dans cette direction qu'on évitera que la fracture territoriale s'ajoute à la fracture sociale.

L'agriculture ne pourra œuvrer efficacement pour l'emploi et l'aménagement des territoires que si elle conserve sa fonction première qui est de produire des biens alimentaires, même si les débouchés non alimentaires ne doivent pas être négligés. Les marchés doivent continuer à guider cette activité de production et à assurer l'essentiel des revenus qu'elle procure. Mais les marchés, laissés à eux-mêmes, sont aveugles et trop souvent destructeurs des équilibres sociaux et territoriaux.

La loi d'orientation qui se prépare doit être l'occasion pour le gouvernement et la profession agricole de définir leurs priorités politiques et surtout la hiérarchie de ces priorités

La puissance publique doit donc rester garante de ces équilibres et, d'une façon ou une autre, intervenir pour prévenir les effets néfastes de cette « main invisible » des marchés et pas simplement les corriger. Cet encadrement des marchés doit constituer, pour nous, la troisième priorité qui doit présider à la préparation de la loi d'orientation agricole.

On nous objectera que cette organisation des marchés est du ressort de l'Union européenne. Sans doute, mais si la France, première puissance agricole et agro-alimentaire de cette Union européenne, n'est pas capable d'afficher sa volonté en la matière, elle ne se fera. A elle de convoquer ses partisans du bien-fondé de ses positions.

Près de 90 % des denrées alimentaires produites dans le monde sont consommées sur place. Pour quelle raison l'Union européenne devrait-elle sacrifier toute une organisation des marchés agricoles pour pouvoir écouler plus facilement quelques produits agricoles de base dont la valeur sur le marché mondial ne cesse de se réduire ?

Cela ne veut pas dire que l'Union européenne doit négliger les marchés extérieurs et laisser les Américains y dicter leur loi pour s'emparer de tous les débouchés solvables, existants ou émergents. Mais sa présence sur ces marchés ne doit pas être acquise au prix d'une dérégulation totale de son marché intérieur, qui reste le débouché essentiel de son agriculture. Ces exportations sont nécessaires, mais elles ne doivent rien coûter à la collectivité nationale ou européenne et, encore moins, imposer une baisse générale des prix agricoles, destructrice de l'agriculture paysanne garante de l'entretien de l'espace rural.

Michel Fay, Daniel Grenillet, Gérard Lapie et Michel Teysse sont anciens membres du bureau de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).

A qui rendre les œuvres d'art ?

par Jean-Marc Felzenszwalbe

LE DÉBAT qui se poursuit à propos du sort des œuvres récupérées par les Musées nationaux français à la Libération et non restituées repose le plus souvent sur des considérations morales et historiques. Encore faut-il souligner que l'on considère trop souvent que ces objets d'art ne sont constitués que par des œuvres volées par les nazis pendant l'Occupation, et ne sont que le fruit des spoliations subies par les juifs.

Elles le sont en très grande partie. Mais il ne faut pas oublier que parmi les œuvres rangées par les Musées nationaux sous la dénomination MNR (Musées nationaux de récupération) se trouvent aussi celles qui ont été rendues par application de la déclaration de Londres de 1943 aux termes de laquelle les Alliés annulaient les acquisitions réalisées par l'occupant nazi. C'est ainsi que le fruit de ces marchés plus ou moins oisifs était restitué en partie à la France dès 1945. Et l'on doit bien admettre qu'aujourd'hui ceux qui pourraient revendiquer ces objets « récupérés » ne sont pas nécessairement des familles juives, mais encore les descendants de ceux qui avaient commercé avec l'occupant nazi.

La France s'honorait sans doute à regarder de face cette partie de son passé : les œuvres à restituer ne sont pas seulement celles qui furent enlevées aux juifs ; ce sont aussi celles qui furent vendues à l'occupant : ventes forcées, mais aussi ventes volontaires.

Et l'on voit ainsi s'éloigner la morale du politicien correct : le problème n'est pas celui de restituer aux juifs, mais de restituer aux légi-

times propriétaires, car le droit ne distingue pas les propriétaires selon leurs origines.

L'examen des textes du code civil est simple pour qui veut s'en donner la peine. Il permet de répondre à bien des questions, notamment à celles posées par la Cour des comptes à la fin de 1995.

Pour considérer que l'Etat serait

Les œuvres à restituer ne sont pas seulement celles qui furent enlevées aux juifs ; ce sont aussi celles qui furent vendues à l'occupant, ventes forcées, mais aussi ventes volontaires

devenu propriétaire des œuvres récupérées, cela suppose que l'on mette en œuvre le mécanisme juridique de la possession, ainsi que les règles de prescription qui l'entourent. L'article 2279 du code civil édicte une règle fondamentale : « En fait de meubles, la possession vaut titre. » Ce qui signifie que celui qui a entre ses mains un objet mobilier bénéficie d'une présomption de propriété.

La question qui se pose est donc de savoir si les Musées nationaux peuvent se prétendre « possesseurs » des œuvres récupérées. La réponse est négative. La Cour de cassation considère depuis longtemps que les dispositions de l'article 2279 ne jouent au profit du possesseur qu'autant que la possession dont il se prévaut est exercée à titre de propriétaire. Or, précisément, le décret du 30 septembre 1949, qui met fin à la Commission de récupération artistique, n'autorise que la mise en

dépôt des œuvres dans les musées : la mise en dépôt n'est pas une mise en possession ; de fait, ces œuvres ne figurent pas à l'inventaire général des musées, mais ont conservé jusqu'à aujourd'hui un numéro figurant sur un inventaire distinct (les fameux MNR).

Sur ce point, la jurisprudence considère que, pour invoquer l'é-

tat, il faut avoir cru, au moment de l'entrée en possession, que l'objet était transmis par son véritable propriétaire. Il est inutile de revenir sur les circonstances historiques qui ont entouré la récupération des œuvres : elle exclut que l'Etat ait pu un seul moment croire que les œuvres lui étaient transmises par leurs propriétaires, puisqu'au contraire il s'agissait de les retrouver afin de restituer ces biens.

La restitution est une obligation. C'est l'article 1915 du code civil qui définit le dépôt comme « un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à charge de la garder et de la restituer en nature ». Le code civil évoque même le cas où le dépôt n'a pas été effectué par le véritable propriétaire du bien (article 1949) : « Le dépôt nécessaire est celui qui a été fait par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement impré-

vu. » Chacun peut comprendre que c'est bien de cela qu'il s'agit.

Il faut y ajouter que, selon le droit français, la propriété est un droit imprescriptible qui se transmet aux héritiers, afin de bien comprendre la nature des obligations qui pèsent sur le dépositaire.

Chaque mot a été pesé par le législateur : si l'article 1915 utilise le mot « charge », c'est bien que la restitution est une obligation et entraîne des devoirs. Ceux-ci sont précisés par l'article 1938 du code civil : si le dépositaire du bien « découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui a été fait avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant ».

Les Musées nationaux n'ignorent pas de quelle façon et dans quelles circonstances l'ordonnance du 11 avril 1945, puis le décret du 30 septembre 1949 les ont institués dépositaires. Par contre, si le code civil utilise le mot « découvrir », on doit considérer alors que les Musées nationaux ne doivent pas se satisfaire d'apprendre qui est le véritable propriétaire, ils doivent découvrir, c'est-à-dire mettre en œuvre les moyens positifs d'une recherche. Ils en ont la « charge ».

On ne reconstruit pas le passé, pas plus qu'on ne réécrit l'histoire. Il est inutile de légiférer puisqu'il suffit de mettre en œuvre les outils légaux. Sans doute, cette mise en œuvre a-t-elle manqué jusqu'à présent d'une volonté morale et politique.

Jean-Marc Felzenszwalbe est avocat au barreau de Paris.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75542 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le message des juges

A l'heure des discussions sur la mise en place, dès 1999, de l'Union économique et monétaire, quatre cents magistrats français viennent rappeler, en signant l'appel lancé le 1^{er} octobre 1996 par sept de leurs collègues européens, que, derrière le rêve d'une Europe unie, se cache une autre Europe, plus discrète et moins avouable, faite de paradis fiscaux, de comptes à numéros et de circuits financiers occultes.

Tous ceux – et ils étaient nombreux – qui pensaient, il y a quatre mois, que l'« Appel des sept » resterait sans suite et ne manifestait, en définitive, que le désir de quelques juges vedettes de se mettre en nouvelle fois en valeur, en seront pour leurs frais : à en juger par le nombre des nouveaux signataires, le texte présenté à Genève a frappé juste, dépassant de beaucoup le petit cercle des magistrats militants.

Il y aurait donc tout intérêt, dès à présent, à décrypter le message lancé par ces magistrats. L'appel de Genève doit d'abord et avant tout être pris pour ce qu'il est : l'invite à une prise de conscience du péril qu'il y a à laisser prospérer les fraudeurs et les délinquants financiers internationaux et l'urgence d'un sursaut démocratique sans lequel il y aurait à s'inquiéter pour la garantie des droits des citoyens. « Au nom de l'égalité de tous les citoyens devant la loi », écrivent les magistrats signataires, *il devient nécessaire d'instaurer un véritable*

espace judiciaire européen au sein duquel les magistrats pourrissent, sans entraves nôtres que celles de l'Etat de droit, rechercher et échanger les informations utiles aux enquêtes en cours.

Ces propos de bon sens n'ont, jusqu'à présent, guère été suivis d'effet. Faudrait-il dès lors croire le conseiller Renaud Van Ruybeke, l'un des initiateurs de l'appel de Genève, lorsqu'il dit : « Pourquoi voudriez-vous que les dirigeants européens mettent de la bonne volonté à supprimer les réseaux d'argent sale dont ils se sont servis pour assoir leur pouvoir ? » A ne pas vouloir entendre ce que disent ces magistrats, à ne pas vouloir les laisser enquêter sans entraves sur les affaires de corruption, les dirigeants politiques se rendent-ils compte qu'ils font le lit des courants politiques populistes et extrémistes qui tentent, non sans succès, d'accréditer l'idée, faussée et malsaine, du « tous pourris » ?

Les 46 % de Catherine Mégret au premier tour de l'élection municipale de Vitrolles constituent de ce point de vue un énième coup de semonce. Les Français – le sondage Sofres que *Le Monde* a publié il y a quelques jours le montrait bien – supportent de plus en plus mal l'idée qu'il existe une justice à deux vitesses, une pour les puissants et une pour les faibles, une pour les riches et une pour les pauvres.

L'égalité des citoyens devant la loi doit devenir une réalité. Sans quoi la démocratie elle-même en pâtira.

Le Monde est dirigé par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël Jean Bergeon ; Directeur général adjoint :

Directeur de la rédaction : Fabry Plenet
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lheron, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cistac, Pierre Georges, Laurent Gribaut, Erik Izraelwicz, Michel Rabin, Bertrand Le Gendre
Rédacteur adjoint : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Motivateur : Thomas Ferecand
Directeur exécutif : Erik Paillet ; Directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; Directeur des relations institutionnelles : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courton, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Berner-Méry (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1991), Jacques Lescaume (1991-1994)

Le Monde est créé par le SA Le Monde
Durée de la société : cette acte à compter du 10 décembre 1984
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Berner-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs
Le Monde Presse, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

L'expérience Blum

L'EXPERIENCE Blum est arrivée à une phase décisive. La première baisse des prix de 5 % a été appliquée dans l'ensemble et la tendance à la hausse des prix a été renversée, au moins momentanément. Mais puisque le gouvernement a annoncé qu'une seconde baisse allait suivre, il faut maintenant la préparer et cette fois en se préoccupant moins de son effet psychologique immédiat que de ses répercussions sur la production et l'activité économique.

Une baisse générale et uniforme des prix qui ne tiendrait pas compte des situations diverses des industries et des entreprises présenterait des inconvénients évidents, et pourrait provoquer une crise économique. Le gouvernement, qui veut augmenter le pouvoir d'achat réel des consommateurs, devra concilier la baisse des prix et l'augmentation nécessaire de la produc-

tion. L'expérience Blum est en outre menacée par les revendications des syndicats au sujet des salaires. Elles ne sont pas nouvelles. Mais la brusque annonce de la baisse des prix et les négociations engagées pour la formation du nouveau gouvernement avaient amené la CGT à mettre une sourdine à ses demandes. Cette sorte de trêve est rompue. Mais M. Blum lui-même affirme qu'il est impossible « de mener de front une opération de baisse des prix et une opération de relèvement général des salaires ».

Le succès de l'expérience Blum et par là même l'avenir de notre économie ne dépendront pas seulement de considérations techniques, mais aussi de facteurs politiques. Ils restent donc incertains.

M. T.

(6 février 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La politique salariale sous haute contrainte

IL Y A tellement de manières de présenter une mesure de hausse des salaires dans la fonction publique – en niveau ou bien en masse, avec ou sans ce que les spécialistes appellent l'« effet-report », sans parler de l'obscur mais néanmoins fameux GVT (« glissement vieillesse-technicité ») –, qu'il faut bien évidemment analyser à la loupe l'annonce du gouvernement d'une hausse de 2,8 % des rémunérations en 1997-1998. Il faut aussi savoir décrypter les annonces d'une relance par les salaires promise par les socialistes en cas de victoire aux élections législatives de 1998.

La proposition gouvernementale paraît,

certes, sinon généreuse du moins honnête. Avec une hausse des prix (hors tabac) qui est évaluée à 1,4 % en 1997 et qui pourrait se maintenir au même niveau en 1998, le gouvernement pourra arguer qu'après le gel des rémunérations (en niveau) en 1996, il est, à tout le moins, décidé à maintenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires pour les deux années suivantes.

Mais il ne faut pas se fier à l'effet d'optique des chiffres officiels. Les revalorisations annoncées pour 1997 (0,5 % le 1^{er} mars et 0,5 % le 1^{er} octobre) ne correspondent qu'à une dépense budgétaire de 3,25 milliards de francs. A

comparer avec le coût, en année pleine (6,1 milliards de francs) de 1 % d'augmentation des traitements.

L'effort annoncé en faveur des fonctionnaires est, certes, plus important que ne le souhaitait Bercy, puisque dans la loi de finances pour 1997, au titre 3, ligne 31-94, il n'était prévu que 1,5 milliard de francs, au titre d'une « mesure générale intéressant les agents du secteur public » (*Le Monde* du 10 janvier). Le choix fait par le gouvernement n'en apparaît pas moins comme celui d'une rigueur renforcée, dans un double souci : ne pas trop creuser le déficit budgétaire au-delà de ce qui était prévu et, en cas de croissance plus forte qu'annoncé, ne pas consommer par avance la marge de manœuvre qui pourrait servir à une accélération des baisses d'impôt.

Pour 1998, les choses ne se présentent guère mieux. Avec un déficit budgétaire qui devra officiellement être réduit de 26,4 milliards de francs et des impôts qui seront, selon les engagements pris, réduits de 12,5 milliards de francs, au minimum, la contrainte budgétaire sera encore plus draconienne. Elle sera d'autant plus forte que le gouvernement ne disposera plus, comme en 1997, de la « soutie » de France Télécom, qui a minoré artificiellement les déficits publics. Pour honorer les engagements de Maastricht, il faudra donc trouver aussi l'équivalent de cette soutie, 37,5 milliards de francs. Au total, et avant toute mesure nouvelle, le gouvernement aura donc à trouver 76,4 milliards de francs pour équilibrer son prochain projet de loi de finances. Le gouvernement risque d'annoncer un nouveau plan d'économies, dont les fonctionnaires seront les premiers à faire les frais et dont la politique salariale ne donne qu'un avant-goût.

PRUDENCE SOCIALISTE

Par contraste, la politique préconisée par les socialistes paraît beaucoup plus expansive. Réclamant à cor et à cri une relance par la consommation – d'autant plus possible, selon eux, que le commerce extérieur est en fort excédent et qu'il existe donc, cette fois, une marge de manœuvre pour stimuler la demande intérieure –, ils ont fait de la question des salaires l'un des points saillants de leurs nouvelles propositions économiques.

C'est même l'une des ruptures fortes, en apparence, avec l'époque du « béroïsme » : alors que la « désinflation compétitive », c'est-à-dire la désindexation des salaires par rapport aux prix, a longtemps été le pivot de la politique économique défendue par le PS, ce dernier défend désormais le principe d'une politique plus généreuse.

Il le fait avec une extrême prudence. Sa proposition, pour le privé, d'une « conférence salariale » annuelle, en témoigne : le rendez-vous serait beaucoup plus incitatif que contraignant. Les socialistes, en cas de retour aux affaires en 1998, jugeraient-ils que l'Etat doit donner l'exemple, en accordant aux fonctionnaires les hausses de salaires que le gouvernement actuel leur refuse ? Il serait aventureux de le préjuger. Lionel Jospin ne s'est-il pas engagé à ne pas creuser les déficits publics et à stabiliser les prélèvements obligatoires ? Sauf à rompre avec les impératifs de Maastricht, les socialistes savent qu'ils buteront eux aussi, s'ils reviennent au pouvoir, sur la même contrainte budgétaire.

Laurent Mauduit

L'Explorateur par Leiter



Les prophètes de Davos découvrent l'Amérique

Suite de la première page

Elle allait s'effondrer, faute d'avoir adopté une vraie politique industrielle, pour avoir succombé aux sirènes de la finance, à la courte vue des spéculateurs : Européens et Japonais ironisaient alors sur le « court-termisme » de l'Amérique. Aujourd'hui, elle est en pleine forme, mais – et c'était à Davos le plus spectaculaire – elle a retrouvé, grâce à des entreprises qui ont finalement une vue à plus long terme qu'on ne l'avait dit, une suprématie impériale dans toutes les technologies nouvelles.

Organisé cette année autour d'Internet et de la société en réseaux, le Forum a fait ressortir que, dans ces domaines, déterminants pour le futur de l'humanité, l'Amérique a repris un leadership impressionnant... et inquiétant – au dire même de nombreux industriels européens présents. Les PDG, scientifiques et experts capables de réfléchir sur le sujet sont tous, ou presque, américains. Ils occupent souvent, dans l'industrie – au plan pratique comme dans la réflexion –, des situations de quasi-monopole. Il fallait voir les pèlerins de Davos pleins d'admiration tourner autour de Bill Gates, le fondateur et PDG de Microsoft, et d'Andrew Grove, celui

d'Intel, ou des gourous nombreux du MIT, le célèbre Massachusetts Institute of Technology de Boston.

Le « déficit technologique » de l'Europe n'en est apparu que plus frappant. Une réunion entre responsables de médias venus d'un peu partout sur la planète, autour de Bill Gates, en donnait une terrible illustration. Le débat tournait alors uniquement entre Américains, les patrons des groupes de communication cherchant à connaître le parti qu'ils pourraient tirer des nouvelles technologies de l'information. Lorsqu'un Européen s'aventura à intervenir, il provoqua un gigantesque éclat de rire, tant sa question semblait révéler une totale incompréhension du sujet.

LA NOUVELLE ÉCONOMIE

Andrew Grove stigmatisa, en séance plénière, le retard européen. Plus de 3 % des foyers américains ont déjà accès à Internet, deux fois plus qu'en Allemagne et qu'au Royaume-Uni... et dix fois plus qu'en France. Pour l'Oracle, « déjà largement dépassée par les États-Unis dans l'utilisation des nouvelles technologies, l'Europe de l'Ouest devrait l'être par les pays émergents très rapidement », avant l'an 2000, si un effort de formation n'y est pas rapidement engagé. Bill Gates tentera sans doute d'expliquer l'enjeu à Jacques Chirac, lors de leur rencontre, mercredi 5 février à Paris.

Malgré une économie en pleine forme et une suprématie technologique retrouvée, les États-Unis n'ont pourtant pas caché à Davos un certain trouble. Tous, ou presque, se sont inquiétés publiquement cette année – et c'est

sans doute nouveau – des « déséquilibres sociaux » qui subsistent, qui s'aggravent parfois dans cette « nouvelle économie ». Le patron du syndicat américain ALF-CIO, John Sweeney, a dénoncé la pauvreté et les inégalités dans son pays. John Rieley, le président du Chicago Council on Foreign Relations, s'est inquiété de la « dégradation constante de la condition des travailleurs ». Deux salariés sur trois ressentent une précarité croissante de leur emploi.

Larry Summers a donné les exemples les plus terribles. Un enfant qui naît à Harlem, a-t-il indiqué à Davos, a une espérance de vie inférieure à un celle d'un enfant qui naît aujourd'hui au Bangladesh. Et il a moins de chances d'aller à l'école avant cinq ans qu'un nourrisson de Shanghai. Un jeune Noir américain sait qu'a priori il passera en moyenne plus de temps en prison qu'à l'université – en prison où sont concentrés plus de 2 % des hommes en âge de travailler. Bref, pour M. Summers, « les États-Unis sont menacés de ne plus être unis. La société est menacée d'éclatement ». Fier de l'état global de son économie, il reconnaît qu'elle a aussi ses problèmes : « Une épargne insuffisante, des enfants exclus en grand nombre, et un recul du sens collectif, du respect des institutions. »

Les États-Unis, un modèle ? « Ce serait une impasse pour l'Europe », répond le président de l'APF-CIO. Les Européens participant à la manifestation ont cependant estimé, à l'instar de Louis Schweitzer, président de Renault, qu'il est nécessaire de rechercher, dans le capitalisme américain, ce qui pouvait en être retenu. Sa ca-

pacité à faire naître d'autres Bill Gates, l'efficacité de ses entreprises, la souplesse de son marché du travail ont été cités, à l'envi.

A côté du « modèle américain », Davos a aussi beaucoup débattu d'autres « paradigmes ». Les Européens se sont interrogés sur le « modèle hollandais », voire « néo-zélandais ». Les candidats au décollage économique en Asie et en Amérique latine ont analysé le « modèle chilien » ou celui de Singapour. A l'instar des entreprises, les nations seraient-elles aujourd'hui conduites à adopter le *benchmarking*, cette technique qui consiste à observer ce que les concurrents font de mieux pour s'en inspirer. Au début des années 80, on ne parlait à Davos que du « modèle allemand », il y a cinq ans c'était encore le règne du « modèle japonais ». L'un et l'autre sont aujourd'hui en crise. En économie aussi, le métier de top-model est un emploi précaire.

Erik Izraelwicz et Serge Marti

PRÉCISION CECIL BEATON

Dans l'article consacré au photographe britannique Cecil Beaton, qui fait l'objet d'une exposition à l'hôtel de Sully à Paris (*Le Monde* du 25 janvier), il fallait lire : « On a également l'impression qu'il manque des images importantes des années 20-30 dans cette exposition réalisée à partir d'une seule collection », et non : « On a également l'impression que toutes les grandes images de Beaton, notamment des années 20-30, sont dans cette exposition... ».

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 6 FÉVRIER 1997

UNION MONÉTAIRE Les marchés financiers d'Europe du Sud ont vivement reculé après les déclarations émanant des milieux industriels et bancaires allemands, hostiles à la par-

ticipation de ces pays à la zone monétaire commune dès le 1^{er} janvier 1999. La lire est tombée, mardi 4 février, jusqu'à 991 lire pour un mark, son cours le plus faible depuis la mi-décembre.

● DEPUIS UN AN, les places de Milan, de Madrid et de Lisbonne ont attiré massivement les capitaux étrangers, notamment américains. Les autorités monétaires internationales s'étaient

inquiétées de cette euphorie, estimant qu'elle ne tenait pas compte des problèmes économiques dans ces pays. ● DE NOMBREUX ANALYSTES craignent qu'un éventuel krach sur les

marchés obligataires italiens ou espagnols déstabilise l'ensemble des places financières européennes et provoque d'importants remous sur la parité franc-deutschmark.

Les marchés doutent de l'avenir européen de l'Italie et de l'Espagne

Les incertitudes concernant la participation des pays d'Europe du Sud à la zone euro dès le 1^{er} janvier 1999 déstabilisent les places financières. La lire est tombée, mardi 4 février, à son cours le plus bas depuis la mi-décembre

L'ITALIE ET L'ESPAGNE feront-elles partie du premier groupe de pays à adopter l'euro ? Alors que les dirigeants politiques européens espéraient pouvoir répondre à cette question le plus tardivement possible, les marchés financiers sont en train d'exiger des clarifications immédiates.

Les places d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal) ont vivement reculé après les déclarations émanant des milieux industriels et bancaires allemands, hostiles à la participation de ces nations à la zone monétaire commune dès le 1^{er} janvier 1999 (*Le Monde* du 5 février). Mardi 4 février, le taux de l'emprunt d'Etat italien à dix ans est remonté (les rendements progressent quand le cours des obligations baisse), jusqu'à 7,53 %, son plus haut niveau depuis trois semaines. Mercredi matin, à la suite d'informations faisant état d'un compromis sur une adhésion retardée de l'Italie à l'Union monétaire, la lire tombait à 991 lire pour 1 deutschmark, son cours le plus faible depuis la mi-décembre.

Depuis un an, les marchés finan-

ciers des « pays du Club Med », pour reprendre l'expression qui sert communément à les désigner, à la Bundesbank, ont vécu dans l'euphorie. Les gestionnaires internationaux, notamment américains, y ont investi de façon très massive, convaincus que les efforts de rigueur budgétaire engagés par leurs gouvernements les autoriseraient à faire partie dès le 1^{er} janvier 1999 de la zone euro.

DÉTENTE OBLIGATAIRE

Fort de cette certitude, ils ont parié sur la convergence rapide des rendements obligataires de ces pays avec ceux des nations de l'aire mark, avec l'espoir d'y réaliser d'importantes plus-values en capital. Cette stratégie reposait sur le fait que, dès la création de l'euro, les taux d'intérêt dans les pays participant à l'espace monétaire commun se situeraient à des niveaux très proches. A cette date, le risque de change disparaîtrait et seul le risque de crédit - faible pour une signature d'Etat - subsisterait.

L'afflux de capitaux en Italie, en Espagne et au Portugal, a provo-

qué une détente sans précédent des rendements obligataires dans ces trois pays et réduit de façon considérable l'écart qui les séparait du niveau observé en Allemagne, la référence financière en Europe. Le rendement de l'obligation d'Etat italienne à dix ans est ainsi passé de 11,06 %, mi-février 1996, à 7,18 %, le 13 janvier 1997. De son côté, l'écart de taux entre l'Italie et l'Allemagne est revenu de 5 % à 1,5 %. Des mouvements de convergence comparables ont été observés en Espagne et au Portugal.

Dès fin 1996, de nombreux analystes avaient toutefois mis en garde contre les dangers d'une telle euphorie. Dans une note publiée le 25 novembre, les économistes de la Caisse des dépôts et consignations soulignaient que des risques apparaissent sur les places d'Europe du Sud et que le mouvement de convergence était sans doute allé trop loin. Notant que « les marchés jouent actuellement, sans orientation, le processus de convergence », ils observaient que « la volonté de participer, dès le départ, à l'union monétaire, manifestée par

l'Italie, l'Espagne et le Portugal, va se heurter à de très vives réticences allemandes. La volatilité des marchés, aujourd'hui très faible, va probablement remonter ».

Les dirigeants monétaires internationaux exprimaient eux aussi, en privé, leurs craintes à l'égard de l'envoie des marchés obligataires italiens et espagnols et s'inquiétaient de la formation d'une bulle spéculative. Le gouverneur de la Banque d'Espagne, Luis Angel Rojo, avait lui-même affirmé mi-décembre que « les taux à moyen et à long terme espagnols ont connu une baisse spectaculaire et sont arrivés à un point où, d'une manière générale, leur repli est terminé ».

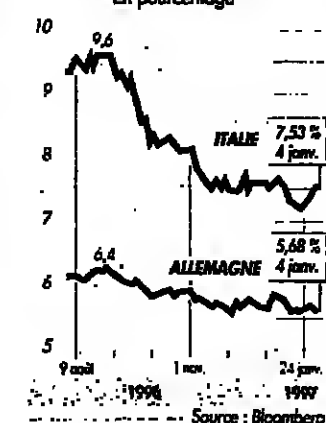
UN CERCLE VICIEUX

Aveuglés par leur optimisme concernant l'avenir européen des pays d'Europe du Sud, les opérateurs ont été amenés à négliger les données économiques de ces nations, lesquelles plaident pour une plus grande prudence. Malgré les efforts de rigueur sans précédent engagés et l'instauration de l'eurotaxe, l'Italie, dont le déficit public a atteint 7 % du produit intérieur brut (PIB) en 1996, aura bien du mal à respecter le critère de 3 % fixé par le traité de Maastricht. L'Espagne et le Portugal éprouvent quant à eux des difficultés à atteindre les objectifs de déficit mais aussi d'inflation.

Après avoir profité de l'engouement des investisseurs, les nations d'Europe du Sud se trouvent désormais exposées à un retrait mas-

Une convergence spectaculaire

TAUX DES EMPRUNTS D'ÉTAT ITALIEN ET ALLEMAND À 10 ANS en pourcentage



La conviction des marchés financiers selon laquelle l'Italie participera à la zone monétaire commune dès le 1^{er} janvier 1999 a permis une détente sans précédent des rendements obligataires italiens.

si des capitaux étrangers. L'enchaînement vertueux risque de se transformer en cercle vicieux. Une remontée brutale des taux d'intérêt en Italie et en Espagne compromettrait leur participation à la zone euro, en alourdissant la charge de leur dette et en augmentant leur déficit. Les experts de l'OCDE ont ainsi calculé qu'une

hausse de 1 % de l'ensemble des taux d'intérêt italiens augmenterait de 0,9 point le niveau du déficit.

Quels sont les risques de contagion aux autres pays - en particulier à la France - d'une éventuelle crise financière sur les places d'Europe du Sud ? Cette inquiétude est légitime lorsqu'on sait que quelques-unes des grandes tempêtes qu'a connues le marché des devises européennes au cours des dernières années ont pris naissance en Italie (automne 1992, printemps 1995). Les économistes se montrent, en majorité, sereins. Ils font valoir que les pays de la zone mark - dont la France fait partie - seraient à l'abri d'une tempête venue de la Méditerranée dans la mesure où celle-ci ne remettrait nullement en cause leur propre avenir européen.

Au contraire, les « bons élèves » d'Europe du Nord se démarqueraient clairement à cette occasion, aux yeux des investisseurs, des « mauvais élèves » d'Europe du Sud et pourraient bénéficier d'un transfert de capitaux en provenance d'Italie et d'Espagne. D'autres spécialistes se montrent toutefois moins optimistes. Ils jugent qu'un krach obligataire à Milan ou à Madrid provoquerait une crise politique majeure sur le Vieux Continent, de nature à hypothéquer la création de la future monnaie unique et, par contrecoup, à déstabiliser la parité franc-deutschmark.

Pierre-Antoine Delhommais

La banque Pallas Stern, en redressement judiciaire, sera fixée sur son sort à la fin du mois

LA BANQUE Pallas Stern (BPS), en redressement judiciaire depuis le 30 juin 1995, devrait être fixée sur son sort avant la fin du mois de février. Toutes les possibilités juridiques ont déjà été utilisées pour prolonger la période d'observation au-delà du délai habituel de six mois. Il semble donc bien que la date-butoir du 28 février 1997 ne puisse pas être de nouveau décalée. Le tribunal de commerce de Paris devra donc trancher d'ici là et opter en faveur de l'un des différents plans de reprise avancés à ce jour, ou prononcer la liquidation. Une audience est prévue le 20 février.

L'enjeu du dossier est de taille. Il s'agit d'un des plus gros dossiers de faillite et, ce qui complique encore les choses, d'une faillite bancaire, face à laquelle les procédures définies par la loi sont mal adaptées. Le président du tribunal de commerce de Paris, Jean-Pierre Mattéi, est donc attaché à trouver une issue exemplaire à ce dossier, évitant la liquidation.

DE NOMBREUX CRÉANCIERS

Les créanciers pris dans le dossier sont nombreux. Outre les déposants, qui ont été indemnisés par le mécanisme de place dans la limite d'un plafond de 400 000 francs, plusieurs caisses de retraite, dont celle du Sénat, des grandes entreprises, dont la SNCF ou France 3, sont piégées dans cette affaire. Le Crédit agricole, enfin, compte dans son réseau beaucoup de petits porteurs de titres émis par Pallas Stern. Au total, le

passif de la banque serait compris, selon un proche des créanciers, entre 11 milliards et 13 milliards de francs, avec une insuffisance d'actifs variant entre 5 milliards et 7 milliards de francs, en fonction de la contribution à venir des actionnaires de Comipar, la holding de Pallas Stern, elle aussi en redressement judiciaire.

La personnalité des actionnaires de Comipar est d'ailleurs l'autre aspect sensible du dossier. Si les investisseurs et les clients particuliers de BPS ont maintenu leurs dépôts ou leurs investissements, alors qu'ils connaissent les déboires immobiliers de la banque, c'est qu'ils se reposent sur des actionnaires prestigieux. Le tour de table de Comipar, qui contrôle 100 % de la BPS, est composé de la Société de banque suisse, d'Elf Aquitaine, du CDR (ex-Crédit lyonnais), du fonds koweïtien Macro, des AGF et encore de Groupama, Orcofi ou Pinault-Printemps-Redoute.

Cinq dossiers d'offres de reprise ont été déposés devant le tribunal de commerce de Paris en décembre. Quatre ont été « améliorés » depuis et de nouveau présentés le 31 janvier. Ces offres devront être communiquées aux assemblées générales d'obligataires convoquées les mercredi 5 et jeudi 6 février. Mais l'avis des créanciers n'est que consultatif.

Quatre offres sont présentées sous la forme de plans de continuation par la MAAF, Merrill Lynch, Daiwa, Goldman Sachs et Participation 80 (Edouard Stern, les groupes Viel et Quilmes et Michel

Reylier). Une cinquième, qui paraît hors course, car elle consiste en un plan de cession, est avancée par le financier Francis Lagarde.

Aucune de ces offres n'est définitive. Toutes sont liées à plusieurs conditions. La première est que les actionnaires de Comipar parviennent à un accord sur le montant de leur apport. Les négociations semblent être sur le point d'aboutir, et la contribution pourrait être comprise entre 1,1 milliard et 1,3 milliard de francs. Mais rien n'est définitivement acquis.

AU FRANC SYMBOLIQUE

Deuxième condition : que tous les plans reposent sur le principe d'une confusion de patrimoine entre la banque Pallas Stern et son actionnaire Comipar, puisque c'est dans Comipar que sont logés les actifs les plus intéressants, notamment les participations industrielles du groupe, comme dans Schneider. Or le tribunal n'a pas encore pris cette décision. Troisième condition : les actionnaires de Comipar doivent accepter le céder leurs actions au franc symbolique ou reprendre.

Car les repreneurs espèrent bien, d'une façon ou d'une autre, faire une bonne opération financière. Si les promoteurs du plan MAAF affirment que leur commission ne peut dépasser 250 millions de francs, compte tenu du système de plafonnement mis en place, et si tous les autres repreneurs ont prévu des clauses d'intéressement pour les créanciers en fonction des résultats obtenus, un proche des administrateurs judiciaires de Pallas Stern remarque : « En étant tout à fait raisonnable, on peut estimer qu'il y a entre 500 millions et 1 milliard de francs à gagner pour eux ».

Reste à savoir, toutefois, si tous iront au bout de leur démarche. « La liquidation est encore loin d'être exclue », remarque un adhérent de l'Adéfic, l'association qui regroupe les institutionnels créanciers de BPS, pour qui aucun plan n'est acceptable à moins d'un remboursement rapide d'au moins 50 % des créances.

Pourtant, ils sont nombreux à avoir intérêt à ce qu'une solution soit trouvée. A commencer par certains actionnaires, et surtout les administrateurs de Comipar et Pallas Stern, qui risquent de passer en responsabilité, alors que l'enquête pénale, confiée au juge Jean-Pierre Zanotto, est menée bon train.

Sophie Fay

Les quatre plans de continuation

Les plans de continuation de Pallas Stern/Comipar reposent sur l'échange des créances contre une obligation à coupon zéro.

● Le projet de la MAAF se présente comme une alternative aux liquidateurs judiciaires. Il rendra le plus vite possible les liquidités de BPS et la contribution des actionnaires de Comipar aux créanciers, via l'obligation à coupon zéro (23 % du passif), et cédera ensuite les actifs en reversant 87,5 % du montant des cessions aux créanciers.

Les autres plans devraient rapporter plus d'argent à leurs promoteurs, mais permettent aux créanciers de recevoir une somme plus importante au départ, en rachetant ou finançant avec une forte décote certains actifs avec une clause de retour à meilleure fortune.

● Merrill Lynch et Cargill proposent d'inclure dans la base du « zéro coupon » une partie des cessions des participations industrielles de Comipar, tandis qu'une structure de cantonnement rachètera tout de suite, pour 800 millions de francs, les actifs non liquides de BPS.

● Participations 80-M. Reylier, qui associe Edouard Stern, Lazard, le groupe Viel, une filiale du groupe Quilmes et l'industriel Michel Reylier, prévoit l'achat ferme des participations industrielles et des actifs immobiliers pour 800 millions.

● Le projet Daiwa-Goldman Sachs repose sur un prêt de 1 milliard qui doit être remboursé par les cessions d'actifs et augmente la valeur de l'obligation zéro coupon.

CNP, Résultats provisoires 1996

« 1996 a marqué une étape importante dans l'évolution de la CNP avec la mise en place de la nouvelle organisation fondée sur le service aux clients et aux partenaires, le développement de l'innovation, la maîtrise des coûts et la progression des résultats. »

Pierre Damis, Président du Directoire

Poursuite de la hausse du résultat net : + 5,8 %

Le résultat net part du groupe devrait atteindre 1,570 milliard de francs en 1996, en progression de 5,8 %.

Progression du chiffre d'affaires : + 19 %

Le chiffre d'affaires de la CNP devrait s'établir à environ 100 milliards de francs en 1996, en hausse de près de 19 % par rapport à 1995. Le CNP renforce sa position de premier assureur de personnes en France, avec une part de marché estimée à 18 %.

Activité de la CNP par centre de partenariat (MdF)

	1996 *	96 / 95
Caisse d'épargne	39,8	+ 28 %
La Poste	38,7	+ 17 %
Trésor Public	7,3	+ 20 %
Etablissements financiers	6,1	+ 9 %
Mutuelles, collectivités locales	4,9	+ 9 %
Entreprises	3,2	- 18 %

* estimation

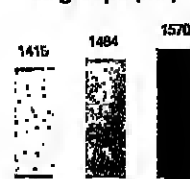
Forte croissance des placements gérés : + 24 %

Les placements gérés progressent de plus de 24 % par rapport au 31 décembre 1995 et atteignent 437 milliards de francs. Cette forte progression s'explique tant par les nouveaux contrats que par la fidélisation des assurés.

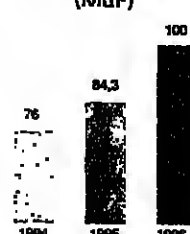


CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

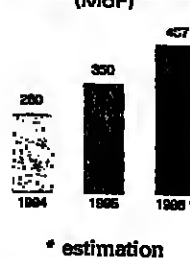
Résultat net part du groupe (MdF)



Chiffre d'affaires (MdF)



Placements gérés (MdF)



* estimation

Le rapport Paribas énumère les conditions de survie du Crédit foncier

L'établissement doit accéder aux marchés

CHANGEMENT DE TON à Bercy. Après s'être servi, début décembre, de l'existence d'un rapport rédigé par Paribas sur la situation du Crédit foncier pour justifier la poursuite du plan de scission de l'institution, le ministre de l'économie en miolisme aujourd'hui la portée. Juste au moment où le débat s'ouvre au Parlement sur le contenu réel de cette étude et alors que les rapporteurs de la commission des finances visent tout juste d'en avoir connaissance. Mercredi, à l'Assemblée nationale, Jean Arthurs s'est contenté d'évoquer « un rapport qui date du début du mois de décembre ».

Le rapport existe bien. Rédigé par Paribas, et remis le 5 décembre dernier au gouvernement (Le Monde du 5 février), il s'agit en fait d'une « note » intitulée « Crédit foncier, point de la situation ». Son objet est « d'analyser les résultats 1996 estimés du Crédit foncier, de rappeler à quelles conditions ce dernier pourrait poursuivre son activité et d'évaluer ses perspectives de résultats pour les années à venir ». La note comporte l'analyse du résultat 1996 estimé, qu'elle chiffre à « environ 1,2 milliard de francs », et dresse les conditions d'une éventuelle poursuite de l'activité.

Pour Paribas, celle-ci « nécessite tout d'abord que le CFF puisse à nouveau se refinancer. (...) A terme, pour assurer le financement de son activité, le CFF doit pouvoir émettre à nouveau sur les marchés de capitaux, ce qui signifie soit que l'Etat annonce qu'il a l'intention de rester actionnaire de référence, soit qu'un opérateur financier crédible accepte de jouer ce rôle ». Elle occupe également « le rétablissement

des fonds propres prudentiels. Sur la base des comptes au 30 juin 1996, la recapitalisation doit se monter au minimum à 6 milliards de francs. Ce montant pourrait être réduit par des cessions ou des garanties : la garantie par l'Etat sur les encours aidés économise 600 millions de francs de fonds propres ; la cession de sa filiale crédit logement, 900 millions de francs. Le CFF dit par ailleurs pouvoir réaliser 1,5 milliard de francs de plus-values en cédant son patrimoine immobilier d'exploitation ».

RATIO DE SOLVABILITÉ

Si ces opérations étaient réalisées, le ratio européen de solvabilité, émetteur pour 1,7 milliard de francs de fonds propres, ce qui ne pourra pas se faire sans la garantie de l'Etat. L'analyse de Paribas s'appuie sur un plan d'activité à cinq ans établi par le Crédit foncier. « En termes de recettes, il repose sur une montée en régime de la production de crédit à l'habitat pour atteindre à partir de l'an 2000 un rythme de croissance de 16 milliards de franc par an (9 % de part de marché) ». Cette hypothèse de production est jugée extrêmement ambitieuse. « Le CFF produira, en 1996, 9,5 milliards de francs de crédit à l'habitat dans un environnement de taux extrêmement favorable. Qu'advient-il en cas de hausse des taux courts ou de baisse des taux longs ? »

Pour répondre à l'ensemble des objections, la direction du Crédit foncier pourrait réactualiser son plan d'activités à cinq ans.

Caroline Marnot et Babette Stern

Gaz de France et Elf s'associent pour exploiter et distribuer le gaz de mer du Nord

GDF prépare la déréglementation du marché gazier européen

L'entreprise publique GDF et le groupe pétrolier privé Elf Aquitaine ont conclu, le 24 janvier, un accord-cadre de coopération. GDF sera associé à

l'exploitation des champs gaziers d'Elf en mer du Nord, et ce dernier aura accès aux gazoducs de son partenaire. Cet accord confirme la straté-

gie de GDF, qui souhaite développer sa présence sur toute la chaîne gazière, y compris jusqu'à la production d'énergie.

DANS la perspective de l'ouverture du marché européen du gaz, les grandes manœuvres s'accroissent entre Gaz de France et les deux pétroliers français, Elf Aquitaine et Total. Objectif : permettre à l'entreprise publique de prendre pied dans la production et donner aux deux producteurs privés l'accès aux gazoducs de l'Hexagone. Les discussions sont en cours avec Total, mais un accord-cadre a déjà été signé, le 24 janvier, entre GDF et Elf, son partenaire historique. Elf exploite le gisement de Lacq, dans le Sud-Ouest, dont la distribution est assurée par deux filiales communes à Elf et GDF, la Compagnie française du méthane (CFM) et Gaz du Sud-Ouest (GSO).

Selon la CGT, la compagnie pétrolière que préside Philippe Jaffré va associer l'entreprise publique à l'exploitation de certains de ses champs en mer du Nord britannique, dont il pourra en contrepartie écouler la production en utilisant les gazoducs de GDF dans l'Hexagone. L'accord porterait sur 2 à 3 milliards de mètres cubes par an, représentant près de 10 % de l'approvisionnement actuel de la France. Une étape ultérieure envisage le développement commun d'autres projets gaziers à l'étranger, et des coopérations dans la cogénération pour produire de l'électricité et de la chaleur à partir du gaz. GDF confirme l'existence d'un partenariat élargi,

et Elf évoque un projet industriel. Le pétrolier rappelle qu'il est déjà associé à EDF, au sein d'Edelfi, pour étudier tout investissement industriel de production d'électricité à partir d'hydrocarbures.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

Cette stratégie de Gaz de France, qui figurera dans son contrat d'objectif, repose sur l'internationalisation et la volonté d'être présent sur toute la chaîne gazière. Le groupe que préside Pierre Gadonneix envisage une progression annuelle de la consommation de gaz de 3 % par an pour combler une partie de son retard par rapport aux pays voisins : la part du gaz dans la consommation d'énergie primaire,

de 20 % en Europe, n'est que de 13 % en France. Profitant de la compétitivité de ses tarifs, le groupe envisage aussi de se développer dans la cogénération. En produisant de l'électricité, il deviendrait un sérieux concurrent pour EDF. Les relations entre les deux entreprises publiques, associées au niveau commercial, risquent de se gâter. « La concurrence acharnée que se livrent EDF et GDF conduit d'une façon inexorable ou délicate de la distribution », c'est-à-dire au démantèlement d'EDF-GDF Services, pronostique Denis Cohen, secrétaire général de la Fédération nationale de l'énergie CGT.

Cocoonnant l'ouverture du réseau de transport de gaz à Elf, M. Coheo estime que ce projet prépare l'arrivée d'autres opérateurs. « On voit mal comment Gaz de France pourrait interdire le même réseau à Texaco ou Shell, qui ont décidé d'installer des centrales à gaz en France. » Pour la CGT, GDF anticipe la libéralisation du marché gazier souhaitée par Bruxelles. « Les services publics ne peuvent être bradés pour répondre aux seuls intérêts des groupes privés », estime la centrale syndicale.

L'accord GDF-Elf doit encore être avalisé par les autorités européennes, et recevoir l'agrément des autorités britanniques, les champs gaziers se situant dans leurs eaux territoriales. A Bruxelles, les discussions se poursuivent sur la libéralisation du marché du gaz, où l'entreprise française, tout en ouvrant son réseau, entend garder son monopole d'importation.

Guy de la Brosse

Dominique Gallois

Jean Farge reste pour l'instant président du PMU

LE 8 JANVIER, les présidents des sociétés de course, de trot et de galop, respectivement Paul Essarrial et Jean-Luc Lagardère, apprennent que le projet Pégase de modernisation du PMU allait coûter beaucoup plus cher que prévu : 1,15 milliard de francs au lieu des 900 millions annoncés un mois plus tôt et des 600 millions estimés dans un premier devis, lors de la soumission du marché central à l'IBM.

Cette réestimation n'avait pas choqué les dirigeants bipartites : de nombreux postes de dépenses n'avaient pas été pris en compte, tels les coûts des salaires et du matériel de complément. Par contre, ils n'ont pas admis que la note confidentielle détaillant les nouveaux chiffres ait été communiquée, le 18 décembre 1996, à la direction du budget à Bercy par le

PMU, faisant ensuite l'objet de fuites dans la presse. « Un tel comportement vis-à-vis des actionnaires du GTE-PMU les conduira à en tirer rapidement les conséquences », ont-ils affirmé le 14 janvier dans un communiqué. Le président Farge était visé ; rien ne s'est passé depuis, si ce n'est l'entrée en piste d'un énième candidat à sa succession : Bertrand Bellanger, directeur général du GAN, vice-président de France-Galop et proche de M. Lagardère.

Mardi 5 février, présentant le bilan, positif, du PMU en 1996, M. Farge devait préciser sa position sur ce conflit. « Tant qu'une assemblée générale ne m'a pas déposé et que ma hiérarchie administrative ne me demande pas de quitter ce poste, je ne considère comme l'administrateur général unique du PMU ».

La situation devrait évoluer prochainement. D'abord avec le départ du directeur général et bras droit de M. Farge, Pierre Dubouillon, nommé trésorier payeur général dans son canton d'origine, Arras. Et, surtout, avec la publication du décret modifiant les statuts du PMU. Le texte a été signé par les quatre ministres concernés (budget, agriculture, économie, intérieur) au début de l'année. Mais il manque toujours le paraphe du premier ministre, M. Juppé, en accord avec l'Élysée qui suit ce dossier de près, voudrait trouver une sortie honorable pour M. Farge, mais aussi s'accorder avec les sociétés de course sur l'agrément de son successeur : haut fonctionnaire ou manager issu du privé ?

Guy de la Brosse

Dominique Gallois



VENTES

1^{er} arrondissement

PARTENA
Elysee
CONCORDE 160 m², réception 70m², 2 ch. + studio, 4 200 000 F.
F. ROOSEVELT, 263 m², superbe 7 p., tr. gd standing, 6 900 000 F. 01-42-66-36-53
Bel imm. 17^e, s/cour et toits, 5^e, asc., 75 m², poutres chame, calme et lumineuse. 1 950 000 F. 01-42-84-02-86
PONT-NEUF stand., rue et jard., 34 p., 91 m² à rafraîchir, park. 01-43-35-19-36

3^e arrondissement

DANS HÔTEL PARTICULIER 158 m² + 80 m² cour privative, entrée indépendante 3 950 000 F.
Exclus. AGENCE DU MUSÉE
Tél. : 01-42-78-08-02
MARAIS sur place des Voages, apt de prestige, séjour, salon 4 ch., 135 m² + dépendances 15 m², très belle hauteur as plafond parfait état plein soleil, prix justifié. 01-42-71-49-70

5^e arrondissement

PETIT LUXEMBOURG Près jardin, vrai 6 p., soif., parquet, moulures, cheminée, 3 900 000 F.
S. KAYSER 01-43-26-43-43
LUXEMBOURG beau 3 p 85 m², r.d.c. sur cour arborée Exclusivité. 01-42-60-42-20

LUXEMBOURG 2 p., duplex, 66 m², imm. XVII^e, rénové, 4 m sa plafond. Agenc. H de gamme, toutes chéne. 1 800 000 F. 01-43-54-46-27

6^e arrondissement

R. de Rennes (Montparnasse), 2 p., cuis., bains, wc, calme, asc., trav. 850 000 F. 01-43-43-20-46
ODÉON, imm. 19^e, 4 p. en duplex, 105 m² à ref., ch. min., urg. 01-43-35-19-36
ST-GERMAIN-DES-PRÉS, 2 p. mince ou en bureaux, 48 m², très calme, rare. 1 100 000 F. 01-40-47-67-82

7^e arrondissement

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS Rue calme, pierre de taille, séjour, s.-b-n., 3 chéne, service, 3 900 000 F.
S. KAYSER 01-43-26-43-43
SOLFERINO Pierre de taille, asc., beau 5 p. + serv. 6 300 000 F.
MEL. 01-43-25-32-96
VARENNE, spacieux 190 m², grand salon, s. à m., 4 ch. 01-45-22-03-80 - 45-77-67-09
R. SEVRES, 5^e, asc. 2 p., s/cour, b. état, cave. 880 000 F.
CASSIL 01-53-89-12-50
M^e VANNEAU, 2 p., 35 m², dibe expo, cave. 680 000 F.
CASSIL 01-53-89-12-50

11^e arrondissement

VOLTAIRE, A saisir, très beau duplex, stand 90 m²
1 300 000 F. 01-43-79-04-86

12^e arrondissement

PRÈS DAUMESNIL Immeuble de standing, 2 et 3 pièces, à partir de : 14 000 F le m²
01-44-75-36-70

Limité Paris 12^e, 67 p., 185 m². Usage mixte poss. 2 450 000 F. IP 01-48-83-32-88

14^e arrondissement

DENFERT-ROCHEREAU (Près de) STUDIO 530 000 F récent, standing 01-45-21-04-17

15^e arrondissement

SEVRES LECOUBE, bel anc., asc., 5 p., 100 m², vue dég., l. ch. 01-43-35-19-36
BRANCON, except. mais. s2 rnv, 180 m², env. parf. état, gar., plac. urg. 01-43-35-19-36
15^e, Duroc, 5 p., 150 m², 9^e ét., séjour 50 m², terrasses, vue tout Paris. PPI 01-40-43-08-17
Rue de Théâtre, 3 p., imm. ancien, excellent état, chauffage indiv. au gaz, 2 ch. 1 350 000 F. 01-40-47-67-82

16^e arrondissement

MAISON R + 1, séjour, rez-de-chaussée, atelier + mazz., 3 ch. dont 2 indép. sur belle cour, sous-sol, très beau produit. PPI 01-40-43-08-17
16^e, Fanelegh, 2 p., 55 m², pot. 4^e ét., asc. beau produit. PPI 01-40-43-08-17
45 p., 100 m², 72 m² de jardin, dans bel imm. p. de taille à l'angle, box pour voiture, soif. 1 850 000 F. 01-40-47-67-82

HAUTS-DE-SEINE 92

ILE DE LA JATTE 2 p., 65 m², 6^e asc. gd séjour, cuis. eq. 1 200 000 F. 01-47-45-55-53

LEVALLOIS A-France, st., rue et j., 3 p., 70 m², balc., park. 1 280 000 F. 01-43-35-19-36

YVELINES 78

MAISONS-LAFFITTE Proche gare RER et comm. 3 p. 69 m² + balc 16 m², cave et box dbe. Au calme, clair. Vue dég. Bon état, bel résid. en p.d.t. dans verdure. 1 100 000 F. - 01-45-87-70-50

VAL-DE-MARNE 94

ST-MANDE BOIS, 2 p. de caract. + 20 m² terr. 990 000 F. IP 01-48-83-32-88

HÔTELS PARTICULIERS

Versailles Trianon, rare hôtel particulier. Tél. : 01-47-66-23-34
INVALIDES (pr.) rare 700 m² R + 2, pces. professionnel. 01-46-22-03-80 - 45-77-67-09

LOCAL COMMERCIAL

MONTMARTRE 509 m² bur. ou comm. 13 000 F le m². 01-42-29-45-84

RESIDENCES ETUDIANTS

Studios équipés à partir de 2700 Frs Ch. comp. Sceaux "LE TOCQUEVILLE" 4, sentier de Fontenay "LE CAMBRIDGE" 78, rue Victor Hugo Possibilité Allocation Logement Social COMADIM 01 49 10 75 84 Sophie Giorgi

LOCATIONS

IMMEUBLES

REPUBLIQUE (place), bel imm. haussmannien. En l'état pr. : 5 700 000 F, rénové stand. 7 000 000 F. Grosse rentabilité garantie. Avantages fiscaux. DIRECT 01-40-10-02-01
Particulier à particulier vend immeuble pour rapport T.R. très intéressant, bureaux bordelais. Tél. : 05-66-32-09-81

APPARTEMENTS ACHATS

J. GALA IMMOBILIER ch. pr. client, sélecte en attente rés. stand. ou bel anc. 4^e Marais, R.G. ou bon 9^e du 3 au 6 p. de 50 à 200 m², prix du marché. Tél. : 01-43-35-19-36 même soir

SERGE KAYSER

Recherche appartements originaux hors du commun, rive gauche 01-43-28-43-43
Rech. URGENT 100 à 120 m². PARIS palérent comptant chez notaire. 01-48-73-48-07
INTER PROJETS rech. S/PARIS-EST VOLUMES ATYPIQUES à louer ou à vendre. 01-42-83-48-46

OFFRES

PARIS

PARTICULIER tous PORTE DE VERSAILLES 3^e, 3 p., double séjour 1 chéne, 1 gd placard, 2^e étage, cuis. aménagée. CHEMINÉES, MOULURES, PARQUET
Libre au 15 avril 1997 5 300 F + 550 F provisions sur charges + droit au bail. Tél. : 06-60-41-27-64
MÉTRO GAITÉ, 2 p., 49 m², 3^e ét., cave, park. 5 822 F ch. comp. Com. 3 668 F AGIFRANCE 01-43-20-64-58
14^e petit atelier d'artiste, 70 m² en 2 p., duplex 6 500 F ch. comp. IP 01-48-83-32-88
AV. LA BOURDONNAIS 4/5 p., 135 m², 3 ch. 17 600 F ch. comp. IP 01-48-83-32-88

PARTENA Elysee

8^e MADELEINE gd standing, 4 p., 130 m², 11 000 F h. ch., 67 p., 185 m², 16 500 F h. ch. 16^e ALMA, 6 p., 175 m², 7^e, boul. Raspail, 45 p., 200 m². Tél. : 01-42-66-36-53

RÉGION PARISIENNE

GRAND STUDIO A LOUER, cuis. amén., s. salle d'eau (chauf. gaz), situé dans centre Enghien (95), près gare. Paris. FGA M. DURAND. Tél. : 01-39-64-24-81

POISSY

AV. DES URSULINES Résidence 1982 en plein centre entre la mairie et le marché avec balcon, cave, park. chf. et eau chaude collective - 2 p. 52 m² 9^e ét. loggia 4 m², 3 873 F ch. comp. - 3 p. de 68 à 72 m² 4 482 F à 4 840 F ch. comp. AGIFRANCE 01-48-03-43-03

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

RD-POINT CH. ÉLYSÉES Hôtel part. R + 2, - 450 m² + ss-sol 190 m² - parkings. Belleruche 01-45-04-49-13
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 01-43-55-17-50

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS La plus formidable choix. « Que des affaires exceptionnelles ! » Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argentarie, ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX
PERRON OPERA Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée-d'Antin Magasin à l'Étoile : 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix.

COURS

AGREGÉ DE PHILO donne cours Bac, prépa, Capes, agrég. Tél. : 01-48-05-66-81

DÉCORATION

RENOVATION-DÉCORATION FRESQUES MURALES Appartements-bureaux AGORA Tél. : 01-44-15-86-04

DEMANDES

EMBASSY SERVICE 43, avenue Marceau, 75116 Rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPRIS HAUT DE GAMME HOTEL PARTICULIER et VILLAS OUEST Paris VIES et MEUBLES GESTION POSSIBLE 01-47-20-30-05

Pour vos annonces contactez le

☎ 01 44 43 77 40

Fax 01 44 43 77 27

DOCUMENTS

Recherche documents photos ou cinéma se rapportant à la ville de Fès (Maroc). Période : première moitié du XX^e siècle. Laissez message au 01-42-77-16-28.

VACANCES

SKI DE FOND JURA (près Métabief) frontière suisse Réservation : 03-81-49-00-72

ASSOCIATIONS

APPEL Assoc. relations Canada français cherche jeune retraité Paris pour poste secrétaire général. Bénévolet mais indemnité traits et voyages. Ecrire aux Amis académiques, 2, rue Ferdinand-Fabre, 75015 Paris.

Le britannique Cable and Wireless renonce au marché allemand des télécommunications

D'autres groupes importants, avant lui, ont dû réviser leurs ambitions

La déréglementation des télécommunications européennes, qui interviendra dans moins d'un an, attire les opérateurs du monde entier. Sur-

tout en Allemagne, premier marché du continent. Mais les investissements à réaliser sont colossaux. Cable and Wireless préfère se re-

tirer avant la bataille, laissant son ancien partenaire Veba trouver d'autres alliés. Le britannique pourrait se rapprocher de Global One.

COLOGNE
correspondance

La séparation entre le groupe britannique Cable and Wireless et son partenaire allemand dans les télécommunications, le producteur d'énergie Veba, semblait imminente, mercredi 5 février. L'opérateur britannique souhaite se retirer de leur filiale commune Vebacom. Ce retrait constitue un nouveau rebondissement dans la course aux alliances avant la libéralisation du marché européen des télécommunications, le 1^{er} janvier 1998. Le groupe Veba a offert de racheter les 45 % détenus par les Britanniques dans Vebacom. Les négociations se poursuiraient pour fixer les conditions d'un départ en douceur.

Cable and Wireless, semble-t-il, estime aujourd'hui que le marché allemand demande des investissements trop importants pour espérer faire figure honorable face à Deutsche Telekom. En outre, Cable

and Wireless préférerait se rapprocher d'autre partenaires pour aborder les marchés asiatiques ou américains. Par exemple, Global One, la filiale commune de France Telecom, Deutsche Telekom et l'Américain Sprint.

Qualifiée de « spéculation » par Deutsche Telekom, cette hypothèse est confirmée à Paris, au ministère délégué à la Poste, aux télécommunications et à l'espace. Des discussions ont bien été engagées par Global One avec Cable and Wireless, sous l'égide des dirigeants de Sprint, mais elles auraient été gelées dans l'attente du sort qui sera réservé à Hongkong Telecom, la filiale la plus rentable de Cable and Wireless.

En cas de retrait de Cable and Wireless, la fusion des activités télécommunications de RWE et de Veba ne serait pas retardée pour autant. Les accords définitifs sont « prêts à être signés », selon un porte-parole de Veba. Mais « les

rapports de forces entre les deux porteurs de projets sont modifiés car Cable and Wireless était l'allié de Veba et son départ va permettre à RWE de renforcer une position jusqu'à présent avantageuse », estime Jürgen Efers, analyste à la banque BHR. Les deux producteurs et distributeurs d'énergie sont désormais à la recherche d'un nouveau partenaire étranger susceptible d'apporter son savoir-faire technologique et commercial. Le *Financial Times* indiquait, mardi 4 février, que l'opérateur américain SBC Communications serait présent. Veba étant associé à Bell South dans les téléphones mobiles, certains observateurs imaginent la possibilité d'un approfondissement de cette coopération.

UN CONTEXTE MOUVANT

Ce nouveau rebondissement survient quelques mois après la rupture brutale entre les groupes RWE et Viag, cet automne, et s'ins-

crit dans un contexte très mouvant. Les grands groupes privés souhaitent concurrencer l'opérateur public en cours de privatisation, Deutsche Telekom, sur un marché qui sera le plus ouvert et le plus grand d'Europe (340 milliards de francs de chiffre d'affaires prévus en l'an 2000). Différents acteurs originaires du secteur de l'énergie ou de la sidérurgie s'y sont investis et cherchent à consolider des alliances afin de financer le développement de leurs infrastructures dans tout le pays (fibre optique, câbles...) et de se faire la main dans des secteurs déjà libéralisés comme la téléphonie mobile.

Trois groupes d'alliés peuvent revendiquer une place au soleil. Veba et RWE paraissent les mieux armés : très puissants financièrement, ils souhaitent investir environ 30 milliards de francs dans les prochaines années. Mannesmann Arcor, une filiale de la Deutsche Bahn et d'un consortium mené par Mannesmann, a l'avantage de disposer déjà du deuxième réseau téléphonique après celui de Deutsche Telekom, et veut y investir 14 milliards de francs en cinq ans pour l'améliorer. Mannesmann est, par ailleurs, un des tout premiers opérateurs en matière de téléphonie mobile. Enfin, troisième groupe en lice, Viag et British Telecom ont décroché, mardi 4 février, la quatrième licence de téléphonie mobile pour leur réseau E2 et souhaitent accélérer leur engagement dans le secteur avec plus de 20 milliards de francs d'investissements en dix ans.

Le désengagement de Cable and Wireless montre, selon Jürgen Efers, que « les candidats réchissent car il sera beaucoup plus dur que prévu de prendre des parts de marché à Deutsche Telekom avec un réseau alternatif ».

Philippe Ricard

L'ex-Air Inter est autorisée à faire grève sans préavis

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Paris a jugé, mardi 4 février, que le personnel d'Air France Europe n'avait plus « l'obligation de faire précéder tout mouvement de grève d'un préavis de cinq jours », car « les critères de fonctionnement de la compagnie ne correspondent plus » à ceux d'un service public. Il a donc débouté la compagnie aérienne, qui réclamait plus de 10 millions de francs de dommages-intérêts à cinq syndicats pour avoir déclenché une grève le 12 septembre 1996 sans respecter le préavis de cinq jours obligatoire pour tout service public. La compagnie ne fera pas appel du jugement. La fusion d'Air France Europe avec Air France, prévue pour septembre 1997 avec effet rétroactif au 1^{er} avril, mettra fin à cette nouvelle liberté, pour la bonne et simple raison qu'Air France assume des missions de service public : la continuité territoriale vers les Antilles, les rapatriements sanitaires, les réquisitions en temps de guerre. Mais d'ici là, l'ex-Air Inter pourrait profiter de sa victoire, d'autant que les modalités de la fusion donnent lieu à des négociations houleuses.

DÉPÊCHES

■ **ARMEMENT** : GIAT Industries et la SNPE pourraient être inscrites sur la liste des privatisables par le gouvernement. Ces sociétés publiques « de premier rang » (plus de 51 % détenus directement par l'Etat), en négociation avec des partenaires britanniques et allemands, « doivent pouvoir transférer des actifs essentiels pour nouer des alliances structurales », explique-t-on au ministère de la défense.

■ **AIR LIBERTÉ** : la Commission européenne a ouvert une enquête sur l'acquisition d'Air Liberté par British Airways, conformément à la législation sur les concentrations d'entreprises. Par ailleurs, Eurair a assigné en référé Air Liberté, mercredi 5 février au tribunal de commerce de Créteil (Val-de-Marne), dans l'espoir de récupérer les 5 000 créneaux horaires sur Orly qu'elle lui avait cédés en mars 1996, en échange de 10 % de son capital.

■ **LUFTHANSA** : la compagnie aérienne allemande regroupera, le 1^{er} avril, toutes ses activités liées à l'exploitation de ses lignes régulières dans une seule division autonome, gérée par un directeur placé sous l'autorité du directeur du groupe, et qui aura la responsabilité de la vente, du marketing, de la gestion du réseau, gestion des vols, du personnel navigant et des bases au sol.

■ **ERIDANIA-BEGHIN-SAY** : le directeur et les quatre cadres de la sucrerie d'Attigny (Ardennes), retenus par le personnel de l'usine depuis lundi 3 février, ont été relâchés dans la soirée du mardi 4. La direction du groupe a accepté de négocier, à partir du 10 février, le plan social, qui avait abouti à la fermeture, à la fin de 1996, de l'usine ardennaise, qui emploie 80 salariés permanents et 60 saisonniers.

■ **AKAI** : la PDG d'Alkal Electric France à Nouvelles (Calvados), Thao Oukéo, a déposé plainte contre X... pour faux, usage de faux, abus de biens sociaux et entrave au bon fonctionnement du comité d'entreprise, suite à un audit qui a fait apparaître « certaines curiosités » dans la gestion, a annoncé mardi 4 février son avocat.

■ **STET** : la mise en Bourse du capital de la holding publique italienne de télécommunications qui reste aux mains de l'Etat s'accompagnera de la mise en place d'un nouveau dur d'actionnaires, essentiellement italiens, n'ayant pas de « relations sectorielles » avec la société, a déclaré mardi 4 février le ministère du Trésor. L'Etat se réservera une golden-share.

■ **CAISSES D'ÉPARGNE** : l'Eureciv va se lancer dans la distribution de produits d'assurance-dommage en partenariat avec les Mutuelles du Mans. Le conseil de surveillance du Cencep, la tête de réseau du groupe, convoqué le jeudi 6 février, doit donner son feu vert pour la finalisation prochaine d'un accord entre les deux groupes.

■ **MERRILL LYNCH** : la maison de titres américaine a conclu un accord de principe en vue d'acquiescer 49 % de la société de Bourse sud-africaine Smith Borkum Hare, dont elle détient 51 % depuis novembre 1995.

Philippe Le Cœur

Apple se restructure à nouveau et rappelle ses anciennes gloires

DES VENTES qui ne repartent pas, des parts de marché qui continuent de s'effriter, des résultats financiers toujours déficitaires... L'ambiance n'était pas à la fête, le 2 février, chez Apple, pour le premier anniversaire de l'arrivée de Gilbert Amelio à la tête du constructeur informatique américain. D'autant moins que le PDG de la firme californienne, qui a rappelé au chevet du groupe ses cofondateurs, Steve Jobs et Steve Wozniak, a décidé d'engager le deuxième plan de restructuration de l'année, et d'abandonner ou céder certains produits.

Apple a dévoilé, mardi 4 février, un nouvel organigramme, qui verra l'ensemble de ses produits rassemblés sous des directions uniques de recherche-développement, marketing et vente-soutien technique. Aucune précision n'a été donnée quant aux suppressions d'emplois. Les analystes parlent de 3 000 sur un total de 13 000 salariés, après 1 500 départs en 1996. Apple, qui qualifie ces chiffres de « pure spéculation », officialisera son plan social d'ici à la fin de février, les mesures devant entrer en vigueur à compter de mars. D'ici là, les décisions auront été prises sur les lignes de produits qui seront abandonnées ou cédées, la presse américaine ayant évoqué un possible abandon des ordinateurs de

poches Newton et de la console de jeux Pippin. Sur l'ensemble de ces sujets, M. Amelio compte sur les avis éclairés de M. Jobs et Wozniak, nommés conseillers auprès du PDG. Le retour de M. Jobs a déjà été annoncé il y a quelques semaines, en même temps que le rachat de sa société, NeXT Software, par Apple. Les deux hommes ne seront pas employés à plein temps, mais participeront à la réunion hebdomadaire du comité exécutif. Ce retour est vu comme un « coup » psychologique par les analystes, qui restent circonspects sur les perspectives de redressement d'Apple.

RÉGRESSION DES VENTES ET Perte NETTE

Le constructeur des Macintosh a clos le premier trimestre (fin décembre) de son année fiscale 1996-97 sur une perte nette de plus de 670 millions de francs. Pour l'ensemble de l'exercice 1996-97, qui s'achèvera fin septembre, les ventes devraient régresser de 20 %, à 45 milliards de francs.

Sur l'année calendaire 1996, sa part de marché a plongé de 30 %, pour ne plus représenter que 4,5 % des ventes mondiales, selon le cabinet d'études IDC.

Philippe Le Cœur

Toyota victime du système des flux tendus

L'incendie d'un sous-traitant a entraîné l'arrêt d'une vingtaine d'usines

TOKYO
correspondance

Le premier constructeur automobile japonais Toyota a annoncé, mardi 4 février, que la production devrait retrouver son niveau normal à partir de la semaine prochaine dans les usines qui ont dû débrayer, faute de pièces. L'incendie qui a ravagé samedi l'usine d'un de ses sous-traitants, Aishin Seiki Co., à Kariya, dans la préfecture d'Aichi, près de Toyota-City, a obligé le groupe à arrêter une vingtaine d'usines à partir de lundi, affectant ainsi 70 % de la production de véhicules pour le marché domestique. Mardi, vingt-neuf des trente lignes de production de Toyota étaient stoppées. La pro-

duction à l'étranger ne devrait pas être affectée.

Toyota possède, aux côtés d'une autre filiale, environ 28 % de Aishin Seiki, qui fournit près de 80 % d'une catégorie de pièces utilisées pour les systèmes de freinage de la plupart des véhicules Toyota. Aishin Seiki est lié au keiretsu de Toyota, constitué par la maison mère et des centaines de sous-traitants aux participations croisées. Toyota en serait venu à dépendre plus exclusivement de certains sous-traitants pour ses approvisionnements à la suite des réductions de coûts menées ces dernières années.

Aishin fournit également des pièces pour Mitsubishi et Isuzu,

mais dans une proportion insuffisante pour entraîner un blocage quasi complet de la production. Seul Mitsubishi devrait suspendre ses opérations dans une de ses usines.

60 000 VOITURES EN MOINS

Adopté aujourd'hui dans la plupart des industries nippones, le système de « juste à temps » ou la méthode *komban* (kamban signifie étiquette en japonais) dont Toyota a été un des précurseurs, se révèle vulnérable chaque fois qu'un des maillons de la chaîne de production - qui n'admet quasiment aucun stock, puisque les pièces sont quelquefois acémées dans l'heure - est défaillant.

Ce fut déjà le cas en 1995, après le tremblement de terre de Kōbe. Shoichiro Toyoda, président d'honneur de Toyota, a déclaré mardi que le système du « juste à temps » devait certes être amélioré, mais qu'il n'avait pas de défaut majeur.

L'incident devrait, selon les estimations actuelles, « coûter » 60 000 voitures à Toyota, qui s'est fixé comme objectif pour 1997 de repasser au-dessus de la barre des 40 % de part de marché (non compris les mini-véhicules de moins de 660 cm³), soit une progression de 4 % par rapport à 1996. Les constructeurs nippons ont annoncé début janvier qu'ils comptent sur une augmentation de 3 % à 8 % de leurs ventes au Japon en 1997. En outre, la perspective de la hausse de la TVA de 3 % à 5 % en avril fait du premier trimestre 1997 une période capitale : il devrait se vendre 100 000 voitures supplémentaires avant l'augmentation de la taxe, mais 300 000 de moins après.

Brice Pedroletti



Mensuelcic

La meilleure sicav obligataire à revenus réguliers
(Palme 1996 décernée par la Vie Française pour les trois dernières années)

Un revenu treize fois par an pour compléter votre salaire ou votre retraite

CIC Paris

Suppression du droit d'entrée de 1% en février 1997

SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN EN 1996

RÉSULTAT NET DE 4,3 MILLIARDS DE FRANCS

Le RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ du Groupe Saint-Gobain est estimé à 4 320 MF, en légère progression sur celui de l'exercice précédent. Il traduit la solidité du Groupe dans une conjoncture européenne incertaine, notamment dans le bâtiment, qui compense une activité soutenue sur le continent américain.

Selon les estimations présentées au Conseil d'administration du 30 janvier 1997, les principaux chiffres consolidés, qui intègrent les comptes de Poliet sur le deuxième semestre, se présentent comme suit :

Millions de francs (MF)	1996 (e)	1995
Chiffre d'affaires	91 350	70 310
Résultat d'exploitation	9 400	7 783
Charges nettes de financement	(1 430)	(593)
Charges hors exploitation	(1 200)	(569)
Résultat courant des sociétés intégrées	7 350	7 019
Résultat de réalisation d'actifs	210	169
Impôts sur les bénéfices	(2 260)	(2 418)
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 030	4 698
Résultat net	4 320	4 212
Résultat net hors plus-value	4 180	4 023
Autofinancement	10 630	9 212
Investissements industriels	7 700	5 592
Investissements en titres	12 230	3 909
Endettement net	15 100	3 937

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente à structure réelle de 30 %, pour l'essentiel du fait de l'intégration de Poliet et des sociétés Carborundum, Winter et Cersiv dans la branche Céramiques Industrielles et Abrasifs, et en raison de la prise en compte sur année pleine, dans la Branche Conditionnement, de Ball Foster Glass, décau à 100 % depuis le 1^{er} octobre 1996. La cession du contrôle de la Cise, effective le 15 janvier 1997, n'a pas d'incidence sur les comptes 1996.

A structure comparable, le chiffre d'affaires progresse de 2,1 % en francs français et 1,9 % en monnaies nationales. Les ventes se répartissent ainsi : France, 30 % ; autres pays d'Europe, 32 % ; Amérique et Asie, 33 %.

Les ventes du Groupe en volume en 1996 ont connu un développement satisfaisant en Amérique, où les prix de vente en monnaie courante ont pu être légèrement augmentés. En Europe, malgré la conjoncture et les excédents de capacité de certaines usines, le Groupe dans son ensemble a réussi à maintenir les volumes au niveau de 1995 sans pouvoir éviter une dégradation des prix. Le résultat d'exploitation augmente de 1 600 MF et représente 10,3 % du chiffre d'affaires, contre 11,1 % en 1995, notamment du fait de l'intégration du secteur distribution de Poliet, dont le résultat d'exploitation, en pourcentage, est structurellement plus faible que celui des activités industrielles du Groupe.

Le résultat courant des sociétés intégrées augmente de 330 MF. La charge nette de financement croît de 840 MF en raison des acquisitions. Les charges hors exploitation atteignent le niveau élevé de 1 200 MF dû à un important programme de restructurations et, pour 180 MF, à la récupération ou la fermeture des unités de fibres-ciment en France. Le résultat de réalisation d'actifs est légèrement supérieur à celui de 1995, compte tenu de la cession fin décembre 1996 de S.G.C.C., filiale de Saint-Gobain Emballage. La part de résultat net qui vient aux minoritaires augmente de 230 MF, principalement au titre de Ball Foster Glass et des sociétés sud-américaines.

Le résultat net atteint 4 320 MF. Rapporté au nombre total de titres émis au 31 décembre 1996 (86 642 216 actions), il représente un bénéfice par action de 50 F par action contre 50,4 F par action en 1995 (83 540 848 actions).

L'autofinancement dépasse pour la première fois les 10 milliards de francs et atteint 11,6 % du chiffre d'affaires contre 13,1 % en 1995.

Les investissements industriels se montent à 7,7 milliards de francs. Ils expriment la volonté du Groupe d'intensifier l'effort de développement et de modernisation de ses outils de production. Ils représentent 72 % de l'autofinancement. Les investissements en titres se montent à 12,2 milliards de francs, dont 7,2 milliards pour l'acquisition de 44,65 % de Poliet.

L'endettement net s'établit à 15 milliards de francs.

Par activité, la situation dans le Bâtiment en Europe continue une dégradation des résultats du Vitrage et, à un degré moindre, de l'Isolation. Les résultats de toutes les autres Branches s'améliorent sensiblement. Le résultat net attribué par Poliet au deuxième semestre 1996 est en net progrès sur celui du deuxième semestre 1995.

L'analyse par zone géographique fait ressortir les bonnes performances des sociétés américaines, en regard d'une stagnation ou d'une déclin en Europe, en particulier en Italie.

Service des Relations avec les Actionnaires

Tél. 01-47-62-33-33

Minitel : 3615 code GOBAIN (1.01 Fnm) - 3616 code CLIFF (1.29 Fnm)

■ LA BOURSE DE TOKYO a perdu, mercredi, 0,7 %. L'indice Nikkei, affaibli par la baisse des valeurs bancaires, a perdu 128,36 points, pour finir à 18 185,97 points.

■ LE DOLLAR a franchi, mercredi 5 février, sur le marché des changes de Tokyo la barre des 123 yens pour la première fois depuis le 9 février 1993.

■ WALL STREET a terminé en hausse mardi, profitant d'un recul des taux à long terme. L'indice Dow Jones a gagné 27,32 points (+0,40 %) à 6 833,48 points.

■ L'ESPAGNE est sûre de faire partie du premier groupe de la monnaie unique européenne, a affirmé, mardi, le ministre espagnol des affaires étrangères, Abel Matutes.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 5 février, sur le marché international de Hongkong à 343,90-344,20 dollars l'once, contre 345,10-345,40 la veille en clôture.

LES PLACES BOURSIÈRES



Nouveau record à Paris

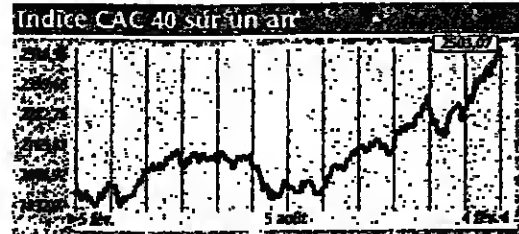
LA BOURSE de Paris était orioctée à la hausse, mercredi 5 février, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 1,13 %, à 2 531,39 points, établissant ainsi un nouveau record historique. Il avait ouvert en progression de 0,38 %.

Après deux séances de petites prises de bénéfice, la Bourse de Paris a repris son ascension. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de francs sur le compartiment du règlement mensuel. Sur le Matif, le contrat sur les emprunts d'Etat à 10 ans était en hausse de 12 centièmes à 130,78 points.

Le dollar était vigoureux, cotant 1,6470 mark et 5,5680 francs.

Aux Etats-Unis, Wall Street a fini sur une hausse de 0,40 % mardi. Les milieux financiers sont convaincus que la Réserve fédérale américaine, réunie mercredi, ne relèvera pas ses taux directeurs.

Le marché des actions françaises bénéficie des bons résultats publiés actuellement par les groupes.



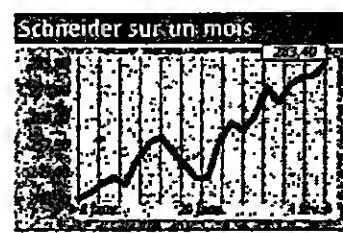
Skis Rossignol annonce une hausse de 11,4 % de son chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de son exercice. Le titre gagne 6,65 %.

Clarins a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires en hausse de 15,6 % et le bénéfice publié en avril devrait être de deux chiffres. L'action monte de 5 %.

Schneider, valeur du jour

LE GROUPE Schneider a annoncé mardi 4 février une hausse de 3,7 % de son chiffre d'affaires en 1996, à 61,6 milliards de francs. En Bourse, le titre, à 283,4 francs, a progressé de 1,4 % au cours de la séance et de plus de 18 % depuis le début de l'année. Le capital de Schneider continue à se modifier. Fin décembre, les investisseurs et le public détenaient 79,1 % des actions. Le personnel a augmenté sa participation, pour la porter à 3,5 %. La Société générale, qui a vendu

plus d'un million d'actions, se contrôle plus que 2,46 % du capital, et les AGF, vendeur de 350 000 actions, n'en ont plus que 2,3 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 04/02	Var. %	Var. %
Sanofi-Sintabo	102,30	+12,54	+12,54
Metaleurop	65,30	+11,65	+11,65
Havas Advertising	64,00	+11,65	+11,65
Geophysical	44,00	+11,65	+11,65
BF Aquitaine	36,00	+11,65	+11,65
Paribas	30,40	+11,65	+11,65
Clarins	28,00	+11,65	+11,65
Veolia	38,90	+11,65	+11,65
Carrefour	33,40	+11,65	+11,65
Lafarge	34,50	+11,65	+11,65

BAISSES, 12h30	Cours au 04/02	Var. %	Var. %
Comptoir Entrep.	12,75	-13,29	-13,29
Labon	19,00	-13,29	-13,29
SPR Communication	56,00	-13,29	-13,29
CCM (ex-CCM) Ly	56,00	-13,29	-13,29
Coment 2	40,00	-13,29	-13,29
Dumont	39,00	-13,29	-13,29
Sidat	10,00	-13,29	-13,29
Finest	10,00	-13,29	-13,29
Dassault Systems	29,00	-13,29	-13,29
Exor Int ADP	14,75	-13,29	-13,29

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 04/02	Var. %	Var. %
BF Aquitaine	36,00	+11,65	+11,65
Carrefour	33,40	+11,65	+11,65
Alcatel Alsthom	40,00	+11,65	+11,65
Total	37,00	+11,65	+11,65
IMM Most Hest.	11,00	+11,65	+11,65
Accor	20,00	+11,65	+11,65
Schneider SA	283,40	+11,65	+11,65
Exor (Cde des)	16,00	+11,65	+11,65
Danone	17,00	+11,65	+11,65
Paribas	30,40	+11,65	+11,65

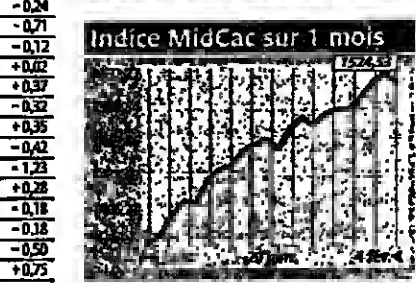
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 04/02	Var. %	Var. %
Pier Imp/Dumail	32,50	+14,29	+14,29
Nat-Nat 1	72,00	+11,65	+11,65
Wolter	23,00	+11,65	+11,65
Robert 1	110,00	+11,65	+11,65
LVI Medical Cpe FA	48,00	+11,65	+11,65

BAISSES, 12h30	Cours au 04/02	Var. %	Var. %
Grader (Ly)	38,95	-14,29	-14,29
Adcoo Trav. Tmly	40,00	-14,29	-14,29
Albert SA (NS)	128,90	-14,29	-14,29
Gal 200	65,50	-14,29	-14,29
Insatex (Ly)	49,00	-14,29	-14,29

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gén. SBF 120	1745,23	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 250	1627,56	Var. %	Var. %
Ind. Second Marché	1830,57	Var. %	Var. %
Ind. MidCAC	1543,53	Var. %	Var. %



Nouveau recul à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a fini en baisse, mercredi, n'ayant pu se remettre complètement de nouvelles rumeurs sur la santé des banques nipponnes qui ont fait plonger le marché dans la matinée. L'indice Nikkei-225 a terminé en baisse de 128,36 points, ou 0,70 %, à 18 185,97, après un plus bas de 17 901,48 points. Le compartiment bancaire a chuté en réaction à des rumeurs voulant que la Nippon Credit Bank tienne dans la journée une conférence de presse d'urgence. La banque a démenti, sans parvenir à endiguer la baisse de son titre.

Wall Street a terminé en hausse, mardi, profitant d'un recul des taux à long terme dans l'après-midi en raison de rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis pourraient utiliser la force contre l'Irak. Ce

payé soupçonné de dissimuler sur son territoire des missiles balistiques. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 27,32 points (+0,40 %), à 6 833,48 points. Il était en recul durant la plus grande partie de la séance, en raison de prises de bénéfices, typiques au moment des réunions du comité monétaire de la Réserve fédérale.

INDICES MONDIAUX

Paris CAC 40	Cours au 04/02	Var. %	Var. %
New York DJ	6779,99	+0,40	+0,40
Tokyo Nikkei	18185,97	-0,70	-0,70
London FT100	4261,50	+0,10	+0,10
Frankfurt Dax	3076,14	+0,16	+0,16
Frankfurt Dax	3076,14	+0,16	+0,16
Brexit/Bel 20	2457,37	+0,29	+0,29
Brexit/Bel 20	2457,37	+0,29	+0,29
Amsterdam Cx	1035,00	+0,05	+0,05
Amsterdam Cx	1035,00	+0,05	+0,05
Madrid IBEX 35	463,41	+0,16	+0,16
Stockholm OMX	1998,43	+0,16	+0,16
London FTSE	2650,50	+0,31	+0,31
Hong Kong Hang S	13548,40	+0,72	+0,72
Singapore Straits	2192,22	+1,18	+1,18

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Alcoa	68,25	68,27
American Express	61,12	61,87
AT & T	39,25	39,50
Boeing	8,37	8,50
Boeing Co	107,50	107,87
Caterpillar Inc.	72,50	72,52
Chevron Corp.	66,62	66,25
Coca-Cola Co	59,37	59,50
Disney Corp.	72,75	72,75
Du Pont Nemours & Co	110,67	110,67
Eastman Kodak Co	89,87	89,12
Exxon Corp.	103,37	102,50
Gen. Motors Corp.	57,57	58,50
Gen. Electric Co	104,00	105,37
Goodyear T & Rubber	50,25	50,25
IBM	153,62	154,87
Intl Paper	41,87	41,25
J.P. Morgan Co	102,50	102,50
McCormick & Co.	45,87	45,25
Merck & Co.	91,30	90,37
Minnesota Mining & Mfg	85,12	84,75
Philip Morris	121,87	122,37
Procter & Gamble C	117,62	116,00
Scars Roebuck & Co	48,87	47,50
Tesco	105,50	104,87
Union Carb.	45,12	45,25
Unilever	68,62	69,00
Westing. Electric	18,87	18,37
Worthing	19,87	20,12

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	0,002	
Allied Lyons	4,24	
Barclays Bank	11,60	
B.A.T. Industries	4,82	
British Aerospace	12,49	
British Airways	5,85	
British Gas	2,29	
British Petroleum	7,48	
British Telecom	4,31	
B.T.R.	2,55	
Cadbury Schweppes	4,69	
Eurotunnel	0,81	
Forde	—	
Glaxo Wellcome	9,92	
Granada Group Plc	4,18	
Grand Metropolitan	5,18	
Guinness	4,31	
Hanson Plc	0,91	
Great I	6,24	
H.S.B.C.	14,58	
Imperial Chemical	7,57	
Legal & Gen. Corp	3,91	
Marks and Spencer	4,87	
National Westminster	7,86	
Peninsular Oriental	6,45	
Reunert	6,52	
Sandoz and Searle	10,63	
Shed Transport	10,63	
Tate and Lyle	4,42	
Unilever Ltd	13,79	
Zeneca	17,80	

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 5 FÉVRIER
Liquidation : 21 février
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12h30

CAC 40
+1,19%
2532,85

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%
B.N.P. (L.P.)	962	962	+0,20
C.I. Lyonnaise (L.P.)	846	846	+1,06
Renault (L.P.)	1850	1850	+1,09
Rhône-Poulenc (L.P.)	1270	1270	+1,02
Saint-Gobain (L.P.)	1025	1025	+0,79
Thomson S.A. (L.P.)	750	750	+0,34
Alcatel-Alsthom	596	596	+0,18
Adia	364,40	364,40	+0,03
Adm.	695	695	+0,43
Bail Inspec.	280	280	+1,22
Banque Paribas (L.P.)	649	649	+0,74
Bazot Hov. Ville	301	301	+2,39
Batard-Durand	253,10	253,10	+0,01
BIC	867	867	+0,78
BIS	466,50	466,50	+0,06
B.N.P.	215,70	215,70	+1,29
Bouffier Techno.	619	619	+0,48
Bouygues	2145	2145	+0,25
Bouygues Off.	153	153	+0,18
Canal+	147	147	+0,63
Cap Gemini	1174	1174	+0,59
Carrefour	1140	1140	+0,11
Carrefour Lorrain	3262	3262	+2,82
Cedex	241	241	+1,07
CEG	195,30	195,30	+1,22
CEG Lorrain	1140	1140	+0,43
CEG Lorrain L.P.	245,30	245,30	+0,36
CEG Lorrain L.P. L.P.	37,40	37,40	+2,49
CEG Lorrain L.P. L.P. L.P.	701	701	+0,36
CEP Communication	400	400	+0,36
Cesat	119,30	119,30	+0,36
Cesat L.P.	138	138	+0,36
Cesat L.P. L.P.	678	678	+0,36
Cesat L.P. L.P. L.P.	1567	1567	+0,36
Changiers Int.	1567	1567	+0,36
Christian Dior	874	874	+2,17
Ciments P.C. P.H.	182	182	+0,62
Cofely	720	720	+0,69
Clart	762	762	+2,88
CLF-Dreux	497	497	+1
Club Méditerranée	367	367	+0,02
Colson	299	299	+0,26
Colson L.P.	768	768	+0,26
Compteur Entrep.	13,25	13,25	-3,77

Compteur Modem	2837	+0,74
CPH	674	+0,07
Créd. Fon. France	64,40	+0,03
Créd. Lyonnais C.I.	165	+0,03
Créd. National	333,40	+0,28
CS Signaux (CSP)	499	+1,26
Danone	494	+0,47
Dassault	846	+0,47
Dassault Aviation	1325	+0,37
Dassault Electron.	576	+1,21
Dassault Systems	257,30	+1,64
De Dietrich	219,50	+0,81
Degremont	452,10	+0,61
Deu. R.N. P. C. L. L. P.	44,50	+0,09
DHC (Dallus M.)	180	+1,25
Dynalene	127,80	+0,62
Euro (C. de det.)	728	+1,23
EF	276	+1,43
EF Aquitaine	548	+3,46
Ernst & Young	285,30	+0,02
Ernst & Young L.P.	842	+0,07
Esch. Ind.	1614	+0,06
Esch. Ind. L.P.	1498	+1,38
Esch. Ind. L.P. L.P.	630	+0,15
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P.	2847	+0,12
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P.	113,80	+0,07
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	1360	+0,73
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	7,40	+0,34
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	1470	+0,16
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	483	+0,16
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	109,50	+1,72
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	478	+0,01
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	4340	+0,08
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	2230	+0,08
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	112,80	+0,08
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	514	+0,08
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	429	+0,08
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	2975	+0,29
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	495	+0,375
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	464	+0,36
Esch. Ind. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	128	+0,78
Esch. Ind. L.P.	107,40	+0,08
Esch. Ind. L.P.	1989	+1,44
Esch. Ind. L.P.	413,20	+4,38
Esch. Ind. L.P.	613	+1,39
Esch. Ind. L.P.	789	+0,28
Esch. Ind. L.P.	357	+0,27
Esch. Ind. L.P.	113,80	+0,27
Esch. Ind. L.P.	292	+1,38
Esch. Ind. L.P.	1074	+1,95
Esch. Ind. L.P.	283	+0,12
Esch. Ind. L.P.	789	+1,40
Esch. Ind. L.P.	1348	+2,67
Esch. Ind. L.P.	394,50	+1,40
Esch. Ind. L.P.	154,40	+0,28
Esch. Ind. L.P.	357	+0,28
Esch. Ind. L.P.	196	+0,08
Esch. Ind. L.P.	960	+1,26
Esch. Ind. L.P.	659	+0,11
Esch. Ind. L.P.	849	+0,11

L'Oréal	1926	+0,31
LMVH Mod. Hov.	1405	+2,41
Lyonnaise Lux.	561	+0,59
Marine World	547	+0,03
Marteau	62,20	+4,08
Marteau L.P.	18,30	+0,52
Marteau L.P. L.P.	318,40	+0,21
Marteau L.P. L.P. L.P.	135,40	+0,47
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P.	143	+1,11
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	489	+1,19
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	775	+2,22
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	89,70	+2,02
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	379,30	+2,48
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	1407	+2,48
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	224,50	+0,09
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	304,50	+0,26
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	572	+0,07
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	2268	+1,41
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	492	+0,09
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	805	+0,02
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	1530	+0,78
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	365	+1,36
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	154	+0,41
Marteau L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P. L.P.	120	+0,41
Marteau L.P.	1675	+0,41
Marteau L.P.	181,30	+0,41
Marteau L.P.	29,65	+0,64
Marteau L.P.	5280	+0,38
Marteau L.P.	189	+0,52
Marteau L.P.	3210	+0,31
Marteau L.P.	125	+0,38
Marteau L.P.	1371	+0,38
Marteau L.P.	457,50	+0,74
Marteau L.P.	414	+0,36
Marteau L.P.	556	+0,15
Marteau L.P.	1760	+0,38
Marteau L.P.	722	+0,27
Marteau L.P.	284,40	+0,27
Marteau L.P.	115	+0,29
Marteau L.P.	1127	+0,17
Marteau L.P.	406,50	+0,36
Marteau L.P.	210,70	+0,25
Marteau L.P.	1120	+0,09
Marteau L.P.	132,70	+0,15
Marteau L.P.	489	+1,38
Marteau L.P.	112	+1,12
Marteau L.P.	534	+0,76
Marteau L.P.	1235	+0,40
Marteau L.P.	151,50	+0,84
Marteau L.P.	37,20	+1,34
Marteau L.P.	628	+0,47
Marteau L.P.	2666	+1,05
Marteau L.P.	175	+1,27
Marteau L.P.	213	+0,04
Marteau L.P.	579	+2,76
Marteau L.P.	404	+0,29
Marteau L.P.	22,50	+0,25
Marteau L.P.	500	+0,28
Marteau L.P.	557	+1,05
Marteau L.P.	167,10	+0,08
Marteau L.P.	469,60	+1,36
Marteau L.P.	145,50	+0,13
Marteau L.P.	520	+0,38

UIC	477,80	+0,31	0,62%
UIC L.P.	192	+0,20	0,10%
Unipol	519	+0,36	0,07%
Union Astor Fidi	604	+0,64	1,00%
Union Sackler	17,50	+1,16	6,63%
Valso	31,20	+2,07	6,63%
Valeo	381,30	+1,67	0,44%
Via Rapiere	187,50	+0,21	0,10%
Worms & Co	359,20	+1,61	0,45%
Zodiac credit divid.	1405	+1,60	0,11%
Zof Gabon	1495	-1,02	0,07%

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours prééd.	Derniers cours	%	Paiem dnt coup.
ABN Amro Ind. #	366	+0,58	0,16%	
Adeco SA	520	+1,71	0,33%	
Adidas AG #	524	+1,57	0,30%	
American Express	340,10	+0,20	0,06%	
Amper American #	100	+0,10	0,10%	
Angloil #	395,50	+0,26	0,07%	
Argo Whigam App.	219,00	-1,63	-0,75%	
A.T.T. #	141,50	-0,70	-0,50%	
Banco Santander #	381,50	-1,19	-0,31%	
Barrick Gold #	15,10	-0,39	-2,58%	
B.A.S.P. #	20,20	+1,94	9,60%	
Boyer #	309,60	+3,55	1,15%	
Comstock P.L.C.	629	-0,57	-0,09%	
Coopers Cork outd.	312,60	+0,68	0,22%	
Coopers Cork PP CW	275,0	+0,67	0,24%	
Danubio Bank #	408,50	+3,07	0,75%	
De Beers #	175	+1,65	0,94%	
Deutsche Bank #	261	+0,76	0,29%	
Dresdner Bank #	180,20	+0,64	0,36%	
Dufrenoy #	55,40	+1,12	2,02%	
De Post Montecarlo #	596	+2,16	0,36%	
Edison Zodiak #	480	+3,81	0,79%	
Exel Road #	32,10	-3,53	-10,38%	
Exel Road # Index #	545,90	-1,34	-0,25%	
Exelroad #	511,75	-1,19	-0,23%	
Erksson #	184	+0,05	0,03%	
Fort Motor #	186,40	+0,44	0,24%	
Fransys #	42	-0,11	-0,26%	
General Limited #	21,75	+3,94	18,10%	
General Elec. #	579	+0,39	0,07%	
General Motors #	40,20	+0,95	2,36%	
Grubler #	419,30	-0,15	-0,04%	
Grid Metropolitan	52,15	+2,73	5,23%	
Guinness Plc #	39,50	-1,26	-3,16%	
Hanson Plc #	6,10	-0,27	-4,43%	
Hanson Gold #	14,50	+0,30	2,07%	
Hitech #	45,10	+0,10	0,22%	

صحنه من الامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 6 FÉVRIER 1997

SCIENCES Mercredi 5 février, l'épave d'un voilier de commerce grec du VI^e siècle avant Jésus-Christ doit arriver dans les ateliers d'ARC-Nucléart, au Centre d'études nucléaires

de Grenoble. ● LA CONSTRUCTION d'une installation nouvelle a été nécessaire pour permettre le traitement que doit y subir cette pièce exceptionnelle, la plus grande jamais ac-

cueille par ce laboratoire. ● LES OBJETS ANCIENS DE BOIS, de cuir, ou de vannerie et autres matériaux d'origine organique trouvés par les archéologues y sont asséchés, débar-

assés de leurs parasites, restaurés et consolidés. ● CONSTITUÉ en Groupe ment d'intérêt public culturel depuis le 7 décembre 1996, cet établissement au budget annuel d'environ 10 mil-

lions de francs va étendre ses activités pour répondre à une demande croissante des collectivités publiques, notamment dans le domaine des matériaux gorgés d'eau.

Les rayons gamma rajeunissent les pièces rares des archéologues

Le laboratoire ARC-Nucléart de Grenoble mobilise les techniques les plus modernes pour sauver pirogues néolithiques, chaussures médiévales et tous vestiges de bois, de cuir ou de vannerie, gorgés d'eau ou vermoulus

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Délicatement gravé dans le bois tendre, un petit Christ aux liens daté des XV^e-XVI^e siècles repose sur une méchante table métallique. Derrière lui, escaliers de fer, grues et poulies colorées s'entrecroisent dans un décor digne de la façade du Centre Georges-Pompidou. En prime, une piscine dans laquelle veille une source de cobalt radioactif. Dans les laboratoires d'ARC-Nucléart, au centre du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Grenoble, la modernité des techniques rivalise avec l'étendue de l'Histoire. Là réside la force de ce temple de la restauration de notre patrimoine culturel, dédié exclusivement aux matériaux organiques.

Officiellement, l'Atelier régional de conservation-Nucléart (ARC-Nucléart) existe depuis 1989, date à laquelle il avait déjà trouvé son rythme depuis longtemps. Créé à l'initiative de cinq partenaires (le CEA, le ministère de la culture, le conseil régional Rhône-Alpes, le conseil général de l'Isère et la ville de Grenoble), il hérite des compétences de deux organisations : le laboratoire Nucléart du CEA destiné en 1970 à la préservation du patrimoine et le Centre d'études et de traitement des bois gorgés d'eau fondé en 1981. De quoi rapidement passer maître dans la conservation et la restauration des vestiges les plus divers, bois, fibres ou cuirs. La méthode diffère selon les objets traités, leur nature et leur his-

toire. Secs et vermoulus, ils seront immergés dans un bain de résine liquide. Imbibés d'eau, ils seront tout d'abord déshydratés et imprégnés d'un solvant (de l'acétone) qui les empêchera de tomber en poussière. La suite du traitement se fonde sur les propriétés particulières des rayons gamma, également mis en œuvre dans l'industrie pour stériliser du matériel médical ou polymériser certains matériaux. Emis à partir d'une source de cobalt 60, ce rayonnement peut traverser de fortes épaisseurs de matériau, détruisant au passage les cellules des ravageurs du bois (insectes ou micro-organismes) et durcissant certaines résines consolidatrices, sans induire pour autant de radioactivité résiduelle.

BONHEUR ARCHÉOLOGIQUE

Objets ethnographiques, statues, mobilier, plus de 8 000 pièces de valeur coulent ainsi leurs jours, chaque année, dans les trois bâtiments du laboratoire. En 1995, 518 pièces leur ont été confiées par les musées, l'Etat, les collectivités territoriales ou de simples particuliers. La même année, 1 176 pièces en repartaient après avoir reçu de seize spécialistes de l'établissement - chimistes, physiciens, restaurateurs et techniciens - une seconde jeunesse.

Au fil des ans, le laboratoire a gagné ses habitudes. Exemple parmi d'autres : le musée archéologique de Lons-le-Saulnier, qui lui envoie régulièrement des pièces en prove-



Epaves grecques trouvées à Marseille (ici, en cours de fouille).

nance du site néolithique du lac de Chalain (Jura). Au gré des fouilles s'ajoutent les missions occasionnelles, souvent les plus passionnantes. Ainsi, la construction d'un parc de stationnement sous la place des Terreaux, à Lyon, a-t-elle permis de découvrir, il y a quelques années, les vestiges des fortifications de la ville médiévale. Le site a livré un mobilier en bois, en cuir et en vannerie extrêmement abondant. La plupart de ces objets, très précisément datés de 1554 à 1565, ont été sauvegardés et restaurés au laboratoire de Grenoble.

Souvent très endommagés, beaucoup ont été traités par lyophilisation. Au cours de cette opération, l'eau passe de l'état solide à l'état gazeux par congélation, puis par sublimation - le tout étant précédé d'une imprégnation au polyéthylène glycol, afin d'éviter le gonflement des objets lors de la congélation. En 1995, tous les cuirs retrouvés sur le site des Terreaux ont subi ce traitement. Une collection d'exception, constituée essentiellement de chaussures mais aussi de bourses, de fourreaux, de parties de ceintures et d'autres pièces en fragments nécessitant une étude approfondie.

Autre bonheur archéologique : à Marseille, les fouilles effectuées en 1993 à l'occasion du creusement d'un parking place Jules-Verne, située à l'emplacement du rivage antique du Lacydon, ont livré quantité d'objets, dont les plus anciens datent de la fin du VI^e siècle avant J.-C. Parmi eux, deux vestiges, actuellement en cours de traitement à Grenoble, provoquent une émotion particulière : la pointe avant d'une embarcation romaine du III^e siècle, et l'épave d'une barque grecque datant du V^e siècle avant J.-C.

car les parties manquantes », précise Philippe Coste, directeur d'ARC-Nucléart. Une seconde épave provenant du même site - un voilier de commerce grec datant de la fin du VI^e siècle - doit arriver, mercredi 5 février, au laboratoire. Sa taille exceptionnelle (14 m de long, 4 m de large) a nécessité la construction d'une nouvelle installation.

Reste, enfin, la grande fièvre du laboratoire : les pirogues néolithiques découvertes sur le site parisien de Bercy en 1991 et 1992. Monoxyles creusées dans un seul tronc de chêne, ces pirogues datant d'environ 6 000 ans ont été exhumées (cinq presque complètes, une sixième en fragments) de la vase, du sable et de la tourbe - en un mot de niveaux gorgés d'eau - ce qui explique leur exceptionnel état de conservation (Le Monde du 10 octobre 1991).

Pour recevoir ces embarcations comme elles le méritent, une salle entière est prévue, à Paris, au musée Carnavalet. Pour l'heure, c'est à Grenoble qu'elles terminent leur cure de jouvence. Sans rayonnement gamma cette fois, ni congélation - leurs trois à cinq mètres de long ne l'autorisent pas -, les pirogues ont passé dix-huit mois dans un bain chauffé à 60 degrés, imprégnées jusqu'à saturation d'une solution de polyéthylène glycol qui a peu à peu remplacé l'eau dont elles étaient gorgées. Sorties de ce bain prolongé, elles ont été placées sous une immense serre, à la température soigneusement contrôlée. Leur humidité résiduelle résorbée, il est temps, désormais, de s'attaquer à leurs dernières restaurations.

Catherine Vincent

DU 3 AU 14
FÉVRIER

Ecoutez
Europe 2
à 7h30
et gagnez
une St Valentin
en Or

Europe 2

10 ANS DU MEILLEUR DE LA MUSIQUE

La France n'est pas à l'abri des « effets de site » aggravant les séismes

EN 1996, la France a connu deux tremblements de terre dont la magnitude a été supérieure à 5 sur l'échelle ouverte de Richter. Le premier (de 5,6) a eu lieu le 18 février près de Saint-Paul-de-Fenouillet (Pyrénées-Orientales) et n'a eu pratiquement aucune conséquence matérielle, dans une région faiblement urbanisée. Le second, un peu plus faible (5,2), survenu à 2 h 13 dans la nuit du 14 au 15 juillet, a provoqué des dégâts à Annecy (Haute-Savoie), alors que l'épicentre de ce séisme était localisé à 4 kilomètres au nord de l'agglomération. Certains quartiers ont été plus touchés que d'autres.

Quelques heures après la première secousse, plusieurs sismographes avaient été déployés dans la ville, en plus de ceux déjà installés, afin d'enregistrer les répliques qui suivent habituellement la décharge d'énergie dégagée par le tremblement initial. Plus de 1 000 répliques, de faible magnitude, se sont succédé jusqu'en décembre. Elles ont permis de remarquer que si, dans la commune d'Annecy-le-Vieux, les trains d'ondes enregistrés avaient une amplitude identique à celle détectée au foyer du séisme, celle-ci pouvait être multipliée par six ou huit dans le quartier de la préfecture.

CAISSE DE RÉSONANCE

Cette disparité est en partie due aux effets de site, qui peuvent amplifier ou atténuer localement l'amplitude des ondes sismiques, explique Pierre-Yves Bard, du laboratoire central des ponts et chaussées de Grenoble. C'est le même phénomène qui - à une échelle supérieure - avait endeuillé Mexico en 1985. La capitale du Mexique avait été secouée, le 19 septembre, par un séisme de magnitude 8, dont l'épicentre se situait à 400 kilomètres.

Des sismographes disposés à quelques kilomètres du centre-ville, sur un socle rocheux, montraient bien une atténuation du signal dû à l'éloignement du foyer.

Mais, en ville même, l'éloignement ne s'était traduit par aucun affaiblissement de l'amplitude des ondes. C'est que Mexico est construite dans une cuvette constituée d'un lit d'argile de 40 mètres d'épaisseur, déposé au fond d'un ancien lac asséché. Ces sédiments meubles et élastiques du point de vue géologique avaient fait office de caisse de résonance, au point d'amplifier plusieurs dizaines de fois les ondes moribondes qui parvenaient jusqu'à Mexico.

« Ce phénomène peut se doubler d'interférences dans les constructions à certaines fréquences », précise Pierre-Yves Bard. Les bâtiments ont en effet une fréquence propre, fonction de leur taille. Les

phénomènes de piégeage d'ondes peuvent se propager aux immeubles et se doubler d'effets de crête pour ceux situés sur des petites hauteurs. D'autres effets de site peuvent survenir, comme le phénomène de liquéfaction des sols, qui a emporté une partie du port de Kōbe au Japon.

Pierre-Yves Bard précise qu'en France ce genre de phénomène amplificateur est courant. « A Grenoble, nous avons enregistré un accroissement d'un facteur 10 à 20 des ondes de basse fréquence, celles qui se propagent le mieux et sont susceptibles d'affecter les grands immeubles. »

Doit-on pour autant craindre sur notre territoire un syndrome Mexico ? Un séisme de magni-

tude 8 y est improbable et, même en remontant à plusieurs milliers d'années, on n'en a trouvé aucun de magnitude supérieure à 6. Mais, pour prévenir les conséquences à longue distance d'un séisme plus faible, les différents zonages sismiques qui découpent la France en fonction du risque attendu, sur lesquels s'appuie la réglementation parasismique, ne paraissent pas totalement adaptés.

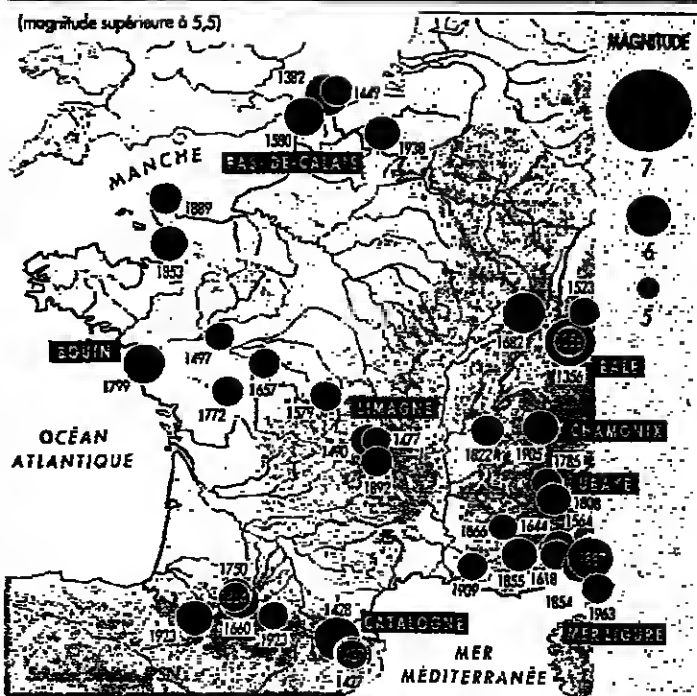
Ce zonage est basé sur une étude de la sismicité historique - plus de 6 000 événements ressentis en France ont été recensés dans la base de données nationale Sirene. Pour les bâtiments à risque spécial, on croise cette carte avec des données géologiques et géophysiques. Enfin, une marge supplémentaire est appliquée aux installations nucléaires : on se fonde sur un « séisme majeur de sécurité », obtenu en augmentant d'une unité le niveau d'intensité de référence de la zone.

Les éventuels effets de site sont pris en compte, assure-t-on à l'IPSN. Cela a conduit à de coûteux travaux à la Hague, autour de piscines de la Cagema ainsi que sur le réacteur expérimental Phénix. Des modifications parasismiques sont aussi à prévoir sur le réacteur Phénix. Jean-Christophe Garrel, chef du bureau d'évaluation des risques sismiques de l'IPSN, note qu'« à la lumière de séismes récents, dont Kōbe, il faut se poser la question de savoir si les catégories de sol définies dans les règles parasismiques ne doivent pas être modifiées ».

Pierre-Yves Bard suggère de rajouter un micro-zonage dans des sites spécifiques susceptibles d'être atteints à longue distance, comme les grandes villes. Les plans de prévention des risques (PPR) adoptés peu à peu par les communes françaises ne prévoient pas de tels découpages. Un nombre croissant de sismologues estiment que les autorités locales devraient s'y intéresser.

Hervé Morin

Des siècles de tremblements de terre



Le fichier français de sismicité historique Sirene recense près de 6 000 tremblements de terre ressentis depuis mille ans. Depuis le XVI^e siècle, on dénombre en moyenne un séisme de magnitude supérieure à 5 par siècle.

Marc Girardelli ne défendra pas son titre mondial du combiné

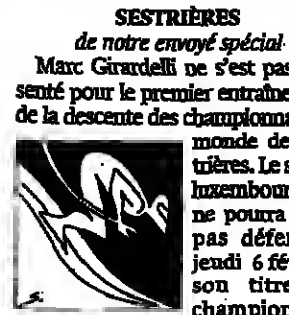
Le champion luxembourgeois est sévèrement touché au genou gauche. Avec ce nouvel épisode d'une longue série de blessures, il doit mettre un terme à sa brillante carrière

Deuxième épreuve des championnats du monde de ski alpin, le slalom féminin devait avoir lieu mercredi 5 février à Sestrières, dans les Alpes italiennes. C'est sous la lumière des projecteurs que Patricia Chauvet,

vice-championne de la spécialité l'an passé dans la Sierra Nevada espagnole, va tenter d'améliorer sa performance, l'épreuve étant disputée en deux manches, à 18 heures, puis 21 heures. Chez les hommes, les entraîne-

ments pour la descente ont commencé sans Marc Girardelli. Le champion luxembourgeois a décidé de ne pas remettre en jeu, jeudi 6, son titre du combiné gagné lors des derniers championnats du monde. Son âge

(34 ans), mais surtout les nombreuses blessures subies en dix-sept ans de carrière, l'ont obligé à abandonner la compétition. La semaine prochaine, le «vétéran» viendra faire ses adieux au cirque blanc.



SESTRIÈRES
de notre envoyé spécial.
Marc Girardelli ne s'est pas présenté pour le premier entraînement de la descente des championnats du monde de Sestrières. Le skieur luxembourgeois ne pourra donc pas défendre, jeudi 6 février, son titre de champion du monde du combiné, acquis l'année dernière en Sierra Nevada. Il devrait même annoncer, au début de la semaine prochaine, sa décision de mettre un terme à sa carrière, au palmarès étoilé par cinq premières places au classement général de la Coupe du monde de ski - un record -, et par treize médailles, dont seulement deux olympiques.

Les quatre disciplines du ski alpin en une seule saison, 1988-1989. Celui qui s'en va n'abandonne pas vraiment ses amis ; solitaire au sein de l'équipe nationale du Luxembourg, il ne connaît pas les piques des adversaires, dont la grande valeur, comme celle du Suisse Pimmin Zurbiggen puis du Norvégien Kjetil-André Aamodt, l'aidait à se surpasser.

Durant sa longue période de domination, Marc Girardelli n'a jamais trouvé d'adversaires plus fidèles que son père et «son» chirurgien. Le premier, Helmut, l'a conduit hors d'Autriche, à quatorze ans, pour fuir un système jugé inapte à son épanouissement ; le second, Richard Seadman, le médecin de l'équipe américaine, l'a déjà opéré à trois reprises.

Absent des pentes enneigées de Sestrières, Marc Girardelli était l'objet de toutes les rumeurs, des plus fantaisistes aux plus insidieuses. Son début de saison avait été calamiteux, marqué par une place de 57^e lors de la descente de Val Gardena et par deux piètres ré-

sultats au géant de Sölden (25^e), puis au slalom de Park City (27^e). Connu pour son incroyable capacité à renouer de ses déconvenues ou de ses blessures, celui que l'on avait surnommé «l'homme bionique», ne croit plus guère en ses chances. «Je suis épuisé, je n'y arrive plus», avait-il avoué en décembre 1996. Mais son refus d'admettre son déclin était devenu l'objet de plaisanteries : près de la cabane de départ de la descente d'entraînement, à Sestrières, ses adversaires raillaient ses changements de matériel ou son grand âge (il aura trente-quatre ans en juillet).

«LA SEULE CHOSE À FAIRE...» La réalité est, hélas, plus cruelle. Accablé par les blessures depuis ses débuts en Coupe du monde, en 1979, à l'âge de seize ans, Marc Girardelli n'est tout simplement plus en mesure de défendre ses chances depuis sa chute survenue l'année dernière aux Mondiaux de Sierra Nevada, élimine d'une interminable série. Son genou gauche, déjà gravement atteint en 1984, à Lake

Louise, semble définitivement hors d'usage, un handicap aujourd'hui compliqué par des problèmes aux reins.

Plusieurs consultations chez un médecin munichois ont confirmé, cet hiver, ce que le champion luxembourgeois ne voulait toujours pas se résoudre à entendre. Hanté par le destin de Fausto Coppi, les mots «fin de carrière» résonnaient chez lui comme un avis de décès.

Marc Girardelli avait pris l'habitude ironique de s'appuyer sur un proverbe autrichien, lorsqu'il devait évoquer les lendemains de la vie de champion : «La seule chose que j'ai à trouver et à faire, à l'avenir, c'est mourir».

Le passage de Marc Girardelli à Sestrières, en deuxième semaine, se limitera donc à une conférence de presse. Cette dernière apparition ne devrait pas lui donner trop de regrets, tant les pistes de la station du Piémont lui rappellent de mauvais souvenirs. Encore des chutes, toujours des blessures. A l'époque en 1986, puis au bassin, trois ans plus tard, après une sortie de piste en

descente, qui aurait pu tourner à la tragédie : les médecins ont découvert qu'il souffrait d'une hémorragie interne. Pour la première fois, il avait alors envisagé de renoncer. Le doute fut bref. Marc Girardelli a vite retrouvé les paroles d'un de ces refrains qui ont fait sa réputation d'indestructible : «Tout ce qui ne tue pas me rend plus fort». L'année suivante, il devait même s'emparer, «sur une jambe», du globe de cristal du lauréat au classement général de la Coupe du monde de ski.

En 1996, à trente-trois ans, celui qui souriait encore de sa présence dans la catégorie des «vétéran» du premier groupe (les jeunes trentenaires) avait posé les premiers jalons de sa reconversion en mettant au point, avec le concours d'un financier, une expédition himalayenne. L'aventure n'a malheureusement pas eu lieu. Le jeune retraité aux genoux brisés par ses innombrables tétolomphes dispose désormais de tout son temps pour la relancer avec succès.

Eric Collier

L'Etat croit maintenant aux chances de Lille pour les JO de 2004

INTERPELLÉ par la presse régionale sur la réalité du soutien de l'Etat à la candidature de Lille pour l'organisation des Jeux olympiques de 2004, Guy Drut, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, a profité, mardi 4 février, d'une réunion du comité de candidature pour mettre les choses au point : «Comme tous les membres du CIO, je me suis interrogé sur les chances de Lille. Aujourd'hui, ce qui est essentiel, c'est ce qui pouvait apparaître comme une candidature gadget est devenue crédible, en France bien entendu, mais aussi sur un plan international. Lille a maintenant la possibilité de figurer sur la liste de quatre ou cinq villes qui seront choisies par le CIO le 7 mars».

Le ministre, qui avait exprimé son scepticisme sur l'opportunité de la candidature lilloise dans une intervention à l'Assemblée nationale, le 13 novembre 1995, affirme maintenant : «Nous avons face à nous des candidatures de très grande valeur. Mais nous avons maintenant les arguments pour être meilleurs qu'eux». Selon lui, les atouts de la candidature de Lille pour le 7 mars sont «sa dimension humaine, son équilibre entre financement public et fonds privés, la concentration des équipements et la préservation de l'environnement».

■ **FOOTBALL** : Lille et Montpellier se sont qualifiés pour les 16^e de finale de la Coupe de France (où ils recevront respectivement Lyon et Sochaux) en éliminant Marseille et Metz. Les Lillois se sont imposés devant POM (1-0) sur le stade de Valence, qui accueillait finalement cette rencontre (ce retard à l'égalité avec les Messins après la prolongation (3-3), l'ont emporté grâce à la séance de tirs au but (1-3)).

■ **RUGBY** : Thomas Castaignède sera remplacé par le Benjailien Laurent Leflamand pour le match du Tournoi des cinq nations France-Pays de Galles, samedi 15 février. Opéré mardi 4 février, pour une fracture à la mâchoire subie dimanche 2 contre Castres, l'ouvreur du Stade toulousain devrait être indisponible «au moins 30 jours».

■ **BASKET** : Dennis Rodman, qui a été suspendu sans paie par la NBA pendant 11 matches pour avoir frappé un camerounais lors de la rencontre Bulls-Timberwolves, doit faire sa rentrée le 11 février. En témoignage de son repentir, il s'est engagé à reverser sa rétribution pour les 11 prochains matches (plus de 5,5 millions de francs) à des organisations de bienfaisance.

Une aubaine pour les Norvégiens tous terrains

SESTRIÈRES
correspondance
Comme si les règlements du ski de compétition n'étaient pas suffisamment érotiques, les dirigeants de la Fédération internationale de ski (FIS) maintiennent, contre vents et marées, le combiné alpin dans le touffu programme des championnats du

TECHNIQUE

Ce qui était autrefois la discipline de référence trouve maintenant une faible justification en donnant une récompense aux skieurs-complètes.

monde. Mariage désormais archaïque du slalom et de la descente, le combiné était à l'origine une discipline référence, celle qui mettait en évidence les qualités de polyvalence des meilleurs skieurs. Pour revendiquer le statut de champion, il était naguère de bon ton de briller dans les deux disciplines extrêmes du ski. A ce propos, les palmarès portent la trace des grands noms de l'histoire du ski qui étaient aussi bien d'habiles slalomiers que d'entrepreneurs descendants.

Depuis le début des années 70, la spécialisation à outrance s'est petit à petit, et inéluctablement, imposée comme la culture dominante. Calendrier surchargé de compétitions, concurrence qualitative et quantitative de plus en plus forte, ou encore entraînement et gestuelle spécifiques à chaque discipline n'ont fait qu'accroître le mouvement.

Rares, très rares, sont aujourd'hui les skieurs et les skieuses capables de maîtriser au plus haut niveau l'art du virage aussi bien que la science de la glisse. Celles et ceux qui y parviennent composent une minorité rebelle et remarquable qui croit ferme à la force su-

périeure de la polyvalence. Leur credo reprend l'antienne des anciens : ne peut accéder au rang supérieur qu'un skieur capable de briller sur tous les terrains, toutes les neiges, toutes les formes d'expression du ski alpin.

En principe, le classement général de la Coupe du monde - hiérarchie incontestable établie aux points sur l'ensemble de la saison à partir d'une trentaine de compétitions - est là pour saluer le talent et l'engagement de ses irréductibles.

Pourquoi donc la FIS s'efforce-t-elle à organiser un ersatz encombrant de compétition, composée d'une descente raccourcie et d'un slalom plus facile ? Cette formule bâtarde ne mobilise en effet plus grand monde, et dans cette mesure, perd une grande partie de son intérêt théorique. Peut-on véritablement s'enthousiasmer pour une épreuve qui domine techniquement une petite poignée de skieurs et que les autres participants utilisent comme une vulgaire séance d'entraînement pour leur discipline favorite, descente ou slalom ?

Toujours est-il que le combiné existe et qu'une médaille dans ce type d'exercice est toujours bonne à prendre. Il y a fort à parier, quelques dizaines de milliers de francs, que jeudi 6 février le titre se jouera entre Norvégiens, avec pour arbitre l'Autrichien Madet.

Les Scandinaves (Aamodt, Kjus entre autres) ont en effet été façonnés pour le ski complet. Construits musculairement et techniquement comme des athlètes de la neige, ils ont accumulé des doses supérieures d'entraînement, et accepté, tout gamins, le défi de la polyvalence perçue avant tout comme un jeu. Pour eux - pour eux seuls ? - le combiné à une réelle valeur. Qu'ils y empoignent des médailles ne serait que justice.

Gilles Chappaz

Fin d'exil pour les skieurs de Bosnie

SESTRIÈRES
de notre envoyé spécial
Ils ne veulent plus parler de l'exil. Ils ont simplement brodé «Sarajevo» sur leur écusson national au nom de la mémoire. Pour elle, il faut reconstruire ce que l'armée serbe a détruit dans leur capitale, où furent disputés les Jeux olympiques d'hiver en 1984. Sestrières devrait prochainement participer à la fondation pour la reconstruction du Sarajevo olympique (Le Monde du 10 janvier).

A ce vœu près, les skieurs de Bosnie-Herzégovine sont venus aux championnats du monde avec, dans leur tête, les mêmes notions que tous les sportifs : effort, victoire, défaite. L'indé, dans le Super-G masculin, Mirza Nezirovic et Ammar Gorgic sont partis avec les dossards 57 et 59 au milieu de skieurs venus de partout.

Les championnats accueillent de très nombreuses nations, et quelques participants «originaux» : nobles brésiliens, mexicains ou roumains ; rejoints d'Ira de Fünstenberg ; amateurs irlandais, géorgiens ou ouzbeks. Mirza et Ammar se sont classés 57^e et 58^e et partent contre leurs nouveaux skis, qu'ils ont reçus deux jours auparavant. «Nous avons une qualité, le courage», note Ammar.

L'histoire des skieurs de Bosnie-Herzégovine est faite d'exil. En 1994, Amis sans frontières, une association largement soutenue par les Italiens Alberto Tomba et Deborah Compagnoni, leur permet de venir s'entraîner à Bormio. La Bosnie fait son apparition aux Jeux olympiques de Lillehammer, et ses représentants, en Norvège, témoignent du conflit. En Italie, plus discrètement, ils skient dans la limite de leurs moyens.

«L'argent que nous donnent les marques nous permet de survivre», explique Ammar. Les Italiens les aident toujours en fournissant du matériel et une assistance technique. Adriana Boras, l'une des deux skieuses de l'équipe, est en progrès en Super-G. C'est Marco Martini, l'entraîneur de l'équipe nationale, qui l'auparante. Il est épanoui depuis peu par Arturo Maiolani, l'ancien technicien d'Alberto Tomba.

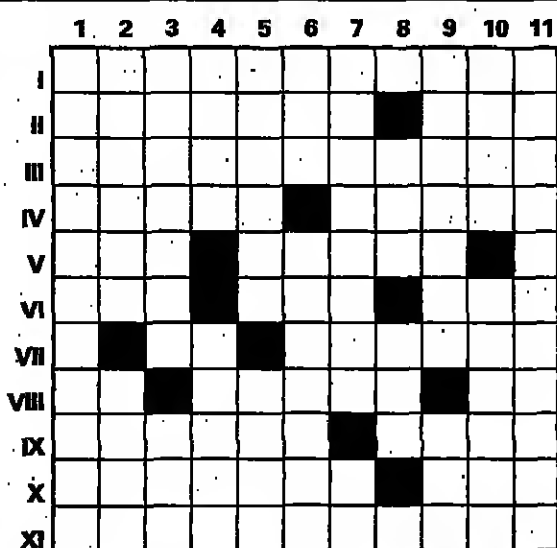
L'avenir des skieurs bosniens ? «Monter un jour sur un podium. Sinon, nos enfants le feront», disent-ils. Ils aiment leur présent. Ils ont vingt ans et suivent des cours par correspondance. «Ce qui est bien, aujourd'hui», termine Ammar Gorgic, c'est que, lorsque notre saison est terminée, nous pouvons rentrer chez nous».

Bénédict Mathieu

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97015

3615 LEMONDE, toupez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. La meilleure défense dans les corps à corps. - II. Laisse des plumes quand elle traverse le ciel de France. Une œuvre de Pindare. - III. Prendre tout son temps dans la vie qui passe. - IV. Le sous-bois du poète. Dans le cas de Dieu, il n'est pas nécessaire de payer. - V. Déroulement dans le cirque. Rend hommage. - VI. Vient d'arriver. Accessoire pour un bon départ. Lettres de Nicolas. - VII. Son trou ne nous comble pas. Nous sort du lit. - VIII. Zeus était fou d'elle, mais elle n'était pas folle du tout.

Comme la porte de la maison depuis M^{re} Richard. Dans une enluminure. - IX. Unit les citoyens, mais gare aux excès de zèle de certains. La force de l'habitude. - X. Hisses les couleurs. Pièce rapportée dans la famille. - XI. Reste à faire après l'essai.

VERTICALEMENT

I. L'heure du laitier pour certains, le derrière de l'école pour d'autres. - 2. Nous renvoie à la campagne. Décora n'importe comment. - 3. Sont préparées pour la grande cuisine. Pompe aspirante qui n'est pas

aux normes européennes. - 4. Nécessaire à l'entretien pour passer la brosse à retenir. Support de grille. - 5. Flemingway ou Chausson. Ne sont plus respectées quand elle impose le silence. - 6. Rayée de la carte. Semble dépassé mais s'envole toujours en l'air. - 7. Les bons souvenirs des soirées sans télévision. Sur les roses. - 8. Une demi-louche. Court ventre à terre. - 9. Peut servir de base pour tout faire sauter. La réussite mondiale du PC lui doit beaucoup. - 10. On peut faire fortune si elle est bonne. Il a sa place au théâtre sur scène et au vestiaire. - 11. Fine lame un peu vulgaire d'hier, il récupère aujourd'hui.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97014

HORIZONTALEMENT
I. Marie-Louise. - II. Inattention. - III. Codéine. St. - IV. Rue. Rareté. - V. Orange. Evier. - VI. Seul. Dual. - VII. L. Abyssale. - VIII. Au. Net (tén). - IX. Linsaka. Frité. - X. Origami. Ran. - XI. Niée. Orient.

VERTICALEMENT

I. Microsilicon. - 2. Anoues. Uri. - 3. Radeau. Asie. - 4. Inc. Clonage. - 5. Bêre. Ka. - 6. Léna. Dynamo. - 7. Onéreuse. Ir. - 8. Ut. Bvaci. - 9. Li. Flammure. - 10. Soie. Tan. - 11. Enterrement.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1721

UNE BELLE IMAGINATION
Cette donne a été distribuée dans un tournoi par paires ; à la plupart des tables, les déclarants chutèrent leur contrat car, après avoir pris l'entame à Carreau, ils jouèrent atout et E-O. firent deux atouts, l'AS de Pique et un Carreau. Mais, à une table, le déclarant comprit ce qui allait se passer, et il ne joua pas atout. Alors Ouest, faisant preuve d'une belle imagination, trouva la façon de faire chuter 4 Cœurs.

♦ RD3
♦ D10765
♦ 752
♦ AR
♦ V9875
♦ A2
♦ 4
♦ V9875
♦ 42
♦ V9843
♦ AR3
♦ D63
♦ A106
♦ VR
♦ DV10986
♦ 1042

Am. : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 ♠ 10 ♠ 1 ♠
1 ♠ 4 ♠ passe passe...

Ouest a entamé le 4 de Carreau pour le 2 et le 6 ; le déclarant a pris avec l'AS, puis il a joué AS Roi de Trèfle et Roi de Pique. Est a pris avec l'AS et joué la Dame de Carreau pour le Roi de Sud. Comment Ouest a-t-il fait chuter QUATRE CŒURS ?

Réponse
Si Ouest coupe avec le 2 de Cœur et rejoue Pique, le déclarant prendra avec la Dame de Pique, il coupera un Pique pour prendre la main et jouer la Dame de Trèfle sur laquelle il jettera un Carreau pendant. Ensuite, un coup d'atout fera tomber ensemble l'AS et le Roi d'atout... Mais Ouest avait prévu ce scénario et, pour l'empêcher, il coupa l'AS de Carreau avec... l'AS d'atout afin de donner la main à son partenaire en jouant le 2 de Cœur. Est a tiré la Dame de Carreau affranchie, la levée de chute. C'est une variante très particulière du fameux coup de l'empereur.

UN CHELEM DE GOREN
Voici un superbe chelem que l'Américain Charlie Goren avait réussi au début de sa carrière.

♦ 10
♦ AV96
♦ AV3
♦ RDV105
♦ RD3
♦ R1087
♦ 1098
♦ 432
♦ 54
♦ 532
♦ 6542
♦ 9876
♦ AV98762
♦ D4
♦ RD7
♦ A
Am. : S. don. Pers. vuln.
Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 2 ♠ passe
3 ♠ passe 3 SA passe
4 ♠ passe 5 ♠ passe
6 ♠ contre passe passe...

Ouest entama le 10 de Carreau, et Goren comprit, en voyant le mort, que Ouest avait contre parce qu'il avait le mariage à Pique et le Roi de Cœur. Alors, après avoir déboulé l'AS de Trèfle, il joua le 4 de Cœur pour le 7 et le... Valet de Cœur qui fit la levée. Comment Goren, en Sud, a-t-il ensuite gagné ce PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères
Une des qualités du système naturel de Goren était sa simplicité, mais la son partenaire en Nord a été bêteo pessimiste en disant «3 SA», car sa main était trop belle pour ne pas envisager le chelem.

Philippe Brugnot

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration.
ISSN 0246-2027
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94002 Ivry cedex
Publication d'articles :
Désolé pour les
Désolé pour les
133, avenue des Champs-Élysées

Grand classique, la vallée du Nil souffre moins des menées terroristes que des surdoses de monuments imposées aux visiteurs

Question vallée du Nil, les Français ont quelques antécédents : ils ont découvert la pierre de Rosette, clé des hiéroglyphes, et au XIX^e siècle, des demi-soldes de Napoléon, au service d'un Turc de Grèce, réinventèrent l'Etat égyptien. D'ailleurs Le Caire, malgré les cris des islamistes, se prépare à célébrer le bicentenaire de la venue de Bonaparte. Dépouillé de son sabre, l'invasisseur apparaît magnifié en

AMATEURS DE BUNNES

« Du moment que vous me dites que des célébrités ont osé l'avouer, ça me libère et j'ose vous dire que c'est superbe, ici, mais qu'il y a trop de temples, trop de colonies, trop de musées. On n'a pas une minute pour respirer, les guides frappent aux ourons à la porte : "Allez vite, vite, les âmes sont là !" Et si ce n'est pas les dîners, c'est les bus et les tambours, les bazars au pas de course, je vous dis pas, c'est beau mais ça finit par tourner ou souffrir », Odette, la cin-

Quand l'aveu est fait, sur les escales nilotiques muées en corvées, sur le trio répétitif musée-monuments-son et lumière, « sans une journée tranquille, sous les palmiers, à ne rien joir », les autres griefs fusent que ce soit dans les bouches d'Odette et de son mari, dans celles

Cette passagère de Marseille s'est, elle, « réglée de tous ces obélisques, de tous ces sphinx, de tous ces vestiges » mais elle légitime la plupart des autres reproches, y ajoutant « la nuit qu'elle a passée dans un mauvais fouteuil à Louxor parce que mo réservation n'avait pas été fixée à l'hôtel ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ Un ouvrage : *Découvertes et mystères de l'Égypte ancienne*. Historia hors série n° 9612 (1997), 130 p., 35 F.
Un voyageur : Orience, tél. : 01-43-36-10-11 à Paris et 22-906-40-25 à Genève. Circuits individuels ou en groupe.

DIXIÈME PLACE

Un autre voyageur se courrouce de cet avis placé sur les combinés d'un palace cairote : « La tarification téléphonique commence vingt secondes après que vous ayez composé le numéro demandé, même si vous

★ Un ouvrage : *Découvertes et mystères de l'Égypte ancienne*. Historia hors série n° 9612 (1997), 130 p., 35 F.
Un voyageur : Orience, tél. : 01-43-36-10-11 à Paris et 22-906-40-25 à Genève. Circuits individuels ou en groupe.

Boggies et ski en Suisse

Au bout des rails, les pistes de ski : en Suisse, on saute du train pour chasser les plainches. Les stations helvétiques sont même desservies grâce à une nouvelle liaison directe. Jusqu'au 12 avril, chaque samedi, la « Ligue de cœur », on TGV Paris-Brigue, dessert les stations des Alpes valdoises et du Valais. En partant de la capitale à 7 h 15, on gagne en tout début d'après-midi Gstaad, Champéry, les Diablerets, Villars, Verbier, Crans-Montana ou encore Zermatt, en fin de parcours.

● **Unique en Europe par sa densité (5 000 kilomètres de voies ferrées), le réseau suisse prend le relais du TGV et maille ce pays de montagnes jusqu'aux villages reculés. Les petits wagons rouges,**

parfais acrobates par deux ou trois
écroulées, longent les pentes escarpées,
grimpent jusqu'aux glaciers (la gare de
Jungfraujoch, perchée à 3 454 m, détient le
record du Vieux Continent), enjambent les
gorges pour déposer les skieurs à pied
d'œuvre. Suisse touristique (tél. :
01-44-51-65-51 ou Minitel 3615 Suisse)
renseigne, réserve et délivre les billets. Le
Paris-Valloire coûte 494 F (aller-retour,
2 classe, plein tarif). Avec la Swiss Card
(560 F, valable un mois), on découvre la
frontière jusqu'au lieu de villégiature. En
prime, des excursions ferroviaires à couper
le souffle sont proposées, avec des
réductions de 25 à 50 %, à bord du Glacier
Express, qui relie Zermatt à Saint-Moritz,
du Cristal Panoramic Express ou encore
du Bernina Express, qui monte
à l'aissaut, sans crémaillère, d'une pente

de 7% pour franchir un col à 2 253 m.

- En 1977, des prix d'or saluèrent les cinq-
quante ans des Cheminiers de fer fédéraux
suisses. Anniversaire célébré par le canton
de Berne, lequel programme pour
l'occasion des formules « TGV-hôtels »
dans l'Oberland bernois au départ de Paris.
Deux cents établissements participent à
l'opération offrant trois ou sept nuitées, la
Swiss Card étant offerte. Exemple: séjours
à une semaine en haute saison et en
demi-pension, jusqu'à la mi-mars, environ
5 000 F, en 3 ou 4 états, à Grindelwald ou
Wengen (280 F de plus si voyage en
1^{re} classe). Forfaits également chez Frantour
(agences et Minitel 3615 Frantour),
notamment pour des séjours à Champéry
(à partir de 2 775 F la semaine, après le
15 mars), station reliée aux Portes du soleil.
- Une brochure gratuite éditée par Suisse

Tourisme, La Suisse, un paradis pour l'hiver. Récapitule les forfaits en vente dans les agences. Mention spéciale pour Davos (3 000 F la semaine, chambre et petits déjeuners, hôtel 3 étoiles). Klosters (studio pour 4 personnes, 3 400 F), du grand ski dans les Grisons en février. Ou encore Crans-Montana dans le Valais (3 730 F, après le 15 mars, 3 étoiles en demi-pension, remontées, piscine couverte et sauna inclus), trois stations programmées par SkiStar Holiday. On trouve encore des places pendant les vacances scolaires de février (celles de nos vœux suisses étant décalées, d'un canton à l'autre). Les prix demeurent raisonnables en comparaison de ceux affichés à la même période sur les sommets français.

Florence Evin

**ISLANDE : LA FONT DES
ÉROD.** Loirpaigne, et mystérieuse,
l'Islande a récemment été d'actuali-
té avec l'éruption volcanique qui
s'est produite sous le glacier du
Vatnajökull, provoquant ainsi une
fonte des glaces. Un évènement au
voyagiste UTA un week-end inclu-
ant un survol du volcan à
présent assagi. A la fonte des
glaces succède aujourd'hui une
fonte des prix à en juger par le for-
fait proposé, jusqu'à 31 mars, par
un autre spécialiste de la destina-
tion. Altantours : 2 990 F vols, hé-
bergement (3 ou 4 nuits) et petits
déjeuners.

• Altantours, 5, rue Danielle-
Casanova, 75001 Paris. tél. : 01-42-
96-59-78.

CROISIÈRE FLUVIALE
SAISONNIÈRE

FRANCE FLAVOUR FLAMANCE

France - Belgique - Portugal - Italie

Location de bateaux Grand Confort
de 2 à 12 personnes

599F* la semaine / personne
* Exemple en Bourgogne en période A
sur base 8 personnes.

DOCUMENTATION GRATUITE
FPP - B.P. 89 - 71602 Paray
Tél. 03 85 53 76 70 - Fax 03 85 53 76 71

YAG AIR

PARIS - LONDRES
leader mondial

PARIS - LONDRES

BERK	3.470F
SAN FRANCISCO	1.980F
	2.500F
	2.970F
SAN FRANCISCO	3.770F

PARIS - LONDRES

**PROFESIONNELS
DU TOUT-BOULANGER
UNITEZ-VOUS POUR
LA DÉFENSE DE VOTRE
CORPORATION**
ABONNEMENTS
01 44 43 77 26
(Fax : 01 44 43 77 30)



LE CARNET DU VOYAGEUR

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel bleu se maintiendra sans mal jusqu'au soir autour de la Méditerranée. Le vent de nord-ouest, parfois soutenu le matin en basse vallée du Rhône, faiblira l'après-midi. Partant de zéro à 7 degrés le matin, les thermomètres afficheront de 12 à 15 degrés au meilleur de la journée.

conditions météorologiques sont favorables, jusqu'en mars. Réptique à l'échelle d'un tiers d'une église en bois du XVIII^e siècle, l'édifice, haut de 12 mètres, est ouvert aux visiteurs. Des baptêmes et un mariage y seront célébrés. - (AFR)



Prévisions pour le 7 février

AUTOMOBILE

La sécurité passive des petites voitures est mise en cause

Les plus beaux rosiers grimpants anciens sont Madame Alfred Carrière (blanc, remontant, peu épineux), Gloire de Dijon (rose charnole, remontant, pausé, à la pleinsail en mai-juin), La Reine des roses (rose, remontant, pas d'épines, mais un peu de piquet), et le grand rosier de France (rose, remontant, pas d'épines, mais un peu de piquet). Les autres sont tous très bons, mais ils ne sont pas aussi anciens.

Dorothy Perkins (rose, innombrables petits bouquets, sans parfum, non remontant, tiges très souples, sujet à l'oidium, vigoureux, très longtemps, se bouture aisément); Albéric Barbier (blanc-crème fraiche), presque sans parfum, feuillage persistant vert et lustré comme celui du bon, tiges très souples, jeune bois rouge, jamais malade, non remontant, mais quelques fleurs de-ci de-là après la première floraison); New Dawn (rose carmé, parfumé, remontant, feuillage et port ressemblant à Albéric Barbier).

★ Le jardinier se lançant dans la culture des rosiers trouvera une multitude d'informations utiles (choix des variétés, plantation, taille, multiplication, traitement des maladies, etc.) accompagnées de photos et d'illustrations dans *Les Rosiers*, publié par Larousse dans sa collection « Les pratiques du jardinage » (1989, 126 p., 115 F.).

Ces informations peu élogieuses sur la sécurité passive de la plupart des véhicules a suscité une réaction immédiate de l'Association des Constructeurs européens d'Automobiles (ACEA). Celle-ci a critiqué le recours exclusif à deux types de collision - frontale et latérale - qui

Il est, à ce titre, révélateur de noter que les modèles les mieux notés sont ceux dont la conception est la plus récente et que les modèles en fin de vie ont été montrés du doigt. Autant de considérations qui ne doivent pas servir d'alibi aux constructeurs.

Jean-Michel Normand

SOLDÉS
jusqu'à **-50%**

155, Iuobourg Saint-Houoré - 75002 Paris - 01 43 61 19 71
27, rue de Passy - 75116 Paris - 01 42 88 96 02
9, rue de Sèvres - 75006 Paris - 01 45 48 14 09
20, rue Pierre Leucot - 75001 Paris - 01 42 36 15 48
249, rue Saint-Houoré - 75001 Paris - 01 42 60 85 74
68, rue Cœur Martin - 75009 Paris - 01 48 74 55 24

OUVERTURE - DIMANCHES 9 FEVRIER

صكنا من الامل

NEUF ET RÉSIDENTIEL

RECHERCHES ET CONSEILS DE LA FNPC

IMMOBILIER : TOUT SUR L'ACTUALITÉ TECHNIQUE JURIDIQUE ET FISCALE

La Journée d'études professionnelles de la Fédération Nationale des Promoteurs-Constructeurs est l'occasion d'effectuer chaque année le point sur l'actualité technique, juridique et fiscale de l'immobilier.

La 7^{ème} Journée d'Etudes Professionnelles se tiendra le **Mardi 4 février 1997**, à Paris, à l'hôtel Méridien.

Les travaux s'articuleront autour des thèmes suivants :

- l'environnement économique général et l'évolution des marchés, - l'environnement financier, - Acoustique et qualité : les applications du polystyrène expansé, - l'actualité fiscale, - la réforme de l'assurance construction, - la coordination santé sécurité sur les chantiers, - l'équipement commercial et le permis de construire (Loi Raffarin), - la loi sur l'air et les économies d'énergie, - la loi du 3 janvier 1997.

600 professionnels du secteur sont attendus : promoteurs-constructeurs, banquiers et établissements financiers, représentants des pouvoirs publics, industriels du bâtiment, contrôleurs techniques, notaires, architectes...

Une exposition technique d'une trentaine de sociétés se tiendra parallèlement aux travaux.

M. Pierre-André Périssol, Ministre délégué au Logement, prononcera le discours de clôture de cette manifestation.

Renseignements et inscriptions : FNPC - 106 rue de l'Université, 75007 Paris. Tél : 01 47 05 44 36 Fax : 01 47 53 53 92 73

PARIS RIVE DROITE

Résidence Saint-Martin
51, rue Bichat
Nouveau programme

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 83 22 04
7 jours, de 9 h à 19 h.

Téléphone tout de suite au 01 46 83 22 04 pour faire partie des privilégiés Profitez des nouvelles mesures Pécariot. A partir de 17 900 F le m², hors parking, et dans la limite du stock disponible.

Une superbe résidence de 28 appartements entièrement, de studio à 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Île de la Cité. Une architecture raffinée par une belle façade en briques patinées, avec de nombreux balcons ou terrasses boisées pleins sud. Prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Qualité Plus.

Bureau de vente : 1, rue de la République et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Résidence Voltaire
Rue des Nations / rue Condorcet

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
De-de-France Résidentiel, Bouygues Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt 01 47 12 54 44

Idéal investisseurs/Recherche élevée garantie : de studio à 5 pièces. Studio à partir de 370 000 F et 2 pièces à partir de 690 000 F.

Au cœur du 11^{ème} arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Disponibilité élevée. Concède sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Pécariot".

Tél. 01 47 12 54 44

16^{ème} arrondissement

46, rue de Longchamp

Réalisation : COREVA
4, avenue Victor Hugo 75116 PARIS
Tél. 01 44 17 39 20

22 logements de studio à 6 pièces. A partir de 27 300 F le m². Livraison 1^{ère} semestre 1998.

Au cœur du prestigieux quartier Trocadéro-Ménil, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilégiés seulement. Plans personnalisés et prestations à la demande. Renseignements et vente : COREVA, de lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél. 01 44 17 39 20.

19^{ème} arrondissement

L'Orée du Parc
69, rue Copernic/59, rue Rostol
A toute proximité des Buttes-Chaumont à découvrir absolument !

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 83 22 04
7 jours, de 9 h à 19 h

Premier constructeur certifié qualité ISO 9001
Du studio à 5 pièces avec parking en sous-sol, 18 800 F le m² moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le cadre d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du lac Daumesnil. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur un beau jardin arboré.

Bureau de vente : 3, rue du Général Bruneau, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

PARIS RIVE GAUCHE

15^{ème} arrondissement

14, rue de l'Abbé Groux

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
De-de-France Résidentiel, Bouygues Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt 01 47 12 54 44

17 logements de studio à 5 pièces.

Au cœur du 15^{ème} arrondissement, dans une rue calme et tout proche de la Place du Commerce, cette résidence de standing conjugue charme, confort et sécurité. Concède sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Pécariot".

Bureau de vente sur place : 15, rue de l'Abbé Groux. Lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Tél. 01 45 31 61 35

RÉGION PARISIENNE

94^{ème} Maisons-Alfort

Les Académies de Maisons-Alfort

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
De-de-France Résidentiel, Bouygues Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt 01 47 12 54 44

Idéal investisseurs.

A 2 pas du métro "Emile Zola/Maisons-Alfort", résidentiel mixte résidence d'habitat de standing. Studio à partir de 280 000 F.

Revenus locatifs garantis. Concède sur les nouvelles mesures investisseurs, amortissement "Pécariot".

Renseignements et Vente : Tél. 01 47 12 54 44

PRESTIGE ET CARACTÈRE

NEUILLY FACE SEINE
SITE ET VUE PRIVILÉGIÉS

Cette superbe demeure de 260 m² env., dans un hôtel particulier face à la Seine vous séduira par sa grande pièce de réception hors du commun. L'appartement de sa distribution sur 2 niveaux, sa vue sur Seine sans vis-à-vis. État parfait. Garage.

Prix : 6 500 000 francs.

PARTENA
Tél. 01 42 66 36 53

LE VÉSINET
Quartier calme et résidentiel

Agréable maison entièrement construite en rez-de-chaussée. Séjour 35 m² sur terrasse, 3 chambres, 2 baigns.

Tout confort. Garage.

BEAU JARDIN DE 1 200 M²

Ref : D 2351 - Prix : 2 800 000 francs

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59

PLACE DES VOSGES

Appartement d'exception dans un immeuble classé. 197 m², double réception avec boiserie d'époque et cheminées, 4 mètres de hauteur sous plafond, 2 chambres, bureau en mezzanine, 2 salles de bains.

Loyer : 27 500 francs hors charges

IMMOBILIÈRE MANSART
160, rue de la Pompe, 75116 Paris
Tél. 01 53 70 13 13 - Fax 01 53 70 99 90

CROISSY-SUR-SEINE

Proche du centre et à 12' du R.E.R. charmante maison familiale d'une surface habitable de 180 m², réception 50 m², bureau, 5 chambres, 2 baigns, salle de jeux, garage.

AGRÉABLE JARDIN CLOS ET BOISÉ

DE 1 000 M²

Ref : D 2292

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59

FAUBOURG ST-HONORÉ
PARIS 8^{ème}

Bel immeuble haussmannien 5 pièces, 56 étag. balcon soleil, living, 3/4 chambres, rénové.

Prix : 3 850 000 francs

COMADIM
Tél. 01 49 10 24 59 ou 06 97 40 83 26

UNE ABBAYE
EN SUISSE NORMANDE

Une histoire qui commence vers 1130. Une aventure à poursuivre.

ISMH. 2^{ème} prix chef d'œuvre en 1970, porterie, salle capitulaire XII^{ème}-XIV^{ème} siècle. Jardin médiéval fortifié classé MH. Labyrinthe 750 m², bois, ifs pépinière de buis, ruisseau, étangs, terres : 20 à 70 ha. 400 m², habitables.

Lumière. Archeologie.

ABBAYE DU PLESSIS-GRIMOUULT
14770 Saint-Jean-le-Blaizé
Téléphone 02 31 25 28 70

PRÈS DE CANNES
BASTIDE

Bastide provençale neuve. 3 chb, sdb, grand living, terrasse couverte, garage, terrain de 800 m². Dans un parc de chênes verts de 100 Ha inconstructible. Centre commercial, écoles... à 3 km, Cannes à 15 mn par voie rapide.

Livrable 6 mois après décision.

Prix : 990 000 francs

Tél. Propriétaire 06 35 32 75 13 ou sur place
Tél. 04 93 68 93 13 et fax 04 93 40 75 31

8^{ème} - GEORGE V
Luxueux 160 m²

Emplacement exceptionnel.

Entrée, réception en ronde, salle à manger, cuisine équipée, 3 chambres, dressing, 2 salles de bains, service avec douche. Possibilité de parking.

Prix : 5 500 000 francs.

CIVEL
Tél. 01 47 28 36 28

PRÈS DE CANNES
CASTEL

Castel provençal neuf. 4 ch, 4 sdb, grandes réception, terrain privatif 2 000 m², piscine, garage. Dans un parc de chênes verts de 100 Ha inconstructible. Centre commercial, écoles... à 3 km, Cannes à 15 mn par voie rapide.

Livrable 6 mois après décision.

Prix : 1 750 000 francs

Tél. Propriétaire 06 35 32 75 13 ou sur place
Tél. 04 93 68 93 13 et fax 04 93 40 75 31

RETROUVEZ VOS RUBRIQUES IMMOBILIÈRES "NEUF ET RÉSIDENTIEL" & "PRESTIGE ET CARACTÈRE"

LE MERCREDI 19 FÉVRIER 1997
(date jeudi 20)

CULTURE
LE MONDE / JEUDI 6 FÉVRIER 1997

CINÉMA Près de vingt ans après sa sortie, *La Guerre des étoiles* renoue avec le succès en salles dans une version restaurée et augmentée de quelques minutes. Un engoue-



ment surprenant, car les films sont disponibles en vidéo depuis des années et ont souvent été diffusés à la télévision. ● PARMI les sorties de la semaine en France, *Ni d'Eve ni*

d'Adam, de Jean-Paul Civeyrac, est une œuvre hardie, dans l'héritage du cinéma de Robert Bresson. ● AUTRE sortie, *That Thing You Do!* premier film réalisé par l'acteur Tom Hanks.

Une deuxième vie pour la trilogie de « La Guerre des étoiles »

Le film mythique de George Lucas, dans une version restaurée et augmentée de plus de quatre minutes, bat des records au box-office après sa réédition, depuis le 31 janvier, dans deux mille cent salles des Etats-Unis

IL ÉTAIT UNE FOIS un preux chevalier intergalactique qui, le 25 mai 1977, des commandes de son astronef, bondissait à l'assaut du paysage culturel universel. La saga a déjà repris du service, avec la réédition restaurée de *La Guerre des étoiles* aux Etats-Unis (qui sera suivie par *L'Empire contre-attaque* et *Le Retour du Jedi*) dans un circuit de deux mille cent salles pour le territoire nord-américain depuis le 31 janvier. Le score enregistré par *La Guerre des étoiles*, avec une recette de 36,2 millions de dollars (près de 200 millions de francs) pour le premier week-end (et une moyenne record de 17 205 dollars par écran qui devrait lui permettre d'atteindre les 200 millions de dollars en fin d'exploitation), a surpris George Lucas, qui, d'après son porte-parole, ne s'attendait pas à ce que son film, disponible en vidéo depuis des années, souvent diffusé à la télévision, connaisse un tel engouement.

Lucas ne va pas en rester là : mettant un terme à une double décennie sabbatique, il devrait renouer avec la réalisation. Il vient de mettre en chantier une nouvelle trilogie — les chapitres 1, 2 et 3 d'une saga qui doit en compter neuf. Les dates de sortie sont fixées : 25 mai 1999, 2001 et 2003. Producteur du feuilleton télévisé consacré au jeune Indiana Jones ainsi que de la future trilogie, Rick McCallum a supervisé la restauration et la réédition du triptyque existant.

« Le vingtième anniversaire approchant, explique-t-il, nous nous sommes tous demandé ce qu'il fallait faire pour marquer le coup. » Une nouvelle sortie en salles ? Cela faisait quinze ans qu'on n'avait pas vu la trilogie sur grand écran. « Elle connaît un succès extraordinaire en vidéo, mais par rapport à ce qui se fait aujourd'hui, nos bandes du dé-



Une des scènes inédites : Han Solo, de dos (interprété par Harrison Ford), rencontre, lors du premier épisode, Jabba the Hutt.

but des années 80 étaient pour le moins primitives. » Commencent donc, il y a trois ans, de préparer cette reprise, Rick McCallum s'aperçoit qu'il n'y a plus de négatif suffisamment bien conservé pour en tirer une copie décente. Toute

l'opération repose sur la restauration d'un négatif « original » à partir des intergénéralités existants dans le monde. *La Guerre des étoiles* avait été tournée avec une nouvelle pellicule Kodak plus rapide et plus robuste, mais dont la durée de vie

s'est révélée plus courte que prévu, explique McCallum. C'est le cas pour la plupart des grands films des années 70. Si on ne s'en soucie pas trop vite, les originaux de *Yod Dwyer*, de *Rencontres du troisième type*, des *Aventuriers de l'Arche perdue* ou de *Network* disparaîtront.

Le problème est d'autant plus évident pour *La Guerre des étoiles* que le film comportait bon nombre d'effets optiques. La technologie du numérique permet une première sauvegarde, une première remise en état. Lucas signale alors à son équipe « un certain nombre de choses qu'il avait voulu pouvoir faire en 1977, qui étaient dans le scénario, mais qu'il n'a pas pu accomplir parce qu'il fallait aller très vite, que les moyens manquaient ou

des listings. 5,5 millions ont servi à la seule restauration du premier épisode, soit les deux tiers de son devis original, et cette rénovation a pris deux ans et demi, soit plus de temps que le tournage tout entier. George Lucas ouvre, sur le plan éthique, une sorte de boîte de Pandore. Tant McCallum que Lucas, dans un entretien publié par le magazine *Wired*, parlent de « méthode évolutive », proche du travail du sculpteur, ou d'un internaute : « Si vous voulez aujourd'hui rééditer un livre écrit il y a dix ans, alors que, pressé par le temps, vous n'avez jamais eu le temps de vraiment le finir, ne sauteriez-vous pas sur l'occasion ? »

C'est possible. Mais peut-on réviser un classique ? Oui, « si c'est l'auteur lui-même qui en décide », affirme McCallum.

Certes, mais pourra-t-on désormais dire d'une œuvre cinématographique qu'elle est définitive ? Lucas ne fournit-il pas les armes qui permettront à chacun de réécrire son passé, voire celui d'un autre ? Si Lucas peut aujourd'hui modifier *La Guerre des étoiles*, c'est que la série a connu un succès triomphal et qu'il en déduit pratiquement tous les droits. Dans quelques années, les outils nécessaires à de telles entreprises seront assez peu onéreux pour que tout auteur puisse s'en servir. Ou tout patron de studio, sur le dos du réalisateur. Un risque de détournement qui rejoint les débats sur le copyright et le combat mené par l'Association pour le droit moral de l'artiste, dont le président n'est autre que... George Lucas.

Henri Béhar

★ Les films de la trilogie de *La Guerre des étoiles* sortiront en France les 19 mars, 9 avril et 23 avril.

Un metteur en scène qui a toujours agi en homme d'affaires

SI LA CARRIÈRE de réalisateur de George Lucas reste éphémère, se réduisant à seulement trois films, *La Guerre des étoiles*, *THX 1138*, *American Graffiti*, son parcours d'homme d'affaires reste beaucoup plus consistant. Sa réussite unique tient à un pari, qui avait semblé absurde à tout le monde à l'époque. Lucas avait alors préféré refuser le bonus de 500 000 dollars (environ 2,5 millions de francs) que lui proposait la Fox au moment où *La Guerre des étoiles* allait rentrer en production, en échange des droits dérivés sur les personnages de sa saga et sur les deux autres volets de ce qu'il avait déjà conçu comme une trilogie.

Cette prescience en dit long sur le génie visionnaire d'un metteur en scène qui a compris avant tout le monde que le cinéma ne servait pas seulement à attirer des spectateurs dans les salles. Elle permet aussi de mieux cerner la personnalité de Lucas, pour qui la réalisation n'était, au mieux, qu'un marché-pied vers une carrière toute tracée de businessman.

La Guerre des étoiles a complètement modifié la manière de concevoir un film à Hollywood. Depuis ce fameux été 1977, où le film a engrangé 323 millions de dollars de recettes, record absolu du box-office à l'époque, tous les gros projets des studios sont aujourd'hui conçus en fonction des droits dérivés qu'ils pourront générer, de leur potentiel à créer des sites sur des parcs d'attractions (« Star Tours », inspiré de *La Guerre des étoiles*, est l'une des attractions vedettes d'Euro Disney), et de leur capacité à pouvoir associer leur image avec des chaînes de restaurants ou des marques de vêtements pour le petit déjeuner. Avant *La Guerre des*

étoiles, le merchandising n'existait que pour faire la promotion d'un film, grâce à George Lucas, il est devenu un commerce à part entière, dont les revenus sont souvent supérieurs aux recettes d'un film en salles.

Presque vingt ans après, George Lucas a transformé sa trilogie en multinationale. Celle-ci a rapporté 1,3 milliard de dollars en salles dans le monde et plus de 3 milliards en merchandising. Les différentes sociétés dont Lucas est propriétaire (dont Industrial Light & Magic, la compagnie leader sur le marché des effets spéciaux) sont estimées à Wall Street à 5 milliards de dollars, le magazine américain *Forbes* ayant, lui, calculé la fortune personnelle de Lucas à 2 milliards.

DES FRANCHISES LUCRATIVES

La fascination du public pour les différents acteurs de la trilogie ne s'est elle toujours pas éteinte. Un analyste financier décrivait la franchise « *Star Wars* » comme « le Graal » en matière de merchandising. Les ventes des figurines « *Star Wars* » arrivaient en 1995 en seconde position sur le marché mondial du jouet, derrière les poupées Barbie.

La société LucasArts, qui produit des CD-ROM « *Star Wars* » fait partie des cinq plus importants producteurs de jeux vidéo au monde, alors que les romans inspirés de la trilogie constituent la franchise la plus lucrative de l'édition américaine, et les vingt et un romans publiés par l'éditeur new-yorkais Bantam ont presque tous atteint en tête de la liste des meilleures ventes publiée par le *New York Times*.

S. Bd

Des ajouts rendus possibles par les technologies numériques

QUATRE minutes et demie d'éléments visuels ont été rajoutées à *La Guerre des étoiles*. A l'aide de technologies informatiques et graphiques inimaginables en 1977, dépassant tout ce qu'on pouvait alors accomplir avec des marionnettes et des modèles réduits, George Lucas donne leur mobilité aux Dewbacks, les habitants du désert de Tatouine, où le spectateur fait la connaissance de Luke Skywalker (interprété par Mark Hamill). « A chaque fois, les Dewbacks tombaient en panne, dit Rick McCallum, chargé de superviser la restauration et la réédition de la trilogie. Aujourd'hui, ils ont une vie « normale » — enfin, pour Tatouine. »

Par ailleurs, ce n'est plus un petit peloton que Han Solo (Harrison Ford) affronte sur l'étoile de la mort, mais un escadron. Les employés d'Industrial Light & Magic, la société de Lucas, se sont eux-mêmes chouchoués numériquement. Les combats sont plus fous, plus élaborés. L'incidence dramatique la plus importante, cependant, reste l'inclusion dans *La Guerre des étoiles* du monstrueux Jabba the

Hutt, qu'on ne découvrait que dans *La Revanche du Jedi*. « George avait prévu une scène entre Harrison et Jabba. Cette scène, nous l'avons tournée avec un octure « de remplacement », que nous aurions éliminé par rotoscopie et remplacé par Jabba. La technologie n'étant pas encore au point, la scène a été coupée. Rétroscopie, elle explique mieux le contrôle qu'exerce Jabba sur Tatouine. »

« ON AVAIT ALORS SI PEU DE MOYENS »

Tatouine, précisément, a pris un sérieux coup de neuf. « On avait alors si peu de moyens qu'on n'avait jamais pu donner plus de détails à la ville de Tatouine. La cité n'avait aucune texture. Aujourd'hui, grâce à des « matte » numériques, elle est devenue ce qu'elle devait être dès le départ : le repaire de tous les renégats de la galaxie. »

Si l'essentiel des ajouts porte sur *La Guerre des étoiles*, *L'Empire contre-attaque* et *Le Retour du Jedi* ont eux aussi connu pas mal d'aménagements : le monstre des neiges de *L'Empire*,

qui, faute de moyens financiers et techniques, n'était que mouvement, ombres et effets sonores, a pris corps. Comme Tatouine, Cloud City est désormais grouillante. Rétablie aussi, dans *Jedi*, une séquence musicale dans le palais de Jabba. Hier elle durait quinze secondes, centrées sur la danseuse Ula, « parce que aucune des autres créatures n'a jamais fonctionné », s'exclame Rick McCallum. La séquence dure aujourd'hui une minute et demie, grâce au numérique.

« Ce sont des modifications infimes », reconnaît McCallum. Elles servent surtout de banc d'essai pour les prochains épisodes. D'où l'apparition, à la fin de *Jedi*, de la cité impériale de Consucant, entièrement créée par ordinateur, qui sera la ville vedette de la prochaine trilogie, centrée sur le jeune Anakin Skywalker (le père de Luke qui deviendra Darth Vader) et sur la jeune reine, la mère de la princesse Leia et de Luke Skywalker.

H. Bh.

Du Yémen aux Tuileries, un fantôme de film

Chapiteau *La Bataille navale*, Jardin des Tuileries, entrée rue de Rivoli face à la rue de Castiglione. (Lundi-mercredi à 16 heures, samedi-dimanche à 15 heures.)

Depuis quelques semaines, un modeste et curieux chapiteau se dresse au cœur du jardin des Tuileries. Sous la toile on projette un film. Au moins un « projet de film », synthétisé sous forme de maquette, d'extraits de dialogue et de mouvements de caméra, dont un grand barbu passionné vous contera volontiers l'histoire. Cet homme s'appelle Patrick Brunie, le film *La Bataille navale* ; quant à l'histoire, elle prend effectivement des allures de bataille.

En 1991, Brunie, cinéaste, metteur en scène de théâtre et producteur, entreprend, en collaboration avec l'écrivain Bernard Noël, l'écriture du film : une « histoire

féérique contemporaine » qui met en scène le vis-à-vis amoureux d'un homme et d'une femme dans un Paris désertifié, dont les paysages seraient ceux du Yémen. Yémen, berceau du monde pour une Genèse renouvelée. « Un mirage de ville occidentale recomposée », comme l'appelle encore Patrick Brunie, marchant sur les traces de Rimbaud. Mais on n'imagine pas une pellicule comme une feuille de papier, et le cinéaste ne veut pas recourir aux techniques numériques, mais filmer les décors naturels du Yémen, ainsi qu'une plaque transparente de 20 mètres de haut qui permettrait au peintre Olivier Debré d'explorer ce paradis.

En décembre 1993, Brunie remet son scénario au ministre de la culture du Yémen, qui l'accueille favorablement. Le producteur tunisien Ahmed Attia s'engage sur le projet. Mais alors que les conditions semblent réunies pour la

réalisation de ce poème filmé, le gouvernement yéménite émet les plus expressives réserves sur une scène d'amour contenue dans le scénario et menace d'annuler l'autorisation de tournage si elle n'est pas modifiée. Refus de l'auteur, puis démission du producteur en février 1996. Voici donc un an que le projet est bloqué.

Patrick Brunie a envoyé une lettre ouverte au président de la République du Yémen, puis, le 10 janvier, a sollicité le soutien de Jacques Chirac. Entre-temps, avec le concours de Marc Ferrigier, chercheur de l'équipe Pierre-Gilles de Gennes à l'Ecole de physique chimie industrielle de Paris, de divers partenaires industriels et de son créateur Alain Brunswik, il a élaboré cette maquette monumentale du décor de son film, devant laquelle tout un chacun est invité à partager son rêve...

J. M.

rétrospective
Al Pacino
à partir du 5 février
du 14 juillet Beaubien
et du Rainbow Canyon
du 14 juillet
du 14 juillet
du 14 juillet
du 14 juillet

Moment de grâce dans l'enfer banlieusard

Ni d'Eve ni d'Adam. L'histoire d'une rédemption, dans l'héritage de Robert Bresson

Film français de Jean-Paul Civeyrac. Avec Guillaume Verdier, Morgane Gallaux, Frédérique Gagnol, Hélène Chambon, Luc Tisot. (1 h 30.)

Gilles pourrait être un adolescent quelconque dans un quartier défavorisé d'une ville de province. Tournant dans la cité, le LEP, les copains et sa petite amie du moment. Il le pourrait s'il ne s'évertuait à gâcher sa vie, et à décourager ceux qui voudraient l'aider. Gilles est un teigneux, le vilain petit canard de son quartier. Il vole ses parents et son amie Gabrielle, assomme un professeur, maltraite sa petite sœur. Renvoyé de l'école, mis à la porte de chez

lui, rejeté par Gabrielle, oublié par les copains, Gilles finit par errer dans les rues comme une bête sauvage, entêté de solitude, ennuagé dans sa méchanceté, reclus dans son mutisme.

Restituée à travers l'épure d'un style concentré et laconique, la violence du personnage devient vite intolérable si le réalisateur ne prenait la précaution d'insérer le tableau par quelques signes apaisants : une lumière diurne qui, inondant parfois le visage de Gabrielle, nimbe d'une aura d'espoir ce film à la tonalité nocturne ; une lancinante musique d'inspiration religieuse qui accompagne et adoucit mystérieusement le calvaire volontaire de Gilles ; une once d'ironie, quand

Gilles crache hargneusement contre le vent.

Ces ouvertures et ces suspensions laissent présager, au plus profond de l'enfermement en soi, un cheminement possible. Plus encore, et ce pourrait être la principale réserve vis-à-vis du film, elles confèrent à cet enchevêtrement tragique la dimension presque abstraite d'une hypothèse morale ménageant l'effet de sa résolution. Laquelle a bien lieu à la fin de ce film faussement naturaliste, réaliste surtout par la vérité immédiate, à fleur de peau, que lui offrait ses deux remarquables jeunes interprètes.

Gabrielle trouvera la force d'aller chercher Gilles au fond de son impasse, Gilles et Gabrielle

partent ensemble se réfugier à la campagne. Une grange, une étable, un âne et un amour enfin partagé sont ici les symboles les plus marquants d'une rédemption, dont le cinéaste n'a pas cependant la trivialité de se satisfaire. Car c'est avant tout par l'étrange et évidente beauté de ces séquences ambiguës que le final est un moment de grâce cinématographique.

Trait supplémentaire et décisif, pour lequel il est permis de ranger Jean-Paul Civeyrac parmi les rares jeunes cinéastes qui invoquent aussi hardiment, et avec autant de prise sur la réalité actuelle, l'héritage de Robert Bresson.

J. M.

Jean-Paul Civeyrac, réalisateur

« Je montre le refus d'une vie médiocre, aliénée par l'argent »

« Vous avez réalisé en 1991 un court-métrage, *La Vie selon Luc*, qui annonçait le film qui sort aujourd'hui.

— Il y avait effectivement dans *La Vie selon Luc* le même type de personnage et la volonté de traiter ce qui se passe à l'intérieur d'une âme, sans apparence psychologique. Je voulais présenter un caractère objectivement, avec une fin qui ne soit pas bouclée, ce qui est plutôt inhabituel pour un court-métrage et qui a pas mal déstabilisé les gens à l'époque. Moo producteur actuel, Philippe Martin, m'a encouragé à poursuivre dans cette direction. C'est également lui qui m'a fait prendre connaissance du fait divers dont est inspiré le film.

— Celui-ci concernait des

jeunes Parisiens issus d'un milieu bourgeois. Pourquoi avoir transposé l'action en province et dans un milieu défavorisé ?

— Parce que j'ignore les mœurs du XVI^e arrondissement, que ce milieu m'est étranger. Je suis originaire de Saint-Étienne et mes origines sont assez proches de celles de Gilles. Il fallait situer l'action dans un milieu géographique et social dont je connaissais les règles.

— Comment s'est déroulé ce tournage ?

— Je me suis efforcé, durant quarante jours, de garder mes doutes pour moi, pour préserver au maximum la fraîcheur des enfants. L'emploi de ce film d'opérateur qui faisait la lumière très vite, avec des choix très tranchés. Tout cela a rendu les choses plus faciles et plus chaleureuses. Nous avons aussi reçu l'aide de beaucoup de gens de la région qui étaient très heureux de participer au film parce qu'on les traitait comme des personnes humaines, ce qui est loin d'être toujours le cas sur un tournage de film.

— Comment Guillaume Verdier, qui incarne Gilles, a-t-il abordé le rôle aussi ingrat ?

— Nous avons très peu parlé du personnage au cours du tournage parce que d'une manière générale je n'aime pas immerger les acteurs dans leur rôle. Je crois qu'il le trouve, pour reprendre une expression dont il s'est servi un jour que nous présentaient le film, « un peu con, très chiant, mais finalement attachant ». Effectivement, le personnage n'est pas sympathique, on a parfois envie de lui mettre des gifles.

— Peut-on définir votre film comme une parabole sur le libre arbitre ?

— Si ce n'est pas trop précoce, oui. J'ai essayé de ne pas faire un film sociologique, qui explique les caractères par le milieu.

lieu. Je pense que le sociologique a sa part, mais pas « en dernière instance ». L'enjeu est plutôt la découverte de ce que signifie faire le mal ou le bien pour un individu, sans que cela s'exprime par des mots, et sans que les personnages débattent sur le problème.

— Ne craignez-vous pas qu'on vous reproche cette approche spiritualiste ?

— Non, parce que moo film est aussi un témoignage sur la société d'aujourd'hui. La vie que mène ce gars est une vie misérable, et son attitude traduit le refus d'une vie médiocre, aliénée, soumise au dieu visible de l'argent.

— Quelle serait, au-delà de la sociologie, votre « dernière instance » ?

— La possibilité que l'on a, dans n'importe quelle situation, de se déterminer moralement.

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

Un regard naïf sur l'ascension et la chute d'un groupe de rock

That Thing You Do ! La version animée d'un juke-box des années 60 idéalisées

Film américain de Tom Hanks. Avec Tom Everett Scott, Liv Tyler, Johnathon Schaech, Steve Zahn, Ethan Embry, Tom Hanks. (1 h 48.)

Pour son premier passage derrière la caméra, Tom Hanks tenait une idée originale dont on peut regretter qu'elle ait été abandonnée au cours de route au profit d'un traitement plus conventionnel. *That Thing You Do !* repose sur le même thème que *This Is Spinal Tap*, de Rob Reiner, et *Zelig*, de Woody Allen : une histoire inventée de toutes pièces, racontée de manière presque documentaire.

Tout est faux dans le film de Tom Hanks : l'ascension du groupe de rock, les Wonders, qui, l'espace de l'été 1964, va passer des bancs de la cour d'école à la notoriété nationale ; leur tube, qui sert de titre au film ; le label, Play-tone Records, qui va lancer leur carrière ; leur manager, interprété par Hanks ; le Hollywood Television Showcase, l'émission de télévision qui va propulser leur chanson en tête des meilleures ventes... Malheureusement, ce néant au sens propre n'a pas de sens figuré. Et l'aventure de

ces quatre garçons, copiée sur les Beatles, à une époque où les maisons de disques américaines cherchaient désespérément à opposer une réplique au groupe anglais, se déroule dans une Amérique mythique où les garçons ont les cheveux bien coupés, les jeunes filles ressemblent à Doris Day, et où les rues des petites villes sont aussi oisives qu'un studio de cinéma.

Même les maisons de disques y ressemblent à des organisations sans but lucratif destinées à lancer des groupes de rock naïfs, purs et inspirés. Dans le rôle de Mr White, portant les fameuses lunettes fumées de Phil Spector et le costume sombre de Brian Epstein (le manager des Beatles), Tom Hanks impose lui-même l'image d'un imprésario eufant de cœur, très éloigné de la figure complexe et

inquiétante d'Epstein dans la réalité, toxicomane, homosexuel refoulé, et mort d'une overdose.

A force d'éviter les clichés sur la drogue et l'autodestruction présents dans la plupart des films sur des stars du rock à commencer par les plus mauvais comme *The Rose*, de Mark Rydell, et *The Doors* d'Oliver Stone) ou sur la perte de l'innocence de l'Amérique dans les années 60 après l'assassinat de Martin Luther King et de Kennedy, Tom Hanks a oublié d'insérer un véritable propos à son film. Une des inspirations les plus évidentes de *That Thing You Do !* est *American Graffiti*, de George Lucas. Mais si Hanks s'inscrit dans cette filiation, à laquelle appartient aussi la série télévisée américaine *Happy Days*, il laisse de côté tous les aspects mélancoliques du film de Lucas. Celui-ci

descrivait les années 60 comme une période où l'on s'ennuyait beaucoup, où le Vietnam en toile de fond. Le film de Tom Hanks est plutôt la version animée d'un juke-box, où s'entrechoquent des tubes rock coupés de tout contexte historique et politique.

That Thing You Do ! est pourtant bien un film de Tom Hanks, et donc de l'interprète de *Forrest Gump*, qui traverse son film comme le personnage de Robert Zemeckis, de manière faussement innocente, préférant s'en tenir à la surface des choses plutôt qu'à en interroger le contenu. Or, la naïveté n'est pas l'attitude la plus appropriée lorsqu'on veut aborder une période sur laquelle plus personne n'entretient une quelconque illusion.

Samuel Blumenfeld

Tom Hanks, l'acteur gentillet passé derrière la caméra

COMME pour se faire remercier de ses bons et loyaux services, Tom Hanks s'est vu accorder le droit par les majors de mettre en scène son premier film : « *Si That*

The Mon with One Red Shoe » à une série de rôles dramatiques dont celui de l'avocat séropositif de *Philadelphia*, de Jonathan Demme, ancien de l'école Roger Corman, dont l'association avec un acteur taillé par le sitcom d'alors pas de soi. Reparti avec un Oscar de cette aventure, Hanks est allé chercher Demme pour lui demander de produire *That Thing You Do !*

C'est paradoxalement avec son plus grave échec, *Le Bûcher des vanités*, de Brian De Palma, que Hanks a pu donner un nouveau tournant à sa carrière, acceptant de donner à son traditionnel emploi de gentil un tour autrement plus complexe. Parfait dans son rôle de golden boy corrompu et amoral, il a prouvé alors qu'il possédait la dose de masochisme parfois nécessaire à un acteur.

That Thing You Do ! possède au moins une grande qualité : il ressemble à son metteur en scène, mais dans la manière qu'il avait de se présenter au public au début de sa carrière. « *L'apparition des Beatles a créé une véritable révolution aux États-Unis. On avait droit auparavant à Paul Anka, au*

d'autres clones de Bing Crosby ou Frank Sinatra. Les Beatles avaient l'air jeune, en revanche, j'avais huit ans, moi, seize ans, mon grand frère treize, et les Beatles ont complètement changé notre foyer, jusqu'à mon père. Je ne me souviens pas d'avoir vu une telle joie chez moi. A la même époque, beaucoup d'autres groupes sont venus concurrencer les Beatles. J'étais persuadé, par exemple, que les Dave Clark Five étaient bien meilleurs. C'était à qui allait être les prochains Beatles. »

J'habituais près de San Francisco, et à côté de là où je vivais se trouvait une petite ville du nom de Livermore. Mon rêve aurait été de nous dans cette ville, alors que les Beatles venaient de Liverpool... J'avais donc envie de faire un film sur un de ces groupes qui clonait les Beatles avant de disparaître pour toujours. L'année 1964, celle de *That Thing You Do !* est celle qui verra le début des bombardements médicaux sur le Nord-Vietnam, le début absolu à décrire cette époque idyllique où les Américains croyaient que tout allait encore pour le mieux. »

S. Bd

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

C'EST POUR LA BONNE CAUSE

Film français de Jacques Fansten. Avec Loïc Freynet, Gaspard Jasse, Antoine de Caunes, Dominique Blanc, Laurie Lefret, Jacques Bonnafé. (1 h 45.)

■ Jacques Fansten reprend le principe qui fit le succès de *La Fracture du myocarde* (1990) : soit un film dont les principaux personnages sont des enfants, confrontés à des questions graves. Le ton est ici plus ouvert, à la comédie, alors que le scénario se confronte à des problèmes complexes, sociopolitiques et moraux : la misère dans le tiers-monde et l'humanité, la peur du chômage, la solidarité, les vertus relatives de la vérité et du mensonge. Tout le monde y met du sien, dans cette histoire qui voit un gamin inviter chez lui, à l'insu de ses parents, un petit Africain rescapé d'une guerre sanglante, et organiser son existence clandestine dans la maison puis, après la disparition de Moussa, entraîner ses géniteurs dans une cascade de nouveaux mensonges, toujours pour le motif énoncé par le titre.

Les acteurs-enfants sont aussi mignons que Justes ; Dominique Blanc reste la remarquable comédienne que l'on sait ; Antoine de Caunes est charmant en papa déboussolé qui doit mettre en conformité ses paroles et ses actes face à son rejeton ; Fansten scénariste déploie beaucoup d'efforts pour éviter le simplisme et la mièvrerie. Mais, devant l'ampleur des questions abordées, il fallait une mise en scène inspirée, au moins dynamique et prenant des risques, qui fait ici terriblement défaut. C'est pour la bonne cause reste un patchwork gentillet de thèmes abordés sans être traités, de scènes de comédie plus ou moins abouties et de notations sociologiques assez superficielles. Il n'est pas aussi sûr qu'on le dit que les bonnes causes ne puissent faire de bons films, il est certain qu'elles ne suffisent pas.

Jean-Michel Prod'homme

AMOUR ET CONFUSIONS

Film français de Patrick Braoudé. Avec Kristin Scott Thomas, Patrick Braoudé, Gérard Darmon, Valéria Bruni-Tedeschi. (1 h 40.)

■ Jeanne Moreau est moche et jone mal. On ne dit pas ça pour attaquer l'une des plus grandes et des plus belles actrices de ce siècle (qui ne fait ici, heureusement, que de brèves apparitions), mais pour donner d'emblée la mesure des abîmes où descend *Amour et confusions*. On y assiste avec le sentiment qu'il y avait à l'origine une idée de comédie sentimentale banale mais praticable — après une nuit d'amour fou puis un qui-proquo sur la manière de se retrouver, un homme et une femme mettront la durée de la projection à surmonter obstacles et malentendus pour filer la parfaite idylle —, que tout le monde s'est ensuite ingénié à tirer vers le bas. La situation dans le milieu de la lingerie féminine donne une idée de la finesse des blagues ; la vulgarité du ton, le néant de la mise en scène, la lourdeur de l'interprétation, la grossièreté des ressorts dramatiques, l'indigence de la « psychologie » concourent à rendre quelque peu désolant le simple fait d'être assis dans un fauteuil en face de « ça ». Sans compter le véritable attentat commis contre Valéria Bruni-Tedeschi, enlaide et réduite à une fonction de faire-valoir méprisant.

J.-M. F.

SPACE JAM

Film américain de Joe Pytko avec Michael Jordan, Bill Murray. (1 h 28.)

■ Les personnages des dessins animés de la Warner, Bugs Bunny, Daffy, Titi, Groenminet, Elmer... sont sommés de disputer un match de basket-ball contre de redoutables extraterrestes. Une défaite les obligerait à devenir les principales attractions d'un Luna Park situé sur une lointaine planète. Ils appellent à leur secours le champion Michael Jordan (dans son propre rôle) qui viendra les tirer d'embarras. *Space Jam* mêle personnages réels et figures de dessins animés. On assiste aujourd'hui à une forme de résurrection de ces petits personnages rendus mythologiques par cinquante ans de compléments de programmes cinématographiques et d'après-midi enfantines télévisuelles. Ils sont désormais représentés de façon très élaborée, le trait est davantage travaillé, les silhouettes sont finement ombrées. On peut préférer à cette volonté paradoxale de réalisme le graphisme simple des années 40 et 50. Le film de Joe Pytko est en fait un produit dérivé d'une opération plus vaste. Il s'agit d'additionner les licences Warner (la bande-son très présente est occupée par les musiciens édités par la Major), tandis que sort une nouvelle chaussure de basket Jordan.

Jean-François Rauger

THE CROW. LA CITÉ DES ANGES

Film américain de Tim Pope. Avec Vincent Perez, Iggy Pop, Mia Kirshner, Richard Brooks. (1 h 25.)

■ Cette *Cité des anges* se veut une suite de *The Crow*, réalisé en 1994 et inspiré d'une bande dessinée célèbre. En fait, le film reprend littéralement le minuscule argument du premier film (un homme assassiné ressuscite afin de se venger de ses meurtriers) pour en fournir une nouvelle variation. Pas de surprise majeure donc, le personnage incarné par Vincent Perez éliminera les uns après les autres les brutes inconnues qui l'ont abattu avec son fils. Tout l'intérêt du film, qui revendique ouvertement la simplicité (le simplisme ?) de la BD, réside dans le traitement plastique et auditif (la bande-son est saturée de rock) d'un fantasme de récit. Logiquement, c'est donc un créateur de vidéo-clips célèbres (pour Cure, David Bowie ou Neil Young) qui réalise le film. Si l'on n'est guère sensible à une esthétique qui entremêle, selon la mode, recyclages modernistes et archaïsmes mythologiques, secousses cathartiques et sectarisme adolescent, on risque de s'ennuyer à suivre ces aventures où tout est d'ores et déjà écrit d'avance. Mais le chanteur Iggy Pop dans le rôle d'un des méchants est grandiose.

J.-F. R.

NAPOLÉON EN AUSTRALIE

Film australien de Mario Andreacchio. (1 h 20.)

■ Clafoutis est un jeune chien. Il préfère qu'on l'appelle Napoléon et rêve d'explorer les grands espaces australiens, à l'image des bêtes sauvages dont il voudrait retrouver l'instinct et la vie aventureuse. Par un concours de circonstances, il réussit à quitter le domicile parental et se trouve confronté à la vie primitive de la forêt et du désert. Il rencontre différents animaux dont un perroquet, des lézards qui parlent, des chiens sauvages, des kangourous et un jeune pingouin qui exprime les mêmes velléités d'indépendance. *Napoléon en Australie*, filmé avec d'authentiques animaux, met les deux pieds dans le plat de l'anthropomorphisme tout en utilisant les ressources du montage pour éviter les cohabitations trop compliquées entre bestioles. Cet hymne à l'émancipation de la jeunesse se termine pourtant par un retour convenu à l'ordre familial.

J.-F. R.

MESURE D'URGENCE

Film américain de Michael Apted. Avec Hugh Grant, Gene Hackman, Sarah Jessica Parker, David Morse. (1 h 58.)

■ Sur une musique tonitruante de Danny Elfman, deux hommes, titubants, nus, courent dans la nuit new-yorkaise. L'ouverture de *Mesures d'urgence* frappe agréablement par sa violence et sa bizarrerie. Elle laisse augurer d'un secret à la fois indéchiffrable et obscène. Hélas !, le mystère se dissipe très vite, avant le moment choisi, sans doute, par les scénaristes débutants qui ont imaginé ce thriller à base d'expériences médicales sur des humains menés par un médecin amoral joué par Gene Hackman. C'est Hugh Grant, peu convaincant dans le rôle du bon docteur, qui découvrira le pot aux roses au terme de péripéties dont il serait encore charitable de dire qu'elles sont téléphonées.

J.-F. R.

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
50 représentations exceptionnelles
Robin RENUCCI
Marie-Paule ANDRÉ
François Truffaut
Correspondance
réalisation
Marie-Paule ANDRÉ
mise en scène
Michel GAUTIER
Marie-Paule ANDRÉ
PLACES : 180 F • ETUDIANTS : 75 F
LOCATION 01 53 23 99 19

SPECTACLES
Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

Images du faux et films de Hongkong à Rotterdam

ROTTERDAM

De Peter Greenaway à Jackie Chan, difficile de réviser éventail plus large pour une manifestation cinématographique. C'est celui qu'offre le 26^e Festival de Rotterdam, qui se déroule du 29 janvier au 9 février. *Pillow Book* fait certes partie de la sélection, mais c'est avec un autre film que Greenaway a donné le coup d'envoi du Festival. Court-métrage de onze minutes commandé par la ville de Rotterdam et consacré à un pont de la ville, *The Bridge* célébration se réclame ouvertement du Pont de Joris Ivens: diversité et filiation entre des approches originales symbolisent bien ce Festival. L'Anglais Simon Field a remplacé le Néerlandais Emile Fallaux au poste de délégué général mais, soutenu par un public curieux et disponible, la priorité reste à l'indépendance, voire à l'iconoclasme.

Parmi les deux cents et quelques œuvres sélectionnées figurent, outre celle figurant dans la compétition officielle et des hommages à plusieurs grands cinéastes (dont Alain Cavalier), plusieurs programmes de courts-métrages, un coup de chapeau à l'école de cinéma de Jérusalem, et la section Exploding Cinema, consacrée au multimédia et placée sous l'égide de Greenaway, qui travaille actuellement à *Tulse Luper's Suite* (« La Vallée de Tulse Luper »), un projet qui sera présenté à la fois en film, en CD-Rom et sur Internet. Les deux sections les plus attendues – et les plus inattendues – étaient celle intitulée « Les faux », et l'hommage à la société de production de Hongkong Golden Harvest.

Du « vrai-faux » d'Orson Welles (*Vérités et mensonges*) au « faux-documentaire » (*Close-up*, d'Abbas Kiarostami, *Un moment d'innocence*, de Mohsen Makhmalbaf, tous deux iraniens), en passant par le « vrai-faux portrait » (*Vernon, Florida*, d'Errol Morris), le faux dans la fiction (*Un héros très discret*, de Jacques Audiard) et le faux-docu-

mentaire (*Spinal Tap*, de Rob Reiner), les jeux de la simulation produisent de passionnants et infinis échos.

Dans *Forgotten Silver*, Peter Jackson et Costa Botes redécouvrent en Nouvelle-Zélande un de ces pionniers disparus de l'histoire officielle du cinéma sans lequel, pourtant, le 7^e art ne serait pas ce qu'il est. La reconstitution est impeccable, et impeccablement satirique, qui attribue au cinéaste méconnu la véritable invention de la couleur et du parlant (vingt ans avant *Le Chantier de jazz*), retrace le tournage sur plusieurs décennies d'une *Solomé* à faire pâlir d'envie D.W. Griffith et son *Intolérance*, et s'achève sur un reportage inédit tourné pendant la guerre d'Espagne.

Avec un public curieux et disponible, la priorité reste à l'indépendance, voire à l'iconoclasme

De Bruce Lee (*Big Boss*, 1971) à Jackie Chan (*First Strike*, 1996), le gros plan sur la Golden Harvest, fondée en 1970 par Raymond Chow, s'imposait, à quelques mois de la restitution de Hongkong à la Chine, le 1^{er} juillet. La rétrospective permet d'en saisir l'essence et la diversité. « Il est difficile de donner, en dix-huit titres, une représentation fidèle d'une production de six cents films », dit Albert Lee, directeur exécutif. Mais cette compilation reflète les tendances de la compagnie au fil des ans. Elle s'articule autour des grands noms, avec Bruce Lee, une des premières comédies de Michael Hui, Jackie Chan, King Hu, Tsui Hark, John Woo, tous réalisateurs qui, à un moment ou un autre,

ont travaillé avec nous. Mais notre marché a évolué, et les genres cinématographiques se sont diversifiés. A *Queer Story*, de Shu Kei, en est un exemple. »

On y découvre un traitement de l'homosexualité d'une franchise inhabituelle dans le cinéma de Hongkong. Le retour à la Chine entraînera-t-il l'interdiction de tels sujets, dans un secteur que le futur gouvernement « rapproche plus de l'éducation et de la propagande que de la distraction », pour reprendre la formule d'Albert Lee? Née à Hongkong mais émigrée en Australie, la réalisatrice Clara Law (dont *La Tentation d'un mâle* fut interdite en 1993, le gouvernement chinois faisant tout pour le retrait des festivals internationaux), se dit pessimiste et compare Hongkong 1997 à la Tchécoslovaquie de 1968.

Albert Lee se montre plus mesuré: « On nous a assuré qu'après le 1^{er} juillet le cinéma de Hongkong continuera de jouir d'une certaine autonomie; nous n'avons aucune indication pour l'instant d'un renversement de tendance. Il y a toujours un risque. Je n'imagine pas que notre série de Contes fantastiques et écologiques chinois ou celle intitulée *Sex and Zen* puissent être distribuées dans l'ensemble de la Chine. J'espère cependant qu'ils continueront d'être faits et montrés à Hongkong. »

Prudence ou simple logique de développement d'entreprise, depuis dix ans, la Golden Harvest a de moins en moins largi son assise internationale, multipliant les alliances de production et de distribution avec l'Australie, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, la Corée, étendu son activité à l'exploitation (multiplexes dans tout le Sud-Est asiatique), investi dans l'immobilier, et comme Disney ou Universal, s'intéresse de près à la création de parcs d'attractions. « Le cinéma n'est désormais pour nous qu'une activité parmi d'autres. »

Henri Béhar

Stéphane Lissner démissionne de l'Opéra royal de Madrid

Il avait été nommé directeur artistique en mars 1996

Stéphane Lissner, directeur artistique du Théâtre royal de Madrid, a présenté, lundi 3 février, sa démission, neuf mois avant l'inauguration officielle de l'opéra de

la capitale espagnole. Depuis de longs mois la mésentente régnait entre le Français et les dirigeants espagnols de la musique et de la culture.

STÉPHANE LISSNER a présenté sa démission, lundi 3 février, à M^{me} Esperanza Aguirre, ministre de l'éducation et de la culture, ainsi que l'a révélé le quotidien espagnol *El País*, dans l'une de ses éditions du mardi 4 février. En voyage, M^{me} Aguirre n'a pas eu le temps de s'entretenir avec M. Lissner, actuellement à Paris, où il assiste aux représentations du *Pierrot lunaire*, d'Arnold Schoenberg et du *Rossini*, d'Igor Stravinsky dirigées par Pierre Boulez et mise en scène par Stanislas Nordey (*Le Monde* du 1^{er} février).

Nommé pour six ans, en mars 1996, par le dernier gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, M. Lissner a envoyé son préavis de démission en respectant les six mois réglementaires prévus par son contrat. Sa démission était sinistrement attendue du moins prévisible depuis le renvoi d'Elena Saldado de la direction générale du Teatro Real (*Le Monde* du 12 juillet 1996), provoqué par le secrétaire d'Etat à la culture Miguel Angel Cortés peu après l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de José María Aznar, en mai de la même année.

Cinq des sept membres du conseil d'administration avaient alors démissionné en signe de soutien à M^{me} Saldado. M. Lissner ne cachait plus depuis quelque temps qu'il lui devenait de plus en plus difficile de travailler efficacement à Madrid, où il devait faire face à une opposition grandissante.

Son départ annoncé est dû à une divergence de fond sur la ligne artistique à mettre en œuvre, sur le profil du chef d'orchestre principal à engager et sur la for-

mation d'un nouvel orchestre. Sur toutes ces questions, Stéphane Lissner apportait des réponses divergentes de celles du directeur général de l'Institut national des arts scéniques et de la musique, le compositeur, directeur de festival et critique musical Tomas Marco, et du secrétaire d'Etat à la culture, Miguel Angel Cortés.

Stéphane Lissner voulait ouvrir avec Purcell, de Wagner (dont on oublie souvent que la première représentation autorisée en dehors de Bayreuth qui en avait l'exclusivité fut donnée à Barce-

lone). *La Vie brève* de Manuel de Falla lui aura été imposée; il souhaitait un chef de grande stature internationale, les autorités voulaient lui imposer un Espagnol; il souhaitait recruter un orchestre sur des bases élargies, les autorités ne le voulaient pas. Stéphane Lissner avait convaincu les chefs d'orchestre Lorin Maazel, Simon Rattle, René Jacobs, les metteurs en scène Robert Wilson, Peter Brook de venir travailler à Madrid. Viendront-ils toujours?

Alain Lompech

Le palmarès des 4^e Victoires de la musique classique

LA CÉRÉMONIE des 4^e Victoires de la musique classique a eu lieu mardi 4 février au Palais des congrès. La soirée était également retransmise en direct par France 3 et France-Musique.

Le palmarès s'établit ainsi: chef d'orchestre: Georges Prêtre; artiste lyrique: le ténor Roberto Alagna; soliste instrumental: le pianiste François-René Duchable; nouveau talent: la pianiste Claire Desert; production lyrique: *Pelléas et Mélisande*, de Debussy, par l'Orchestre de Lille, chef Jean-Claude Casadesu, mise en scène Pier-Alli; création contemporaine de l'année: *Concerto pour violon et orchestre*, de Marcel Landowski; ensemble vocal: Chœurs de Radio-France pour *Gloria*, de Poulenc (Decca); musique de chambre: le Trio Wanderer pour son enregistrement de deux trios de Dvorak et Smetana (Sony classical); enregistrement de musique classique française: *Concerto pour piano et orchestre en sol majeur*, de Ravel, et *Fantaisie pour piano et orchestre*, de Debussy, par le pianiste François-René Duchable, le chef Michel Plasson et l'Orchestre du Capitole de Toulouse (EMI classics); enregistrement de musique baroque: *Trois lamentations du mercredi saint*, de Jommelli, par Gérard Lesne, Véronique Gens et le Seminario musicale, chef: Christophe Rousset (Virgin classics); enregistrement de musique classique étrangère: *Le Châteaufort de Barbe-Bleue*, de Bartok, chef: le Néerlandais Bernard Haitink (EMI classics); contribution internationale à la musique française: la soprano britannique Felicity Lott pour son disque de mélodies françaises (Forelane); production chorégraphique: *Roméo et Juliette*, d'Angelin Preljocaj.

DÉPÊCHES

■ Le palmarès du Festival de Gérardmer a distingué Wes Craven, vieux routier du fantastique, pour *Scary Movie*, auquel le jury, présidé par le réalisateur Ken Russell, a attribué le Grand Prix de cette quatrième édition (du 29 janvier au 2 février). *Mur über meine Leiche* (Tuez-moi d'abord), premier film du cloéaste allemand Rainer Muesmann, a reçu le Prix spécial du jury et le Prix de la critique.

■ Le prix Truffaut a été décerné au spécialiste du cinéma italien Jean Gill pour son ouvrage *Le Cinéma italien de ses origines à nos jours* (Éditions de la Martinière). En collaboration avec l'Unesco et l'Unioio latine, ce prix, attribué pour la première fois, récompense alternativement une œuvre française écrite, audiovisuelle ou CD-ROM consacrée à l'Italie, et une œuvre italienne sur la culture et la société françaises.

■ La production italienne est en augmentation mais sa distribution reste difficile, selon une étude de l'Association nationale de l'industrie du cinéma (Anica). En 1996, 99 films ont été produits en Italie (contre 75 en 1995). Parmi ces 99 films, 77 sont entièrement italiens et 22 des coproductions. Les films produits sont souvent des « petits budgets » incapables d'affronter la concurrence américaine (182 films américains sont sortis sur les écrans italiens en 1996) et près de 40 % des films produits en Italie en 1996 n'ont pas réussi à être distribués.

REVUE

TAUSEND AUGEN

Numéro 7, 79 p., 25 F. 6, rue de Meunier, 59000 Lille.
■ Créée en 1995 par des étudiants du département filmologie de l'université Lille-III, cette revue, placée sous le signe de Fritz Lang (*Tausend Augen* renvoie aux mille yeux du Docteur Mabuse), entend soumettre à la réflexion critique tout ce qui se passe sur nos écrans, qu'ils soient de cinéma ou de télévision. Les choix cinématographiques n'en sont pas moins marqués, puisque la revue doit son existence au coup de colère qui avait saisi ses fondateurs face au mauvais accueil critique de *Mr. Butterfly*, de David Cronenberg, le premier numéro offrant par ailleurs un long entretien avec le chercheur, critique et cinéaste, Noël Burch. Cette septième édition renoue avec l'acte fondateur de la revue, puisqu'elle propose notamment, dans le sillage de *Crash*, un dossier complet sur le cinéma de David Cronenberg, défini comme « l'un des plus grands cinéastes contemporains vivants ». On y lira également avec intérêt une redécouverte du réalisateur de série B Joseph H. Lewis, des entretiens avec Sophie Calle et Judith Cahen, ainsi qu'un compte rendu des manifestations cinématographiques organisées dans la région lilloise.

J. M.

LES ENTRÉES À PARIS

■ A nouveau une semaine en recul par rapport à la période correspondante de 1996, après la brève embellie de la semaine précédente. Et ce malgré une profusion de nouveautés: pas moins de treize sorties, sans compter un panorama d'indés (de Béla Tarr). ■ « Didier » est le seul vainqueur de la semaine, avec 151 000 entrées dans son circuit de 50 salles. Deux autres films remportent, à plus modeste échelle, un succès incontestable pour *Looking for Richard*, avec 13 000

entrées dans 3 salles; honorable pour *Nénette et Boni*, avec autant de spectateurs mais dans 10 salles.

■ Une cascade de contre-performances sanctionnent les autres sorties. Les 32 000 de *Relic* et les 30 000 de *Fantômes contre fantômes* sont des déceptions, tout comme les 15 000 de *Ghost in the Shell* et les 7 000 de *Carmin profond*. Et de véritables catastrophes marquent les débuts de *Les « Lumière » de Berlin*, *Journal d'un vice*, *Nitrate d'argent*, *Criminals*, *Zina* ou *Amores que matan*, aucun n'atteignant les 1 000 entrées.

■ Deux grosses sorties de la semaine précédente se disputaient les faveurs du public. Avec 104 000 entrées dans 49 salles, *La Rançon* (total en deux semaines: 282 000) confirme son avantage sur *Tout doit disparaître* qui, à 44 000, perd plus de la moitié de ses spectateurs (total: 137 000). En troisième semaine, *Leçons de séduction* trouve encore 21 000 élèves (total: 110 000). Mais le nombre de films attirant plus de 20 000 spectateurs sur Paris-périphérie reste gravement limité.

■ « Le Plus Beau Métier du monde », qui connaît un succès relatif dans la capitale avec 384 000 entrées en huit semaines, obtient une bien meilleure réussite à l'échelle nationale, en passant la barre des 2 000 000 d'entrées.

J.-M. F.

* Chiffres: Le Film français.

Inrock

Woody Allen parle de sexe et de truffes, de Camus et de Spike Lee, de douleur et d'anhédonie.

Woody

la joie de vivre selon

POUR COMPRENDRE LE FUTUR MIEUX VAUT CONNAÎTRE LE PRÉSENT



Un véritable atlas économique et social du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

LA SÉLECTION DU « MONDE »

AU LOIN S'EN VONT
LES NUAGES (finlandais, 1 h 36)
d'Aki Kaurismäki.
BRIGANDS, CHAPITRE VII
(franco-germano-italo-suisse,
2 h 09), d'Otar Iosseliani.
CARMIN PROFOND (**) (franco-mexicain-espagnol, 1 h 54),
d'Arturo Ripstein.
DIEU SAIT QUOI (français, 1 h 30),
de Jean-Denis Pollet.
EAU DOUCE (français, 58 mn), de
Marie Vermillard.
FOR EVER MOZART
(franco-helvète-allemand, 1 h 20),
de Jean-Luc Godard.
GO NOW (britannique, 1 h 26), de
Michael Winterbottom.
JOURNAL D'UN VICE (italien,
1 h 28), de Marco Ferreri.
LOOKING FOR RICHARD
(américain, 1 h 53), d'Al Pacino.

NÉNETTE ET BONI (français,
1 h 43), de Claire Denis.
NITRAT D'ARGENT (français,
1 h 27), de Marco Ferreri.
POUR RIRE (français, 1 h 40), de
Lucas Belvaux.
ROMAINE (français, 1 h 22),
d'Agnès Obadia.
LA SERVANTE AIDANTE
(français, 2 h 46), de Jean Douchet.
THE PILLOW BOOK
(franco-britannique, 2 h 06), de
Peter Greenaway.
LE VIOLON
DE ROTHCHILD
(franco-helvète-finlandais-hongrois,
1 h 41), d'Edgardo Cozarinsky.
Y AURA-T-IL
DE LA NEIGE À NOËL ? (français,
1 h 30), de Sandrine Veysset.
ZINA (franco-britannique, 1 h 33),
de Ken McMullen.

FESTIVALS

LE CINÉMA FACE À
L'HISTOIRE : parallèlement à
l'exposition « L'Artiste face à
l'histoire » qui se tient au Centre
Pompidou jusqu'au 7 avril, un
cycle « Le cinéma face à
l'histoire » a lieu jusqu'au 3 mars
dans le même lieu. Christian
Delage, historien cinéaste, a
retenu quatre thèmes : les
années 30, des récits fondateurs ;
histoire et mémoire, l'expérience
de la guerre, la Shoah ;
l'après-guerre, ressassement ou
reconstruction ; histoire et temps
présent : leçons d'histoire. Des
fictions, des documentaires et des
actualités sont projetés chaque
jour du mercredi au samedi.
Le Voyage du Führer en Italie, mer.
17 h ; Le Dictateur, mer. 20 h ;
Aventure malgache, mer. 20 h ;
Cameramen et Wor, jeu. 14 h ; Le
6 juin à Poubé, jeu. 17 h ; Bandes
d'actualité, jeu. 20 h ; Glorie di
glorio, ven. 14 h ; Récits d'Ellis
Island, ven. 17 h ; Colonel Blimp,
ven. 20 h.

Jusqu'au 3 mars, Centre
Géorgio-Pompidou, Studio 5, Tél. :
01-42-78-37-29, 15 F choque
séance.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Le
Champ-Espace Jacques-Tati, 5*
(01-43-54-51-60), Mais qui a tué
Horry ? jeu. 12 h ; Mr and Mrs
Smith, ven. 12 h.
BUNUEL ARCHITECTE DU
RÊVE, Reflet Médias II, 5*
(01-43-54-42-34), Le Chorme
discret de la bourgeoisie, jeu.
11 h 50.

CYCLE ABEL FERRARA (v.o.), Le
Champ-Espace Jacques-Tati, 5*
(01-43-54-51-60), Nos funérailles,
mer. 16 h, 22 h, jeu. 15 h 50, ven.
15 h 50, 22 h ; Bad Lieutenant, jeu.
22 h 10.

CYCLE DAVID LYNCH (v.o.), Le
Champ-Espace Jacques-Tati, 5*
(01-43-54-51-60), Twin Peaks, mer.
17 h 50, 21 h 50 ; Blue Velvet, jeu.
13 h 50, 17 h 50, 21 h 50 ; Dune,
ven. 13 h 45, 17 h 50, 21 h 50.

FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet
Médias II, 5* (01-43-54-42-34),
Palombello rosso, jeu. 12 h 10 ;
Blanco, ven. 12 h.

HOMMAGE À CLOUZOT, Le
Champ-Espace Jacques-Tati, 5*
(01-43-54-51-60), Le Corbeau, mer.
20 h ; Quoi des Officiers, jeu.
12 h 10, 20 h 10 ; L'assassin habite
ou 21, ven. 12 h 10, 20 h.

NOUVEAUX FILMS

AMOUR ET CONFISSIONS
Film français de Patrick Braoudé, avec
Kristin Scott Thomas, Gerard Darmon,
Valérie Bruni-Tedeschi, Patrick Braoudé,
Michèle Garcia, Jules Edouard
Moustic (1 h 40).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* ;
Gaumont Opéra, dolby, 2* (01-43-12-
91-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Rex, dolby, 2* (01-39-17-10-00) ; UGC
Odéon, dolby, 8* ; Gaumont Amba-
sade, dolby, 8* (01-43-59-04-67 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lazare-
Pasquier, 8* (01-43-57-35-43 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; UGC
Normandie, dolby, 8* ; UGC Lyon-Bas-
tille, 13* (01-47-07-55-88 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alé-
sia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Par-
nasse, dolby, 14* (réservation : 01-40-
30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby,
15* (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-
30-20-10) ; Pathe Wepler, dolby, 18*
(réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10).

C'EST POUR LA BONNE CAUSE
Film français de Jacques Fansten, avec
Antoine de Caunes, Dominique Blanc,
Loïc Freymet, Lauria Lefrère, Gaspard
Jasser, Medhi Dahli (1 h 45).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* ;
UGC Rotonde, dolby, 6* ; UGC Dpéra,
dolby, 6* ; Miral, dolby, 14* (01-39-17-
10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réservation :
01-40-30-20-10).

MESURE D'URGENCE
Film américain de Michael Apted, avec
Hugh Grant, Gena Hackman, Sarah
Jessica Parker, David Morse, Bill Nunn,
John Toler-Bey (1 h 58).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* ;
Gaumont Marignan, dolby, 8* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; George-V,
dolby, 8* ; Sept Parnassiens, dolby, 14*
(01-43-20-32-20).
VF : Rex, dolby, 2* (01-39-17-10-00) ; Pa-
ramount Opéra, dolby, 9* (01-47-42-56-
31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Lyon-Bastille, 12* ; UGC Gobelins, 13* ;
Mistral, 14* (01-39-17-10-00 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Gaumont
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10).

NAPOLEON EN AUSTRALIE
Film australien de Mario Andreacchio,
avec des animaux (1 h 20).
VF : Gaumont les Halles, dolby, 1* (01-
40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-
10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2*
(01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-
30-20-10) ; L'Arlequin, 6* (01-45-44-28-
80 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Ely-
sées Lincoln, 8* (01-43-59-36-14) ; Les
Montparnos, dolby, 14* (01-39-17-10-
00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pa-
thé Wepler, dolby, 18* (réservation : 01-
40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby,
19* (réservation : 01-40-30-20-10).

NE D'ÊTRE NI D'ADAM (*)
Film français de Jean-Paul Civeyrac,
avec Guillaume Verdier, Morgane Hal-
naux, Frédérique Gagnol, Hélène
Chambon, Luc Tisserot, Lucie Nogier
(1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, 3* (réservation :
01-40-30-20-10) ; Espace Saint-Michel,
5* (01-44-07-20-49) ; Le Balzac, 6* (01-
45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14* (01-
43-20-32-20) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19*
(réservation : 01-40-30-20-10) ;
SPACE JAM
Film américain de Joe Pytko, avec Mi-
chael Jordan, Bill Murray (1 h 29).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* ;
14-Juillet Odéon, 6* (01-43-25-59-
83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gau-
mont Marignan, dolby, 8* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; UGC Norman-
die, dolby, 8* ; Gaumont Grand Ecran
Italie, dolby, 13* (01-45-80-77-00 ; ré-
servation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10).
VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1* ;
Rex (le Grand Rex), dolby, 2* (01-39-17-
10-00) ; 14-Juillet Odéon, 6* (01-43-25-
59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
UGC Montparnasse, dolby, 6* ; Gau-
mont Marignan, dolby, 8* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; UGC Norman-
die, dolby, 8* ; Paramount Dpéra,
dolby, 15* (01-47-42-56-31 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12*
(01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-
30-20-10) ; UGC Lyon-Bastille, 12* ; Gau-
mont Grand Ecran Italie, dolby, 13* (01-
45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-
10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-
50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gau-
mont Parnasse, dolby, 14* (réservation :
01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01-45-75-79-79) ;
Gaumont Convention, dolby, 15* (01-48-
28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Majestic Pasy, dolby, 15* (01-48-28-42-
27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ;
Pathe Wepler, dolby, 18* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; Le Gamba-
tetta, dolby, 20* (01-46-36-10-96 ; réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-30-
20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13* ; Gau-
mont Alézia, dolby, 14* (01-43-27-84-50 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC
Convention, dolby, 15* (01-48-28-42-27 ;
réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 15* (01

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 6 FÉVRIER 1997

TELEVISION La commission des affaires culturelles du Sénat devait examiner, mercredi 5 février, une proposition d'amendement soutenu par le sénateur Jean-Paul Hugot,

dans le cadre des modifications de la loi de 1986 sur la liberté de communication. ● LE TEXTE permettrait à M 6 d'obtenir l'autorisation de retransmettre ses écrans de

publicités nationales dans les décrochages locaux, que la chaîne souhaite allonger et multiplier. ● LA GÉNÉRALE des eaux, qui développe une stratégie différente de

chaînes locales, notamment à Lyon, où Télé Lyon-Métropole n'a toujours pas trouvé l'équilibre depuis 1989, proteste contre cet amendement M 6. ● LA PUBLICITÉ locale

est au centre de cette concurrence entre M 6 et la CGE, que la presse quotidienne régionale, arbitre incontournable, observe avec une certaine inquiétude.

M 6 veut augmenter la durée de ses décrochages régionaux

La Générale des eaux proteste contre un projet d'amendement qui permettrait la diffusion de publicité pendant les émissions locales. La presse régionale essaie de jouer les arbitres en sauvegardant ses marchés publicitaires

L'ÉPOQUE est révolue où les chaînes se disputaient pour ne pas diffuser le journal régional, considéré comme une programmation obligée. Le succès d'audience du 1920 de France 3, du journal de 13 heures sur TF 1 ou les décrochages régionaux de M 6 montrent que l'information locale paie. Elle attire des téléspectateurs de plus en plus nombreux et les publicitaires y voient de nouvelles opportunités. Ce n'est pas fini. M 6 veut étendre ses décrochages. La Générale des eaux a des projets dans plusieurs villes. France Télévision a mis en chantier un projet de chaîne thématique sur les régions, France 3 Régions, qui attend de meilleurs jours boudgétaires.

M 6, filiale de la CLT et de la Lyonnaise des eaux, et la Générale d'images, la filiale câble de la Compagnie générale des eaux (CGE), ont adopté une stratégie radicalement différente. La Générale développe des chaînes locales, comme Télé Toulouse ou Télé Lyon Métropole (lire ci-dessous), tandis que M 6 adopte des formats plus courts, sous forme de décrochages de sept minutes, que la chaîne veut étendre à vingt-six minutes. M 6 accède au mouvement. La commission des affaires culturelles du Sénat devait examiner, mercredi 5 février, une proposition d'amendement soutenu par le sénateur Jean-Paul Hugot, dans le cadre des modifications de la loi de 1986 sur la liberté de communication. Ce projet a surpris le Syn-

dicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) - en discussion avec M 6. Il bouscule un peu le CSA, qui y semble toutefois favorable, et il provoque la fureur de la Générale des eaux, qui le qualifie d'« amendement M 6 ».

Le texte en question permet à M 6 d'obtenir l'autorisation de retransmettre ses écrans de publicités nationales dans les décrochages locaux. Pour la chaîne, l'enjeu est d'importance. Selon son directeur général, Nicolas de Tavernost, « M 6 obtient une moyenne de 35 % de parts de marché (PDM) à l'occasion des décrochages locaux. Elle a bien l'inten-

tion de monnayer ses audiences auprès des annonceurs ». Pour lui, la diffusion de l'écran de publicité nationale dans le décrochage local « n'aura d'autre incidence que de faire monter l'audience nationale de la chaîne ». Il précise que M 6 « ne vendra pas de publicité locale, mais nationale ».

LOGIQUE D'AUDIENCE

Le directeur général de M 6 estime que le vote de l'amendement permettra à sa chaîne « de faire un peu de concurrence au niveau local. Ce n'est pas mauvais. Partout où M 6 et France 3 sont en compétition, les deux chaînes rencontrent le

succès ». En plus de ses décrochages - généralement associés à des quotidiens régionaux - sur Bordeaux, Tours, Nantes, Rennes, Lille, Nancy, Lyon, Grenoble, Montpellier et Marseille, la chaîne pourrait demander au CSA l'autorisation pour cinq nouvelles villes. Sans tarder, M 6 pourrait ouvrir un décrochage à Clermont-Ferrand en collaboration avec La Montagne. Mais M. de Tavernost laisse planer l'incertitude sur « la pérennité des décrochages existants » au cas où l'amendement serait rejeté.

« Par un amendement présenté comme une clarification, on est en train de régler le problème des mé-

dias audiovisuels locaux », s'indigne Louis-Bertrand Raffour, directeur de la Générale d'images et délégué général de l'Association nationale des télévisions de villes. « Les chaînes de télévision locales ne pourront pas lutter face à des décrochages. Le marché local est majoritairement tenu par des annonceurs nationaux. On sacrifie la télévision locale pour permettre l'augmentation des recettes publicitaires des chaînes nationales », poursuit M. Raffour, qui s'inquiète des « dérives possibles d'une logique d'audience ».

La Générale des eaux a des projets à Lille, Strasbourg, Nantes,

Bordeaux ou Marseille. Elle compte bien y associer la presse de chacune des régions. Elle souhaite aussi créer un réseau de télévisions de villes qui lui permettrait de drainer de la publicité nationale, en présentant un produit publicitaire commun. L'économie de ces chaînes est difficile et se heurte à un obstacle : l'interdiction de la publicité pour la grande distribution. La presse quotidienne régionale est hostile à la levée de ce tabou, la publicité pour la grande distribution étant l'une de ses principales ressources.

La presse quotidienne régionale, dont le poids politique en fait pour l'instant un partenaire difficilement contournable par les télévisions, observe la situation avec un brin d'inquiétude. Un groupe de travail du SPQR a fait part de ses réserves sur les investissements des journaux dans les chaînes strictement locales. Il préconise en revanche des associations avec M 6, pour des décrochages. Le SPQR a cependant du mal à parler d'une seule voix. Les journaux dont les villes ne « bénéficient » pas des décrochages de M 6 s'inquiètent de cette montée en puissance de la chaîne, qui risque d'enlever d'autres projets. En particulier les chaînes dont le numérique permettra le développement à moindre coût, à condition qu'elles trouvent un marché publicitaire.

Guy Duthiel et Alain Salles

Télé Lyon-Métropole toujours en quête d'équilibre

LYON

de notre correspondant régional

Lundi 3 février, Télé Lyon-Métropole (TLM) a changé de formule. Depuis son lancement en février 1989, ce n'est pas la première fois que cette chaîne privée modifie sa grille. Mais, estime Christophe Ducasse, son directeur général, il s'agit plus d'une « évolution » que d'un bouleversement : TLM, qui produit deux heures de programmes par jour, supprime ses talk-shows d'animation pour mettre l'accent sur les informations, les débats et les émissions de services pratiques.

En huit ans, la chaîne a connu diverses fortunes éditoriales. D'abord sous la direction de Jérôme Bellay, elle avait gagné en crédibilité. Mais, en 1992, son successeur, André Campana, mêle reportages et publicité, brouillant l'image de l'antenne sans remonter la pente des pertes. TLM est mise en dépôt de bilan en 1993. La Générale des eaux, qui détient 49,9 % de son capital via deux fi-

liales - Générale d'images et Téléservice -, appelle de nouveaux partenaires, dont le Crédit agricole du centre-est (20 %) et la famille Bianco (10 %) qui détient aussi la chaîne savoyarde Huit Mont-Blanc. Le groupe Le Progrès réduit sa participation à 7 %.

MANQUE DE RECETTES

Premier objectif : contenir le déficit structurel de l'exploitation qui avait atteint jusqu'à 27 millions de francs en 1993. En 1996, avec un budget de 21 millions de francs, TLM va encore perdre, selon M. Ducasse, « entre 10 et 12 millions ». Les modifications de la grille sont aussi guidées par un souci d'économies : la charge salariale sera allégée par la suppression de postes de pigistes (une dizaine actuellement en plus de quarante-huit permanents).

« TLM a une bonne notoriété », explique M. Du-

casse, qui revendique 160 000 spectateurs par jour, le décrochage lyonnais de M 6, à 20 h 35, en annonçant le double. Mais, poursuit-il, « nous souffrons de manque de recettes ». La régie publicitaire de TLM a réalisé 9 millions de francs de chiffre d'affaires en 1996. L'interdiction d'accéder à la publicité de la grande distribution la prive de ressources conséquentes.

La Générale d'images souhaite néanmoins ouvrir d'autres antennes, à Lille, Bordeaux ou Strasbourg. « Il y a une attente du public pour des informations de proximité, et un marché publicitaire », soutient Étienne Malet, le nouveau directeur de la Générale d'images. Mais le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'a toujours pas ouvert d'appel à candidatures. « Ces réticences ne seront pas éternelles », estime-t-il. C'est pour cette raison que la Générale des eaux continue à croire à la télévision de ville et à en supporter les déficits.

Bruno Caussé

« France-Football » devient bihebdomadaire

POUR L'ANNÉE de ses cinquante ans, et à quelques mois de la Coupe du monde organisée en France, l'hebdomadaire France-Football a décidé de mettre les bouchées doubles. Dès la première semaine de mars, il paraîtra deux fois par semaine : le mardi, son jour habituel de parution, et le vendredi. Une telle expérience avait déjà été tentée en 1970, quelques mois avant le Mondial mexicain, mais avait été abandonnée en fin d'année. A l'époque, l'initiative venait en réaction à la naissance du bihebdomadaire But, lancé à l'automne 1969. Aujourd'hui, il s'agit moins de contre-attaquer que d'anticiper : « Le marché du football est actuellement très porteur en France, et la perspective de la Coupe du monde va le renforcer, analyse Gérard Ernault, directeur de la rédaction de France-Football. Un marché aussi attractif pourrait intéresser un investisseur français ou étranger puissant ».

La décision du groupe Amaury de muscler son magazine spéciali-

sé correspond aussi à une volonté de s'adapter au nouveau découpage du calendrier du football. Le week-end n'est plus le seul point fort de la semaine : les Coupes d'Europe, auxquelles les clubs français semblent désormais abonnés, s'étendent du mardi au jeudi. « Notre parution du vendredi sera une réponse à cette actualité du milieu de semaine », souligne Gérard Ernault. Le démarrage de la nouvelle formule, les 4 et 7 mars, correspond d'ailleurs à la reprise des compétitions européennes.

VENTES RECORD EN 1996

Paul Roussel, directeur général de L'Équipe, n'exclut pas de repousser le lancement de quinze jours « plutôt que de prendre le risque d'offrir un produit inachevé ». « Nous ne faisons pas un coup, dit-il, nous visons la durée ». L'objectif est de pérenniser cette double parution au-delà de la Coupe du monde de 1998.

France-Football changera de ma-

quette, de format (plus carré), de qualité de papier (davantage de photos en quadrichromie) et d'imprimerie (Maury, à Malesherbes, dans le Loiret, au lieu de CIPP). « Le journal va changer de physiologie, mais pas d'état d'esprit », dit-on à France-Football. Pas question de toucher au contenu alors que les ventes ont connu, en 1996, une année record : 230 000 exemplaires en moyenne, dont 62 000 abonnés. Le numéro du vendredi (vendu 8 francs contre 12 francs le mardi) aura la même ligne éditoriale, mais un papier et une maquette plus rustiques car, explique Gérard Ernault, « il sera arraché dans les conditions d'un quotidien pour intégrer l'actualité du jeu du soir ».

L'objectif de diffusion serait d'arriver le vendredi à 50 % des ventes du numéro du mardi. Les effectifs de la rédaction seront spectaculairement renforcés : 14 journalistes (rédacteurs et secrétaires de rédaction) doivent rejoindre les 25 permanents actuels.

Jean-Jacques Bozonnet

DÉPÊCHES

■ RADIO : Skyrock devait s'installer à Angoulême, mercredi 5 février, pour lancer ses émissions. La radio entend protester contre la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de ne pas l'avoir sélectionnée pour l'attribution d'une fréquence dans cette ville. Skyrock fait valoir que son réseau bénéficie d'une ombre de fréquences moindres que ses concurrents.

■ TÉLÉVISION : à la demande de Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Matra-Hachette, le tribunal administratif de Paris doit juger, jeudi 20 février, si l'attribution en 1987 de TF 1 au groupe de Francis Bouygues par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), prédécesseur du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), a été ou non entachée d'illegalité. Hachette et Bouygues étaient concurrents à la privatisation de TF 1 il y a dix ans ; Jean-Luc Lagardère avait déposé une requête auprès du tribunal administratif en 1992.

Les Exclusives Téléphonie Mobile Carrefour

Carrefour et SFR vous proposent l'abonnement CONTACT à 99F/mc, avec les 2 premiers mois gratuits*. En plus, Carrefour vous offre un bon d'achat de 100F*.

* Offre valable jusqu'au 15 mars inclus. Bon d'achat valable sur tout le magasin.

PHILIPS ECHANGE EN 24 HEURES VOTRE APPAREIL EN PANNE SUR SIMPLE APPEL TELEPHONIQUE**

PHILIPS FIZZ

90F/mc
Avec souscription 24 mois
2 watts avec carte SIM 210g
162 x 60 x 17 mm
45h d'autonomie en veille et 1h15 en conversation

PHILIPS SPARK

1290F/mc
Avec souscription 24 mois
2 watts avec carte SIM ou Micro S 169g
138 x 58 x 18 mm
65h d'autonomie en veille et 2h15 en conversation

Avec Carrefour je positive! ➡

SFR

On n'explore pas que les paysages, c'est ça qui agace !

ROUGH GUIDE

L'émission qui ne cache rien. Du lundi au vendredi - 19h00

Voyage

la télé de tous les voyages

Sur CanalSatellite et sur certains réseaux câblés, renseignements : 08 36 68 04 20 (2,25 min) 3615 TELEVOYAGE (2,25 min)

EN VUE

■ Avec l'appui logistique de gardes-chasse, d'une meute de chiens, d'un bulldozer pour tracer une piste, d'une ambulance, d'une cuisine roulante et d'un hélicoptère, le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine a chassé et tué à bout portant, le 12 janvier, dans la région de Yaroslavl, une oursse et ses deux ourssons surpris en train d'hiverner dans une caverne. Les Russes ont été d'autant plus surpris que Victor Tchernomyrdine passe pour le plus sensible des membres du gouvernement.

Newswatch

Mad About MADONNA

Madonna's real story from the first time she met the Beat of the World

zinski, le futur chef du conseil national de sécurité de Jimmy Carter. En 1978, M. Brzezinski la charge de gérer ses relations avec le Congrès, ce qui lui permet de se créer un formidable carnet d'adresses. Un douloureux divorce, en 1982, au lieu de l'abattre, lui donne un surcroît d'énergie. Ses filles sont grandes, elle peut se consacrer entièrement à sa passion : la politique étrangère.

Ses centres d'intérêt, à l'université Georgetown à Washington où elle enseigne, sont le terrorisme international et les médias, des sujets jugés alors secondaires par rapport à la grande affaire de l'époque : la stratégie nucléaire. Mais ils prennent de l'importance, après la fin de la guerre froide, au moment où M^{re} Albright accède elle-même à la notoriété en devenant en 1993, par la grâce du président Clinton, ambassadeur au-

près des Nations unies. Elle ne déteste pas afficher publiquement ses préjugés qu'elle éprouve envers Fidel Castro ou Saddam Hussein. Lorsque la presse irakienne la traite de « femme-serpent », elle arbore fièrement une broche en forme de serpent sur son tailleur...

M^{me} Albright, à la différence des hommes grils du département d'Etat qu'elle dirige désormais, est donc capable de réparties cinglantes et de gestes théâtraux. Mais, remarque *Newsweek*, contrairement à un ancien secrétaire d'Etat, originaire comme elle de la vieille Europe, Henry Kissinger, elle ne propose aucune vision du monde. Elle se contente d'être américaine, se contentant de traher chaque affaire comme elle se présente. Ne ressemble-t-elle pas en cela au président Clinton ?

Dominique Dhombres

■ Selon le *Times*, le fils de Slobodan Milosevic se fait construire à Pozarevac, au sud-est de Belgrade, un bunker recouvert de marbre et pourvu d'une piscine, qui lui permettrait de soutenir un siège confortablement. Marko Milosevic, qui ne sort jamais sans son arme, a exigé que les ouvriers de son chantier souterrain soient changés tous les mois afin qu'aucun d'eux ne suive les travaux de bout en bout et ne soit ultérieurement en mesure de livrer un plan de la construction.

■ La Cicciolina, naguère vedette du cinéma pornographique et ancien député au Parlement italien, a confié, dans un entretien exclusif à la télévision argentine, que le sexe et la politique ne la concernaient plus directement et qu'elle préférait s'intéresser à l'enfance maltraitée.

« Maintenant, a-t-elle déclaré, comme tant d'autres femmes, je cherche un homme à qui je puisse confier mes problèmes. Je vis aujourd'hui comme une nonne. Ou presque... »

EL PAIS

Plus à la pression internationale qui s'exerce sur lui, plus il a de succès. Depuis 77 jours, il a accepté le rapport de l'OSCE, rédigé par Felipe Gonzalez, qui donne la victoire à l'opposition aux élections municipales du 17 novembre dans 15 des 81 principales villes de Serbie, outre Belgrade. Mais, en raison des antécédents du personnage, on peut mettre en doute la sincérité de sa décision.

LCE
Pierre Luc Séguillan
■ L'affrontement violent qui a opposé au Sénat le socialiste Michel Rocard et le ministre de l'intérieur Jean-Louis Debré sur le sujet de l'immigration, le premier faisant procès au second de concocter une loi digne de Vichy, est malheureusement significatif. Il démontre, une nouvelle fois, combien il est difficile dans ce pays d'avoir un débat raisonnable sur l'immigration qui ne cède ni à

l'angélisme proclamé ni au cynisme dénigré et qui, surtout, ne soit pas pollué par de multiples arrière-pensées électorales. Comment expliquer en effet la contradiction des socialistes ? Ils avaient observé un étrange mirage dans l'Hémicycle quand, en décembre dernier, les élus de la majorité avaient durci le projet de loi du ministre de l'intérieur dans un sens très répressif. Et c'est aujourd'hui que le gouvernement s'efforce, au Sénat, de revenir au texte initial, plus modéré, que les socialistes donnent de la voix et joignent les procureurs scandalisés.

BFM
Philippe Alexandre
■ Il suffit donc que Bernard Tapie soit mis en prison, événement prévu, annoncé, justifié par une condamnation en bonne et due forme, pour que toutes les grandes machines médiatiques s'emballent : aussi bien les journaux télévisés de 20 heures grand-messes cathodiques, que la presse écrite de France et de Navarre. Beaucoup de Français doivent se demander aujourd'hui si l'ancien ministre de François Mitterrand a accompli un acte de bravoure exceptionnel en pur

geant le pelme pour laquelle il a été condamné à trois reprises, ou si nous ne sommes pas en présence d'une erreur judiciaire qui fera tache dans notre histoire; quelque chose comme l'affaire Dreyfus.

L'émotion populaire ainsi sollicitée est stupéfiante: Bernard Tapie a été jugé coupable de tricherie et, dans un pays de droit, les tricheurs sont sanctionnés. Tricherie dans un match de football, ce n'est encore pas grand-chose, mais il y a aussi une gigantesque tricherie fiscale, mille fois plus lourde que celles qui violent tant

de petits commerçants ruinés, déshonorés, anéantis.

LE PAIS
■ Slobodan Milosevic a cédé. Plus à la pression internationale qu'aux manifestations qui se sont succédé depuis 77 jours. Il a accepté le rapport de l'OSCE, rédigé par Felipe Gonzalez, qui donne la victoire à l'opposition aux élections municipales du 17 novembre dans 15 des 18 principales villes de Serbie, outre Belgrade. Mais, en raison des antécédents du personnage, on peut mettre en doute la sincérité de sa décision.

■ La Cicciolina, naguère vedette du cinéma pornographique et ancien député au Parlement italien, a confié, dans un entretien exclusif à la télévision argentine, que le sexe et la politique ne la concernaient plus directement et qu'elle préférait s'intéresser à l'enfance maltraitée.

« Maintenant, a-t-elle déclaré, comme tant d'autres femmes, je cherche un homme à qui je puisse confier mes problèmes. Je vis aujourd'hui comme une nonne. Ou presque... »

JEUDI 6 FÉVRIER

TF 1 16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série. La fibre japonaise. 17.10 Métrouze Place. Poulton. Nouveaux programmes. 18.05 K 2000... Séries. Travaux publics. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 Journal. L'image du jour. Tercé. 20.45	France 2 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.25 Le Prince de Bel Air. Séries. Mark Houston. Série. Un match mouvementé. 18.45 Qui est qui? Jeu. 19.25 et 20.20 Studio 10. Invités: Robert Hossein, Marthe Mercadier. 20.00 Journal. A cheval à Météo. Point route. 20.55	France 3 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Mémoires d'un écrivain, de Jacques Anquetin. 19.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 journal régional. 20.00 Météo. 20.05 Fa si si chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.50	La Cinquième 18.25 Le Monde des animaux. Campagne sauvage: escapades souterraines. 18.50 Le Journal du temps. Arte 19.00 Don Quichotte. Dessin animé. [19/91]. 19.30 La 12. Magazine. Ve-t-on vers le chômage à vie? 19.55 Palettes. Yves Klein (1928-1962): Traces de l'époque bleue. Documentaire d'Alain Jaubert. 65 min. 20.30 et 1/2 Journal. 20.40	M 6 18.05 Central Park West. Série. L'espion. 19.00 Lois et Clark. Série. 19.30 Les échecs des champions. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. Série. La grande pleureuse. 20.35 L'assé simple. Magazine. 1956, Nassau. 20.45	Canal + 17.50 Carland Cross. Dessin animé. La rue qui n'existe pas. En clair jusqu'à 20.35. 18.35 Nulle part ailleurs. Magazine. Invités: Frédéric Mitterrand, Arnaud Médouze, Félicie Ouessi, Margherita. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35	France-Culture 20.30 L'Éclair de mémoire. Cours de littérature. 21.32 Fiction: Le Vistreur. De Cécile Wajsbom. Avec Jacques Bonaldi. 22.40 Notes magiques. Passés inimaginables. 0.05 Du jour au lendemain. Alain Ernaux (Hébert, Je ne suis pas sorti de mon noir). 60 Minutes: Les Châliés du mac-bail. Journée du 11 avril 1945. Avec Louise Castel et son Ensemble. Refrain: Betty Rich. Les Nuits de France Culture (redif.). France-Musique 20.00 Concert. Donné le 17 novembre 1996 au théâtre des Arts de Rouen (Opéra de Normandie). Chœur et Orchestre du Théâtre des Arts de Rouen, dir. Jérôme Pilonnet. Œuvre de Constant: Tereza (Madroneka fantaisique en quatre tableaux. Avec de Pierre Bourges). 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Bacri, Valsodini, Histoires de disques. 23.07 Histoire de disques. Œuvres de Moussorgski, Beethoven, Mozart, Bach, Wagner, Chopin. 0.00 Tapage nocturne. Shyama. Histoire de persécution. 10. Les Nuits de France-Musique. Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Desacris et la musique. Œuvres de Rossini, Beethoven, Mozart, Bach, Wagner, Chopin, Berlioz. 22.35 Les Soirées de Radio Classique. (Suite). Œuvres de Schmitt, Debussy, Poulenc, Stravinsky. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique. Radio 7 20.30 L'Éclair de mémoire. Cours de littérature. 21.32 Fiction: Le Vistreur. De Cécile Wajsbom. Avec Jacques Bonaldi. 22.40 Notes magiques. Passés inimaginables. 0.05 Du jour au lendemain. Alain Ernaux (Hébert, Je ne suis pas sorti de mon noir). 60 Minutes: Les Châliés du mac-bail. Journée du 11 avril 1945. Avec Louise Castel et son Ensemble. Refrain: Betty Rich. Les Nuits de France Culture (redif.).
LES CORDIER, JUGE ET FLIC Cathy. Série. O. d'Alain Wurm (105 min). 04/922 La commissaire retrouve son brio d'une époque. L'histoire d'un policier. 105 minutes. 1994. 10. La fille de l'inspecteur se comporte bizarrement... 22.30	ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine d'actualité. Invité: Bernard Benjamin. 20.00 Journal. A cheval à Météo. Point route. 20.55	LES DENTS DE LA MER 2 Film de Jean-Marc Szwarc, avec Roy Scheider, Lorraine Garin (1979, 115 min). 59/998 Une histoire d'homme, plutôt que celle du célèbre film de Spielberg. 22.45 Journal. Météo. 20.50	SOIRÉE THÉMATIQUE: ILS SONT TOUS CES RHÉNANS! Une expédition carnavalesque. Soirée proposée par Art Casper. Un carnaval que les auteurs veulent rendre "politiquement correct", après avoir longtemps cherché, en pute pète, à l'interdire. 20.45 et 21.30, 22.30, 0.15 Cabaret Cessau. Court métrage de Jean-François Delavay (40, 15 min). 14/9457 21.00 De la nature de l'Alaaf. Documentaire de Jürgen Bevers. Une histoire d'indiscipline (30 min). 18/96 L'Alaaf, cri de ralliement pour un carnaval qui brave tous les interdits et tous les pouvoirs. 21.40 Symphonie de l'Herse. Documentaire de Barbara Schröder et Hinnerk Brämskamp. Cologne, une ville en état de siège (50 min). 30/07815 Du jeudi qui précède le mercredi des Cendres jusqu'au Mardi gras, la ville de Cologne est entièrement dédiée à la fête. 22.45 Tattort. Jour de carnaval. 78 min de Nikolaus Stein, avec Martin Lüttge (50 min). 31/1157 0.30 Hynènes (Ramaton). Film de Djibril Diop Mambety (1992, redif., 110 min). 514/9303 Sortir socie et miter en course du pouvoir de l'argent. Redif. du 10/27 janvier. 20.40	LE PETIT BAIGNEUR Film de Robert Dhéry, avec Louis de Funès, Robert Dhéry (1967, 105 min). 73/9157 Louis de Funès dans ses numéros de coiffe. Robert Dhéry et les Branguignols en famille de rouquins. 20.45	RANGOON Film de John Boorman, avec Patrick Argue (1989, 95 min). 23/9419 Ce film basé sur des faits réels a un réel d'initiation destiné à faire comprendre la lutte du peuple birman. 21.50 Flash d'information. 20.35	FRANCE-CULTURE 20.30 L'Éclair de mémoire. Cours de littérature. 21.32 Fiction: Le Vistreur. De Cécile Wajsbom. Avec Jacques Bonaldi. 22.40 Notes magiques. Passés inimaginables. 0.05 Du jour au lendemain. Alain Ernaux (Hébert, Je ne suis pas sorti de mon noir). 60 Minutes: Les Châliés du mac-bail. Journée du 11 avril 1945. Avec Louise Castel et son Ensemble. Refrain: Betty Rich. Les Nuits de France Culture (redif.). France-Musique 20.00 Concert. Donné le 17 novembre 1996 au théâtre des Arts de Rouen (Opéra de Normandie). Chœur et Orchestre du Théâtre des Arts de Rouen, dir. Jérôme Pilonnet. Œuvre de Constant: Tereza (Madroneka fantaisique en quatre tableaux. Avec de Pierre Bourges). 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Bacri, Valsodini, Histoires de disques. 23.07 Histoire de disques. Œuvres de Moussorgski, Beethoven, Mozart, Bach, Wagner, Chopin. 0.00 Tapage nocturne. Shyama. Histoire de persécution. 10. Les Nuits de France-Musique. Radio-Classique 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Desacris et la musique. Œuvres de Rossini, Beethoven, Mozart, Bach, Wagner, Chopin, Berlioz. 22.35 Les Soirées de Radio Classique. (Suite). Œuvres de Schmitt, Debussy, Poulenc, Stravinsky. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique. Radio 7 20.30 L'Éclair de mémoire. Cours de littérature. 21.32 Fiction: Le Vistreur. De Cécile Wajsbom. Avec Jacques Bonaldi. 22.40 Notes magiques. Passés inimaginables. 0.05 Du jour au lendemain. Alain Ernaux (Hébert, Je ne suis pas sorti de mon noir). 60 Minutes: Les Châliés du mac-bail. Journée du 11 avril 1945. Avec Louise Castel et son Ensemble. Refrain: Betty Rich. Les Nuits de France Culture (redif.).
MODE DE VIE Magazine présenté par Patricia Schönborg. Portraits de femmes: sans le voile à la main. (10 min). 00/9093 21.00 Les Rendez-vous de l'entrepreneuse. Invité: Jean-René Fourtou (20 min). 04/9194 0.45 Les 20, 22, 30, 35. TF 1. 0.55 Cas de divorce. Série. Lamarre contre Lamarre. 1.30 et 3.40, 4.35, 5.00 Histoire nationale. Documentaire (redif.). 2.30 et 3.40 Les 20, 22, 30, 35. 4.35 Les 20, 22, 30,						

صحنات العمل

Masques

par Pierre Georges

C'EST FORMIDABLE. Vitrolles ! Un modèle d'élection. La gauche s'agitait son candidat avec un pince-nez. L'extrême-droite avance sa candidate, un loup de Carnaval sur le visage. En pleine bataille, on découvre d'un côté que le champion sortant n'était assurément pas le meilleur, avec son armure mitée et ses chaussures trouées. Plusieurs de ses partisans le disent et sont exclus aussitôt du parti pour haute-trahison. La grande majorité de ses alliés le pensent et vont au combat électoral avec la conviction ardente du sauve-qui-peut.

En face, ce n'est guère mieux. Sauf à considérer que démocratie vaut mieux que démocratie. La candidate n'est pas la vraie candidate. Elle est la femme de son mari, postulant à un vrai-faux mandat. Tout le monde le savait. Mégret l'a dit. Catherine Mégret sera « maire à part entière ». C'est à dire qu'elle vaquera à ses fourneaux, les « affaires sociales et familiales, les relations publiques et les relations avec la population ». Et pour le reste, les vraies décisions, lui sera « le conseiller de la municipalité ». A part entière, cela va sans dire.

Un candidat de plomb. Une candidate de paille. Il fait bon être Vitrolles ! Tout ce que la gauche ne voudrait plus être contre tout ce que l'extrême-droite est. A ce jeu-là, la démocratie sort rarement gagnante. Alors, que dans ce pathétique jeu d'ombres, cette mascarade électorale, cela parle dans tous les sens n'a rien de bien étonnant. Sur ce terrain-là, sur ce terrain-là, le Front national est nettement le meilleur. Le trouble des esprits lui est une aubaine, le fin des situations, une bénédiction. Il possède, mieux que tout, l'art de mettre le doigt là où cela fait mal.

Comme cet intouchable « front républicain » qui lui serait opposé en dernier recours et qui s'effrite avant même que d'exister. Le parti des Mégret, lui, sait pouvoir compter sur de solides allées. Ainsi Brigitte Bardot. Etant, elle-même, mariée à un proche de Jean-Marie Le Pen, elle ne pouvait faire moins que pratiquer la solidarité des épouses. Brigitte, Catherine même combat ! L'actrice qui ne met pas ses convictions sous son muchoir, fût-il en vichy, y est donc allée de son compliment. « Avec vous, écrit-elle à Catherine Mégret via Minute, la propriété, l'honnêteté et la sincérité seront les trois mamelles de Vitrolles ». Allons, là aussi, pour qui aurait mal lu les Mémoires de B. B., le masque tombe.

Autre allié, malgré lui nu à cause de lui, Bernard Tapie. Toujours avec cet art de mettre le doigt sur les plaies, le Front national n'a pas manqué l'aubaine. Brunn Gullnisch a adressé au garde des sceaux une lettre ouverte pour implorer sa clémence. Il a demandé à Jacques Toubon d'accorder « une permission de sortie » à Bernard Tapie afin que le nouveau pensilanaire de la Santé puisse venir « comme en 1995, entre les deux tours » soutenir le candidat de la gauche à Vitrolles.

L'humour est un peu pesant, au Front comme au Front, mais le trait porte, raccourci de l'histoire politique récente : la Santé et Vitrolles sont bien les deux bouts d'une même histoire, l'une nourrissant l'autre. Bernard Tapie en prison, Bruno-Catherine Mégret à Vitrolles. Voici parfaitement résumé le châtiment que s'est infligé elle-même la gauche, et par ricochet la démocratie française, dans les errements des années Tapie !

Un train transportant du combustible nucléaire irradié a déraillé en Moselle

Les mesures effectuées après l'accident n'ont révélé aucune pollution radioactive

METZ

de notre correspondant
Aucune pollution radioactive n'a été enregistrée, mardi 4 février, à la suite du déraillement à Apach (Moselle) d'un train de marchandises transportant des barres de combustible nucléaire irradié. Les opérations de levage des wagons et de la matrice sortis des voies n'ont été achevées, mercredi 5 février dans la matinée, et les autorités devaient décider dans la journée d'éloigner ou non le convoi du site de l'accident.

Le déraillement s'est produit alors que le convoi traversait la gare de triage de cette petite commune située à la frontière franco-allemande. Il serait dû à la rupture d'un rail. Cette hypothèse n'est pas encore confirmée par l'enquête en cours. La motrice, qui roulait à faible allure, est sortie des voies, entraînant derrière elle les quatre wagons composant le train, dont trois sont chargés de matière radioactive. Aucun des wagons ne s'est renversé. Seul, le premier a terminé sa course légèrement incliné.

Les 18 tonnes de combustible nucléaire usé réparties sur trois wagons sont enfermées dans des conteneurs de 94 tonnes agréés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ces emballages sont conçus pour résister à une chute de 9 mètres, correspondant à une vitesse à l'impact de 50 km/h. Ils sont soumis à des feux enrobés de 800 degrés centigrades pendant une demi-heure et doivent tenir à la pression pendant 8 heures sous 200 mètres d'eau.

Les mesures effectuées par la cellule mobile d'intervention radiologique (CMIR) des sapeurs-pompiers de Thionville (Moselle) n'ont pas mis en évidence de fuite du contenu des wagons ni d'augmentation des rayonnements à proximité de ceux-ci, affirment les pouvoirs publics, qui ont cependant, à la demande du préfet de région, instauré un périmètre de sécurité de 200 mètres et mis en place un poste de commandement fixe à Metz et un poste avancé en gare d'Apach. L'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN)

affirme que le niveau d'irradiation relevé (2,5 microsieverts par heure à 1 mètre des wagons) « respecte les limites réglementaires et est analogue aux mesures faites à la centrale avant le départ du convoi ».

Le train venait de la centrale allemande d'Emsland, en Basse-Saxe. Il se dirigeait vers Drunkerk, où le combustible irradié doit être transbordé sur un bateau spécialisé avant d'être envoyé vers l'usine de retraitement de Sellafield, dans le nord de l'Angleterre.

300 000 CONVOIS PAR AN

Le convoi est affrété par la société britannique BNFL. L'IPSN estime qu'une centaine de transports de matières radioactives passent la frontière franco-allemande chaque année, dont un quart en transit avec l'Angleterre. Les écologistes lorrains, sarrois et luxembourgeois, très sensibilisés au dossier du nucléaire en raison de la présence de la centrale de Cattenom, proche de Thionville, ont dénoncé « la route du plutonium et les risques encourus par la population ».

Au total, l'IPSN évalue à 300 000 par an le nombre de colis radioactifs circulant sur le sol français. Ces transports radioactifs représentent 2 % des transits de matières dangereuses. La grande majorité du trafic, qui ne fait pas l'objet d'autorisation spécifique, concerne des petites sources radioactives, à usage industriel, médical ou scientifique.

En revanche, 5 000 transports nécessitent une autorisation et un emballage spécifiques. Pour les combustibles irradiés, on dénombre environ 450 convois annuels, auxquels s'ajoutent 300 convois de combustible neuf. Les combustibles irradiés s'acheminent à 50 % par chemin de fer, à 10 % par voie maritime et à 40 % par la route. L'IPSN avait jusqu'ici enregistré deux accidents, sans conséquence radiologique : en juin 1987, un camion était allé au fossé près de Saint-Laurent-des-Eaux ; en décembre 1991, un « cnls » était tombé sur le pont d'un navire lors d'un transbordement.

Jean-Louis This

Des industriels français violeraient la réglementation sur les mines

MALGRÉ la décision de Paris de renoncer à produire et à exporter des mines antipersonnel, des industriels français continueraient à fabriquer et à vendre des engins frappés, en principe, de la même interdiction. L'accusation émane de l'Observatoire des transferts d'armements. Conjointement avec Handicap International, cet organisme devait rendre public jeudi 6 février à Paris une enquête reprochant aux industriels du secteur de détourner la réglementation en vigueur. Cette étude passe en revue divers systèmes d'armement pouvant se substituer aux mines antipersonnel, telles que les mines antichars « piégeables ». Ses auteurs dénoncent aussi certains lanceurs de mines antichars susceptibles de disperser des mines dites de « contre-démontage », aux effets aussi pernicieux que les engins antipersonnel. * Le complexe français de production des mines et systèmes associés. Etude de l'Observatoire des transferts d'armements, BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01 (89 p., 60 F).

DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE** : la communication que devait présenter au conseil des ministres Philippe Vasseur sur son projet de loi d'orientation agricole (Le Monde du 5 février) a été repoussée en principe au prochain conseil, pour des raisons de calendrier gouvernemental, indique-t-on au cabinet du ministre.

■ **RUSSIE** : le ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov, s'est vu confier, mardi 4 février, par le président Boris Eltsine la responsabilité de coordonner l'activité de l'ensemble des services de lutte contre la criminalité, notamment économique, a annoncé le porte-parole du Kremlin. Il sera notamment chargé de superviser les activités de la police fiscale et des douanes. Agé de cinquante ans, le général Koulikov fut un temps responsable de l'ensemble des opérations militaires en Tchétchénie. - (Reuters)

■ **IRAK** : le Pentagone a accusé, mardi 4 février, l'Irak de dissimuler sur son territoire jusqu'à 25 missiles balistiques, en violation des résolutions des Nations unies, et prévenu que les Etats-Unis étaient prêts à défendre leurs forces dans la région. Le chef de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien, Rolf Ekeus, est attendu le 20 février à Bagdad pour une mission consacrée aux missiles. - (AFP)

■ **IRAN** : deux séismes ont frappé, mardi 4 février, à une demi-heure d'intervalle, une région montagneuse du nord-est de l'Iran, détruisant de nombreux villages et faisant au moins 58 morts et 153 blessés, selon des bilans provisoires. - (AFP)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 5 février, à 10 h 26 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 1814,30 +1,26 - 6,07	Cours au 04/02
Hong Kong index 1354,40 +0,72 - 0,72	Var. en % fin 96

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

Paris CAC 40	Var. en % fin 96
2508,07	-0,22 - 6,09
London FT 100	+5,91
Zurich	+10,82
Milan MIB 30	+2,29
Frankfurt Dax 30	+0,27 - 6,29
Bruxelles	+12,42
Suisse SMI	+5,15
Madrid Iboex 35	+4,02
Amsterdam CDS	+5,55

Tirage du Monde daté mercredi 5 février 1997 : 485 514 exemplaires

Aujourd'hui, la stratégie de télécommunications de votre entreprise, vous en parlez à qui ?



ESPADON TELECOM

ESPADON. Désormais il existe un opérateur télécom qui raisonne comme votre entreprise.

Combien de temps avez-vous attendu ? Trop longtemps. Vous souhaitez une gestion efficace des coûts plutôt que des discours techniques, des services conçus pour votre entreprise plutôt qu'une offre standard ? ESPADON. Réseaux du 1^{er} opérateur belge de télécommunications, est le 1^{er} réseau télécom français dédié aux entreprises. Ça va drôlement vous changer. ESPADON. Appelez ESPADON Telecom au 0 800 221 221

CHOISISSEZ D'ÊTRE EN AVANCE